TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9487 | 24 PAGES | — MARDI 22 JUILLET 1975

OURSUIVANT SA HAUSSE

.e dollar frôle es 4,30 francs

LIRE PAGE 24



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

LA GAUCHE ET LE POUVOIR EN EUROPE MÉRIDIONALE

LIE : le président du conseil souhaite des « rapports constructifs » avec le P.C.

Réuni depuis le samedi 19 juillet à Rome, le conseil national de la démocratie chrétienne italienne tente d'écarter de la direction du parti M. Fanfani, jugé responsable du revers électoral du 15 juin dernier. Dans un important discours, M. Aldo Moro, président du conseil, a invité la D.C. à se réformer enfin et a offert au parti communiste des « rapports constructifs » *et un* « dialogue démocratique ». *Il a constaté que, pour une part,* « l'avenir de l'Italie n'est plus entre les mains de la démocratie chrétienne ».

De notre correspondant

Rome. — M. Amintore Fanfani sera sans doute amené à quitter le secrétariat politique de la démocratie chrétienne, qu'il occupe depuis deux ans. Les trois quarts des délégués du parti l'y ont invité on ne peut plus clairement en démissionnant du comité directeur : imitant les six représentants des courants de gauche (*le Monde* du 2 juillet), dix-huit autres dirigeants — parmi lesquels MM. Mariano Rumor, Emilio Colombo, Giulio Andreotti et Antonio Bisaglia, c'est-à-dire les principaux ministres du gouvernement — se sont en effet désistés de leur mandat dans la soirée du samedi 19 juillet, quelques heures après l'ouverture du conseil national de la D.C.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 3.)

La fin « cordon sanitaire »

conséquences des élections ales, provinciales et munis du 15 juin, marquées par et succès des communistes, encent à se faire sentir en . Sur le plan local, un type au de rapports est en train installer entre majorité et ition. A Rome, on s'attend changement de direction à nocratie chrétienne, dont le il national souhaite rempla- . Amintore Fanfani au poste crétaire politique.

Fanfani jouait avec sa maicontumière de la timidité divisions de ses censeurs. une nouvelle série de démisle 19 juillet, au comité eur de son parti, semblent. fois, lui donner le signal du . Près des trois quarts des ants démocrates-chrétiens ient désormais un nouveau Ils s'évertuent, toutefois, ; samedi, à trouver la le subtile qui permettrait usser dehors M. Fanfani e condamner.

r se défendre, M. Fanfani lie les mises en garde : l changer de direction au nt où des alliances locales n train de se conclure entre istes et communistes au nent des démocrates-chré- ? Au-delà de ces alliances listes, un mouvement de est sensible dans diverses palités, provinces et s. Les communistes entrent s en plus dans le jeu poli- soit directement en gout avec les socialistes de lles municipalités (comme . Florence et, sans doute,) ou de nouvelles régions ne la Ligurie et, peut-être, arches ou le Piémont), soit ctement en répondant aux ations d'autres partis, qui t le P.C. à collaborer, de feur, avec eux.

côté démocrate-chrétien, rras est grand. L'important rs que M. Aldo Moro a ncé devant le conseil natio- parti contient, incontestant, des avances au P.C. , celui-ci est toujours prépar le chef du gouverne- comme un parti dont ogie est étrangère à celle de mocratie chrétienne. Mais, n menant « une confrontarigoureuse et efficace » avec ncipale force de l'opposition alonne le « parti de la ité relative ». M. Moro re des « rapports construcet un « dialogue démocradans l'intérêt des popula- ». On est donc très loin du sanitaire que les milieux rvateurs italiens voulaient re mettre en place pour le P.C.

Aldo Moro ne sera sans pas suivi dans l'« ouver- par l'ensemble de ses pairs. le simple fait qu'il ait pu ncer de pareils propos dans iscours très élaboré en dit sur les changements interen Italie. Après la guerre , après l'expérience de -gauche avec les socialistes, chapitre nouveau » — le dit le président du conseil mble bien s'ouvrir. Il ne ira pas nécessairement à ntrée prochaine des commu- dans la majorité gouverntale, mais il accentuera un mpromis historique » qui te déjà sous différentes s.

Moro sera-t-il davantage é dans la mise en garde qu'il se à son parti ? Selon lui, si mocratie chrétienne ne tire a leçon du 15 juin, si elle ne ge pas au plus vite de struc- , de méthodes, d'hommes et ut d'« âme », elle peut se dérer comme perdue. Les ières passes d'armes au il national ne pourraient centuer le pessimisme propre président du conseil : non ment les dirigeants de la paraissent incapables de se mer, mais ils semblent même s de l'énergie nécessaire à réaction. L'ombre du P.C. sur leurs travaux et les lyse au lieu de les stimuler.

PORTUGAL : M. Soares joue l'éclatement du M.F.A.

Le général de Carvalho se rend à Cuba

L'impasse était totale ce lundi 21 juillet à Lisbonne, où la véritable épreuve de force engagée entre les dirigeants socialistes et le général Vasco Gonçalves, premier ministre, proche des communistes, hypothèque la formation d'un nouveau gouvernement. Après le succès des meetings organisés par son parti à la fin de la semaine à Porto et à Lisbonne, M. Mario Soares compte, semble-t-il, sur le soutien des militaires modérés, en particulier sur celui du général Costa Gomes, président de la République, pour obtenir l'éloignement de l'actuel chef du gouvernement. Le chef de l'Etat a d'ailleurs préconisé samedi la formation d'une nouvelle équipe où « tous les courants socialistes » seraient représentés. Il a également invoqué le respect « de la volonté populaire ».

L'assemblée générale du M.F.A., qui doit se réunir vendredi prochain, cherchera à arbitrer ce conflit, qui aggrave les divergences au sein des forces armées. D'autre part, le général Otelo de Carvalho, chef du Copcon et considéré comme proche de certains courants gauchistes, a quitté Lisbonne lundi pour Cuba, où il se rend en visite officielle.

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. — « *Fora Vasco* » : deux mots lapidaires, l'épreuve de force est engagée. Ils sont cent mille peut-être rassemblés sur le Champ-de-Mars de Lisbonne. Comme à Porto la veille, le parti socialiste a gagné son pari. Mais ce samedi soir 19 juillet, M. Mario Soares n'a plus seulement l'intention de montrer la force de ses troupes, il a décidé de s'en servir. Il a attendu une semaine pour couronner son offensive : l'heure est venue de monter les enchères.

A la foule qui réclame en hurlant la démission du premier ministre, il répondra en termes plus courtois : « *La situation exige un gouvernement d'unité nationale avec les forces armées. Nous disons simplement au président de la République et au Conseil de la révolution que l'homme désigné pour former ce gouvernement ne semble pas être un facteur de cohésion nationale. Le M.F.A. devrait plutôt choisir une autre personnalité, réellement indépendante des partis.* »

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 2.)

QUI ARBITRERA ?

par ANDRÉ FONTAINE

« *Méfions-nous des idées simples,* disait jadis, de sa voix tranchante et nasillarde, M. Georges Bidault, *elles sont rarement exactes.* » Les événements de Lisbonne tendent à lui donner raison. Jusqu'à présent ils ont déjoué tous les pronostics. Ceux des optimistes, qui annonçaient l'avènement, sur les bords du Tage, après tant de désillusions en d'autres lieux, du régime qui saurait enfin concilier le socialisme et la liberté. Ceux des pessimistes, qui prophétisaient au choix un coup de Prague, une guerre d'Espagne ou un Chili.

A vrai dire, il n'y aurait que demi-mal à ce que se trompent les « observateurs » du dehors. Mais les leaders portugais, eux aussi, se sont tous plus ou moins trompés, et pour les mêmes raisons. Or les conséquences de leurs erreurs risquent d'affecter, et d'affecter lourdement, la situation non seulement dans la péninsule Ibérique, mais dans une bonne partie de l'Europe.

La droite ayant sombré avec le salazarisme, trois sinon quatre courants de pensée se sont manifestés au Portugal depuis la chute de M. Caetano, tous plus ou moins inspirés par des modèles étrangers. Il n'y a là rien de surprenant dans la mesure où les chefs des grands partis revenaient tous d'exil. Alvaro Cunhal de Prague, où il avait approuvé l'intervention soviétique : pour lui la révolution était une affaire sérieuse, et son succès exigeait d'abord une rupture totale avec la domination du capitalisme. Léniniste convaincu, et même, au jugement de nombreux autres communistes, stalinien, il adhère au dogme de la minorité agissante, du parti d'avant-garde fondé, parce qu'il connaît seul les clés du devenir humain — le communisme pour Marx est « *l'énigme déchiffrée de l'histoire* », — à agir sans trop le consulter pour le bonheur du peuple.

Mario Soares et Emidio Guerreiro revenaient de Paris en professant leur foi dans le socialisme et la liberté. Avec l'optimisme naturel aux disciples de Rousseau, ils ne voyaient pas dans le manque de préparation politique d'un pays émergeant d'un demi-siècle de dictature et où l'on compte près de 40 % d'analphabètes une raison de retarder le passage à la démocratie traditionnelle, celle dans laquelle toutes les voix pèsent du même poids.

Enfin il fallait compter avec la présence d'un ou plutôt de plusieurs courants maoïstes ou gauchistes, très proches de ceux qui ont explosé dans la France de 1968, pleins de générosité, mais aussi trop souvent d'illusions et d'intolérance.

Entre des formations si différentes, les accrochages étaient inévitables, d'autant plus que toute l'histoire des rapports entre socialistes et communistes, depuis un demi-siècle, était de nature à nourrir les soupçons des uns et des autres.

(Lire la suite page 2.)

Pour réduire la surproduction

Bruxelles propose aux Neuf la distillation préventive de vins

Une réforme de la politique viti-vinicole européenne se trouve au centre des débats des ministres de l'agriculture des Neuf, réunis ce lundi 21 et mardi 22 juillet à Bruxelles. Face à une consommation qui stagne, voire régresse, la Communauté produit trop de vins de table. Pour mettre un terme à cette tendance, source de dépenses croissantes pour le Fonds européen agricole (FEOGA), la commission a proposé aux gouvernements une série de mesures, dont la plus spectaculaire est la distillation préventive de vins, en cas d'excédents prévisibles.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Selon la suggestion de la Commission de Bruxelles, en cas de vendanges laissant prévoir des excédents, la distillation préventive serait obligatoire et à bas prix (50 % du prix d'orientation) ; elle porterait sur une fraction substantielle de la récolte. Le débat promet d'être difficile : l'Italie est résolument hostile à l'idée de distillation préventive massive à bas prix que soutient Paris.

Les travaux préparatoires laissent plutôt présager un « mini-compromis » : adoption de mesures moins contraignantes pour les viticulteurs que ce qui est proposé par Bruxelles, assortie de l'engagement du Conseil de reprendre l'examen du dossier au cas où ce premier effort se révélerait insuffisant.

Le conseil doit également procéder à un échange de vues sur les toutes premières mesures proposées par la commission pour résorber les excédents de poudre de lait (*le Monde* du 20-21 juillet). Il doit aussi débattre de la politique à suivre par la Communauté pour freiner la tendance des producteurs de blé à faire de plus en plus appel à des variétés non boulangères à très haut rendement. Le Conseil pourrait adopter une résolution indiquant aux exploitants que dès la prochaine campagne les blés fourragers ne bénéficieront pas d'une garantie de prix aussi élevé que celle qui est réservée aux blés boulangers.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire page 21, « Le gâchis », par P.-M. Doutrelaut.)

Crise mondiale et variations du dollar

DE « NOUVEAUX PAUVRES » DU PÉTROLE ?

(Lire, page 21, l'article de J.-M. Quatrepoint.)

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN MUTATION

La recherche scientifique, en France, tente depuis quelque temps de mieux s'adapter à un rythme de croissance plus lent, après la très rapide expansion de ces dernières années. La redéfinition du rôle de la science dans la société contemporaine appelle des réformes ou des adaptations de structure. Ni les laboratoires de recherches ni les organismes scientifiques, chargés de conseiller le gouvernement ou de définir pour lui la politique à suivre, ne peuvent continuer à fonctionner exactement comme dans le passé.

Depuis un an, le cabinet du ministre de l'industrie et de la recherche, M. Michel d'Ornano, a ainsi élaboré plusieurs réformes. Après la délégation générale à la recherche scientifique et technique, c'est au tour du comité consultatif d'être réorganisé. Le gouvernement examine maintenant la manière dont les deux plus grands organismes de recherche, le Commissariat à l'énergie atomique et le Centre national de la recherche scientifique, pourraient être réorientés avec plus d'efficacité.

Ces réformes interviendront sans doute d'ici à la fin de ce mois et en septembre.

I. — Un contrôle politique plus efficace

par DOMINIQUE VERGUÈSE

Financée, dans tous les pays développés, à plus de 50 % et même, parfois, jusqu'à 70 ou 80 % par des crédits publics, et pour le reste par l'industrie, la recherche scientifique et technique est amplement subordonnée au pouvoir politique et aux entreprises privées. Tant que les laboratoires et les organismes de recherche gardaient une taille moyenne, et que les pays industrialisés ont connu l'expansion, cette subordination était surtout visible dans le domaine militaire. Les gouvernements fixaient des objectifs et entendaient que la recherche scientifique et technique les aide à les atteindre.

Dans le domaine civil, en revanche, les gouvernements acceptaient volontiers que l'impulsion vienne des laboratoires de recherche fondamentale ou des organismes créés pour remplir une mission particulière (spatiale, nucléaire, informatique...), et ils discutaient peu les programmes proposés.

Depuis 1967-1968, tout a changé. Les grands organismes de recherche ont atteint une taille parfois excessive qui rend délicate la tâche qu'ils accomplissaient, autrefois, avec aisance de déterminer leur propre programme de travail. En France, le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) (25 000 personnes et un budget annuel de 5 milliards de francs) ou le Centre national de la recherche scientifique (6 500 chercheurs et 11 500 techniciens et administratifs, avec un budget annuel de 2 milliards de francs) n'ont plus la souplesse nécessaire pour élaborer une politique satisfaisant à la fois leurs chercheurs ou ingénieurs et le gouvernement.

L'abondance, d'autre part, a disparu. Les budgets de la recherche, qui stagnent en francs constant depuis quelques années, appellent une élaboration différente de la politique, un choix et une sélection des projets. Des mécanismes et des structures sont nécessaires pour permettre la sélection au sein même des grands organismes de recherche qui se contentaient, autrefois, d'additionner les projets de leurs laboratoires.

(Lire la suite page 9.)

PRESTIGE... ET « RÉGIONALISATION » DE LA CULTURE

« La Walkyrie » à Orange

Le mistral accompagnait de ses tourbillons joyeux, samedi soir, les éclairs et le tonnerre de « la Walkyrie », devant le mur d'Orange, *atténuant* paradoxalement ces orages que démentait le bleu profond de la nuit. Les musiciens de l'Orchestre national de Radio-France, luttant contre le vent avec des pinces à linge, ajoutaient bien malgré eux à la musique wagnérienne quelque cent vingt parties de percussions, bruits métalliques et froissements de papiers frénétiques, nuisant à la qualité d'une interprétation qui ne pouvait dès lors avoir toute la concentration et l'intensité du fameux « Tristan » dirigé par Karl Böhm dans le même lieu, il y a deux ans.

Mais ce ne sont là que péripéties, l'essentiel est que dans le fameux cratère rempli à ras bord, quelque huit à dix mille personnes aient assisté à une représentation exceptionnelle tant par le cadre que par la distribution et que, à côté des touristes et des « happy few » accourus de la France entière, la majorité du public sans doute — comme en témoignait l'accent qui fleurissait sur tous les gradins — n'ait jamais connu pareille aubaine.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 17.)

AU JOUR LE JOUR — La course à l'Élysée

Pourquoi Bernard Thévenet n'est-il pas resté à l'Elysée après avoir pris tant de peine pour y arriver le premier ? Avec le départ donné par le ministre de l'intérieur et l'arrivée jugée par le président de la République en personne, cette dernière étape du Tour de France avait toutes les allures d'une passation de pouvoirs. Même s'il a fallu beaucoup plus de deux tours pour arriver au résultat, Thévenet est assuré dans l'opinion française de bien davannion française de beaucoup plus qu'un petit 51 % des suffrages.

Rien ne l'empêcherait, dès lors, de parachever l'unité nationale en mettant à Matignon ce courageux et fidèle baron du cyclisme historique qu'est Poulidor.

ROBERT ESCARPIT.

EUROPE

LA CRISE POLITIQUE AU PORTUGAL

L'archipel des Açores pourrait proclamer son indépendance

La presse de Lisbonne a annoncé, samedi 19 juillet, qu'une manifestation séparatiste, au cours de laquelle des slogans hostiles au M.F.A. ont été criés, a eu lieu vendredi aux Açores. Les manifestants ont essayé d'occuper la radio locale, pour exiger la non-diffusion des programmes du M.F.A. et des syndicats, et se sont ensuite dirigés vers le siège du parti communiste, qu'ils ont assiégé jusqu'à l'arrivée de l'armée.

Ponta-Delgada (Açores) *(A.P.)*. — L'effervescence est si forte dans l'archipel — situé à 1 500 kilomètres à l'ouest du Portugal dans l'océan Atlantique — que le gouvernement de Lisbonne a déjà décidé de lui accorder une autonomie partielle.

Cependant, tous les éléments permettant de prévoir une déclaration unilatérale d'indépendance existent : l'anticommunisme d'une population conservatrice et influencée par l'Eglise catholique, la prépondérance écrasante du parti populaire démocratique qui a remporté dans l'archipel 66 % des suffrages le 25 avril 1975.

Les Açores estiment avoir été traitées comme un territoire de seconde zone par le pouvoir central. La métropole disposerait de peu de moyens pour s'opposer à une déclaration unilatérale d'indépendance. L'armée a un contingent de deux mille hommes, dont la plupart sont d'origine açorienne ; les communications sont difficiles et une opération militaire aéroportée semble exclue.

Le 6 juin dernier, une réunion publique de fermiers avait dégénéré rapidement en une manifestation d'indépendance lorsque des agitateurs appartenant au Front de libération des Açores (F.L.A.) s'étaient emparés de l'aéroport et de la station de radio. Dans les journaux, on évoque de plus en plus la possibilité pour les Açoriens de se prononcer en faveur de l'indépendance. *« Si le gouvernement portugais tombe aux mains des communistes, nous ne pouvons prédire ce qui se passerait »*, assure M. Joao Vasco, président du P.P.D.

Les Açoriens craignent sans doute que Lisbonne ne soit plus en mesure de les aider financièrement et économiquement. Mais nombreux sont ceux qui estiment que la situation économique de l'archipel serait meilleure sans la tutelle portugaise.

Le P.P.D. local exige une participation de la population aux négociations entre Lisbonne et les Etats-Unis sur la base militaire de l'île de Terceira. Les centristes jouent, en effet, à fond contre Lisbonne la carte des « bonnes relations » avec Washington.

« J'espère que nous romprons avec le Portugal et qu'en tant qu'Etat indépendant nous entretiendrons des relations privilégiées avec les Etats-Unis », déclare le portier d'un hôtel.

M. Soares joue l'éclatement du M.F.A.

(Suite de la première page.)

M. Salgado Zenha, le numéro deux du P.S., avait pris soin auparavant de rendre hommage au général Vasco Gonçalves. On n'oublie pas les usages. De cette estrade, plus proche du podium pour fête foraine que d'une tribune pour meeting, les dirigeants socialistes ont pris une initiative dont ils ne mesurent peut-être pas eux-mêmes toutes les conséquences. En réclamant la tête du premier ministre, en suggérant qu'on le remplace par un autre militaire moins « marqué », ils portent un coup qui pourrait être décisif à l'unité déjà bien ébranlée du Mouvement des forces armées.

Ceux qui au sein du M.F.A. passent pour être les plus sensibles aux thèses communistes ont vite senti le danger. Ils ont réagi, violemment. Dès dimanche matin, la 5e division de l'état-major, chargée de la propagande et du renseignement, répliquait au leader du P.S. : « *Les insinuations sur les liens partisans du général Vasco Gonçalves sont calomnieuses* ». « *Les fréquentes manifestations de soutien et les votes de confiance de l'assemblée du M.F.A.*, déclare un communiqué de la 5e division, *sont la preuve absolue que le général personnifie l'union des militaires et aussi l'unité nationale ; son maintien à la tête du gouvernement garantit que le processus révolutionnaire avancera avec fermeté vers le socialisme.* »

La 5e division « *ne reconnaît à aucun parti une représentativité suffisante pour se prononcer sur la désignation du chef du gouvernement, qui est de la compétence exclusive du M.F.A.* ». De toute façon, insiste le communiqué, « *ce parti n'a été mandaté par voie électorale que pour collaborer à l'élaboration de la Constitution* ». Voilà M. Mario Soares vertement remis à sa place. Pourtant, comme si cela ne suffisait pas, l'attaque reprend le soir même : « *Les dirigeants du P.S. ont provoqué l'instabilité politique en adoptant une attitude dictée par l'égoïsme, la vanité et l'ambition... Tout cela dans le but clairement avoué de diviser les forces armées.* »

L'élan des barricades

De chaque côté, on est maintenant allé trop loin pour reculer. Les socialistes, qui sentent la victoire à leur portée, ne sont plus disposés à transiger. Les partisans du premier ministre — en premier lieu les communistes — sont sur la défensive, mais font du général Vasco Gonçalves l'ultime rempart contre un « *glissement à droite* ».

Ainsi, la crise gouvernementale, qui était passée au second plan ces temps derniers, polarise de nouveau l'attention. La constitution du cinquième gouvernement provisoire, le choix de son chef, deviennent l'enjeu immédiat de la confrontation radicale entre socialistes et communistes. La lutte d'influence risque de durer et son résultat traduira les changements intervenus dans les rapports de force.

Après une semaine d'affrontements parfois violents, on ne peut encore distinguer le vainqueur du vaincu, mais les derniers jours ont vu les socialistes marquer des points précieux. Le P.C., il est vrai, les y a bien aidés. Le comportement des communistes au cours de ces heures chaudes, n'est pas totalement éclairci : des ombres subsistent qui rendent l'analyse difficile et confuse. Que cherchaient-ils ? Un « remake » du 28 septembre 1974 qui aurait précipité à leur avantage le cours de la révolution ? Ils auront en tout cas tout entrepris pour retrouver « l'élan des barricades » qui fit merveille contre les spinolistes. Il fallait pour cela gagner les militaires : Alvaro Cunhal n'y est pas parvenu.

Alors qu'à Porto son parti subissait un échec humiliant, tout se jouait à Lisbonne dans les coulisses du palais de Belem : c'est là que le secrétaire général du P.C. est allé pour tenter de convaincre les hommes du Conseil de la révolution qu'une offensive réactionnaire menaçait le pays, qu'il fallait réagir sans tarder. Mais pour la première fois les militaires — la majorité d'entre eux *en tout cas — ne le suivent* pas. Un « modéré », le capitaine Vasco Lourenço, déclare tranquillement que le P.S. peut tenir son meeting. Un « radical », le général Otelo de Carvalho, après quelques flottements, décrète que les barrages seront mis en place sous la seule autorité du Copcon. Un peu plus tard, M. Alvaro Cunhal prenant la parole devant plusieurs milliers de jeunes communistes, les invite encore à se mobiliser aux entrées de la ville. Aucun barrage ne verra affluer les masses de militants. Entre-temps il y a eu contre-ordre : le P.C. arrête tout, ou presque.

Samedi, un nouvel appel est publié. On ne parle plus d'empêcher la « *marche réactionnaire sur Lisbonne* ». On invite à « *s'unir contre la réaction, pour la liberté et le socialisme* ». On dénonce l'« *irresponsabilité* » de la direction du P.S., mais on ne jette plus dans le même sac « *les restes du fascisme, les réactionnaires, les conservateurs, même s'ils se disent démocrates ou socialistes* ». Le ton a changé, le virage est amorcé. Il s'accentue encore dimanche par la publication d'un communiqué qui se félicite de l'échec de la droite, dont l'« *opération a été démantelée* », dénonce la « *politique lamentable des dirigeants du P.S.* », mais affirme, en même temps : « *Les militants socialistes, au même titre que tous les autres démocrates, sont intéressés à la déroute de la réaction.* » Et surtout fait appel à maintenir la vigilance populaire « *en cherchant à organiser l'action de façon que les militants d'avant-garde ne s'affrontent pas physiquement* ».

Le P.C., c'est certain, s'est trouvé isolé. Il a tenté de chercher des appuis, sans résultat. A Porto, vendredi soir, il a convoqué l'ensemble des groupes d'extrême gauche et leur a proposé une action commune. Mais les gauchistes, quoique violemment hostiles à l'attitude « contre-révolutionnaire » de la direction du P.S., ont refusé de suivre la tactique, jugée « *sectaire et aventuriste* », du parti communiste. Ils ont tous préféré appeler à l'« *unité des travailleurs, quels que soient leurs partis* », pour la création et le développement d'« *organes autonomes de pouvoir* ».

Les communistes subiront sans doute un certain temps les conséquences d'un tel échec. Dès samedi, des militants visiblement désemparés demandaient une autocritique de la direction régionale du Nord qui était allée très loin dans l'escalade antisocialiste. Le P.C. peut, bien sûr, changer rapidement de cap, mais il a engagé avec lui dans cette opération nombre de directions syndicales (trente et une pour la seule région de Porto) qui vont se trouver dans une situation très délicate.

Les socialistes ont su profiter à plein de la politique adoptée par le P.C. Leur offensive n'en est que plus payante. Certains pourtant estiment que leur succès aurait été plus total s'ils avaient, samedi à Lisbonne, utilisé leur avantage pour « *tendre la main* » au M.F.A. Il leur faudra maintenant pour convaincre se démarquer de tous ceux qui ont suivi leur campagne en cachant leurs véritables sentiments derrière des drapeaux rouges. Mais en ont-ils vraiment l'intention ? Il est incontestable que leur opposition a permis à une certaine droite, à des provocateurs aussi, de relever la tête ou de se manifester.

Les multiples attaques de sièges et de permanences du P.C. ou du Mouvement démocratique portugais, dans le nord du pays, sont bien les manifestations d'un anti-communisme vivace qui plonge ses racines dans un demi-siècle d'obscurantisme et de dictature. M. Mario Soares n'aurait-il pas dû très vite et très fermement s'en dissocier ? Il estime qu'il ne peut dire à ses militants, « *constamment agressés par les communistes, d'être gentils avec eux* ». Et il s'est contenté au terme du meeting de Lisbonne, de dissuader la foule de toute action intempestive. Il a été écouté.

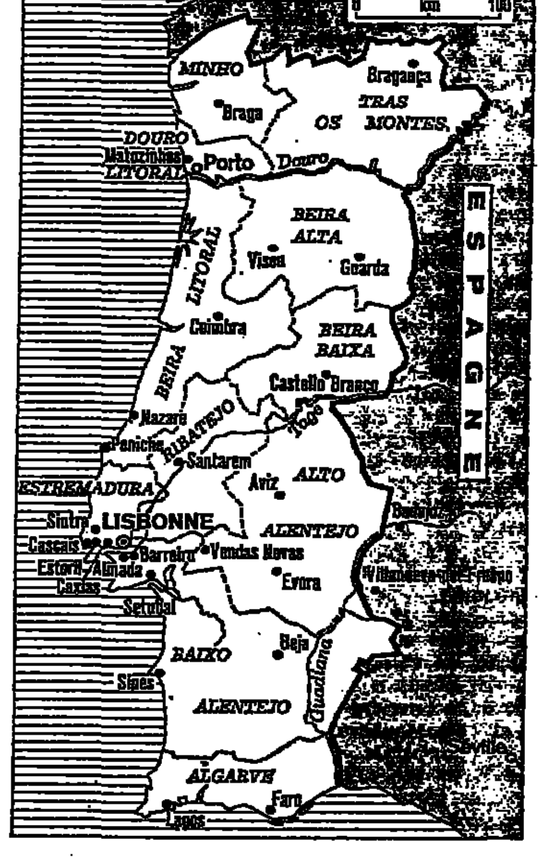
Comment le M.F.A. pourrait-il ne pas tenir compte de la nouvelle situation créée par les derniers événements ? Il y sera contraint. Déjà, il n'est pratiquement plus question de former un gouvernement militaire aidé de « *personnalités indépendantes* ». L'hypothèse avancée par le président de la République est maintenant celle d'un « *gouvernement de salut national* » qui associerait des hommes de tous les partis de l'ex-coalition, mais à titre individuel. Les chances de ce projet sont minces : la direction du P.S. a, d'ores et déjà, interdit à ses responsables de s'engager à titre personnel, sans compter le fait, déterminant, de son hostilité désormais ouverte et déclarée au maintien du général Vasco Gonçalves comme premier ministre.

Si les militaires passaient outre à cette opposition résolue, il est possible, sinon probable, que des craquements sourd sse feraient entendre au sein du M.F.A. Le groupe des modérés, qui se sent renforcé par le succès de la campagne socialiste, ne resterait pas sans réagir si d'autres le tenaient finalement pour négligeable. Il est évident, d'autre part, que, face à une telle évolution, le P.S. déciderait de « passer un cran » et de « paralyser le pays », d'abord symboliquement, puis...

L'autre éventualité est le retrait de l'actuel premier ministre et son remplacement par « *une personnalité plus indépendante* ». Celle qu'appellent de leurs vœux les socialistes est évidemment le commandant Melo Antunes, qui, sans les avoir épargnés de ses critiques, se range plus spontanément à leurs positions qu'aux thèses défendues par le P.C. Mais si cette solution voyait le jour, elle provoquerait très vite des réactions négatives de l'assemblée générale du M.F.A. tournée, depuis sa dernière réunion, vers une accélération du processus révolutionnaire et la mise en place d'un pouvoir populaire. On verrait aussi apparaître une opposition résolue des « comités de base » influencés par l'extrême gauche, qui considéreraient le changement comme un recul. Quant aux communistes, on imagine encore mal quelle pourrait être alors leur attitude.

Ainsi, quelle que soit l'hypothèse envisagée, pour sortir de la crise politique, il apparaît clairement que la première victime pourrait en être le M.F.A. lui-même. Les pressions conjointes des partis sur ses différents courants ont aggravé les contradictions internes. Les lézardes sont devenues des failles. La fracture n'est peut-être plus si lointaine.

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.



A L'APPEL DE L'ÉPISCOPAT...

Viseu *(Reuter)*. — *Main dans la main, plusieurs centaines de prêtres, religieuses et paysans endimanchés sont descendus dimanche dans les rues de Viseu, au sud-est de Porto, arborant des drapeaux nationaux verts et rouges, réclamant la liberté religieuse et protestant* « contre la mainmise du parti communiste sur les moyens d'information ».

Le cortège, qui exigeait à grands cris l'évacuation de Radio-Renaissance, station de l'épiscopat, dont les studios de Lisbonne sont occupés par certains de ses employés de gauche, s'est dirigé vers la cathédrale qui surplombe cette agglomération médiévale.

A la permanence du parti communiste de Viseu, où flotte le drapeau rouge, tous les volets étaient clos, par mesure de précaution, semble-t-il, puisque le local n'est pas situé sur le parcours emprunté par les manifestants. Il s'agit de la seconde manifestation de rue organisée par des militants catholiques depuis une semaine dans la partie septentrionale du pays.

Ces initiatives répondent à l'appel lancé par le président de la conférence épiscopale, qui avait invité les fidèles portugais à apporter leur soutien à l'Eglise dans l'ensemble du pays.

LE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS QUITTE LE PARTI SOCIALISTE.

Lisbonne *(A.F.P.)*. — M. Luis Francisco Rebello, dramaturge et président de la Société portugaise des auteurs, a annoncé, samedi 19 juillet, sa décision de quitter le parti socialiste.

Dans une lettre adressée au secrétariat du parti, M. Luis Francisco Rebello déclare que *« l'action des dirigeants du parti socialiste contrarie et freine le processus révolutionnaire portugais ».*

« Je ne peux concevoir, ajoute-t-il, *qu'à un moment où il faut plus que jamais bâtir le pays, le secrétaire général du parti socialiste menace de le paralyser, qu'il aborre le drapeau de l'anticommunisme, admettant comme son allié naturel le Centre démocratique et social (C.D.S.), qui est un parti de droite. »*

« Le parti socialiste est en train de trahir plus profondément la nation et les travailleurs en consacrant la rupture des forces progressistes et de l'unité entre le peuple et le Mouvement des forces armées », conclut M. Luis Francisco Rebello.

LES RÉACTIONS

Dans une interview au « Time »

« IL EST ESSENTIEL QUE L'ESPAGNE NE RÉPÈTE PAS L'EXPÉRIENCE PORTUGAISE »

déclare le secrétaire du parti communiste espagnol

« *Il est essentiel que l'Espagne ne répète pas l'expérience portugaise* », a déclaré M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, dans une interview publiée dimanche 20 juillet par *Time*.

« *Selon moi, il y a de nombreux développements négatifs au portugal. M. Mario Soares et le parti populaire démocratique ont été mis sur la touche et je considère que c'est une erreur* », a ajouté M. Carrillo qui a prédit que l'Espagne suivrait le même chemin que le Portugal si Madrid ne se dotait pas d'un gouvernement démocratique à la mort du général Franco.

M. Santiago Carrillo s'en est également pris aux Etats-Unis et a déclaré que Washington portait une part de responsabilité dans la « radicalisation » du régime portugais.

Le secrétaire général du P.C. espagnol a, en outre, indiqué que la junte démocratique, formée par le parti communiste, des socialistes, des monarchistes et des libéraux, prônait, contrairement aux communistes portugais, l'établissement d'un régime démocratique de type occidental. Il a également estimé que son parti ne pourrait pas être exclu du pouvoir après la disparition du régime franquiste.

● *M. Michel Mousel* (membre du secrétariat national du P.S.U.) :

« *La révolution qui se déroule actuellement au Portugal ne peut être appréciée en fonction des principes libéraux bourgeois, mais de la construction d'un pouvoir populaire. Le P.S.U. est opposé à la démocratie bourgeoise de type parlementaire ou présidentiel. Pour cette seule raison, il n'a jamais considéré que le pouvoir devait être exercé au Portugal par l'Assemblée constituante, ou une émanation de cette Assemblée. Le P.S.U. est pour la démocratie directe, exercée par les conseils d'entreprise et de quartier, détenteurs uniques du pouvoir dans tous les domaines et à tous les niveaux. Dans la mesure où le choix effectué par le M.F.A. et les organisations révolutionnaires portugaises est d'ouvrir la voie à l'instauration de cette nouvelle forme de pouvoir, le P.S.U. apporte son soutien à cette orientation.* »

● *M. Louis Odru, député communiste de la Seine-Saint-Denis*, demande au gouvernement, dans une question écrite adressée au premier ministre, de revenir sur son refus d'octroyer une aide économique au Portugal (*le Monde* du 18 juillet). Il souligne notamment que « *le gouvernement n'a jamais marchandé son aide, y compris en matériel militaire, aux régimes les plus réactionnaires (la junte chilienne, les racistes d'Afrique du Sud) et qu'il se prononce même pour l'admission de l'Espagne franquiste dans le Marché commun* ». Pour M. Odru, cette prise de position est « *un élément de pression et une ingérence dans les affaires intérieures de la jeune démocratie portugaise* ».

● *M. François Loncle* (membre du secrétariat national des radicaux de gauche) :

« *La crise portugaise n'est pas seulement gouvernementale. Elle est désormais politique et institutionnelle. Pour un démocrate il n'est pas possible d'admettre que les forces armées, même à titre transitoire, se substituent aux institutions politiques. Il n'est pas possible d'admettre que l'on confisque le suffrage universel au profit d'une quelconque démocratie directe.* »

● *M. Eric Hintermann* (secrétaire général de la Fédération socialiste réformiste, ancien secrétaire du groupe socialiste de l'Assemblée nationale) :

« *La démarche anti-démocratique et anti-socialiste des communistes portugais a reçu l'appui du parti communiste français. Le Portugal apporte la preuve que le socialisme démocratique et le communisme totalitaire sont inconciliables. Le socialisme démocratique se priverait de ses chances en restant dans notre pays l'allié du P.C.F. qui, à propos du Portugal, a dévoilé une fois de plus, son orientation profonde.* »

● *Les services extérieurs de la B.B.C.* ont reconnu samedi 19 juillet qu'un certain nombre de leurs émissions à destination du Portugal avait été présentées de « *façon non objectives* » entre les mois de mars et de juin 1975.

Ces prises de position partisanes étaient selon la B.B.C. le fait de collaborateurs portugais chargés de traduire et de lire des commentaires et des informations réalisés par la B.B.C., ils en profitaient pour ajouter quelques apsus révolutionnaire ». — *(A.F.P.)*

● *A Baden-Baden*, l'ancien chancelier Willy Brandt a affirmé que la lutte pour le pouvoir au Portugal n'est pas « décisive », qu'elle durera encore des mois, voire des années, et qu'il serait « imprudent » pour l'Europe de refuser de coopérer économiquement avec le Portugal. — *(A.F.P.)*

● *A Moscou*, la *Pravda* du dimanche 20 juillet a accusé le parti socialiste et le parti populaire démocratique portugais « *de chercher à constituer un gouvernement de droite et de séparer le peuple du M.F.A. La réaction essaye de bloquer le processus révolutionnaire* ». — *A.F.P.)*

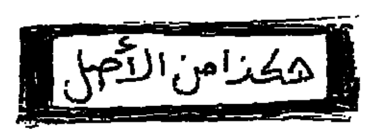
M. ROCARD : La guerre civile n'est pas tout à fait exclue.

M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du P.S., qui assistait, à Lisbonne, à la manifestation socialiste, a déclaré, dimanche 20 juillet, sur Antenne 2 : « *Il a été mis fin au fascisme au Portugal par un pouvoir militaire. Ces hommes ne sont pas des politiques, ce sont des militaires. Ils ont appris de leurs vainqueurs les mouvements de libération nationale, ce que c'était que libérer un pays et que cela comportait une dimension politique, mais aussi une dimension économique. Des officiers ont entrepris la libération économique de leur pays. Les partis politiques ne sont que des témoins, des encouragements, des moyens d'explication auprès de la population ; ils ne sont pas le pouvoir. On peut classer ce type de pouvoir militaire à gauche par ses orientations économiques et diplomatiques. Du point de vue de la politique intérieure, c'est-à-dire de l'organisation sociale, ce n'est pas encore très clair. La démocratie est un long apprentissage. En France, on a mis une cinquantaine d'années, même plus (...). La grande nouveauté au Portugal, c'est qu'on n'y tue plus pour des raisons politiques. Cette nouveauté mérite le respect (...). La situation reste difficile. S'il arrive des accidents, la guerre civile n'est pas tout à fait exclue.* »

● *Le colloque sur le socialisme* qui réunissait depuis vendredi à Lisbonne des représentants en majorité européens s'est terminé dimanche soir 20 juillet. Les participants, parmi lesquels on notait la présence de MM. Michel Rocard et Gilles Martinet, du parti socialiste français, du sociologue Alain Touraine et de Me Gisèle Halimi, ont examiné les problèmes de la construction du socialisme, mais, sur un plan théorique, la situation intérieure du Portugal n'a guère été évoquée.

M. André Boulloche, vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a exprimé le souhait que « *le Portugal rejoigne la Communauté économique européenne* ». L'attitude du gouvernement français, refusant une aide au Portugal « *est inadmissible* », a-t-il dit. — *(A.F.P.)*

● *L'existence d'un sondage d'opinion* au Portugal, dont les résultats ont été « accablants » pour le P.C., a été révélée samedi à Vienne par M. Karl Czernetz, secrétaire international de la social-démocratie autrichienne et président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe. Ce sondage a été soumis à la récente réunion, à Dublin, de l'Internationale socialiste par M. Rego, membre de la direction du P.S. portugais. Il fait apparaître une baisse du parti communiste de 13 à 6 % depuis les élections à la Constituante du 25 avril dernier. Parallèlement, le nombre de supporters du M.P.D. procommuniste a baissé de 4 à 0,8 %. — *(A.F.P.)*



SES PROLONGEMENTS

Qui arbitrera ?

(...te de la première page.)

...nt des sociau-démocrates qui, ...oske, ont noyé dans le sang, ...lemain de la première mon... la révolution communiste ...agne.

... un socialiste, Ramadier, qui a ... les communistes du gouver... français après la seconde. En ...verse, l'aveuglement du P.C. ...d, exécutant fidèlement les ...es du Komintern, a empêché, ...2-1933, la constitution d'un ...itifasciste contre Hitler et faci... ce fait, l'avènement du ... Les sociaux-démocrates ont ... premières victimes, au début ... guerre froide, de la stalini... Tout cela ne s'oublie pas en ... et ne pèse pas pour rien ... persistance des tensions, en ... au sein de l'union de la ... Quant aux relations entre ...auche et les communistes, ...ont, au Portugal comme ... au diapason de la querelle ...iétique.

...rbitrerait, entre ces courants ...s, face à une situation écono... qui, pour des raisons tant ...ionales que nationales, ne ... de s'aggraver ? A défaut d'un ...contesté — Spinola n'était pas ...aulle pour lequel il se prenait ...née, ou plus exactement le ...ent qui en est l'émanation, ... s'en charger.

...ue jour qui passe illustre ...reusement un peu plus ses ...s et aussi son irrésolution.

On a dit tout à l'heure l'influence sur les hommes politiques des idées ramenées de l'étranger. Le cas des militaires n'est guère différent. La plupart d'entre eux se sont formés en Afrique et non au Portugal. C'est là qu'ils ont compris la fausseté des dogmes pour lesquels on les obligeait à se battre, là aussi que, comme nombre d'officiers français du temps de la guerre d'Algérie, et quitte à en tirer les conclusions opposées, ils ont découvert la fascination des idées. Mais les idées s'expriment en mots, et le danger est grand de s'enivrer des unes et des autres. Au travers de bien des déclarations, et d'un texte révélateur (1), comme la lettre de démission du secrétaire d'Etat à l'industrie, M. Pereira, on n'a pas de peine à imaginer l'assemblée du M.F.A. discutant sans fin et, telle la Zazie de Queneau, ne sachant pas trop quoi faire d'autre.

Il est bien clair que le président de la République penche du côté des modérés, le président du conseil de celui des communistes, et que tel ou tel autre a des sympathies maoïstes. Il l'est non moins qu'aucun des partis ne contrôle le Conseil de la révolution. En fait celui-ci a le plus souvent pratiqué, sous la surveillance du M.F.A., la direction collégiale. Mais que peut faire une direction collégiale en période révolutionnaire si n'existe pas en son sein soit une majorité très nette soit un recours incontesté ? Jusqu'à preuve du contraire, l'une comme l'autre font défaut à Lisbonne.

Le rappel des forces

...agesse n'aurait-elle pas alors ...é à s'en remettre à un autre ...ge, celui du suffrage univer... Les vertus de celui-ci sont ... limitées, mais il a bien fonc... en Grèce, autre pays pauvre ...urope méridionale récemment ... de la dictature : il est vrai ... avait en la personne de ...aramanlis un sauveur sous la ... et que la gravité des échecs ... à l'extérieur a suscité un mou...nt d'union nationale de nature ...iliter les transitions. L'avenir au ...urant est bien loin d'y être sûr. ... pour revenir au Portugal, ce ... pas le moindre paradoxe de ...ude des militaires que d'avoir ... élire dans des conditions de ...é indiscutables une « Consti... » aux pouvoirs les plus limités ...i, peu soucieuse apparemment de ... l'exemple les états généraux de ... se contente d'échanger des ...piques. Dans des circonstances ...arables, Lénine, en 1918, avait ...yé un détachement militaire aux ...s de l'anarchiste Jelezniakov

disperser la seule assemblée démocratiquement élue qu'ait jamais connue la Russie (2). M. Cunhal serait peut-être disposé à jouer les Lénine, et il n'aurait pas de peine à trouver un Jelezniakov. Mais une telle initiative supposerait un autre rapport de forces que celui qu'ont mis en évidence le scrutin du 25 avril et le succès des meetings tenus ces jours-ci par M. Soares à Porto et à Lisbonne.

Certes, un pouvoir divisé et hésitant comme celui des militaires portugais est tout naturellement tenté de suivre plutôt ceux qui parlent le langage de la clarté et de la détermination, c'est-à-dire les communistes. Mais il ne peut pas ne pas tenir compte de la réalité. La grande masse de la paysannerie demeurant sous l'influence d'une Eglise encore très conservatrice, le prolétariat industriel, dans un pays aux structures plus proches à bien des égards de celles du tiers-monde que de l'Occident, ne pouvant à lui seul faire la révolution et étant d'ailleurs bien loin d'appuyer dans sa totalité le P.C.P., le pouvoir a besoin pour agir de l'accord d'une partie au moins des classes moyennes. Qui a oublié que ce sont elles qui ont permis l'avènement du nazisme et qui ont fourni au général Pinochet l'appui sans lequel il n'aurait pu renverser Allende ? Qui ne sait qu'en France un succès de la gauche est impensable si elles n'y concourent pas dans une bonne mesure ? Or il est manifeste que la détérioration de la situation économique et l'affaire de *Republica* ont écarté une grande partie des classes moyennes portugaises sinon du M.F.A., du moins de son aile marchante. La fuite des capitaux, l'exode vers le Brésil ou l'Espagne de milliers d'ingénieurs et de techniciens sont des indices révélateurs qui ne peuvent pas ne pas ajouter grandement aux inquiétudes du M.F.A.

Les influences extérieures jouent aussi leur rôle. Un pays placé comme le Portugal ne saurait espérer opérer en vase clos une transformation de portée révolutionnaire. Les Etats-Unis peuvent à la rigueur faire leur deuil de son appartenance active à l'OTAN, encore que l'interdiction qui leur a été signifiée d'utiliser la base de Lajes, aux Açores, pour ravitailler Israël affaiblisse incontestablement leur position en cas de conflit au Proche-Orient. Mais, dans le cadre de la lutte pour la suprématie maritime qui fait rage actuellement, ils font tout afin d'empêcher le gouvernement de Lisbonne de glisser suffisamment dans l'orbite soviétique pour permettre au Kremlin d'utiliser pour sa marine, et notamment pour ses sous-marins nucléaires, les « facilités » portuaires lusitaniennes. Tout cela veut dire aussi bien adresser à Moscou, par les voies appropriées, de nettes mises en garde qu'encourager aux Açores un mouvement séparatiste et recourir aux différents moyens de pression économiques que les grandes puissances se font rarement faute d'employer en cas de besoin.

En refusant d'établir des relations diplomatiques avec Lisbonne alors qu'elle en maintient avec Santiago, en soutenant en Angola le mouvement de M. Roberto Holden en lutte avec le M.P.L.A., qui a les faveurs du M.F.A., la Chine cherche de son côté à gêner les amis de M. Cunhal. Quant à l'U.R.S.S., elle a peut-être fourni de l'argent aux communistes — M. Soares ne s'est pas privé d'en demander à ses amis de l'extérieur, — mais elle ne peut guère faire plus que de dénoncer dans la *Pravda* les agissements de la réaction portugaise. Elle n'a aucun moyen d'intervenir militairement. C'est ce qui fait toute la différence avec la situation de la Tchécoslovaquie, à laquelle on se réfère si souvent et si abusivement, et qui aide singulièrement les socialistes à tenir tête aujourd'hui après avoir donné, au cours de ces derniers mois, tant de signes d'hésitation, voire de mollesse.

Les risques de l'affrontement

Aujourd'hui, c'est l'impasse. M. Cunhal n'a apparemment pas renoncé à imposer ses vues. M. Soares, encouragé par le succès de ses meetings, exige le départ du président du conseil. Ils ne peuvent cependant ignorer le risque qu'ils courent l'un et l'autre à prolonger leur affrontement : combien de fois, de l'Allemagne au Chili, les divisions de la gauche n'ont-elles pas fait le jeu des forces les plus conservatrices et les plus réactionnaires ! Et par quel miracle les gauches française, espagnole, italienne ne subiraient-elles pas le contrecoup d'un divorce qui ramènerait l'Europe à l'époque de la guerre froide ? Il est grand temps décidément pour les plaideurs de chercher un terrain d'entente — c'est-à-dire un compromis — s'ils ne veulent pas qu'un troisième larron gobe l'huître à leur place.

Grâce à la sagesse du peuple portugais et du M.F.A., le sang jusqu'à présent n'a pour ainsi dire pas coulé. C'est dire qu'il suffirait peut-être d'un geste pour détendre durablement l'atmosphère. M. Soares continuerait-il à sonner le rassemblement — passablement hétéroclite — des anticommunistes si, comme le souhaitent, entre autres, les communistes italiens et espagnols, on lui rendait enfin *Republica* ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) *Le Monde* du 19 juillet.

(2) Aux élections de novembre 1917, les bolcheviks avaient obtenu une dizaine de millions de voix et 168 sièges contre près de 16 millions de voix et 419 sièges aux socialistes révolutionnaires (S.R.) de droite et de gauche et un peu plus de 4 millions de voix avec 43 sièges aux mencheviks et aux constitutionnels démocrates K.D.) L'Assemblée ainsi élue se laissa disperser sans réagir le 6 janvier 1918 à l'aube, lorsque Jelezniakov lui intima l'ordre d'arrêter ses travaux, « la garde étant fatiguée ».

...S LA PRESSE PARISIENNE

...URORE : Quelle leçon !

Aucun parti n'a reçu, paraît-il, ...dat du peuple, même par les ...tions du 25 avril, « pour se ...noncer sur la désignation du ... du gouvernement ».

Le pouvoir appartient au ...nseil de la Révolution », qui ... nommé lui-même, par la loi ...fusil. Ce qu'on appelle sans ... à Lisbonne « la légitimité ...olutionnaire ». (...)

Les socialistes peuvent-ils, ... leurs mains nues et leurs ...neurs, renverser le cours des ...nements ? Des incidents écla...t au nord du pays, des perma...ces communistes sont incen...s, un soldat a été tué... Mais ... début d'insurrection déclen...rait probablement une répres... impitoyable. (...)

Et tandis que le destin poli...ue du Portugal vacille au seuil ...pire, l'économie s'effondre. (...)

Bien sûr, le Portugal n'est pas ... France. Mais il y a, de par le ...nde, une seule façon de vivre ... démocratie, et un seul commu...me.

» Alors, quelle expérience, et ...elle leçon ! »

(J. VAN DEN ESCH.)

...BERATION : Aucune solution ...ans le P.S. et les gauchistes.

« Cinquante ans de fascisme ... donné aux Portugais la haine ... totalitarisme. Et la prise du ...uvoir dans de nombreuses ins...utions, dans certains secteurs ... l'appareil d'Etat par le P.C., ...ec un style cassant, niant toute ...position, a alimenté cette ...ine. C'est elle que Soares vient ... déchaîner.

» Au lendemain des élections, ... M.F.A. avait coutume de dire ...'au-delà de la valeur d'appren...ssage, ces élections avaient va...ur d'indication. Il semble que ...tte indication, le M.F.A. n'a pas ... ou pas voulu l'entendre. (...)

» Le succès de Soares, c'est ... avoir ravi une fraction du peu...le au M.F.A. de telle sorte ...'aucune solution à la crise poli...que ne peut aujourd'hui exclure ... P.S. au risque d'une guerre ...vile. (...) L'autre élément de la ...solution de la crise sera la place ...tte dans le nouveau gouverne...ent aux « gauchistes ».

(SERGE JULY.)

Italie

Le président du conseil souhaite des rapports constructifs avec le P.C.

(Suite de la première page.)

Ils espèrent ainsi contraindre le chef du parti majoritaire à tirer les conséquences de la défaite subie le 15 juin aux élections régionales. Mais M. Fanfani ne voulait toujours rien entendre dimanche soir et continuait d'exiger un vote de défiance en bonne et due forme. Les dirigeants du parti hésitaient à s'engager dans cette voie, de crainte d'une rupture trop brutale de nature à menacer l'existence du cabinet Moro et à provoquer ainsi des élections législatives anticipées. Du même coup, les ambitions de M. Flaminio Piccoli, président du groupe démocrate-chrétien à la Chambre et seul candidat déclaré à la succession sont entravées. Outre le fait que les conseillers nationaux apprécient diversement sa personne et ses capacités, nombre de délégués préféreraient une direction collégiale qui conduirait le parti sans trop de heurt jusqu'au congrès d'automne, où aurait lieu enfin la fameuse « *clarification* ».

Le président du conseil, M. Aldo Moro, a plaidé pour cette solution, dans un discours important qui constitue peut-être, au-delà du problème de la succession, le principal événement du conseil national de la D.C. Le chef du gouvernement y reconnaît « *le déplacement à gauche de l'axe du pays* » et propose à ses amis d'ouvrir « *un chapitre neuf dans l'histoire de la République* ». La démocratie chrétienne devrait changer de méthode, reprendre contact avec les couches les plus vivantes de la société et entretenir un autre type de rapports avec le parti communiste.

Le discours de M. Moro, chef-d'œuvre du genre, contraste, par sa hauteur de vues, avec les propos des « *fanfanicides* » et de M. Fanfani lui-même. L'obscurité volontaire de certaines formules est remarquable. A propos des communistes notamment, on ne sait trop s'il insiste sur les divergences ou les convergences, sur la « *synthèse harmonieuse* » ou la « *confrontation vigoureuse* ». Toujours est-il que son langage est neuf. Le parti communiste, affirme M. Moro, est « *une grande force populaire* ». Cela tient à son habileté mais aussi à « *sa sensibilité, son exceptionnelle capacité de pénétration et de persuasion* ». Le président du conseil reconnaît que le P.C. a fait des efforts pour élargir sa vision de la société italienne, du développement économique et de la situation internationale. « *Mais il reste à voir dans quelle mesure ces points inscrits au programme peuvent être réalisés dans une synthèse harmonieuse. Il reste à voir, au-delà de la bonne volonté des personnes, comment peut s'instaurer un véritable pluralisme social et politique dans le cadre de la solidarité internationale du communisme.* »

Il y a donc « *des nœuds que le P.C. n'a pas encore défaits et qui font obstacle à la collaboration proposée* ». Mais, ajoute M. Moro, l'opposition de la démocratie chrétienne au marxisme « *comporte une confrontation vigoureuse et efficace* » et il est normal, après les résultats électoraux du 15 juin, que « *le rapport entre majorité et opposition communiste soit constructif et plein de signification, qu'il soit un moyen de contribuer, de manière dialectique, à la direction du pays* ». Cela vaut, selon le président du conseil, « *au centre comme à la périphérie* ». La précision n'est pas inutile, car beaucoup d'élus locaux démocrates-chrétiens se demandent comment réagir aux appels du pied du P.C. Réponse : « *De sérieux contacts dans l'élaboration et la réalisation du programme et le rôle dévolu à l'opposition communiste ou démocrate-chrétienne* » devraient assurer « *un dialogue démocratique dans l'intérêt des populations.* » M. Moro ne se montrera pas plus explicite.

« L'avenir n'est plus dans nos mains »

L'Unita de ce lundi 21 juillet commente les propos du président du conseil avec une certaine réserve. Il peut s'agir toutefois d'une attitude tactique, destinée à ne pas trop effrayer les franges conservatrices de la démocratie chrétienne. Selon le quotidien communiste, le discours de M. Moro contient « *des aspects d'un intérêt indiscutable* », mais il s'est « *arrêté au seuil de ce que devront être les développements futurs* ». Le chef du gouvernement a fait un effort de compréhension des mutations du pays et cela dément le point de vue « *sectaire et arriéré* » de M. Fanfani.

Dans une autre partie importante de son discours, M. Aldo Moro engage la démocratie chrétienne à « *tirer les leçons des élections* ». Il faut, selon lui, « *procéder sans indulgence à la moralisation de la vie publique* » et surtout « *changer le parti* », étant entendu que « *c'est l'âme qu'il faut changer avant les structures et les hommes* ». Quelques phrases saisies au vol ont fortement impressionné les deux cents conseillers nationaux de la D.C. : « *Nous ne sommes pas un parti populaire... Si la démocratie chrétienne doit être reconstituée, je souhaite qu'elle renaisse libre de l'arrogance du pouvoir... L'avenir n'est plus, en partie, dans nos mains.* » Et cette remarque, surgie au milieu de considérations sur les incertitudes de l'avenir : « *Bien que la situation soit difficile, il y a une place pour nous aussi.* »

Voilà donc ramené à des ambitions plus modestes le « *parti de la majorité relative* ». Il ne se confond plus avec l'Italie. La lucidité de M. Moro, qui s'affirme, une fois de plus, comme le « *penseur* » de la démocratie chrétienne, sera-t-elle partagée par ses amis ? On a surtout noté, jusqu'à présent, la paralysie des conseillers nationaux, incapables de se ressaisir et de donner à l'électorat — ne serait-ce que tactiquement — l'image d'un parti vigoureux et renouvelé. « *Nous ne pouvons pas faire comme si rien ne s'était passé le 15 juin* », a insisté M. Moro. Force est de reconnaître que tout se passe jusqu'à présent, à la démocratie chrétienne, comme si les communistes n'avaient pas gagné deux millions de voix : les luttes internes, les querelles de personnes, continuent de dominer un parti usé jusqu'à la corde par trente années ininterrompues de gouvernement, mais aussi par la facilité, le laisser-aller et la corruption.

ROBERT SOLÉ.



AMÉRIQUES

États - Unis

L'attitude de Soljenitsyne a embarrassé et divisé le gouvernement

De notre correspondant

Washington. — Selon le magazine *Time*, Alexandre Soljenitsyne est enchanté de son séjour aux Etats-Unis, un pays dont la vitalité, disent ses proches, l'a définitivement séduit. Les officiels américains n'ont pas le même sentiment de satisfaction. Ils sont décontenancés et partagés au sujet de l'écrivain russe, qu'ils verront partir sans regret et probablement avec soulagement.

Sa présence dans la capitale (le jour même du départ des fusées de la mission Apollo-soyouz, il était reçu triomphalement par un certain nombre de sénateurs), et ses discours, coïncidant avec la grande « fête » spatiale soviéto-américaine, créèrent en effet beaucoup d'embarras et de confusion au sein du gouvernement, hésitant sur l'attitude à adopter à son endroit.

A dire vrai, d'un bout à l'autre de la tournée de l'écrivain russe, la Maison Blanche a mal manœuvré et s'est empêtrée dans une série de décisions contradictoires. Au départ, il semble que le gouvernement ait commis une erreur d'appréciation en sous-estimant l'impact que les déclarations virulentes de l'écrivain aurait sur de larges secteurs de l'opinion publique, notamment auprès des éléments républicains conservateurs, que le président veut rallier pour l'élection présidentielle de l'année prochaine. De l'aveu même de M. Nessen, porte-parole officiel, le courrier reçu à la Maison Blanche était unanimement critique à l'égard du refus du président de rencontrer Soljenitsyne, le 30 juin dernier, comme l'avaient suggéré des sénateurs franchement « réactionnaires », MM. Helms et Thurmond. Les éditoriaux des journaux ainsi que les lettres des lecteurs allaient également à peu près tous dans ce sens.

En effet, la Maison Blanche avait invoqué le manque de temps, le calendrier trop chargé du président et son goût pour des « discussions substantielles », de préférence à des rencontres de politesse. La franche et brutale mise au point par M. Kissinger, quelques jours plus tard, ridiculisa quelque peu les fonctionnaires de la Maison Blanche. Le secrétaire d'Etat confirmait, à Milwaukee, ce qui se disait dans les couloirs du Capitole. Oui, il avait insisté auprès du président pour que celui-ci ne rencontre pas l'écrivain, considérant qu'une telle entrevue ne pouvait avoir qu'un résultat néfaste. C'est tout juste s'il ne présenta pas Soljenitsyne comme une menace pour la paix mondiale.

En fait, *tenant* compte des réactions du public, la Maison Blanche n'a cessé de faire machine en arrière. Le *président* fit savoir qu'il était désireux de rencontrer Soljenitsyne, et, vendredi dernier 18 juillet, M. Nessen précisait que l'écrivain était « *invité en permanence* » à la Maison Blanche. Mais, par l'intermédiaire de ses amis, Soljenitsyne, « *très mécontent* », fit savoir qu'il désirait une invitation écrite. Quelques jours plus tôt, il avait décliné une invitation impromptue du président, prétextant qu'il était fatigué et qu'il avait besoin de prendre une douche. M. Nessen affirma alors que jamais la formule de l'invitation écrite n'était employée pour ce genre de rencontre. Bref, l'entrevue du président et de Soljenitsyne paraît très improbable et, déjà, ses amis font savoir que l'écrivain n'a vraiment rien à dire au président car il n'est pas un homme politique.

En outre, la tournée de Soljenitsyne a illustré les nuances, sinon même les divergences au sein du gouvernement. Ainsi, M. Schlesinger, secrétaire à la défense, devenu « la bête noire » du Kremlin, ainsi que le vice-président Rockefeller, ignorèrent les recommandations de M. Kissinger et assistèrent au banquet de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., où Soljenitsyne critiqua très vivement le gouvernement soviétique et le communisme en général.

L'orchestre, qui jouait *la Vie en rose*, s'arrêta pour laisser l'écrivain donner sa vision apocalyptique de la détente. « *Rejeter l'idéologie communiste inhumaine c'est être simplement un être humain. C'est une protestation de nos âmes contre ceux qui veulent nous faire oublier la conception du bien et du mal* », déclara-t-il. Puis il répondit à ceux qui le critiquaient : « *Je ne suis pas venu ici pour vous demander de nous libérer du communisme*, déclara-t-il. *Je ne vous demande qu'une chose : quand ils nous enterreront vivants, ne leur envoyez pas des pelles, s'il vous plaît...* » Autre thème de son discours, il invitait les Américains à ne pas aider économiquement les Soviétiques. « *Si leur système est si puissant qu'ils le disent, laissez-les sans aide pendant dix ou quinze ans puis nous verrons ce qui se passera.* »

L'écrivain démentit qu'il était venu ici pour prêcher la guerre froide. « *La guerre froide n'a jamais cessé et elle continue, mais seulement du côté communiste* », déclara-t-il, en ajoutant : « *Dieu merci, je ne veux pas qu'on retourne à la guerre froide. Je demande seulement de laisser à l'économie soviétique une chance de se développer par elle-même. Nous verrons bien...* »

M. Rockefeller tenta de jouer les conciliateurs, et, au cours d'un dîner privé, il fit part à l'écrivain de l'estime dans laquelle le tenait M. Kissinger, qui désirait le rencontrer. En privé, bien sûr. « *Niet*, répondit Soljenitsyne : « *Pas d'entretien privé.* »

L'écrivain russe n'a rien fait au cours de sa visite pour arrondir les angles. Il a maintenu son intégrité de pensée en refusant tout compromis, tant sur la forme que sur le fond, plaçant le gouvernement américain dans une situation difficile, pris entre ce qu'il croit être les impératifs de la détente et les nécessités de la prochaine campagne électorale.

HENRI PIERRE.

CORRESPONDANCE

L'écrivain et le nazisme

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour s'étonner de l'allusion faite par Bernard Chapuis, dans un « Au jour le jour » daté du 3 juillet, à une déclaration de Soljenitsyne. L'auteur de l'Archipel du Goulag *aurait « regretté que l'Occident ait soutenu l'U.R.S.S. contre l'Allemagne nazie lors du dernier conflit mondial ». En fait, ces propos tenus à Washington le 30 juin dernier ont été mal interprétés.* La Pensée russe *du 17 juillet dernier les a reproduits intégralement. En voici l'essentiel, d'après la traduction que nous adresse M. Tatischeff, ancien attaché culturel à l'ambassade de France à Moscou, aujourd'hui maître assistant à Paris-III.*

Après avoir donné les « statistiques » des exécutions en Union soviétique, qui ont atteint le chiffre fantastique de quarante mille personnes par mois en 1937-1938, Soljenitsyne s'écrie :

« Et c'est avec ce pays, avec cette Union soviétique, qu'en 1941 toute la démocratie du monde, l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et d'autres pays (plus) petits se sont alliés.

Comment peut-on l'expliquer ? Comment peut-on le comprendre ?

Ici l'on pourrait avancer plusieurs explications. Je pense que la première explication pourrait être la suivante : il faut croire que tous les pays démocratiques du monde se sont trouvés trop faibles devant la seule Allemagne hitlérienne. Si c'est ainsi, c'est un signe terrible. C'est un présage terrible pour aujourd'hui. Si tous ces pays pris ensemble n'ont pu régler son sort à la petite Allemagne de Hitler, que feront-ils maintenant, alors que plus de la moitié du globe terrestre est recouvert par le totalitarisme ?

Je ne veux pas accepter cette explication. Mais peut-être qu'il y aurait une deuxième explication : c'était dû tout simplement à la panique, la peur des hommes d'Etat. Tout simplement, ils n'avaient pas confiance en eux-mêmes, ils n'avaient, tout simplement, pas de force d'âme, et c'est à cause de ce désarroi qu'ils se sont alliés avec le totalitarisme soviétique. Ceci n'est pas flatteur pour l'Occident. Et enfin, troisième explication : c'était à dessein, la démocratie ne voulait pas se défendre elle-même, elle voulait se défendre avec les bras d'un autre totalitarisme [illegible] totalitarisme allemand.

Je ne parle pas pour l'in[illegible] de l'appréciation morale [illegible] fait, laissons cela à plus [illegible]. Mais dans le simple domaine [illegible] calcul, que c'est borné ! Qu[illegible] profonde illusion ! Nous avons [illegible] proverbe russe qui dit : « N'[illegible]pelle pas un loup pour t'aider [illegible] défaire des chiens ; si des chiens t'ont attaqué et te mordent, tue les chiens ! Tue les chiens, mais n'appelle pas le loup ! Parce que, quand les loups arriveront, ils dévoreront les chiens ou bien ils les chasseront, mais ils te mangeront, toi aussi. » La démocratie mondiale aurait pu détruire un totalitarisme après l'autre, l'allemand et le soviétique. Au lieu de cela elle a affermi le totalitarisme soviétique et a permis la venue au monde d'un troisième totalitarisme, le (totalitarisme) chinois. Et tout cela s'est développé pour aboutir à la situation mondiale telle que nous la voyons actuellement. »

[M. Tatischeff fait à juste titre remarquer que Soljenitsyne condamne ainsi nettement l'esprit de Munich et que rien donc ne permet de lui prêter des sentiments pro-hitlériens.]

A la réunion de l'O.E.A.

LES SANCTIONS CONTRE CUBA SERAIENT LEVÉES LE 30 JUILLET

San-José-de-Costa-Rica (*A.F.P., A.P.*). — Les sanctions prises il y a onze ans contre Cuba devraient être levées le 30 juillet prochain, à San-José-de-Costa-Rica, où les délégués des pays membres de l'Organisation des Etats américains sont réunis pour réviser le traité interaméricain d'assistance mutuelle (TRIAR) de Rio-de-Janeiro. La majorité des délégués se seraient mis d'accord sur une formule souple qui permettrait à chaque pays d'orienter comme il le désire sa politique cubaine.

Les Etats-Unis et treize pays au moins, dont Haïti (*le Monde* daté 20-21 juillet), sont favorables à la levée des sanctions. Le Chili, l'Uruguay et le Paraguay y sont encore opposés, tandis que le Brésil, le Guatemala, le Nicaragua et la Bolivie hésitent ou n'ont pas encore fait connaître leurs intentions.

Une majorité des pays participant à cette conférence considère en tout cas que Cuba représente plus une menace pour le reste de l'Amérique latine. Le Mexique, pour sa part, n'avait jamais rompu les relations avec La Havane. Huit autres pays ont volontairement ignoré, au cours des deux dernières années, les recommandations de l'O.E.A. à l'égard de Cuba.

DIPLOMATIE

UNE NOUVELLE CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE AURA LIEU A BELGRADE EN 1977

Genève (*A.F.P., Reuter*). — Les trente-cinq pays participant à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ont conclu, lundi 21 juillet à 2 heures du matin, à Genève, les travaux de la deuxième phase de la C.S.C.E. Au cours d'une ultime séance de nuit, ils ont décidé, non sans difficulté, que la nouvelle conférence prévue le 15 juin 1977 au niveau des experts pour examiner l'application des décisions de la C.S.C.E. se tiendra à Belgrade.

Les délégués à la conférence ne sont pas pourtant tout à fait au bout de leur peine. Ils doivent maintenant se mettre d'accord sur la traduction en cinq autres langues — français, allemand, italien, espagnol et russe — du texte en anglais (120 pages) de la déclaration finale.

Quand les traductions auront été faites, le secrétariat de la conférence les enverra de toute urgence à l'imprimerie pour que les chefs de gouvernement puissent au moins les lire avant de se rendre à Helsinki.

Le texte adopté comporte les cinq chapitres suivants :

— Principes politiques gouvernant la sécurité et mesures à caractère militaire destinées à engendrer la confiance ;

— Coopération dans les domaines de l'économie, de la science, de la technique et de l'environnement ;

— Questions relatives à la sécurité et à la coopération en Méditerranée ;

— Coopération dans les domaines humanitaires et autres ;

— Suites de la conférence.

AFRIQUE

Angola

Le gouvernement portugais s'opposera à la reconquête de Luanda par le F.N.L.A.

affirme à Rome le commandant Melo Antunes

Le commandant Melo Antunes, ministre portugais des affaires étrangères, qui s'adressait à des journalistes italiens à l'issue d'une visite de deux jours dans la capitale italienne, a affirmé samedi 19 juillet que le gouvernement de Lisbonne était décidé à empêcher le Front national de libération de l'Angola de reconquérir Luanda afin d'éviter le massacre de populations civiles. Selon le ministre portugais, le M.P.L.A., qui contrôle la capitale, est appuyé à 80 % par la population locale. Le commandant Antunes a confirmé que le F.N.L.A. contrôlait le nord du pays où il s'était retiré. « *Il n'est pas exclu*, a dit le ministre, *que le F.N.L.A. tente une sécession et fonde un Etat indépendant dans cette zone.* »

[illegible] À LUANDA, six cents hom[illegible]es du Front national de libéra[illegible]on de l'Angola (F.N.L.A.), mou[illegible]vement dirigé par M. Roberto Holden, sont assiégés depuis jeudi dans le fort de Sao-Pedro, à quelques kilomètres de la ville, par les forces du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) qui contrôlent tout le reste de la capitale. Le fort, qui date du seizième siècle, est édifié à l'entrée du port de Luanda, à proximité d'une raffinerie de pétrole. Le M.P.L.A. a lancé dimanche 20 juillet une nouvelle et violente attaque pour tenter de déloger les soldats du F.N.L.A. Des tirs de mortier et d'artillerie légère se sont fait entendre une partie de la matinée et le calme n'est revenu que vers 14 heures, l'assaut ayant échoué. Les assiégés sont sans vivres et ils auraient menacé de mettre la raffinerie hors d'usage si l'on coupaient l'eau du fort. Le général Silva Cardoso, haut commissaire portugais en Angola, a lancé un avertissement aux deux camps en indiquant que toute attaque contre la raffinerie pourrait provoquer des incendies qui détruiraient complètement les bidonvilles voisins.

Un cessez-le-feu non appliqué

Samedi, le conseil national de défense angolais avait ordonné un cessez-le-feu. Cet organisme, dans lequel siègent des représentants des trois mouvements de libération angolais, était arrivé à un accord afin que le F.N.L.A. puis le M.P.L.A. retirent successivement leurs forces de la capitale. Aucun des deux mouvements n'a appliqué cette décision.

Dimanche, en fin de matinée, on apprenait à Luanda, de source bien informée, que la base aérienne portugaise de Negage, située au sud de Carmona, soit à 345 kilomètres au nord-est de Luanda, était contrôlée par les forces du F.N.L.A. D'importants mouvements de troupes de ce organisation, qui disposerait notamment de blindés, seraient en cours. Les rumeurs qui circulent à ce sujet à Luanda accréditeraient l'hypothèse d'une contre-offensive du F.N.L.A. pour tenter de reprendre le contrôle de la capitale. — (*A.F.P., A.P., Reuter.*)

LA ZAMBIE ET LA TANZANIE N'ASSISTERONT PAS AU PROCHAIN « SOMMET » DE L'O.U.A. A KAMPALA

Après le Botswana, la Zambie et la Tanzanie ont décidé à leur tour de boycotter le « sommet » de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) qui doit s'ouvrir le vendredi 25 juillet à Kampala, a-t-on appris de source diplomatique, dimanche 20 juillet, à Lusaka.

L'attitude dure préconisée par le maréchal Idi Amin, à l'égard du régime de Pretoria est à l'origine de la décision des trois pays.

Bien qu'ils n'écartent pas *a priori*, le recours à la force préconisé par le chef de l'Etat ougandais, la Zambie, la Tanzanie et le Botswana souhaitent examiner la possibilité d'instaurer un dialogue avec les autorités de Pretoria.

En outre, selon certaines informations, le président de Tanzanie, M. Julius Nyerere, aurait tenté mais en vain, au cours des dernières semaines, de faire échec à une éventuelle élection du maréchal Amin à la présidence de l'O.U.A., en intervenant auprès de l'actuel président de l'organisation, le président de Somalie, M. Mohamed Siad Barre.

La question de la prochaine présidence de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) se trouve, en effet, au premier plan des préoccupations des délégués à la conférence ministérielle de l'organisation dont les travaux reprennent ce lundi à Kampala.

Le maréchal Idi Amin Dada, qui dans des circonstances normales serait automatiquement devenu président en tant que chef d'Etat du pays hôte du douzième « sommet » africain, aurait de bonnes chances d'accéder à la présidence malgré l'opposition à sa personne d'un certain nombre de dirigeants africains. — (*Reuter, A.F.P.*)

Rhodésie

- QUATRE SOLDATS RHODÉSIENS ont été tués au cours d'un accrochage avec des nationalistes africains dans le nord-est du pays et quatre autres blessés, indique un communiqué gouvernemental. Le bilan des pertes de l'armée de Salisbury, depuis deux ans, s'élèverait à soixante et onze morts. — (*A.F.P.*)

Madagascar

- LE COUVRE-FEU, en vigueur depuis l'assassinat du général Ratsimandrava le 11 février dernier, a été entièrement levé samedi soir 19 juillet à Tananarive. — (*A.F.P.*)

LES 18 ET 19 JUILLET A ANNABA

MM. Bourguiba et Boumediène ont renforcé leur coopération

De notre correspondant

Alger. — Dans le cadre des rencontres périodiques qu'ils ont depuis quelques années, les présidents Boumediène et Bourguiba ont eu plusieurs entretiens à Annaba les vendredi 18 et samedi 19 juillet. Le communiqué commun publié à l'issue des conversations met l'accent sur la concertation et la coopération des deux pays pour l'édification du Maghreb.

Le quotidien algérois *El Moudjahid* précise que, depuis mars 1974, une commission supérieure algéro-tunisienne se réunit alternativement dans les deux capitales tous les six mois, sous la présidence de deux ministres désignés et une fois par an sous le patronage des chefs d'Etat. Le journal met l'accent sur les accords conclus dans les domaines économique, social et culturel et sur les projets communs algéro-tunisiens en cours de réalisation. Il cite entre autres la création d'unités mixtes pour la fabrication du verre, le raffinage des oléagineux et la construction à Thala près de la frontière d'une cimenterie qui entrera en service en 1979 et produira près d'un million de tonnes par an.

Cette énumération amène à rappeler que le Maroc n'a pas donné suite jusqu'à présent à un certain nombre de projets algéro-marocains, comme celui de l'exploitation en commun des mines de fer de Gara-Djebilet, dans la région de Tindouf. Il est vrai que M. Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, s'est rendu récemment à Rabat pour détendre des rapports détériorés par l'affaire du Sahara sous occupation espagnole et relancer la coopération entre les deux pays.

L'Algérie ne semble pas pour autant avoir renoncé, comme l'aurait souhaité Rabat, à défendre le principe de l'autodétermination de la population sahraouie. Plusieurs indices permettent en outre de penser qu'elle continue à apporter son soutien au F. Polisario (Front populaire pour la libération de la Seguiet el-Hamra et du Rio-de-Oro).

La rencontre d'Annaba aura probablement permis aux présidents Boumediène et Bourguiba d'échanger leurs vues sur ce problème. Le chef de l'Etat tunisien a révélé récemment qu'il avait conseillé au Maroc et à la Mauritanie de s'entendre sur un éventuel partage du territoire. Il a déclaré qu'il n'y avait lieu, selon lui, ni de procéder à un référendum ni « *de créer un Etat indépendant qui serait sous l'influence de l'Espagne ou d'un Etat maghrébin* ». Le fait que le communiqué algéro-tunisien, qui énumère de nombreux points d'accord, passe sous silence le Sahara, semble impliquer que les deux chefs d'Etat sont restés sur leurs positions à propos de cette question.

PAUL BALTA.

TUNIS QUALIFIE D'« EXCESSIVE » LA DÉCISION ÉTHIOPIENNE DE ROMPRE LES RELATIONS DIPLOMATIQUES.

(De notre correspondante.)

Tunis. — Dans une déclaration à l'agence Tunis-Afrique Presse, le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Habib Chatti, a qualifié, samedi 19 juillet, de « *geste excessif* » la décision du gouvernement d'Addis-Abeba de rompre les relations diplomatiques avec la Tunisie. Les autorités éthiopiennes accusent le gouvernement tunisien d'appuyer les initiatives visant à faire accepter la présence d'un observateur du Front de libération de l'Erythrée (FLE) à la conférence de l'Organisation de l'unité africaine, qui se déroule actuellement à Kampala. Cette attitude ne ferait que confirmer, disent les responsables éthiopiens, les déclarations faites en février dernier au journal autrichien *Kurier* par le président Bourguiba. Une demande d'explication aurait été alors déposée auprès du gouvernement tunisien et serait restée sans réponse. La mesure prise par Addis-Abeba s'est assortie de l'expulsion du chargé d'affaires tunisien qui a eu vingt-quatre heures pour quitter le pays. Le diplomate représentait également son pays auprès de l'O.U.A.

M. Chatti a rappelé à cette occasion que la Tunisie soutient le droit des peuples à l'autodétermination et entend rester fidèle à ce principe. Tunis recommande le dialogue pour tenter de résoudre « *le drame érythréen* ».

Le ministre tunisien a également fait remarquer que, si l'Ethiopie a la possibilité de se faire entendre à l'O.U.A. en tant que membre de l'organisation, l'Erythrée devrait pouvoir également y soutenir ses positions. — M. P.

PROCHE-ORIENT

EN VISITE OFFICIELLE A PARIS

Fahd d'Arabie Saoudite pourrait conclure ord sur les livraisons de pétrole à la France

prince héritier d'Arabie Saoudite, l'émir Fahd Ibn Abdel ait attendu ce lundi 21 juillet vers midi à Paris pour une fficielle de quatre jours en France.

prince héritier, qui est aussi premier ministre et ministre érieur, est accompagné d'une délégation comprenant notam- émir Saoud Ibn Fayçal, ministre d'État pour les affaires res, et le cheikh Ahmed Zaki Yamani, ministre du pétrole ressources minières. Au cours de son séjour à Paris il aura etien en tête à tête avec M. Giscard d'Estaing et une conver- avec le premier ministre, M. Jacques Chirac. Le prince doit ent rencontrer plusieurs membres du gouvernement dont hel Poniatowski. Le ministre d'État, ministre de l'intérieur vra mercredi après-midi.

visite de l'émir Fahd a pour objectif de relancer les efforts s par les deux pays depuis le voyage officiel du roi Fayçal nce en mai 1973 en vue du renforcement de leur coopération us les domaines. Sur le plan bilatéral, un nombre appréciable jets de coopération sont à l'étude depuis le séjour qu'a fait, bie Saoudite, fin juin, le ministre de l'industrie, M. Michel no. Ces projets portent notamment sur le dessalement de l'eau , les travaux publics, la construction de nouvelles lignes de de fer, les cimenteries, les télécommunications et l'infor- n. Un accord de livraisons pétrolières de l'ordre de 10 à lions de tonnes par an pour une période de dix années t être conclu au cours de cette visite. La conclusion de cet dépendrait cependant du succès des négociations sur l'ex- de la coopération franco-saoudienne, notamment dans le e industriel.

Un dauphin omnipotent

n arabe son prénom signifie opard ». Si, d'allure mas- , il n'a pas la grâce des lés, il en possède, en revan- les réactions rapides et dons d'observation. Mélange prudence et d'audace, il in- ite ou séduit, mais il ne se pas indifférent.

lus que quinquagénaire, il ait bien moins que son âge. croire que les émotions du voir — auxquelles, dans le du prince Fahd, il faut ajou- celles des jeux de hasard, — la bonne vie des palais ne lais- nt guère de traces sur cer- ns visages. Celui du prince ritier d'Arabie Saoudite se si- ale par une rondeur et une ancheur presque lunaires, que ont relever le beau noir-bleu s sourcils, de la moustache, l'impériale et du bouc. La ule ressemblance avec son re le roi Fayçal est dans le ard lourd sous la paupière otée ; s'y ajoutent parfois, ez l'émir Fahd, des éclairs de ssion vite maîtrisés. Le cos- ne national, fait d'étoffes am- es et légère aux couleurs de n ton, donne au prince héri- r, comme à tous ses compa- otes, cette allure pleine de gnité qui est la marque des oudiens.

Rompu depuis la jeunesse à xercice du pouvoir, pour le- el il a toujours montré, con- irement à son frère le roi aled, un goût prononcé ; ayant à connaître de la plupart s dossiers, de l'enseignement la diplomatie, en passant par s services secrets ; jouant sous monarque actuel le rôle d'un and vizir, soutenu par plu- eurs de ses autres frères, qui ccupent des postes-clés civils u militaires ; apprécié par la ouvelle génération de cadres saoudiens formés en Amérique ou en Europe, l'héritier de la couronne saoudite est un dau- phin omnipotent, mais cet « homme fort » du royaume n'y compte pas que des amis.

Cependant, les plus ouverts parmi ceux que la froide déter- mination de Fahd effraie quel- que peu se rallient progressive- ment à lui, étant attirés par son modernisme, son efficacité, son absence de fanatisme religieux et surtout sa ferme volonté de faire du royaume saoudite une terre de bien-être social de plus en plus encline aux contacts extérieurs. Outre l'alliance avec l'Occident, le seul domaine où Fahd n'admettra pas de change- ment est celui des prérogatives royales, car il compte bien pou- voir un jour en goûter l'ivresse intacte.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

[Né à Ryad, en 1923 selon sa biographie officielle, en 1921 selon d'autres sources, du roi Abdel Aziz II Ibn Saoud et d'une fille des grands nomades Soudeiri, le prince Fahd a été élevé dans le royaume avant d'effectuer des « stages d'études en Orient et en Occident ». Après avoir inauguré en 1955, sous le règne de son frère Saoud IV, les fonctions de ministre de l'éducation, il est nommé en 1962 ministre de l'intérieur, poste qu'il occupe toujours. Sous son autre frère Fayçal II, il devient en outre second vice-premier ministre « en raison de sa connaissance des dossiers diplomatiques ». Il accomplit alors d'importantes missions à l'étranger, notamment aux États-Unis. Il a également eu à diriger les conseils ou organismes chargés du pétrole, de l'enseignement, de l'Université, de la jeunesse, du pèlerinage à La Mecque et de la sécurité nationale.

Depuis que son troisième frère Khaled est monté sur le trône en mars 1975, l'émir Fahd cumule les charges de prince héritier, premier vice-président du conseil des ministres et ministre de l'intérieur.]

L'Arabie saoudite a accordé Egypte des facilités de crédit e valeur de 600 millions de ars, indique dimanche 20 juil- le communiqué commun pu- au Caire à l'issue de la pre- re visite officielle en Egypte roi Khaled. Ce texte condamne la « *position obstinée d'Israël dé- fiant la volonté de la commu- nauté internationale* » et note que le roi d'Arabie saoudite a approuvé la décision égyptienne de ne pas accepter le renouvelle- ment du mandat des « casques bleus » dans le Sinaï. — *(A.F.P.)*

POINT DE VUE

Racisme des organisations internationales

par JEAN PIERRE-BLOCH (*)

Si aujourd'hui, quelque part à travers le monde, un congrès de pêcheurs à la ligne se réunissait, la première des choses qu'il ferait serait de condamner le « sionisme ».

Bien entendu, cette motion serait votée par 80 voix avec 1 voix contre et 15 abstentions, dont celle de la France. Ce n'est pas une plaisanterie, c'est à peu près ce qui se passe aujourd'hui dans toutes les organisations internationales.

En effet, depuis environ un an, au sein des organisations internationales, des manœuvres multiples et convergentes tendent à isoler Israël ou à faire place à l'Organisation de libération de la Palestine en qualité d'observateur : à l'UNESCO, le 20 novembre 1974 ; à l'Assemblée générale de l'ONU, le 25 novembre 1974 ; à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le 19 février 1975 ; à l'Organisation mondiale de la santé, le 28 mai 1975 ; à l'Organisation internationale du travail, le 12 juin 1975 ; à la Conférence internationale de la femme, le 2 juillet 1975.

***

Le vote le plus scandaleux est incontestablement la résolution qui a été votée par l'Assemblée mondiale de la santé. Jamais dans le passé aucun autre pays n'a été condamné de la sorte.

Les grands noms de la médecine française viennent de s'indigner d'un tel texte qui ne recèle que mensonges et contre-vérités.

Ce texte, s'il s'acharne sur Israël, ignore les internements psychiatriques en U.R.S.S., le sort déplorable des réfugiés du Bengladesh, de l'Inde et du Pakistan. Trois pays qui, comme par hasard, sont parmi les coauteurs de la résolution anti-israélienne. Sur des millions de réfugiés, seuls les réfugiés palestiniens sont dignes de considérations.

On est allé encore plus loin. On a pu voir Israël écarté d'un groupe de l'UNESCO et le mot « sionisme » inclus expressément parmi les formes d'oppression de la femme comme le « colonialisme, le néo-colonialisme, la discrimination raciale et l'apartheid ».

Mêmes manœuvres dans les organisations internationales (gouvernementales et non-gouvernementales), professionnelles, sportives et autres.

J'entreprends de montrer ici que les États qui ont été les initiateurs de ces manœuvres ont fait du racisme et de l'antisémitisme des instruments de leurs politiques. Quelle lourde mission pour la LICA que de devoir élargir ainsi le champ de sa vigilance !

Il est impossible de voir dans les décisions des organisations internationales, l'expression de jugements fondés sur des faits, sur la vérité ou sur le droit. Seule la loi du nombre donne à la majorité, composée de dictatures du camp dit socialiste, du camp arabe ou du tiers-monde, le pouvoir de dicter des résolutions inspirées par des motifs troubles ou intéressés.

Comme quoi les mécanismes voulus et conçus pour l'épanouissement de la liberté et de la démocratie dans le monde comportent en eux-mêmes les voies de leur propre perversion.

Il y a longtemps que la liberté ne peut plus fonder d'espoirs sur l'Union soviétique. Elle en avait fondé un moment sur l'accession de jeunes États à la vie internationale, mais les anciens peuples colonisés n'ont pour la plupart retenu de la démocratie que son vocabulaire et ils ont choisi — encore plus que leurs aînés — de faire passer leurs intérêts et leurs passions avant la fidélité aux principes que la communauté des nations avaient à mettre en œuvre. Il y a moins longtemps que les démocraties occidentales — cependant instruites par un passé récent — ont repris le chemin de Munich et qu'elles émettent des votes d'abstention, se reléguant ainsi elles-mêmes au rang de figurants impuissants devant la nouvelle montée de l'horreur.

Qui, dans ces conditions, fera entendre la voix des mouvements de libération qui n'ont pas l'heur de plaire à l'impérialisme soviétique ou à l'impérialisme arabe ? C'est ce véritable « impérialisme inversé », comme l'a désigné Charles Zorgbibe qui condamne à rester dans l'ombre les mouvements kurdes, érythréens, arméniens, tchèques, tartares, ukrainiens, baltes, nagas, biafrais et bien d'autres.

Au-delà des drames où se débattent les millions d'hommes qui aspirent à la liberté, à l'indépendance et à l'affirmation de leur personnalité, il importe de se demander pourquoi ni l'opinion mondiale ni les opinions nationales ne s'intéressent à leur sort, pourquoi seules les Palestiniens — dont l'entité nationale était inconnue il y a dix ans — peuvent aujourd'hui faire entendre leur voix.

Le scandale ici, c'est de laisser utiliser le langage du libéralisme et de la démocratie au profit d'une politique qui vise à exclure Israël du rang des nations. Il n'était, en effet, qu'un seul moyen pour déconsidérer Israël, c'était, — selon l'antique tradition de l'antisémitisme — de faire croire que l'existence de l'État juif était incompatible avec la liberté des peuples (ONU), incompatible avec la culture (UNESCO), incompatible avec la santé (O.M.S.), incompatible avec la libération de la femme, incompatible avec les droits de l'homme, etc.

Tant est grand l'empire des mots sur l'esprit des hommes qu'aujourd'hui Israël et ses alliés se voient ranger parmi les ennemis de l'humanité.

Jean Cassou avait parfaitement raison quand il affirmait l'antisionisme est une merveilleuse invention, elle permet désormais à tout le monde d'être antisémite en toute sérénité et sans aucune gêne.

★ Président de la LICA : Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.

Les négociations pour un règlement intérimaire au Sinaï

L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS AU CAIRE a transmis au président Sadate les dernières contre-propositions israéliennes

A trois jours de l'expiration, le 24 juillet, du mandat des « casques bleus » dans le Sinaï, une certaine tension se manifeste sur les lignes de cessez-le-feu entre Israël et l'Egypte.

Selon le quotidien de Tel-Aviv « Maariv », les forces israéliennes ont « renforcé leur vigilance sur le front du Sinaï et dans d'autres secteurs », à la suite d'un certain nombre de mesures militaires prises par l'Egypte après l'annonce de sa décision de ne pas prolonger le mandat de la force d'urgence des Nations unies (FUNU).

L'ambassadeur des États-Unis en Egypte, M. Hermann Eils, a regagné, dimanche, Le Caire, après avoir passé cinq jours à Washington, où il avait été appelé en consultation par M. Kissinger. Le diplomate a transmis au président Sadate les dernières contre-propositions israéliennes pour un règlement intérimaire au Sinaï.

De notre correspondant

Jérusalem. — On qualifie ce lundi matin, à Jérusalem, de « *prudemment optimistes* » les conclusions auxquelles sont parvenus les ministres après un conseil qui s'est tenu pendant plusieurs heures la veille, a repris dans la soirée et s'est achevé aux premières heures de la matinée.

On attend maintenant la réponse du Caire aux propositions israéliennes, dont les Egyptiens ont eu connaissance par l'intermédiaire de l'ambassadeur américain.

Les suggestions de Jérusalem sont, estime-t-on ici, parfaitement acceptables pour les Egyptiens, à qui il serait simplement demandé de s'engager à observer pendant trois ans et six mois les clauses de l'accord proposé. Aux termes de ces propositions, les Egyptiens récupéreraient les puits de pétrole d'Abou-Rodeiss et les cols stratégiques de Mitla et de Gidi, mais les accès des versants orientaux seraient contrôlés par Israël. Cette formule permettrait à l'Egypte d'éviter l'obstacle qu'elle a jugé insurmontable, lors de la négociation menée par M. Kissinger au début de cette année, de l'« *engagement politique* » qu'exigeait alors Israël en échange des cols et des puits de pétrole.

Le plan israélien, que certains milieux considèrent comme une ultime proposition, a été adopté sans opposition au sein du cabinet. M. Shimon Pérès, ministre de la défense, a finalement renoncé à y faire obstacle. Il a déclaré, dimanche 20 juillet au cours d'une réunion publique à Jérusalem, que l'accord impliquait des risques. Il faudra les accepter, a-t-il précisé, puisqu'un climat de détente pourrait naître du geste israélien. M. Pérès, dont le ralliement assurerait à M. Rabin la majorité lorsque le Knesset sera appelée à débattre de la proposition, a rapporté qu'« *une personnalité arabe de premier plan, rentrant d'un voyage au Caire* », l'avait assuré des intentions sincèrement pacifiques du président Sadate. « *Cette personnalité*, dit encore le ministre de la défense, *a ajouté que le peuple égyptien est fatigué des guerres autant, sinon plus, que les Israéliens eux-mêmes.* »

Le communiqué publié à l'issue de la dernière réunion du conseil des ministres à Jérusalem indique, d'autre part, que le gouvernement s'oppose à toute modification unilatérale des engagements qui ont amené l'installation de la FUNU. La présence Nations unies (F.U.N.U.). La présence des « casques bleus » dans le Sinaï, déclare le gouvernement israélien, fait partie intégrante des accords de dégagement qui ont permis la séparation des armées égyptienne et israélienne au lendemain de la guerre d'octobre 1973.

ANDRÉ SCÉMAMA.

● *Selon le quotidien libanais « Al Anouar »*, un seul point de divergence subsiste entre l'Egypte et Israël au sujet d'un nouvel accord intérimaire dans le Sinaï. Il porterait sur la durée de l'accord de non-belligérance qui serait conclu entre les deux pays. L'Egypte désirerait limiter cet accord à trois ans, alors qu'Israël voudrait le voir durer cinq ans. — *(A.F.P.)*

ASIE

Inde

POUR AVOIR REFUSÉ DE SE SOUMETTRE A LA CENSURE

Trois journalistes étrangers sont expulsés

Trois journalistes — deux Britanniques et un Américain — ont été expulsés de l'Inde, dimanche 20 juillet. Il s'agit de M. Peter Gill, correspondant du *Daily Telegraph* et de deux envoyés spéciaux, M. Hazelhurst, du *Times* de Londres et de M. Loren Jenkins, de *Newsweek*. Ils avaient refusé de signer un document par lequel ils s'engageaient à respecter la censure. La semaine dernière, un envoyé spécial du *Financial Times* de Londres s'était vu refuser un visa.

Ce durcissement du gouvernement indien à l'égard de la presse intervient au moment où se réunit le Parlement, ce lundi. Il doit approuver la proclamation de l'état d'urgence. Dans son dernier article daté de New-Delhi, Peter Hazelhurst écrit : *« Bien que tous les « ténors » de l'opposition indienne soient arrêtés, le gouvernement a pris des mesures extraordinaires pour entraver toutes critiques. (...) La presse étrangère a reçu l'ordre de ne citer que les déclarations officielles.* » Des restrictions importantes sont apportées au travail des journalistes autorisés à suivre — de loin puisqu'il ne peuvent occuper leurs places habituelles — les débats au Parlement. L'accès aux galeries du public est strictement contrôlé et l'entrée de la galerie de presse est limitée aux nombre exact de places disponibles.

Les débats dureront une semaine. Ce sera la session la plus courte de l'histoire du Parlement. Selon le *Times*, elle s'achèvera par l'approbation, pratiquement sans débat, des décrets d'exception. Au cours d'une allocution télévisée, Mme Gandhi a déclaré qu'elle *ne comptait* pas restaurer un système démocratique normal et que l'Inde ne pouvait se permettre de connaître à nouveau « la licence » qui régnait, selon le premier ministre, avant la proclamation de l'état d'urgence. — *(A.F.P., Times.)*

[« Le Monde » s'associe à la protestation que le « Times » a élevée auprès de l'ambassadeur de l'Inde en Grande-Bretagne. On voit mal ce que le gouvernement de Mme Gandhi a à gagner à pareil isolement de l'Union sur le plan de l'information.]

CORRESPONDANCE

Le différend frontalier khméro-vietnamien

Un différend frontalier oppose le Vietnam au Cambodge, les deux pays revendiquant la possession des îles de Wai, situées dans le golfe de Thaïlande (le Monde *des 14 et 25 juin). Ancien directeur des mines, de la géologie et du pétrole au Cambodge de 1964 à 1974, M. Sean Pengse nous écrit à ce propos :*

Lors des discussions qui ont eu lieu à Phnom-Penh en avril 1973 entre délégations vietnamienne et cambodgienne (je présidais celle-ci), sur la délimitation du plateau continental, le côté vietnamien a reconnu l'appartenance au Cambodge des deux îles de Wai et proposé comme ligne de partage du plateau une ligne joignant les Wai à l'île de Panjang (au sud-est) — proposition refusée, pour des raisons que je ne peux évoquer ici, par les Khmers. L'occupation des îles Wai par les Vietnamiens est destinée à contrôler toutes les ressources pétrolières qui paraissent abondantes dans la région. Dire que ces îles « étaient revendiquées par les deux pays » n'est qu'un prétexte, car elles sont cambodgiennes depuis longtemps et sont habitées par des Khmers uniquement. Depuis 1972, Elf-Erap, titulaire du permis de recherche sur le plateau continental cambodgien, a fait construire sur l'une d'elles une piste d'atterrissage et un pont en vertu de son droit prévu par la convention signée en 1969 avec le gouvernement khmer.

M. Sean Pengse joint à sa lettre un document envoyé le 20 juillet 1972 par le ministre khmer de l'industrie, des ressources minières et des pêches maritimes au directeur résident d'Elf du Cambodge. Accord a alors été donné à Elf de procéder à des aménagements sur l'île de Koh-Poulo-Wai.

Cambodge

LE PRINCE SIHANOUK POURRAIT REGAGNER PHNOM-PENH EN AOUT

Pékin *(A.F.P.)*. — Le prince Sihanouk pourrait rentrer à Phnom-Penh pendant la première quinzaine d'août, indique-t-on lundi 21 juillet, dans les milieux diplomatiques de Pékin. Une haute personnalité de l'ambassade du Cambodge serait à l'origine de cette nouvelle. Aucune confirmation n'a cependant pu être obtenue des membres de l'entourage du prince. Celui-ci séjourne en Corée du Nord depuis mai.

Le prince Sihanouk gagnerait prochainement la ville de Tien-Tsin, au sud-est de Pékin, pour y subir des examents médicaux et rentrerait ensuite dans son pays.

Même si un retour au Cambodge figure effectivement au centre des projets immédiats du prince, ceux-ci ne sont pas nécessairement à l'abri de modifications ultérieures. Les déplacements du prince ont en effet, depuis la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges, le 17 avril, été subits et sujets à changements.

POLITIQUE

Dans le Nord-Pas-de-Calais

M. SÉGARD EXHORTE LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE A L'UNITÉ

(De notre correspondant.)

Lille. — Au cours d'une réunion au Touquet (Pas-de-Calais), samedi 19 juillet, M. Norbert Ségard, ministre du commerce extérieur, U.D.R., a exhorté les parlementaires et élus locaux de la région se réclamant de la majorité présidentielle à l'unité face à la gauche. Il a notamment déclaré : *« Foin des querelles de parti, des guerres de religion et même de la guerre d'Algérie. Il faut regarder vers l'avenir. Pour les prochaines consultations électorales, il ne s'agira pas de savoir avant tout quelle est l'étiquette du candidat. Il faut partout choisir le plus apte à battre la gauche. Nous devons nous imposer cette discipline et, s'il faut un patron pour la faire respecter, il y en aura un... »*

M. Ségard a trouvé *« intolérable »* que de nombreuses villes du Nord-Pas-de-Calais soient dirigées par des socialistes et des communistes : *« Nous allons nous battre pour les reconquérir et j'en sais quelques-unes que nous enlèverons »*, a-t-il affirmé.

LES ÉLECTIONS CANTONALES

COTE-D'OR : canton de Laignes (1er tour).

Inscr., 2 900 ; vot., 2 156 ; suffr. expr. 2 128. MM. Jean-Pierre Recq, centre gauche, 955 voix ; Maurice Chiffon, maj. prés. (U.D.R.), 918 ; Mme Françoise Gaspar, P.S., 128 ; M. Jean-Paul Rommel, P.C., 127. *Il y a ballotage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Émile Lepitre, R.I., maire de Laignes, décédé, qui avait été élu pour la première fois en juillet 1965 à la suite d'une élection cantonale partielle provoquée par le décès d'Auguste Dubéchot, S.F.I.O. Émile Lepitre avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1970 avec 1 415 voix, contre 375 à M. René Boizot, P.C., sur 2 966 inscrits, 1 978 votants et 1 790 suffrages exprimés.]

JURA : canton de Saint-Amour (1er tour).

Insc., 3 668 ; vot., 3 432 ; suffr. expr., 2 403. MM. Raymond Mollard, ind., fav. à la maj., 1 308 voix, *ELU* ; Roger Giroud, U.G.S.D., 727 ; Daniel Genevois, P.C., 278 ; Paul Liochon, div. droite, 90.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Célard, C.D.P., président de la commission départementale, décédé le 9 mai 1975. Élu pour la première fois en 1928, Jean Célard avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1970 avec 1 159 voix, contre 805 à M. Giroud, div. gauche, et 259 à M. Gilbert Ponard, P.C., sur 3 305 inscrits, 2 273 votants et 2 233 suffrages exprimés.]

DÉFENSE

Réunis à Cachan (Val-de-Marne)

Des appelés socialistes réclament « une représentation démocratique par voie d'élection au sein de comités consultatifs de soldats »

« Il a paru normal aux étudiants socialistes et aux militants du Mouvement de la jeunesse socialiste appelés à l'armée de ne pas aller grossir les rangs de ceux qui sont organisés, ou prétendent l'être, avec des mots d'ordre aventuristes et irresponsables. Voilà pourquoi les appelés socialistes ont réuni une convention. » C'est ce qu'a déclaré, samedi 19 juillet à Cachan (Val-de-Marne), M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S. et président des conventions (officiers et sous-officiers) pour l'armée nouvelle, à l'occasion d'une réunion des quarante délégués représentant les huit cents appelés déjà inscrits à la convention des appelés socialistes.

Les conventions pour l'armée nouvelle, d'inspiration socialiste, sont, à ce jour, la seule organisation de cadres de réserve et d'active à rassembler désormais des appelés du contingent. *« Cette nouvelle branche « appelés » de nos conventions,* a expliqué M. Hernu, *n'entend pas se substituer au P.S., mais elle est un organisme d'études et d'animation ouvert aux appelés pour le temps où ils sont sous les drapeaux. »*

« Le service militaire est d'abord un service pour la défense du pays, a encore expliqué le responsable socialiste, *et non une obligation qui permettrait à la droite d'avoir une troupe de police répressive à sa disposition ou, demain à la gauche au pouvoir, une sorte de M.F.A. Le service militaire n'est donc pas fait pour être un club de loisirs ni même un chantier de jeunesse. Il n'est pas,* a priori, *fait pour les appelés en priorité, mais pour la nation. Or quelques-uns souhaitent qu'il devienne si idéal que s'il fonctionnait selon leurs vœux, il n'aurait plus aucune efficacité. (...) Le service militaire n'est pas un service civil, car il est fait pour la défense. Il y a un niveau au-dessous duquel la discipline est incompressible. »*

Avant d'adopter trois textes, dont deux sont des appels particuliers aux cadres d'active et aux soldats du contingent, les appelés socialistes se sont réunis en commissions pour examiner la place de l'armée dans la nation, les rapports au sein de l'institution militaire et les activités des socialistes dans les casernes. Les participants à la réunion de Cachan provenaient de plusieurs régiments, mais aussi de quelques écoles militaires.

« C'est la première fois, a dit l'un d'eux, qui est à un mois de la fin de son service, *que des appelés se réunissent officiellement et disent, tout haut et sans cagoule quelques vérités sur l'armée (...). La crise de la défense, c'est celle du capitalisme français, l'échec de la vision gaullienne de l'indépendance qui renvoyait celle-ci à une rhétorique creuse d'où émergeaient quelques coups d'éclat, cependant que l'on abandonnait l'économie française à l'appétit des multinationales, le plus souvent américaines. »* Toutefois, a-t-il ajouté, *« il ne faut pas se tromper d'adversaires »* et opposer les cadres aux appelés. *« Lorsque nous disons,* a-t-il expliqué, *que l'État est au service des monopoles, nous n'accusons pas les fonctionnaires d'émarger dans les grandes banques. Lorsque nous disons que l'armée est un terrain et un moyen politiques, nous n'accusons pas les militaires de nourrir des desseins politiques. L'analyse d'une institution n'est pas la mise en accusation de ceux qui la composent. »*

Les débats ont longuement porté sur le syndicalisme dans l'armée. *« Ne brûlons pas les étapes,* a dit un appelé socialiste, *ne plaquons pas une structure qui n'est pas, pour l'instant, adaptée à la réalité. »* Et un autre appelé a expliqué : *« Le problème est mal posé et il n'est pas mûr. Le projet socialiste prévoit de réduire la durée du service militaire et d'organiser, au maximum, des comités de soldats dont le fonctionnement sera démocratique et qui sauront se démarquer des comités antimilitaristes, clandestins et minoritaires. »*

Si, en fin de compte, la remarque selon laquelle *« il n'est sans doute pas utile de baptiser « syndicats » ces comités de soldats, parce que le parallèle n'est pas possible entre l'encadrement militaire et le patronat »*, a été retirée de la motion finale, la convention des appelés socialistes s'est déclarée en faveur d'un droit de représentation et d'association qui n'est pas apparu comme la reconnaissance d'un véritable droit au syndicalisme militaire.

L'une des trois motions adoptées réclame *« une représentation démocratique, par voie d'élection, au sein de comités consultatif de soldats obligatoirement consultés sur les conditions de vie de ceux-ci et chargés de transmettre leurs doléances dans toutes les unités ».* C'est donc l'officialisation, la reconnaissance et l'ouverture des comités de soldats qui ont été proposées par la convention de Cachan pour garantir *« des libertés au sein de l'armée ».*

Ainsi, les appelés socialistes réclament notamment la liberté d'opinion, la liberté d'expression écrite ou orale, la liberté de réunion et la liberté d'association, *« les soldats pouvant adhérer aux organisations politiques, syndicales ou confessionnelles de leur choix et participer à leurs activités en dehors du temps de service ».* Ils souhaitent également *« la démilitarisation de certaines fonctions comme la médecine »* et *« la suppression des juridictions militaires »*, ainsi que des améliorations de leur condition matérielle.

« Notre réflexion et notre action, est-il encore dit dans l'appel aux officiers et aux sous-officiers, *ne sont évidemment pas dirigées contre les cadres en général, qui doivent avoir les mêmes droits que l'ensemble des citoyens : droit du respect de la dignité de l'homme, droit à la liberté d'expression, à la représentation dans des conseils élus, droit d'association et droit à la justice civile à l'exclusion de toute autre. »*

Les risques d'un syndicalisme « sauvage »

Les partis politiques de l'opposition ou les grandes centrales syndicales sont très divisés sur les principes et les modalités d'un syndicalisme proprement militaire. la création dans plusieurs garnisons, en France et en République fédérale d'Allemagne, d'une centaine, dit-on, de « comités de soldats » est davantage liée à l'initiative locale — et sans cesse remise en question — de militants d'associations révolutionnaires ou antimilitaristes qu'à une volonté concertée des organisations politiques ou syndicales reconnues. Comme le parti communiste, la C.G.T., par exemple, ne veut pas entendre parler d'un syndicat spécifiquement militaire, même si elle réclame la possibilité pour des soldats de faire entendre leurs voix au sein des unités. Il existe, dans la C.F.D.T., des courants hostiles à la perspective de syndicats de soldats, avancée, d'autre part, par de nombreux militants, souvent les plus jeunes, de ce syndicat.

A son tour, le parti socialiste, avec ses conventions de cadres et d'appelés, ne pourra longtemps écarter le débat. La réunion de Cachan est, sur ce point, révélatrice d'une attitude où il entre, à la fois, de la prudence et une certaine ambiguïté. De la prudence vis-à-vis, notamment, des cadres d'active, puisqu'il a été répété que, si les socialistes devaient être présents dans des structures de participation ou de dialogue au sein de l'institution militaire, pour autant il ne s'agissait pas de dresser appelés et cadres de métier les uns contre les autres. Une certaine ambiguïté, aussi, parce que le militant socialiste sous les drapeaux — comme le militant du P.C.F. — a été pris de court par la création de « comités de soldats », souvent inspirés par le Front communiste révolutionnaire de M. Alain Krivine, et parce que, à la différence des gauchistes, l'appelé socialiste entend critiquer l'institution militaire sauf à risquer de mettre en péril l'instrument de défense.

Les partis politiques, les syndicats ou les mouvements révolutionnaires, qui tentent de se concilier l'armée — la sécurité militaire affirme avoir des preuves de cet « entrisme » dans des unités ou dans des écoles militaires, — ont souvent constaté, lors de leurs contacts avec des officiers et des sous-officiers, que les cadres sont loin, eux-mêmes, d'être unanimes sur le fait syndical dans les armées. Si les officiers, pour la plupart, restent hostiles à un engagement politique ou syndical déclaré, qui diviserait le corps et contraindrait les cadres à s'opposer — comme citoyens ayant des droits — à un gouvernement légal dont ils sont chargés, en même temps, d'exécuter les ordres, les plus disposés à accepter le fait syndical seraient, peut-être, à ce jour, les sous-officiers.

C'est, du reste, avec l'espoir de parvenir à éliminer les risques d'un syndicalisme « sauvage » que le gouvernement veut instituer des commissions de participation, officialiser les fonctions du président des sous-officiers dans les unités et ouvrir davantage à l'esprit de discussion le conseil supérieur de la fonction militaire et ses groupes de travail régionaux sur la condition. Autant de procédures qui n'ont pas le mérite de l'originalité et donc l'échec, s'il se produisait, serait à mettre sur le compte du retard et de la timidité avec lesquels ces réformes, réclamées de longue date, sont engagées du haut en bas de la hiérarchie.

JACQUES ISNARD.

M. SAUVAGNARGUES :

Il n'y a aucun projet d'installer des Pluton en Allemagne

Il n'y a pas de fusées atomiques tactiques françaises Pluton en Allemagne, a déclaré M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, dans un entretien avec O. Todd, du *Nouvel Observateur*.

« Il n'y a aucun projet de les installer en Allemagne, a précisé le ministre. *Une telle installation n'est nullement requise. »* M. Sauvagnargues estime cependant « concevable » que les Pluton soient transférées en Allemagne, *« si notre corps de bataille, à la suite d'une décision du gouvernement français, était appelé à intervenir avec toutes ses armes dans une opération défensive sur le sol allemand ».*

« Il y a deux problèmes, a encore dit le ministre : *celui de l'emploi de ces armes tactiques et celui de leur stationnement. Rien n'empêche que les armes stationnées en France ne soient employées sur le sol allemand, après les consultations appropriées et dans le cadre d'une stratégie élaborée en commun, ce qui n'implique aucune intégration. »*

ÉDUCATION

Les « floralies pédagogiques » de l'enseignement catholique ont proposé une « stratégie d'innovation »

Une grande bâtisse froide : sept étages de béton traversés par d'immenses couloirs ; des salles de classe impersonnelles éclairées par de larges baies vitrées... Cela semblait une gageure d'organiser un colloque « d'évaluation et de recherche sur l'innovation pédagogique » dans un tel décor. Les quelque deux cent cinquante professeurs et directeurs d'établissements, qui se sont récemment réunis au collège Stanislas à Paris pour les « Floralies pédagogiques » organisées par le secrétariat général de l'enseignement catholique, n'ont pas eu l'air d'en souffrir outre mesure. Pendant dix jours, répartis en nombreux « groupes de recherche », en trois séquences (« Une idée pour apprendre à être », « Apprendre à apprendre » et « La mission sociale de l'école ») ils ont échangé leurs expériences et ont réfléchi sur une stratégie d'innovation « progressive » et « prudente ».

Les « Floralies pédagogiques » prenaient le relais de l'« Université pédagogique d'été », créée sous le souffle de mai 1968 par le secrétaire général de l'enseignement catholique et l'Institut catholique de Paris ; l'UPE a, pendant plusieurs années consécutives, attiré près d'un millier de personnes ; professeurs, responsables d'établissements et même élèves, désireux de « faire bouger l'école ». Mais, après cette flambée d'enthousiasme, l'Université pédagogique d'été est morte de ne pas avoir su évoluer : le dernier stage a eu lieu en juillet 1973.

L'esprit des « Floralies pédagogiques est tout autre. *« Ce sont avant tout des rencontres professionnelles »*, tient à préciser le frère Aubret, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique. *« Les préoccupations sont plus pratiques qu'autrefois*, estime-t-il. Les élèves sont tenus à l'écart. Ces « floralies » veulent ressembler à des tulipes dans un jardin méticuleusement entretenu, alors que l'UPE évoquait plutôt les fleurs des champs. Les mots « prudence », « coordination », « rigueur », sont revenus très souvent au cours des discussions.

Le congrès de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre), à Strasbourg, en mai dernier (*le Monde* du 20 et du 21 mai), avait montré la volonté du secrétariat général de l'enseignement catholique d'ouvrir largement les portes de ses établissements scolaires à l'innovation.

Les Floralies pédagogiques se proposaient *de coordonner les initiatives* pour les développer. De nombreuses personnalités extérieures (1) ont apporté leur concours. Dix « commandements » ont été rédigés par un groupe de recherche. Le premier invite le pédagogue à ouvrir les yeux sur l'extérieur et à ne pas craindre l'autocitique. Le second érige en précepte la recherche pédagogique. Les autres montrent la démarche à suivre pour mener à bien toute initiative d'innovation : se fixer des objectifs précis, clairs, cerner les obstacles, récapituler « les atouts », travailler en équipe, prendre le temps de faire un bilan et communiquer les résultats aux autres établissements...

Profiter de sa liberté

Chacun a reconnu à l'enseignement catholique de plus grandes facilités que dans l'enseignement laïc pour l'innovation pédagogique. *« La liberté des établissements sous contrat simple est quasi totale, au moins au niveau des textes,* a expliqué Mme Fontaine, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique. *Les contraintes législatives ne visent que les diplômes exigés des professeurs et le contrôle pédagogique des classes sous contrat. Les établissements sous contrat d'association doivent, selon le décret du 9 septembre 1970, respecter les « règles générales » de l'enseignement public pour les horaires et les programmes. Ils ne sont pas tenus de les suivre à la lettre. »*

Les enseignants, dont beaucoup ont pris eux-mêmes en charge les frais de leur stage — *« un mois de salaire pour moi »*, a fait remarquer l'un d'eux — ont montré pendant dix jours leur volonté d'utiliser au mieux ces possibilités. Ils n'ont pas hésité à se remettre en question. *« N'évoque-t-on pas un peu trop facilement les difficultés financières pour masquer une crainte inavouée des changements »*, se sont demandé des chefs d'établissements. *« Jusqu'à ce jour, je reconnais que je notais les élèves de 0 à 20 sans critère bien défini. Je n'avais pas conscience de perpétuer l'image du bon élève « encyclopédie ». A présent, je cherche un système de notation capable d'évaluer les possibilités d'un élève, et non plus exclusivement ses connaissances »*, dit un professeur.

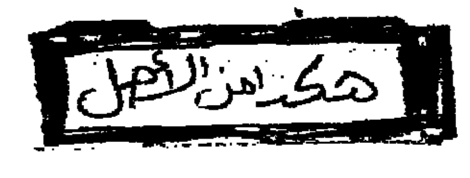
Les débats de groupe consacrés aux conseils de classe furent très animés. *« Faut-il oui ou non que les élèves y participent ? »* Les avis ont été très partagés. Tout le monde s'est retrouvé pour exiger des professeurs plus de rigueur et de préparation avant les réunions des conseils.

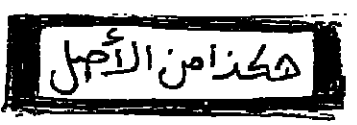
Dans le groupe sur « l'accès *des jeunes à la majorité personnelle et collective »*, certains stagiaires se sont déclarés décontenancés par l'attitude des jeunes *« peu soucieux des biens personnels et même collectifs »*, mais tous ont essayé de les comprendre et de chercher les moyens de leur offrir plus d'initiatives, *« une condition qui doit leur permettre d'accéder plus rapidement à la majorité ».*

Y aura-t-il d'autres floralies ? Rien n'est encore décidé. Peut-être y aura-t-il l'an prochain des floralies régionales. Tel semblait être du moins le désir des stagiaires. En ce cas elles alterneraient chaque année avec des floralies nationales.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Notamment M. Bertrand Schwartz, professeur à l'université Paris-IX-Dauphine, ancien conseiller à l'éducation permanente au ministère de l'éducation nationale, et M. Quignard, inspecteur général.




هكذا من الأصل

ANNIVERSAIRE

UNE CRÉATION DE L'ENTHOUSIASME

La Cité universitaire a cinquante ans

Le 20 juillet 1925, à la Sorbonne, le recteur Paul Appell signait avec MM. André Honnorat, sénateur, ancien ministre, Jean Branet, président de société, conseiller d'Etat honoraire, et David David-Weill, banquier, une convention par laquelle la « *Fondation nationale* » (1), créée le 6 juin précédent par ceux-ci, recevait mission d'assurer, pour l'Université, mais de façon indépendante, le développement et l'administration de la cité universitaire, dont la première pierre avait été posée en mai 1923. Jusqu'alors simple partie du domaine universitaire, la Cité devenait ainsi une entité distincte, organisée, dont l'Université restait la suzeraine, mais qui allait voler de ses propres ailes vers son devenir.

Son histoire commence dès 1920, quand le pétrolier Emile Deutsch de la Meurthe, qui veut fonder quelque grande œuvre, prend conseil du recteur Paul Appell, qui pendant la guerre a créé le *Secours national*. « *Faites un village d'étudiants !* » dit Appell, qui, depuis la rue d'Ulm, rêve de résidences estudiantines avec des arbres et sait que les jeunes des facultés se logent très difficilement, et très mal. Deutsch décide donc de consacrer 10 millions à deux « hameaux-jardins » pour trois cents étudiants et étudiantes pauvres — à condition qu'on lui procure le terrain (de préférence sur l'enceinte fortifiée, récemment déclassée). Et précisément au même moment — simple coïncidence ? — un diplomate canadien, fils d'un ami d'Appell, demande, lui aussi, du terrain pour construire une maison d'étudiants ; un célèbre professeur suédois formule le même vœu. (Appell, qui milite activement pour la S.D.N. multiplie les contacts internationaux). Aussi, quand le recteur amène Deutsch chez son ministre, depuis peu André Honnorat, celui-ci dit tout de suite qu'à partir du « hameau-jardin », il faut concevoir toute un « cité universiatire ».

C'est un homme tout en longueur, le cheveu noir, avec une barbe à l'équerre, qu'il aime lisser du plat de la main, et qui parle, lentement, d'une belle voix grave. Le social l'attire, mais les individus l'intéressent peu ; personnage désincarné, il ne vibre qu'aux idées. Jadis journaliste, puis chef de cabinet, puis sous-directeur au ministère de la marine, élu, à quarante-deux ans, député des Basses-Alpes, il est cofondateur ou vice-président d'un nombre incroyable d'organismes civiques ou sociaux ; il a fait voter l'heure d'été... Cela ne fracassera pas les portes de l'histoire. Mais cette cité universitaire, internationale, qui garantirait la paix par l'amitié entre étudiants du monde entier, voilà un programme exaltant ; il s'y donnera pendant trente ans, avec une ténacité inlassable.

Une donation-ultimatum

Deutsch ayant fait une donation-ultimatum (si dans un an les formalités ne sont pas finies, il reprendra ses 10 millions), on commence par courir contre la montre, car la question du terrain est très complexe : sur l'enceinte fortifiée déclassée, les administrations se chevauchent comme crabes dans un panier, et le projet de cité heurte simultanément les vues des travaux publics, de la guerre et de l'intérieur, sans parler de la Compagnie des chemins de fer Paris-Orléans. Pour la Ville, elle veut bien tout, elle cède ses terrains à 200 F le mètre, mais, comme l'instruction publique trouve que c'est trop cher, il s'ensuit palabres sur palabres, et Deutsch, qui piaffe, finira par demander l'arbitrage du chef de l'Etat. On aboutira au sprint, le 28 juin 1921 — de justesse : l'ultimatum Deutsch expire deux jours plus tard.

Voilà l'Université à la tête de 9 hectares destinés à la future cité, et d'un certain nombre de problèmes. De plusieurs côtés, on lui demande du terrain pour édifier des résidences d'étudiants : un Belge, deux grandes écoles, trois gouvernements étrangers... Elle brasse les points d'interrogations : *quid* de ses relations avec tous ces gens qui veulent construire sur son domaine ? Avec des étrangers ? Avec des puissances étrangères, surtout ? Et Honnorat qui n'est plus ministre !

C'est alors qu'apparaissent Jean Branet et David-Weill.

Jean Branet : un homme de belle allure, les traits fins, l'esprit aussi. Il a le jugement vif et sûr, l'autorité amène. Sa perspicacité teintée d'humour radioscopie les gens et les choses à fond. Préfet honoraire — il l'était en Vendée lors des inventaires, et la Vendée fut le seul département où ils ne firent pas d'incident..., — directeur général honoraire au ministère des finances, conseiller d'Etat honoraire, il vient d'entrer dans l'affaire Deutsch de la Meurthe, récemment associée au groupe Royal Dutch-Shell, et il en préside le conseil d'administration. Il s'intéresse de près à plusieurs œuvres sociales, et la cité naissante, qu'il a connue par Deutsch, le captive.

Quant à David-Weill — petite silhouette rebondie, toujours mis avec grande élégance, — c'est un homme fortuné, généreux et discret. Associé-gérant de la banque Lazard, créée par sa famille, il collectionne les chefs-d'œuvre (qu'il léguera à l'Etat) et donne sans compter, préférentiellement de façon anonyme. Il parle tout doucement, d'une toute petite voix assourdie, il ne se met jamais en avant, il est la modestie même. C'est grâce à sa générosité qu'Appell a créé, en 1922, le premier restaurant universitaire (« repas à 2,75 F, serviette comprise, pain à discrétion ») — et, bien entendu, Appell lui parle de la cité qu'il s'applique à faire naître.

De tout ce que dessus, il résulte qu'en juillet 1924 Honnorat, Branet et David-Weill se trouvent ensemble, constituant un « comité d'action pour la cité universitaire ». Lequel comité, constatant que faire ladite cité exigera beaucoup d'argent, qu'il faudra solliciter avec persévérance, que l'université est trop grande dame pour tendre la main, qu'au surplus, si elle agissait elle-même, elle serait gênée par les contraintes administratives, conclut qu'il convient de lui substituer un organisme *ad hoc* à inventer.

Par téléphone

Ce sera l'œuvre de Jean Branet, qui met au point une formule ingénieuse et inédite. Il adopte le principe d'une fondation. *Mutatis mutandis*, il en calque les statuts (aux structures originales) sur ceux de l'Institut Lannelongue d'hygiène sociale, dont il est cofondateur. A cette Fondation nationale — organisme privé, — l'Université donne mandat de construire et d'administrer à sa place, mais elle aura deux délégués dans le comité directeur.

La Fondation est dotée de 250 000 F par David-Weill pour la plus grande partie. Par la suite, il lui donnera 5 millions de francs pour les services généraux et 1 950 000 F pour l'achat de 13 000 mètres carrés supplémentaires (chiffres d'époque, bien entendu).

Pour l'action, c'est le binôme Honnorat-Branet qui incarne officiellement la Fondation nationale : dès le départ, ils reçoivent mandat de la représenter conjointement en tout (tout le courrier sera toujours rédigé à la *première personne du pluriel, sous* leur double signature). La secrétaire travaille le matin chez Honnorat, l'après-midi chez Branet, qui lui a fait donner un bureau près du sien au siège de la société qu'il dirige. Et le soir, immanquablement, Honnorat appelle Branet au bout du fil, et, des heures durant, ils parlent parlent... Le pétrole, le Sénat, l'univers, rien n'existe plus : ils font la Cité universitaire par téléphone. Avec passion.

Pour faire la Cité, il faut de l'argent : ils se muent en frères quêteurs, sollicitent les banques, les milliardaires — 2 millions en trois mois — puis les industries, les grands réseaux, les préfets, les présidents de conseils généraux, les gouverneurs d'outre-mer, les chambres de commerce. Honnorat écrit même à tous les notaires du ressort de l'académie de Paris qu'ils devraient conseiller à leurs clients de tester en faveur de la Cité... (« *captation d'héritages organisée* », remarque, narquois, un petit journal). Il va aux Etats-Unis, à Cuba, au Mexique, au Japon, prêchant partout *la bonne nouvelle de cette Cité* en train de naître, qu'on est prié d'aider à naître, où les étudiants du monde entier se connaîtront, donc s'apprécieront, donc œuvreront pour la pérennité de la paix... Thème dûment repris, chaque fois que s'ouvre une maison nouvelle, par les VIP internationales qui viennent l'inaugurer en grande pompe.

Le rhum e l'argent

Sur le terrain, les problèmes fourmillent : il y a cinquante propriétaires à exproprier, un train qui coupe le boulevard Jourdan et qu'il s'agit d'escamoter sous terre, un aqueduc, bien gênant aussi, celui-là, dont il faut dériver les siphons, et les creux et les bosses des *fortifications à niveler — et le ministre* de la guerre, qui a fini par lâcher le bastion qu'il voulait garder, mais y abandonne un poste-caserne, et voilà tout le monde atterré : que faire d'un poste-caserne ? Il y a aussi les zoniers, c'est-à-dire les malheureux qui habitent des cabanes sur la zone (2), qui reçoivent des indemnités d'éviction et s'en vont, puis reviennent trois jours après. Pour les persuader de repartir, on leur offre du rhum et de l'argent — procédé qui en attire des nuées d'autres, et ça recommence indéfiniment... Honnorat s'arrache les cheveux, écrit aux pouvoirs publics des lettres pathétiques, longuement et bellement cadencées, où l'apostrophe multiplie les points d'interrogation.

Et les desiderata des donateurs !

Chaque fondateur a sur sa fondation ses vues personnelles, ce qui crée parfois des complications. Exemple : John D. Rockefeller Jr, qui, dès 1926, offre de construire à la Cité, une Maison internationale comme celles des universités américaines (il invite Branet et Honnorat à venir les visiter pendant deux mois, avec l'architecte de la Cité, un petit homme noir et net à grosses lunettes, Lucien Bechmann). Honnorat et Branet jubilent : grâce à cette Maison internationale si généreusement offerte (elle coûtera 3 millions de dollars), on va enfin réaliser complètement l'idéal de la Cité : on y mettra restaurant, bibliothèque, piscine, installations sportives, théâtre et salle de fêtes — bref, les services communs où les étudiants seront enfin forcés de se rencontrer, au lieu de rester coagulés entre nationaux d'un même pays, comme ils font dans leurs fondations respectives.

Bechmann usine successivement cinq projets de maison internationale, dont un Renaissance, un Louis XIII, un XVIII[e] siècle et un style « château de Touraine » : aucun ne plaît absolument au représentant parisien de Rockefeller. Et, subitement, voilà ledit Rockefeller qui décide qu'un autre architecte, américain, sera chargé de la Maison internationale, pour laquelle il fera un autre projet... Consternation générale. Pour construire le service médical, Mme Charles Louis-Dreyfus a donné 150.000 francs, à *condition* que ledit service médical soit terminé avant telle date. En conséquence de quoi les choses sont déjà en route, sur des bases conçues en fonction du dernier projet de maison internationale, auquel le projet de service médical est, esthétiquement, intégré, et qu'on croyait arrêté définitivement...

Mais il n'est pas de roses sans épines, et les épines ne comptent pas : aujourd'hui hantée par l'indifférence, la Cité naissait, voici cinquante ans, dans la joie de créer, le goût de servir et l'enthousiasme.

CAMILLE ANBERT.

(1) L'appellation exacte était : « Fondation nationale pour le développement de la Cité universitaire ».

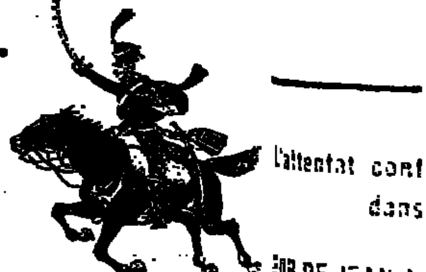
(2) Sous-entendu : *non aedificandi*.

FEUILLETON

NUMERO 13

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française



Paris. Eté 1809. Cependant que le commandant Claude Rivière, récemment évadé du Temple grâce à son ami le beau Solignac, se cache, Agostino d'Olona, amant de la femme du commandant, réfléchit au conseil que vient de lui donner sa sœur Andreina : épouser, pour se tirer d'affaire, une jeune et riche veuve, la comtesse Louise de Farges.

LA PETITE COMTESSE

La vie a de singuliers rapprochements et d'étranges antithèses : pendant que le marquis d'Olona redoutait de voir se dresser entre Thérèse et lui le visage menaçant de Rivière, le commandant n'avait qu'une pensée : retrouver l'Italien et le tuer. Mais, pour Rivière, plus encore que pour Ciampi, la prudence était nécessaire. La police recherchait le commandant avec autant d'activité qu'elle guettait Thérèse. Un pas au dehors, une démarche imprudente, et le commandant était perdu.

Claude Rivière, en sortant du Temple, avait d'ailleurs fait à Solignac le serment de ne point follement compromettre sa liberté pour satisfaire plus tôt sa vengeance ; et ce serment, le colonel le lui avait rappelé, avait une gravité profonde.

Rivière vivait inconnu dans une petite maison de la rue Neuve-Saint-Jean, comme on appelait alors la partie de la rue du Château-d'Eau comprise aujourd'hui entre le faubourg Saint-Martin et la rue Saint-Denis — maison solitaire, placée non loin d'un chantier de bois et — par un sombre hasard — tout près de la maison sinistre qu'habitait encore à cette époque Sanson, le bourreau.

A peu de chose près, la vie de Claude était celle que menait Ciampi, c'est-à-dire une vie de troubles continuels et d'angoisses. Un obstacle puissant s'élevait ainsi entre ces deux hommes et les empêchait de se chercher à travers la foule et de s'entre-déchirer ; c'était le danger commun. Agostino était obligé de soustraire Thérèse à tous les regards ; Claude se voyait contraint de subir cette espèce de captivité volontaire dans l'asile que lui avait choisi Solignac.

Mais Claude, pénétré de douleur, trompé, trahi, était plus heureux qu'Agostino dans son triomphe, lâche.

Il s'était fait, dans l'âme de l'Italien, un travail profond ; comme une sourde germination de pensées nouvelles depuis cette heure où le doigt d'Andreina lui avait, en quelque sorte, montré de loin un but inconnu, une piste à suivre ! La comtesse de Farges ! C'était là, en effet, un parti superbe, quelque chose d'éblouissant et d'inespéré. L'homme qui l'épouserait deviendrait riche d'un seul coup comme par un prodige.

Agostino en était venu à se poser, lui aussi, ce point d'interrogation qui revient si souvent sur les lèvres italiennes :

— *Chi lo sa?*

— *Qui sait ?* A force de rêver, tout Italien rend accessible l'impossibilité même...

***

La comtesse Louise de Farges était peut-être la plus jolie femme de la cour de l'empereur. Elle avait vingt ans, elle était veuve, et on disait tout bas qu'elle avait le droit de se donner pour une jeune fille. On la comparait souvent à la belle Mme Récamier, comme elle inattaquable et inattaquée ; mais, au dire des salons, la comtesse Louise était moins déesse, plus femme, et l'on sentait que dans sa poitrine un cœur battait ou pouvait battre.

Rebelle, en effet, à tout nouveau projet de mariage, ne voulant plus, disait-elle, recommencer à faire le bonheur d'un autre sans le partager, elle demeurait indépendante. Riche, adorée par ses amis, admirée, aimée de la foule des salons, heureuse de sentir que chaque main tendue vers elle, chaque regard échangé était une avance et parfois comme une caresse, la comtesse Louise se laissait vivre, tout enchantée et comme enivrée dans cette atmosphère d'élégance, d'affection, de dévouement et d'amour.

Elle passait au surplus pour l'enfant gâtée de l'empereur, qui lui savait gré d'embellir sa cour. Il plaisait au parvenu de voir auprès de lui la descendante d'une famille illustre. D'ailleurs l'empereur subissait, comme les autres, le charme de la grâce exquise, honnête, irrésistible, de la comtesse Louise.

La comtesse avait réellement sa cour. Les poètes et les artistes étaient reçus rue du Mont-Blanc en même temps que les courtisans des Tuileries, un peu comme ils devaient l'être plus tard à l'Abbaye-au-Bois.

C'était même là le seul grief qu'eût jamais articulé Napoléon I[er] contre celle qu'il appelait *sa petit comtesse*.

— Ah ça ! vous aimez donc les idéologues, comtesse ? lui dit-il un jour brusquement.

— Les idéologues, sire ?

— Les rimeurs, les phraseurs, les gens en appétit d'ambroisie !

— J'aime tout ce qui charme et tout ce qui pense, comme j'aime tout ce qui est souverain et digne d'admiration, sire !

— Oui, vous vous en tirez par un compliment. Il y a toujours de la fine *mouche dans la femme* la plus charmante. Enfin, dites-leur donc de ma part, à vos poétereaux, qu'il est de leur devoir de nous faire des tragédies patriotiques, guerrières, des pièces de quartier général, en un mot. Quand la poésie ne sert pas à marquer le pas de charge, elle n'est bonne à rien !

— En vérité ! Pas même à célébrer les victoires gagnées au son du clairon, sire ?

— Cette petite femme ! avait dit Napoléon en s'éloignant, elle a toujours le dernier mot !

***

Et c'était là celle dont Andreina avait fait brusquement passer le fantôme devant le désir ambitieux d'Agostino ! Et, peu à peu, avec les journées, avec les nuits pleines de rêves, de rêves de fortune faits aux côtés de cette Thérèse, qui était elle-même un rêve d'amour, mais réalisé au prix d'une infamie, le marquis en était venu à se dire que la fortune était là, derrière la muraille du jardin où il avait vu Solignac se promenant avec Andreina, et il se répétait à lui-même, comme pour s'exciter, à plus oser, à plus espérer, à tout entreprendre :

— Et bien, oui, Andreina a raison ! Il faut épouser cette femme !

Chose extraordinaire, Agostino aimait toujours Thérèse. Il l'aimait pour la séduction puissante qu'elle gardait, pour sa beauté de marbre, pour cette flamme dont elle était animée et dont elle le brûlait lui-même. Cet amour, le marquis savait bien qu'il pouvait être la satisfaction d'une passion, mais que le terme en était marqué. Et le marquis était résolu à l'immoler à son ambitieux désir. Il était de ceux qui n'hésitent pas devant une amputation pour sauver le corps.

***

Agostino revint, un soir, à l'humble logis du faubourg Saint-Antoine, plus pâle qu'à l'ordinaire, les lèvres serrées, silencieux.

Thérèse fut frappée par l'expression de cette physionomie et elle devint aussitôt inquiète. Nature magnétique et d'une impressionnabilité singulière, elle éprouva *tout* aussitôt ce pressentiment d'un malheur quelconque, sorte de divination indéniable, absolument réelle, et qui fait parfois de la vie un incroyable roman.

— Qu'y a-t-il ? demanda-t-elle au marquis en essayant de le regarder en face. Tu souffres, Agostino. Que te manque-t-il ?

— La vie ! fit le marquis.

Thérèse recula, surprise.

— Eh bien, oui, la vie ! reprit le marquis, car végéter comme nous le faisons, est-ce vivre ?

— Si tu penses à moi, je te jure que je n'ai jamais été aussi heureuse, jamais, entends-tu, que dans cette sombre maison !

— Thérèse, dit Agostino, je suis sans ressources maintenant.

— Sans ressources ?

— Oui. Ah ! voilà des réalités qui coupent les ailes à tous les songes. Je cherche. J'interroge. Il y a comme une muraille là, devant nous, infranchissable, et contre laquelle tous mes efforts vont se briser comme des bulles de savon !

Le marquis continuait. Il peignait à Thérèse ses luttes, ses tentatives, ses désirs, ses rages, ses déceptions.

— J'ai vendu mes bijoux, je n'ai plus rien !... Sans cela !... dit Thérèse.

— Ah ! tes bijoux ! qu'est-ce que tes bijoux ? La bouchée d'une partie de cartes !... J'en ai dévoré bien d'autres ! Oui, pour fuir avec toi, pour être riche, pour toi, j'ai joué et j'ai perdu. Maintenant, je n'ai plus rien qu'à reprendre ma capote de soldat et à aller me faire casser la tête pour une cause qui m'importe peu. Quant à attendre le succès de ce complot militaire où des insensés ont mis leur tête pour enjeu, voilà encore une partie que je n'espère plus gagner ! Je l'ai cru un moment. *Ohimè !* quelle sottise ! Tout est dit. Je *suis* désespéré. Que faire ?

— Je n'en sais rien, répondit Thérèse, mais ce que je devine, c'est que tu ne m'aimes plus !

Elle avait prononcé cela d'un ton grave qui ne lui était pas habituel. On eût dit que quelque chose venait de s'écrouler en elle brusquement, comme sous un vent d'orage.

— Chère Thérèse, ne t'ai-je pas dit que *c'était pour toi que* j'ai tenté le sort, jeté au tapis vert tout ce que j'avais ? Tout, tu entends ?

— Eh bien ! pauvre ou non, ne pouvons-nous pas nous aimer ? reprit la jeune femme en plongeant, cette fois, son regard dans les yeux fauves du marquis.

— Oui, nous aimer, dit-il, mais non pas jouir de cette vie que je voulais somptueuse et large. Etre pauvre, quelle rage ! Tu ne comprends pas ?

— Si, je comprends, répondit-elle. Ou du moins, j'ai peur de comprendre !

— C'est-à-dire ?

— C'est-à-dire qu'entre toi et le monde entier je n'hésiterais pas, je te resterais ; et qu'entre moi et je ne sais quel rêve de grandeur ou de luxe, tu me sacrifierais sans pitié, comme une chose inutile. Je le vois... je le sens... Oh ! ne dis pas non ! Je viens de lire en toi-même comme dans un livre ouvert.

— Tu dois lire alors que ton nom remplit ma pensée, que passer mes jours à tes côtés serait ma joie, mais tu sais aussi ce que m'a coûté cet amour : la ruine de mes ambitions !

— La ruine ? Et moi ? dit-elle, ne m'a-t-il donc pas coûté l'honneur ?

— Honneur pour honneur, va ! répondit le marquis d'Olona, avec un strident éclat de rire. Si tu es tombée par moi, je me suis avili pour toi. La balance est égale !

Il s'arrêta brusquement, comme s'il eût craint d'en avoir trop dit.

— Eh bien ! fit-elle, j'attends. Qu'as-tu fait ?

— Rien.

— Si ! Oh ! tu parleras ? Pourquoi as-tu commencé à parler ? Agostino, je t'en conjure, Agostino... Qu'as-tu fait ?...

Il se taisait.

Thérèse sentait maintenant une horrible angoisse lui tordre le cœur.

— Enfin, reprit-elle, est-ce qu'on te poursuit ? Est-ce q'on te cherche ?

— Non ! dit-il avec une expression bizarre et ironique, oh ! non... Ce que j'ai fait, nul ne le sait, nul ne le saura jamais... que toi !

— Moi ?

— Et pourquoi pas ? dit-il, *comme en prenant* un parti. Ce secret t'appartient bien un peu, puisque c'est pour toi, oui, pour toi, entends-tu, que j'ai volé !

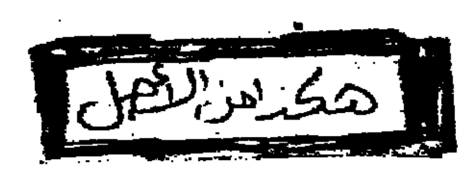
Volé ! Thérèse recula, terrifiée, à ce mot infâme. Volé ! Elle lui troua le cœur, pour ainsi dire, du regard. Volé ! Encore une fois, était-ce possible ?

— J'ai dit la vérité, fit le marquis avec un geste farouche. L'argent que j'ai joué au 113, cet or que j'ai voulu décupler et qui roulait là devant mes yeux, devant mes mains, tout cela était à d'autres !...

Thérèse, cette fois, bondit réellement en arrière, comme si elle eût mis le pied sur quelque reptile. Elle avait douté jusqu'à présent. Cette affirmation nette et plus éperdue que cynique ne lui permettait plus maintenant aucune illusion.

Puis, devenue soudain froide, sa beauté de statue rendue plus imposante encore, elle enveloppa le marquis d'un regard en quelque sorte étonné et où il y avait l'expression de quelqu'un qui étudie un être rencontré pour la première fois. Elle hésita un moment, comme si elle eût voulu parler, puis elle sortit sans dire un mot, laissant Agostino stupéfait...

(A suivre.)



JUSTICE

QUÊTE SUR LES PLASTICAGES DANS LE VAR

J'aurais été inculpé, s'il n'y avait eu pression de l'ensemble des rapatriés »

iclare M. Eugène Ibagnes après sa libération

innes. — M. Eugène Ibagnès, président national de l'Union syn- de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie FRA), qui avait été interpellé par la police le vendredi 18 juillet Monde » daté 20-21 juillet) à propos des plasticages commis dans li de la France, a pu regagner librement son domicile à Tourves le samedi 19 juillet. Le président de l'USDIFRA a notamment nfronté pendant sa garde à vue à un témoin, ancien officier eur en Algérie, résidant dans le Var, qui l'accusait d'être le lu « Comité justice pieds-noirs », responsable de plusieurs atten- ur la Côte d'Azur et dans les départements du Sud-Ouest.

. Ibagnes a vivement protesté contre les conditions dans les- s s'est effectuée son interpellation, qu'il qualifie de « kidnap- ».

es policiers ont monté une scade sur le chemin qui it à ma propriété, a déclaré ésident de l'USDIFRA. *J'ai loqué par deux voitures à desquelles se trouvaient un issaire de police et trois teurs. Comme je refusais onter dans son véhicule, le issaire m'a dit : « Je vais ndre mon calibre ! » Or, je levais être entendu que e témoin dans le cadre de ête sur les plasticages is dans le Var. J'aurais dû èrement être convoqué dans aux de la police.* »

vocat de M. Ibagnes, anchot, du barreau de Mar- a, de son côté, *« élevé une ique et solennelle protesta- contre des procédés aussi aux »,* et il a annoncé e suite judiciaire serait e à cette affaire.

président de l'USDIFRA a ntendu par les policiers le edi 18 juillet, sept heures it, à propos des derniers cages dans le Var, mais des attentats liés aux acti- du groupe antiterroriste au Pays basque, et d'affaires anciennes, comme l'attentat e le consulat d'Algérie à eille. Après une perquisition uée samedi très tôt à son cile, M. Ibagnes a été onté à un ancien lieutenant- el — dégradé après le putsch er, — actuellement installé urcieux dans le Var, qui l'a sé d'être l'âme du Comité ce « pieds-noirs ».

« Des troubles graves »

lon le témoin, M. Ibagnes it écrit lui-même une lettre, avait déclaré avoir reçue de ystérieuse organisation, à la de septembre 1974, et qu'il remise au ministère de l'intérieur. Cette lettre, rédigée en termes très violents, aurait été postée à Lyon (M. Ibagnes a détruit l'enveloppe) et ses auteurs annonçaient qu'ils étaient *« prêts à passer à l'action ».*

« On m'a relâché juste à l'expiration du délai de garde à vue de vingt-quatre heures, a expliqué le président de l'USDIFRA. *S'il n'y avait eu une pression de l'ensemble des rapatriés, le témoignage que j'avais contre moi aurait probablement suffi pour que je sois inculpé et que l'on m'enferme pour longtemps. Il est heureux que les choses ne se soient pas passées ainsi, car je le pense sincèrement, il y aurait eu des troubles très, très graves dans toute la France.* »

M. Ibagnes a également indiqué que les policiers l'avaient interrogé sur ses liens avec l'organisation des Soldats de l'opposition algérienne. *« Mouloud Kaouane, le leader des SOA, est un ami depuis deux ans,* a précisé le président de l'USDIFRA. *J'ai tenu avec lui de nombreuses réunions, disons un peu dans le secret, à travers toute la France et même en Espagne. Je l'ai accompagné en tant que responsable d'une association de rapatriés, car il lui était nécessaire de contacter tous les nôtres. Il veut que notre retour en Algérie se fasse. Personnellement, je suis un sympathisant des SOA, mais non un militant.* »

« Bien que nous ayons réussi à décrocher, par la force, certaines améliorations, notamment l'assouplissement des procédures touchant aux obligations contractées par les rapatriés, a conclu M. Ibagnes, *tout reste à faire en ce qui concerne l'indemnisation. Aussi serons-nous amenés à durcir de plus en plus notre position, mais nous agirons toujours au grand jour.* »

GUY PORTE.

FAITS DIVERS

L'attentat contre un réémetteur de télévision dans les Alpes-Maritimes

SŒUR DE JEAN-LUC MILAN EST MISE HORS DE CAUSE

rès deux attentats à l'explo- commis dans les Alpes-Mari- s, le premier contre un etteur de télévision près de et-Théniers, le 18 juillet Monde du 19 juillet), le second re le dépôt de presse de la été Hachette, pendant la nuit 18 au 19 juillet, une jeune me a été longuement enten- dans les locaux de la police ciaire à Nice, avant d'être chée le 20 juillet. Il s'agit de Liliane Milan, vingt-sept , sœur de Jean-Luc Milan, tué 3 mai, à Cannes, par la bombe l déposait contre la façade du casino municipal (*le Monde* daté 25-26 mai).

Sur les lieux des attentats de Puget-Théniers et de Grasse avait été découverte l'inscription : « Organisation des ratons-laveurs », que l'on avait déjà trouvée le 3 juin dernier sur les murs de la chapelle de la morgue où avait été déposé le corps de Jean-Luc Milan.

Mlle Liliane Milan a été interpellée à Grasse alors qu'elle se trouvait au volant de sa voiture, non loin du dépôt Hachette, peu après l'explosion.

● *Devant l'étendue des désas- provoqués par les inondations Roumanie* et le nombre élevé sinistrés, le Secours populaire nçais a fait parvenir une pre- re aide en espèces à la Croix- uge roumaine, et il ouvre une scription pour les victimes. Les s doivent être adressés au ours populaire français, 9, rue issard, Paris-3e. C.C.P. 654-37 ris. Indiquer : « Sinistrés de umanie ».

● *Un patron de bar tue un nsommateur à Charleville-Mé- res.* — Excédé par le compor- nent de plusieurs clients xquels il refusait de servir à re, dans la nuit du 20 au juillet, M. Michel Henri, trente s, propriétaire du bar *« Sol y mbra »,* à Charleville-Mézières rdennes), a soudain tiré un up de fusil sur le groupe de nsommateurs. L'un d'eux, . Michel Caniaux, atteint au ntre, devait décéder peu après.

● *Une femme brûlée vive dans incendie à Martigues.* — me Micheline Lementhour, arante et un ans, est décédée, manche 20 juillet, des suites de ûlures reçues au cours de l'in- ndie de son logement au qua- ième étage d'un immeuble rési- ntiel, rue Amazet, à Martigues Bouches-du-Rhône). Trois sa- urs-pompiers ont été intoxiqués cours de la lutte contre le feu.

● *Bagarre dans le métro entre availleurs africains.* — Une olente bagarre a opposé le di- anche 20 juillet, peu avant six eures, des travailleurs nord-africains à ds immigrés d'Afrique noire à la station de métro « Corvisart », dans le treizième arrondissement à Paris. La police est rapidement intervenue. Il n'y a pas eu de blessés, mais le trafic a dû être interrompu pendant une quinzaine de minutes sur la ligne de métro n° 6 (Nation-Charles-de-Gaulle (Etoile).

● *Un policier a mortellement blessé,* le 20 juillet à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), un homme en tentant de mettre fin à une dispute conjugale. Police-secours avait été appelé pour mettre fin à une querelle entre époux. Lorsque deux gardiens de la paix se présentèrent, le mari, M. Gérard Rigaut, trente-six ans, les menaça d'une carabine 22 long rifle. Un des policiers tira pour se protéger et blessa M. Rigaut, qui devait mourir peu après son admission à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil.

● *L'accident du train express Tunis-Sfax,* survenu le 11 juillet près de la ville de Msaken, à 160 kilomètres, et qui a fait neuf morts et quarante-six blessés, est dû à un acte criminel a indiqué le directeur de la Sûreté tunisienne. Le coupable, un berger tunisien âgé de vingt ans, a avoué qu'il voulait ainsi se venger de la Compagnie nationale des chemins de fer tunisiens, dont les agents empêchaient des habitants de la localité d'utiliser le sable servant au terrassement de la voie. — *(A.F.P.)*

TANDIS QUE SOYOUZ REDESCEND SUR LA TERRE

Les astronautes américains se livrent à des expériences inédites

De notre envoyée spéciale

Houston. — Le vol conjoint des vaisseaux Apollo et Soyouz, qui avait commencé le mardi 15 juillet, s'est achevé ce lundi 21 juillet avec le retour sur terre à 11 h. 51 (heure de Paris) des cosmonautes Leonov et Kubasov. Les deux hommes ont atterri dans les steppes du Kazakhstan, près de Karaganda, après cent quarante-deux heures et demie de vol. Pour la première fois, l'atterrissage de la cabine a été télévisé en direct.

La cabine Apollo doit continuer maintenant, seule, son vol jusqu'au jeudi 24 juillet, lorsqu'elle amerrira à 22 h. 18 dans l'océan Pacifique. Cette première expérience spatiale commune entre les Etats-Unis et l'Union soviétique aura eu lieu à la satisfaction de tous les techniciens de la NASA, et les techniciens soviétiques paraissent tout aussi satisfaits. A Washington comme à Moscou, les gouvernements ne pourront que se féliciter d'avoir donné au monde ce témoignage de leur entente et de leur désir de coopérer.

Les astronautes américains auront passé au total quatorze heures et quinze minutes à bord du Soyouz, dont sept heures et dix minutes pour Stafford et six heures et trente minutes pour Brand. Les cosmonautes soviétiques auront passé dix heures et quarante minutes à bord d'Apollo, dont cinq heures et quarante-trois minutes pour Leonov.

La fin du vol Apollo-Soyouz aura été aussi réussie que le début et elle aura donné les plus belles images télévisées de toute la mission. Le samedi 19 juillet, à 13 h. 2 (heure de Paris), les deux vaisseaux se séparèrent une première fois. On put voir sur les écrans de télévision le Soyouz s'éloigner d'Apollo, ses larges panneaux solaires déployés comme les ailes d'un oiseau de mer. Trente et une minutes plus tard, les deux vaisseaux se rapprochaient à nouveau et s'amarraient pour trois nouvelles heures de vol commun.

Cette lente approche du Soyouz qui, cette fois, accomplissait des manœuvres en même temps qu'Apollo, permit de provoquer une éclipse artificielle du Soleil. Les cosmonautes soviétiques purent photographier la très haute et très ténue atmosphère solaire, qui ne peut être observée de la Terre, car le Soleil est trop brillant.

A 13 h. 23, les deux vaisseaux se séparaient pour la dernière fois, et, tandis que la cabine Apollo s'éloignait, une seconde expérience a eu lieu. Apollo envoya un faisceau de lumière vers des réflecteurs placés à l'extérieur de Soyouz. Ce faisceau avait été choisi de telle sorte que les rayons lumineux fussent absorbés par les atomes d'oxygène et d'azote existant encore à cette altitude de 225 kilomètres.

Peu après, le vaisesau Apollo s'éloigna définitivement et les cabines ont continué leurs expériences séparément. Soyouz a pris des clichés du Soleil et de la Terre, et ses expériences biologiques ont tenté de mesurer l'effet de l'apesanteur sur la croissance de micro-organismes et d'œufs de poissons, ainsi que sur la division de différents types de cellules.

La cabine Apollo, seule, va maintenant conduire plus de vingt-cinq observations et expériences différentes, dont certaines sont inédites. La plus intéressante est peut-être celle qui porte sur la détection de radiations ultra-violettes très énergétiques, qui sont sans doute émises par les étoiles ou par les nébuleuses. Jamais jusqu'à présent aucun astronome n'a regardé le ciel dans ces longueurs d'ondes qui sont absorbées par l'atmosphère, et dont on pensait encore récemment qu'elles le seraient aussi par les nuages de gaz interstellaires, et qu'on ne pourrait les détecter même depuis un satellite.

D. V.

LENINSK LA MYSTÉRIEUSE...

Depuis 1957, les satellites soviétiques partent du cosmodrome de Baïkonour. C'est du moins ce que disaient les autorités dans les communiqués officiels. Mais la ville de Baïkonour, en pleine steppe du Kazakhstan, est éloignée du site de lancement, qui se situe à une centaine de kilomètres au nord-est. Les quelques visiteurs occidentaux du cosmodrome — les deux premiers furent le général de Gaulle, en 1966, et le président Pompidou, en 1970 — ont bien atterri à Baïkonour, mais ils ont ensuite rallié le site de lancement en voiture.

Les Américains appellent le cosmodrome « Tyuratam ». C'est le nom du plus proche village indiqué par les cartes. Mais, il s'est, en fait, créé près du site de lancement, d'après les astronautes américains qui ont visité le cosmodrome, une ville nouvelle de cinquante ou cent mille travailleurs scientifiques et leurs familles. Elle s'appelait primitivement Zarya, puis Leninsky, maintenant Leninsk. Ville secrète, elle n'est portée sur aucune carte, n'était jamais mentionnée dans la presse, et ne figurait pas au recensement de 1970 de la population soviétique. Elle vient brusquement de sortir de l'ombre, et à l'occasion du vol soviético-américain la population d'U.R.S.S. a découvert que son pays comptait une ville de plus.

● *La presse chinoise,* qui n'a donné aucune information sur le vol, a indirectement commenté, dimanche 20 juillet, le rendez-vous spatial en condamnant *« la rivalité qui oppose les deux superpuissances dans l'espace ».*

Dans un commentaire signé, le *Quotidien du peuple* relève que la rivalité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ne s'exerce *« pas seulement sur terre, sur les océans et les mers, mais également dans l'espace ».* Le commentateur a accusé l'Union soviétique de vouloir transformer l'espace de notre planète en une *« zone d'expansion militaire »* et d'en faire usage à des *« fins d'espionnage ».* — *(A.F.P.)*

SCIENCES

Deux mille cinq cents biochimistes en congrès à Paris

Structure et fonctionnement du ribosome

Le dixième congrès de la Fédération européenne des sociétés de biochimie (FEBS) s'est ouvert dimanche 20 juillet à Paris. Pendant une semaine, deux mille cinq cents biochimistes européens et américains vont comparer leurs travaux, leurs idées, et faire le point sur l'évolution de la biochimie, une discipline qui utilise les méthodes de la chimie et fournit des informations aux biologistes, aux médecins et aux agronomes.

Les communications spécialisées — traditionnelles dans ce genre de congrès — ont été remplacées par des séances de *« posters ».* Au lieu de se voir allouer à peine dix minutes de temps de parole pendant lesquelles il s'efforce de donner le maximum d'informations, l'auteur d'une communication dispose, pendant une demi-journée, d'une surface de 4 mètres carrés sur laquelle il présente ses recherches. Les participants circulent librement devant cet ensemble de tableaux, voient d'un coup d'œil ce qui les intéresse, et peuvent demander au présentateur des informations complémentaires.

La séance inaugurale a réuni les congressistes au grand auditorium du Palais des congrès. Après les allocutions de bienvenue, les participants ont vu un film et entendu une conférence.

Le film *Paris jamais vu* portait mal son titre. C'était une longue suite de vues aériennes des principaux monuments, toutes réalisées de la même façon banale.

La conférence, prononcée par le professeur Wittmann, du Max-Planck-Institut für Molekulare Genetik de Berlin, était, en revanche, remarquable. Elle aurait pu à juste titre s'intituler : « Le ribosome jamais vu ». Le professeur Wittmann a décrit par quelles méthodes, pour la plupart élaborées dans son laboratoire et dans celui du professeur Ebel, de l'université Louis-Pasteur, de Strasbourg, on est parvenu à comprendre la structure et, pour une bonne part, le fonctionnement du ribosome (assemblage complexe de molécules qui permet à l'organisme de synthétiser les protéines). On savait déjà depuis plusieurs années que le ribosome des bactéries se compose de deux éléments, appelés S 30 et S 50. On sait maintenant comment chacun de ces éléments est formé de protéines et d'acide ribonucléique, comment son agencés ces constituants. Il en résulte que le S 50 ressemble vaguement à un fauteuil, sur lequel serait posé le S 30. On connaît le rôle de la plupart des composants.

Si les progrès continuent au rythme actuel, le ribosome sera dans quelques années le premier « organe » biologique dont on aura complètement élucidé la structure et la fonction. — M. A.

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN MUTATION

(Suite de la première page.)

Au niveau gouvernemental, enfin, le choix s'impose, non seulement pour des raisons financières, mais parce que les critères de jugement ont changé. C'est moins la qualité d'une recherche de pointe que l'adaptation aux besoins nouveaux qui est souhaitée. Comme le soulignaient très récemment les experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), la science, qui fut ces vingt dernières années l'un des moteurs de la croissance économique et industrielle, est désormais pressée de questions sur la manière de résoudre la crise contemporaine et les problèmes écologiques, énergétiques, alimentaires, médicaux, etc. L'évolution de la société et ses difficultés entraînent inévitablement une mutation de la politique de recherche. Aujourd'hui, les gouvernements veulent orienter et guider plus étroitement la recherche scientifique et technique.

Depuis deux ou trois ans, s'est ainsi amorcée en France, comme dans d'autres pays, une double évolution, concernant à la fois les grands organismes de recherche et les organes de consultation ou d'élaboration. Mais c'est le cabinet de M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, qui a le plus loin poussé l'effort de réflexion et de réforme.

Une série de réformes

Pour améliorer les mécanismes de « pilotage » de la recherche en France d'abord, des réformes se sont succédé ou sont en préparation. Elles ont d'abord touché les organes ministériels ou interministériels chargés d'élaborer la politique scientifique en France ou de conseiller le gouvernement.

1) LA DELEGATION GENÈRALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (D.G.R.S.T.), organe interministériel chargé de préparer et de coordonner, a été la première réorganisée, au mois de décembre 1974. Les affaires scientifiques et financières, autrefois traitées séparément par deux adjoints au délégué général, ont été mieux contrôlées par la direction avec un regroupement des responsabilités, le délégué général étant un scientifique et le délégué adjoint, nouvellement nommé, un administratif. En outre, la direction s'appuie désormais sur d'assez nombreux conseillers scientifiques associés étroitement à l'élaboration et à la coordination de la politique scientifique ainsi qu'aux études de prospective.

2) LE COMITE CONSULTATIF DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, composé de douze personnalités nommées pour deux ans et placé auprès du ministre de la recherche, sera réorganisé prochainement. Ce comité, dit des « douze sages », gardera sa vocation interministérielle et continuera de donner son avis sur toutes les questions ou les projets qui lui seront soumis, notamment sur la préparation des budgets de recherche et des plans quinquennaux. Mais on lui demandera de moins travailler, comme il l'a fait ces dernières années, en collaboration avec la D.G.R.S.T. dont il occupait certains bureaux.

M. d'Ornano souhaite qu'il se détache de la D.G.R.S.T. pour reprendre sa fonction de conseiller indépendant auprès du ministre de la recherche. Ainsi, ce dernier pourra-t-il comparer les avis du comité consultatif et la politique préconisée par la D.G.R.S.T. En outre, M. d'Ornano estime qu'il n'est peut-être pas nécessaire que tous les membres du comité assistent aux deux comités interministériels qui, cheque année, délibèrent de la politique scientifique générale. Peut-être la présence du président suffirait-elle. Enfin les « douze sages » vont, sans doute, devenir seize. La composition du comité sera élargie avec un certain nombre de personnalités élues et non plus seulement nommées auxquelles s'ajouteront, peut-être, une ou deux personnalités soucieuses des rapports entre la science et la société.

Le gouvernement paraît aussi désireux d'assurer une meilleure représentation régionale au sein du comité. Le mandat du présent comité consultatif s'achèvera sans doute en septembre.

3) L'ACADEMIE DES SCIENCES, que M. Giscard d'Estaing souhaitait remodeler complètement pour disposer d'un organe consultatif de haut niveau capable de donner son avis sur des problèmes scientifiques particuliers, attend les propositions de réforme que doit formuler le comité de cinq personnalités, chargé de les élaborer.

4) DANS CHAQUE MINISTERE, enfin, le besoin d'un organe qui étudierait et sélectionnerait les programmes proposés par les grands organismes de recherche se fait sentir. Jusqu'à présent, les ministères acceptaient sans grande discussion les projets qui leur étaient soumis. Un service un peu étoffé qui trierait les propositions des organismes permettrait ainsi de mieux insérer les recherches menées sous son égide dans le cadre général de sa politique. Le plan de travail ainsi élaboré au niveau des divers ministères serait alors soumis à la D.G.R.S.T., qui définirait la politique générale.

Ces améliorations des mécanismes d'élaboration de la politique de recherche en France, en fonction des besoins nationaux et dans le cadre de budgets moins généreux que par le passé, porteront d'autant plus de fruits que les grands organismes seront capables de s'adapter, eux aussi, à la demande des organes ministériels chargés de les « piloter ». Aujourd'hui, ce sont surtout le Centre national de la recherche scientifique et le Commissariat à l'énergie atomique, qui se préparent à une certaine mutation.

Cette évolution est amorcée depuis deux ou trois ans, mais le gouvernement a voulu reprendre un effort de réflexion pour s'assurer que ces grands organismes pourront satisfaire aux nouvelles exigences sociales et économiques et qu'ils dépenseront, efficacement, les sommes considérables qui leur sont allouées.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

Prochain article :

II. - UNE VOIE MÉDIANE ENTRE LA « BALKANISATION » ET LE MONOLITHISME

PRESSE

● *Le Nouvel Economiste,* l'hebdomadaire né de la fusion des *Informations* et d'*Entreprise* (*le Monde* des 8-9 juin et du 15 juillet) paraîtra le 10 octobre prochain. Il coûtera 6 F et comportera environ cinquante pages. *Le Nouvel économiste* emploiera 107 personnes dont 61 journalistes, émanant principalement des deux anciennes rédactions.

« Le Nouvel économiste *sera un magazine du type « Business week » fait par des spécialistes »,* indique M. Jacques Klein, directeur de la rédaction, dans une lettre de présentation du journal.

RELIGION

Dans la Seine-Maritime

UN CURÉ TRADITIONALISTE EST DÉMIS DE SES FONCTIONS

L'abbé Le Villain, curé de Franqueville-Saint-Pierre, localité de 2 000 habitants de la Seine-Maritime vient d'être déchargé de ses fonctions par Mgr André Pailler archevêque de Rouen. Il lui est reproché notamment de continuer à célébrer la messe de saint Pie V malgré la réforme liturgique post-conciliaire.

Le père Devis, vicaire général, a transmis la nouvelle le 20 juillet aux paroissiens fort attachés à leur curé. Certains d'entre eux se sont regroupés autour de l'abbé Le Villain qui a célébré la messe en plein air au pied d'un calvaire.

Curé depuis 1958, l'abbé Le Villain aurait l'intention de faire appel au Saint-Siège. La veille il avait déjà porté plainte contre le vicaire général et le maire de Franqueville, qui sont entrés dans la sacristie avec l'aide d'un serrurier pour récupérer les clefs de l'édifice. Pour l'abbé Le Villain, c'est une sorte de « violation de domicile ».

SOCIÉTÉ

A Ogliastro

NUDISTES EN BLEU

Quinze personnes qui se trouvaient nues sur la plage d'Ogliastro, un petit village de la côte occidentale du cap Corse, ont été recouvertes de peinture bleue par les membres du conseil municipal.

La décision de peindre tous les nudistes de la plage avait été prise à l'unanimité par ce conseil il y a quelques jours (le Monde *du 19 juillet).*

Les « victimes » peintes — des Français et des Suisses — ont quitté rapidement la plage pour aller porter plainte à la gendarmerie voisine.

SPORTS

CYCLISME

L'épanouissement de Bernard Thévenet vainqueur du 62e Tour de France

Eddy Merckx formait-il un projet insensé en voulant battre le record de Jacques Anquetil, qui compte comme lui cinq victoires dans le Tour de France ? Pouvait-il, en d'autres termes, réaliser cet exploit, après dix années d'une activité intense qui ont fatalement diminué ses ressources ?

Poser la question, c'est réfléchir sur la signification de sa défaite, au demeurant fort honorable, puisqu'il a pris la deuxième place derrière Bernard Thévenet. C'est aussi s'interroger sur les limites d'un athlète d'exception, qui ne conçoit la pratique du sport que dans un engagement total et qui n'a jamais songé, par conséquent, à « s'économiser ». Est-il humainement possible, même et... surtout lorsqu'on s'appelle Eddy Merckx, de remporter six fois une épreuve aussi exigeante que le Tour de France ? Le doute est permis.

De toute évidence, le champion belge grimpe moins bien que par le passé. Contre un Thévenet en pleine possession de ses moyens et très efficace en montagne, il a subi le handicap d'un terrain fortement accidenté, trop peut-être. Le Tour 1975 ne comportait pas moins de cinq arrivées en altitude, ce qui favorisait sans doute, d'une manière excessive, les spécialistes de l'escalade.

Merckx a perdu la partie en deux temps et en l'espace d'une dizaine de kilomètres dans la montée de Saint-Lary-Soulan d'abord et ensuite sur les pentes de Pra-Loup, où il a définitivement abandonné le maillot jaune. Il a pourtant concédé moins de trois minutes.

Aurait-il remporté un Tour de France moins montagneux, serait-il parvenu à renverser la situation sans la chute dont il a été victime à Barcelonnette ? Nul ne saurait l'affirmer, encore qu'il se soit montré menaçant jusqu'au bout puisqu'il a encore attaqué son principal rival le dernier jour, au cours de l'étape des Champs-Elysées.

Jusqu'alors invaincu dans cette épreuve, Eddy Merckx a échoué à sa sixième tentative et Thévenet a réussi... pour son sixième essai. A l'inverse de son rival, l'ancien champion de France réunissait toutes les conditions favorables. Il souhaitait un parcours hérissé d'obstacles et il a été comblé. Il apprécie la chaleur, et il n'est pas tombé une goutte d'eau. Bref, on a l'impression que la chance, qui fut si souvent l'alliée de Merckx, a changé de camp. Il reste que la victoire obtenue par Bernard Thévenet marque l'épanouissement d'un routier de grande qualité, en progrès constants depuis ses débuts professionnels et promis, semble-t-il, à un bel avenir. On le croit plus proche de Louison Bobet que de Lucien Aimar ou de Roger Pingeon, qui, ayant enlevé le Tour de France en 1966 et en 1967, n'ont pas confirmé leur succès. Mais c'est maintenant que pour l'ancien cultivateur morvandiau, devenu le routier français n° 1 et placé devant ses responsabilités, les véritables difficultés vont commencer. Il le sait.

JACQUES AUGENDRE.

Une « défaite » ressentie par toute la Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. — La fête nationale belge du 21 juillet se célèbre dans un climat maussade et le drapeau tricolore — qui flotte, pour la première fois, encadré du lion flamand et du coq wallon, emblèmes officiels attribués aux deux communautés — est, tout au moins dans l'esprit de la majorité des citoyens, cravaté de crêpe noir : Eddy Merckx n'a pas gagné le Tour de France.

Jusqu'au dimanche 20 juillet, les Belges les plus jusqu'auboutistes ont espéré voir leur héros national revêtir le maillot jaune sur les Champs-Elysées. Dans leurs songes les plus fous, ils le voyaient embrassé par le président de la République et félicité par son rival loyal mais malheureux Bernard Thévenet. Ils ont refusé de reconnaître l'évidence au lendemain des étapes de montagne, même quand le coureur français avait pris trois minutes d'avance au classement général. Tout le pays vibrait en écoutant à la radio les envolées lyriques des reporters. On a ainsi pu entendre : « *Quel courage, chers auditeurs, quel héros, quel exemple pour nous tous ! Merckx meurt, moi aussi.* »

Quatre jours avant la fin, l'« opération survie » a été lancée sur les ondes belges. Les auditeurs étaient invités à télégraphier leurs encouragements à Eddy Merckx. Sur-le-champ, tous les télex de Belgique ont été bloqués : en quelques heures, plus de cinq mille télégrammes ont été envoyés, y compris celui du premier ministre, M. Léo Tindemans.

Les tribulations du champion belge ont fait perdre tout sens de l'humour à ses compatriotes. Seules les larmes étaient encore admises, et l'hebdomadaire *Pan* a été sévèrement jugé pour sa caricature montrant Merckx otage de M. Dassault et téléphonant au ministre belge de la défense pour lui expliquer que tout était encore possible s'il renonçait à la commande de l'avion américain YF-16 !

Toujours est-il que beaucoup de téléspectateurs belges avaient les larmes aux yeux en voyant, dimanche après-midi, M. Valéry Giscard d'Estaing aidant Thévenet à passer son maillot jaune. Que le ministre belge de la culture, M. Henri-François Van Aal, se soit trouvé à la droite du président, et que ce soit un autre Belge, Godefroot, qui remporte la dernière étape, n'a été qu'une mince consolation.

PIERRE DE VOS.

BIBLIOGRAPHIE

« L'ÉPOPÉE DU TOUR DE FRANCE » de Marcel Bidot

Les récits sur le Tour de France ne manquent pas ni les souvenirs des coureurs qui y ont participé aux temps anciens : Marcel Bidot est de ceux qui ont contribué à créer la légende, de ceux que Géo André a appelés « *les géants de la route* ».

Interrogé par Jacques Augendre, l'ancien directeur de l'équipe de France trace des portraits savoureux des vedettes d'hier et d'aujourd'hui, non sans rétablir au passage quelques vérités malmenées par le temps. Ce n'est pas la grande fresque souvent emphatique des laudateurs du Tour, mais une sorte de conversation au coin du feu, le point de vue du machiniste dans les coulisses.

Si Marcel Bidot se montre parfois sévère pour certains champions dont il dirigeait la course, il ne peut cacher toute la tendresse qu'il a éprouvée et éprouve encore pour le cyclisme. — F. S.

★ *Marcel Bidot, « l'Epopée du Tour de France »* (propos recueillis par Jacques Augendre). Editions Olivier Orban, 240 pages, 34 F.

MANIFESTATION D'OUVRIERS DU LIVRE

Plusieurs centaines de grévistes du *Parisien libéré* et des ouvriers du Livre des journaux parisiens ont manifesté le dimanche 20 juillet à l'arrivée du Tour de France sur les Champs-Elysées à Paris.

Encadrés par d'importantes forces de police, les ouvriers du Livre, en conflit avec M. Emilien Amaury, ont déployé des banderoles et crié des slogans dénonçant les licenciements et réclamant des négociations à 200 mètres de la tribune officielle où se tenaient notamment MM. Valéry Giscard d'Estaing et Michel Poniatowski en compagnie du directeur du *Parisien libéré*.

LA PETITE REINE CHEZ LE PRÉSIDENT

Jamais Paris ne reçut visiteurs avec plus de pompe que la petite reine et ses quatre-vingt-huit serviteurs. Au départ, le ministre de l'intérieur ; à l'arrivée, le président de la République ; sur les tribunes, des douzaines de « hautes personnalités ». Les drapeaux flottaient sur 6 kilomètres, et les marches militaires ne s'interrompaient que pour laisser un chanteur psalmodier : « Adieu Poupou, bonjour Nanar. » *Pourtant, l'air manquait d'électricité.*

En vain, le speaker mendiait : « Encouragez vos champions ! » *: les spectateurs applaudissaient du bout des doigts. En vain aussi les gros industriels faisaient-ils pleuvoir des primes : 10 000 F pour le coureur qui prendrait trente secondes d'avance au sprint final, 1 000 F à chaque tour pour celui qui se classerait le premier. Mais comment vibrer alors que la partie était jouée et que le vainqueur, loin de foncer en tête, suivait sagement son rival. Le panache de Merckx éclipsait le maillot de Thévenet. Entre le héros écrasé par son destin et le vainqueur épaulé par la chance, la foule hésitait à manifester ses préférences. Peut-être se serait-elle réveillée si elle avait pu crier :* « Allez France. »

Une fois le rideau tombé, que reste-t-il de la folle équipée qui parcourt l'Hexagone ? Des images, des scènes, dont la malice, la cruauté ou la noblesse devraient inspirer un metteur en scène observateur. Ce sont les aveugles sur le bord d'une route qui tendaient leur canne au passage du cortège, comme dans l'attente d'un miracle, ou les petites élèves d'un pensionnat, agitant au sommet d'un mur cette pancarte : « Toutes les filles pour Thévenet. » *C'est le journaliste qui demande à Poulidor si « ses vieilles jambes profitent de la paresse du peloton » et le regard fou de Dangulllaume montant dans l'ambulance. Durant 4 000 kilomètres, le meilleur et le pire ont roulé côte à côte, éveillant dans leur sillage une immense soif d'exploits et qui se mue déjà en nostalgie.*

Quand les surhommes posent le pied à terre, ils redeviennent nos semblables, seulement un peu plus maigres et un peu plus las que nous.

GABRIELLE ROLIN.

TENNIS

EN COUPE DAVIS

La Tchécoslovaquie rencontrera la France

Lors des demi-finales de la zone européenne de la Coupe Davis, dimanche 20 juillet, la Suède a battu l'U.R.S.S. et l'Espagne a défait la Roumanie en zone A tandis que la Tchécoslovaquie l'emportait sur la Hongrie en zone B.

C'est cette dernière rencontre qui intéressait le plus la France, elle-même déjà qualifiée par sa victoire sur l'Italie, et dont les joueurs sont appelés ainsi en fin de semaine à affronter les Tchèques à Prague. Bien que sur le déclin et sans doute assisté aux points cruciaux par l'arbitrage local, Kodès s'est montré ce lutteur, toujours redoutable en Coupe Davis, qui dispute chaque point avec acharnement. Vainqueur le premier jour du Hongrois Tarocsy en cinq sets (6-3, 4-6, 6-8, 7-5, 8-6), il a battu Baranyi dimanche également sur un score marathonien (8-6, 4-6, 3-6, 7-5, 6-4). Quant à Hrebec, son partenaire, avec lequel il avait facilement gagné le double, il a été dominé par Tarocsy (4-6, 1-6, 2-6) après avoir gagné le premier jour son match contre Baranyi (6-2, 3-6, 6-3, 6-3).

Victoire de la Suède

En zone A, jouant devant leur public à Barcelone, Orantes et Gisbert ont remporté le point du double, essentiel, devant Nastase-Tiriac (3-6, 4-6, 6-3, 7-5, 6-3). Bien que Nastase dans sa meilleure forme ait écrasé Orantes (6-2, 6-2, 6-4) et que les deux équipes se soient retrouvées à égalité, le jeune espoir espagnol Higueras réussit à arracher le point de la victoire à Ovici (6-0, 3-6, 6-1, 5-7, 6-3).

A Yourmala, près de Riga, la Suède présentait une équipe forte des services exceptionnels du néo-Monégasque Borg. Celui-ci fit honneur à son contrat en défaisant tour à tour Métreveli (7-5, 6-3, 6-3) et Volkov (8-6, 6-1, 6-0). Son partenaire Andersson ayant battu facilement Volkov (6-1, 6-4, 6-4), il pouvait perdre le double, associé à Bengtsson, devant Métreveli-Kakoulia (vainqueurs par 6-1, 6-4, 8-6).

Cependant, en demi-finale de la zone américaine à Santiago, le Chili a battu par 5 victoires à 0 l'Afrique du Sud. Cette dernière équipe, si controversée, la seule à être capable de tenir en échec l'Australie en finale, n'avait pu se payer les déplacements onéreux et les primes réclamées par Drysdale, Hewitt et Bertram — le vainqueur de Stan Smith à Wimbledon, — ces grands sportifs préférant à la gloire de la Coupe Davis les gains mercantiles des Intervilles américaines.

Le premier jour, Cornejo a battu le barbu Ernie Mitton (4-6, 6-4, 6-2, 7-5) et Fillol en a fait autant avec le hippie chevelu Ray Moore (6-3, 6-3, 0-6, 3-6, 6-3). Pour le double, l'excellente paire Cornejo-Fillol l'emporta sans difficulté devant l'association de fortune composée par McMillan (privé de Hewitt) et Moore (7-5, 6-2, 6-4). Enfin, au cours de la dernière journée, Cornejo battit Moore (6-3, 6-4, 4-6, 6-3) et Fillol gagna l'ultime simple sur Mitton par 2-6, 6-2, 3-6, 6-1, 7-5.

AUTOMOBILISME

GRAHAM HILL PREND SA RETRAITE

Le Britannique Graham Hill a annoncé, vendredi 18 juillet à Silverstone, à l'occasion du Grand Prix de Grande-Bretagne, sa décision de se retirer de la compétition. Graham Hill prend sa retraite avec un palmarès complet. Il a gagné deux fois le championnat du monde des conducteurs (en 1962 avec BRM, en 1968 avec Lotus), les 500 miles d'Indianapolis et les vingt-quatre heures du Mans. Agé de quarante-six ans, marié et père de trois enfants, Hill a aussi réussi sa reconversion en prenant, en formule 1, la responsabilité de l'équipe Lola. En réalité, sa seule erreur a été son retard à quitter la compétition. Depuis plusieurs années, le grand champion était devenu un anonyme, perdu dans le peloton des moins rapides, accroché à sa gloire passée. La figuration dans laquelle il se complaisait avait effectivement pris fin après sa non-qualification dans le Grand Prix de Monaco.

F. J.

LE DÉROULEMENT DU GRAND PRIX DE GRANDE-BRETAGNE A ÉTÉ FAUSSÉ PAR DES AVERSES

Le Brésilien Emerson Fittipaldi (Mac Laren), champion du monde en titre, a été stoppé samedi 19 juillet au cinquante-sixième tour du Grand Prix de Grande-Bretagne, soit onze tours avant la fin prévue, et déclaré vainqueur de l'épreuve, la dixième du championnat du monde des conducteurs. Les organisateurs ont usé du droit que leur donne la réglementation internationale de mettre fin à un grand prix en cas de pluie et de danger sur la piste, comme de celui de publier un classement donnant aux six premiers pilotes classés la totalité des points attribués pour chaque épreuve, pourvu que les deux tiers aient été disputés.

Deux averses ont provoqué une série de carambolages dans lesquels presque tous les pilotes ont été pris, sauf, notamment, le vainqueur. Sept pilotes — Pace, Pryce, Regazzoni, Jarier, Scheckter, Hunt, Fittipaldi — ont à un moment ou à un autre occupé la première place, soit régulièrement, soit à la faveur des arrêts de leurs adversaires aux stands, pour des changements de pneus. C'est ainsi que la plupart ont été contraints d'en changer trois fois, passant des pneus « sec » aux pneus « pluie » et inversement en fonction des conditions atmosphériques. Au cinquante-sixième tour, sept monoplaces sortaient de la piste au même endroit, faute d'adhérence, à la suite d'une nouvelle averse et la direction de la course prenait la décision d'arrêter définitivement le grand prix. Aucun pilote n'a été gravement blessé.

NATATION

POLITIQUE ET COMPÉTITIONS

Cali (A.F.P.). — La Fédération internationale de natation s'est élevée à Cali, en Colombie, contre les immixtions de la politique dans les épreuves sportives internationales et notamment, en ce qui concerne la natation, contre les problèmes qui ont surgi en 1974, lors des Jeux asiatiques à Téhéran, en raison de la présence de la délégation d'Israël.

M. Harold Henning, président de la FINA, a indiqué que les incidents de Téhéran, avaient amené le bureau exécutif à adopter une résolution prévoyant des mesures disciplinaires allant jusqu'à la suspension, à l'égard de la fédération nationale qui, par la présence ou la participation d'une autre délégation, retirerait son équipe, formulerait des objections politiques ou ferait preuve d'un manque de coopération.

La FINA aura peut-être l'occasion d'appliquer cette résolution dès le mois prochain à Alger, où auront lieu les Jeux méditerranéens, dans l'hypothèse où Israël engagerait effectivement une équipe.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE D'EUROPE DES ÉPREUVES COMBINÉES (demi-finales)

Les équipes de France de décathlon et de pentathlon se sont qualifiées pour les finales prévues les 6 et 7 septembre à Bydgoscz (Pologne), en prenant chacune la deuxième place de leur demi-finale organisée les 19 et 20 juillet à Barcelone.

Au classement individuel, Yves Le Roy a pris la première place avec 7 857 points (100 mètres : 11 sec. 5 ; saut en longueur : 7, 57 m ; poids : 14,11 m ; saut en hauteur : 1,89 m ; 400 mètres : 49 sec. 4 ; 110 mètres haies : 14 sec. 92 ; disque : 45,84 m ; perche : 4,50 m ; javelot : 62,46 m ; 1 500 mètres : 4 min. 57 sec.).

Christine Debourse, quatrième du pentathlon, a amélioré son record de France avec 4 437 points (100 mètres haies : 14 sec. 19 ; poids : 13,14 m ; hauteur : 1,80 m ; longueur : 6,21 m ; 200 mètres : 25 sec. 26).

QUALIFIÉS POUR LA FINALE

Décathlon : 1. U.R.S.S., 23 015 pts ; 2. R.D.A., 22 969 ; 3. France, 22 689 ; 4. Finlande, 22 686 ; 5. Suède, 22 635 ; 6. R.F.A., 22 612 (la Pologne pays organisateur, peut être repêchée).

Pentathlon : 1. R.D.A. 13 558 pts ; 2. U.R.S.S., 12 893 ; 3. R.F.A., 12 856 ; 4. France, 12 735 ; 5. Autriche, 12 245 ; 6. Hongrie, 12 139.

A l'occasion d'une rencontre triangulaire organisée à Durham (Caroline du Nord), les Etats-Unis, avec 164 points, ont devancé la République fédérale allemande (134 points) et l'Afrique (111 points). Chez les dames, la R.F.A. a facilement gagné, avec 131 points, devant les Etats-Unis (99 points) et l'Afrique (40 points).

Trois records du monde ont été améliorés au cours des relais : celui du quatre fois 440 yards masculin par l'équipe des Etats-Unis en 3 min. 2 sec. 42 et ceux du quatre fois 110 yards féminin (44 sec. 7), et du quatre fois 440 yards féminin (3 min. 30 sec. 25) par les équipes de la R.F.A.

A Digne, l'équipe de France féminine a battu son homologue belge par 160 points à 118.

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS : GRAND PRIX DE GRANDE-BRETAGNE, DISPUTÉ SILVERSTONE

1. Fittipaldi (McLaren), 56 tours, soit 264 208 km en 1 h. 23' 5 (193,150 km/h) ; 2. à un tour : Pace (Brabham) ; 3. Scheckter (Tyrrell) ; 4. Hunt (Hesketch) ; 5. Donohue (Penske) ; 6. Brambilla (March) ; 7. Mass (McLaren) ; 8. à deux tours : Lauda (Ferrari) ; 9. Depailler (Tyrrell) ; 10. Jones (Lola) ; 11. Watson (Surtees) ; 12. Andretti (Parnelli) ; 13. Regazzoni (Ferrari) ; 14. Jarier (Shadow).

Classement du championnat du monde :

1. Lauda, 47 points ; 2. Fittipaldi, 33 ; 3. Reutemann e. Hunt, 25 ; 5. Pace, 24 ; 6. Scheckter, 19 ; 7. Regazzoni, 16 ; 8. Mass, 14,5 ; 9. Depailler, 12 ; 10. Andretti, 5 ; 11. Donohue, 4 ; 12. Peterson et Ickx, 3 ; 14. Pryce et Brambilla, 2 ; 16. Jarier, 1,5, etc.

L'équipage Alen-Kivimaki (Fiat-Abarth 24) a remporté le Rallye du Portugal.

Cyclisme

TOUR DE FRANCE

MELUN-SENLIS (220,5 kilomètres)

1. Rik Van Linden (Belg.), 6 h. 36 min. 51 sec (moy. 33,79 km-h.) ; 2. Karstens (P.-B.) ; 3. Hoban (G.-B) ; 4. Moser (It.) ; 5. Rottiers (Belg.) ; 6. Vianen (P.-B.) ; 7. De Meyer (Belg.) ; 8. Martinez (Fr.) ; 9. Agostinho (Port.) ; 10. Ludo Delcroix (Belg.), tous même temps.

CIRCUIT DES CHAMPS-ÉLYSÉES

1. Walter Godefroot (Belg.), 3 h. 45 min. 29 sec. (moy. 43,467 km-h.) ; 2. Mintkiewicz (Fr.) ; 3. Karstens (P.-B.) ; 4. Delepine (Fr.) ; 5. Hoban (G.-B.) ; 6. Ovion (Fr.) ; 7. Teirlinck (Belg.) ; 8. Vielo (Esp.) ; 9. Van Linden (Belg.) ; 10. Van Vlierberghe (Belg.), tous même temps.

Classement général final

1. B. Thévenet (Fr.), 114 h. 35 min 31 sec. ; 2. Merckx (Belg.), à 2 min. 47 sec. ; 3. Van Impe (Belg.), à 5 min. 1 sec. ; 4. Zoetemelk (P.-B.), à 6 min. 42 sec. ; 5. Gimondi (It.), à 13 min. 5 sec. ; 6. Lopez-Carril (Esp.), à 19 min. 29 sec. ; 7. Moser (It.), à 24 min. 13 sec. ; 8. Fuchs (Suisse), à 25 min. 21 sec. ; 9. Janssens (Belg.), à 31 min. 27 sec. ; 10. Torres (Esp.), à 34 min. 36 sec. 11. Kuiper (P.-B.), à 40 min. 44 sec. ; 12. Romero (Fr.), à 44 min. 24 sec. ; 13. Talbourdet (Fr.), à 44 min. 49 sec. ; 14. Martinez (Fr.), à 45 min. 41 sec. ; 15. Agostinho (Port.), à 50 min. 48 sec. ; 16. Delisle (Fr.), à 55 min. 21 sec. ; 17. De Schoenmaecker (Belg.), à 55 min. 24 sec. ; 18. Den Hertog (P.-B.), à 56 min. 45 sec. ; 19. Poulidor (Fr.), à 58 min. 57 sec. ; 20. Jullien (Fr.), à 1 h. 5 min. 37 sec.

Équitation

CHAMPIONNATS D'EUROPE DE DRESSAGE A FONTAINEBLEAU (juniors)

1. Michael Fassbender (R.F.A.), sur *Veneziano*, 1 120 pts ; 2. Ralf Helbing (R.F.A.), sur *Dulcinea*, 1 078 ; 3. Bodo Walwurm (R.F.A.), sur *Herrscher*, 1 077 ; 4. Gaby Mirbach (R.F.A.), sur *Honorus*, 1 056 ; 5. Francesa Van Rooy (P.-B.), sur *Yvar* 1 011.

Escrime

CHAMPIONNATS DU MONDE

La Suède a conservé son titre mondial à l'épée par équipes en battant en finale, le 20 juillet à Budapest, la République fédérale allemande par neuf victoires à cinq.

Au classement de la Coupe des nations, qui porte sur l'ensemble des médailles et des places de finalistes obtenues, l'Union soviétique (80 points) devance la Hongrie (47 points) et la France (39 points).

Football

COUPE DES ALPES

*Lyon et Lausanne	1-1
Bâle bat *Reims	4-3
*Servette de Genève bat Nîmes	2-1
*Sion et Bastia	2-2

Golf

L'Espagne a gagné, le 20 juillet, à Waterloo (Belgique) les championnats d'Europe juniors féminins en battant en finale la France, tenante du titre, par 4 victoires à 3.

Hippisme

Le Handicap d'été, disputé à Saint-Cloud et choisi pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné par Parlyaad, *suivi de* Ostosco *et de* Gossamer. *La combinaison gagnante est 19-5-13.*

Motocyclisme

GRAND PRIX DE SUÈDE

250 cm3 : 1. Villa (Ital.), Harley Davidson, 50 min. 21 sec. 5 (moyenne 134 km/h.) ; 2 Buscherini (Ital.), Yamaha, 50 min. 23 sec. 1 ; 3. Virtanen (Finl.), MZ, 51 min. 14 sec. 2 ; 7 Pons (Fr.), Yamaha.

500 cm3 : 1. Sheene (G.-B.), Suzuki, 48 min. 30 sec. 6 (moyenne 139,1 km/h.) ; 2. Read (G.-B.), MV, 49 min. 21 sec. 7 ; 3. J. Williams (G.-B.), Yamaha ; 7. Choukroun (Fr.), Yamaha.

Formule 750. — Première manche : 1. Sheene, 1 h. 11 min. 3 sec. 6 (moyenne 139 km.h.) ; 2. Lansivuori, 1 h. 11 min. 22 sec. 1 ; 3. Ditchburn, 1 h. 11 min. 35 sec. ; 4. Pons, 1 h. 11 min. 43 sec. 2.

Deuxième manche : 1. Ditchburn, 1 h. 10 min. 18 sec. 7 (moyenne 140,5 km/h.) ; 2. Sheene, 1 h. 10 min. 19 sec. 3 ; 3. Palomo, 1 h. 11 min. 31 sec. 2 ; 4. Mortimer ; 5. Virtanen ; 6. Guili ; 7. Chevallier.

Classement général : 1. Sheene (G.-B.), Suzuki ; 2. Ditchburn (G.-B.), Kawasaki ; 3. Palamo (Esp.), Yamaha ; 4. Mortimer (G.-B.), Yamaha ; 5. Virtanen (Finl.), Yamaha ; 6. Guili (Fr.), Yamaha ; 8. Chevallier (Fr.), Yamaha.

1 000 KILOMÈTRES DE MUGELLO

1. Grau-Ferrari (Esp.-Ital.), Ducati, les 191 tours en 7 h. 39 min. 27 sec. 28 (moyenne 130,821 km/h.) ; 2. Sciaresa-Romeri (Ital.), Guzzi 750, à deux tours ; 3. Brettoni-Cereghini (Ital.), Laverda, à trois tours ; 4 Godier-Genoud (Fr.-Suisse), Kawasaki 1 000, à six tours.

Natation

A Montceau-les-Mines, Sylvie Marichal a battu le record de France du 200 mètres papillon en 2 min. 27 sec. 90/100 (ancien record : 2 min. 28 sec. 40/100), et Marianne Zeppa celui du 200 mètres brasse en 2 min. 48 sec. 30/100 (ancien record : 2 min. 48 sec. 40/100).

Plongeon

Le premier titre des deuxièmes championnats du monde de natation, plongeon et water-polo, qui se déroulent à Cali, en Colombie, est revenu à la Soviétique Irina Kalinina, dans l'épreuve du plongeon au tremplin. Avec 489,91 points, Irina Kalinina a battu sa compatriote Tatiana Volgnkina (473,37 points) et l'Américaine Ann-Christine Loock (466,92 points).

Ski nautique

CHAMPIONNATS DE FRANCE A ORLÉANS

SENIORS HOMMES :
Combiné : Jean-Michel Jamin (Ile-de-France) ; saut : Philippe Leprince (Ile-de-France) ; figures : Gilles Vigoureux (Ile-de-France) ; slalom : Jean-Michel Jamin (Ile-de-France).

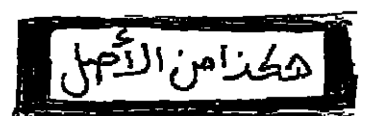
JUNIORS HOMMES :
Combiné : Olivier Marguerritte (Ile-de-France) ; saut : Olivier Margueritttte (Ile-de-France) ; figures : Dominique Thomas (Ile-de-France) ; slalom : Thierry Bertrand (Ile-de-France).

SENIORS DAMES :
Slalom : Françoise Gauthier (Centre Sud-Est).

Voile

CHAMPIONNATS DE FRANCE DES 505 A LA BAULE

1. Buffet-Moreau-Desfarges (C.V. Paris), 17 ; 2. Vinches-Padovani (C.V. Dravell), 24,7 ; 3. Langlois-Serane (C.N. Croisette), 47 ; 4. Nicolas-Bohut (C.N. La Baule), 54,7 ; 5. Levesque-Robin (S.N. Ouest), 66,7.



Le Monde DE L'ÉCONOMIE

A PROPOS DES MESURES DE RELANCE

Les investissements productifs et... les autres

4lors que la détaxe de 10 % sur la 7.A. est applicable à tous les inves-sements, qu'ils soient de caractère iustriel, commercial, etc., l'autre sure prise par le gouvernement en s d'inciter les entreprises à s'équi-r, à savoir l'octroi de prêts à long me à taux privilégié, financé par mprunt de 5 milliards de francs est pplication plus restrictive. N'ou-nt droit à ces prêts que les inves-sements dits productifs, c'est-à-e ceux qui ont un caractère indus-el marqué. C'est ce critère que François Contensou, professeur conomie à l'ESSEC (Ecole supé-ure des sciences économiques et mmerciales), discute ci-dessous.

ES mesures prises par le gouvernement pour relancer l'économie par les « investissements productifs » pa-ent révélatrices de certaines caractéristi- constantes du comportement des pou- publics en matière économique. L'ex-sion vague de « pouvoirs publics » ient ici d'autant mieux qu'il est diffi- de démêler dans cette tradition les onsabilités gouvernementales de celles l'administration. On pourrait étudier la arquable valeur de slogan de l'expression loyée : investissement siffle comme une hine qui tourne à une cadence régu- et rapide ; productif est lourd d'épis blé, prometteur de confort et d'abon-ce, il apporte ses connotations de sérieux e fécondité. Il est plus intéressant cepen-t de se pencher sur l'analyse implicite fonctionnement de l'économie que le jet renferme.

Au premier rang figure, bien sûr, l'hypo-se selon laquelle il est possible de ancer l'économie dans la conjoncture ente, sans nouvelle accélération de l'in-ion, et d'améliorer ainsi la situation de ploi. On suppose également que les sures envisagées sont propres à réaliser te relance, c'est-à-dire à avoir un impact isant sur le *niveau global* de l'investis-ment. Nous laissons cependant ces ques-s intéressantes de côté pour aborder pect sélectif du programme en cours, car n'est pas l'investissement en général qui systématiquement encouragé, mais cette égorie des investissements dits productifs. e postulat de base c'est que les entre-preneurs sont susceptibles de se lancer dans deux types d'investissements : ceux qui sont productifs et ceux qui ne le sont pas.

Elle est donc bien naïve la théorie classique suivant laquelle les investisseurs tendent à *maximiser la valeur actuelle* de leur profit et emploient en conséquence leurs ressources financières de manière telle que *la productivité marginale* du capital soit la même dans tous ses emplois !

Dans cette perspective, un taux d'intérêt *réel, non* sélectif et suffisamment élevé, suffirait à assurer que tous les investissements soient productifs suivant les critères *du marché.*

Un acte de défiance

Il faut donc interpréter la loi comme un acte de défiance vis-à-vis de ces critères et vis-à-vis du comportement des chefs d'entreprise.

Si les signaux du marché ne sont donc pas les indicateurs corrects de la valeur et encore moins du bien-être, quels critères va-t-on leur substituer ?

La loi consiste en fait à favoriser par réduction de taxe les *acheteurs de machines* car on continue à considérer comme productif par excellence l'investissement technique, celui qui *augmente le débit* de la production. Or la valeur et *a fortiori* le bien-être social peuvent augmenter à *production physique* constante, dans la mesure ou celle-ci est mieux *répartie*, ou mieux adaptée qualitativement aux besoins de consommateurs mieux informés. Les pouvoirs publics ne reconnaissent donc pas le caractère productif au coût d'organisation, au coût d'*information* que nécessitent ces changements qui seraient peut-être à notre époque les plus « productifs » d'accroissements de bien-être social !

Si le gouvernement poursuit en même temps que la recherche de ce bien-être un objectif autonome de développement des exportations, les mêmes étonnements se justifient. L'administration se substitue aux unités décentralisées pour réviser leurs choix dans le sens d'une allocation de *ressources* plus importante en matière de *capacité de production*. Mais que signifie, tant sur le plan de l'efficacité que sur celui de l'équité, la préférence donnée à *l'exportateur* qui a *besoin* de machines par rapport à celui qui a besoin de faire enseigner l'arabe ou le persan à ses ingénieurs commerciaux ?

Les conséquences de la sélectivité

Cette dernière observation nous amène à la question de savoir qui va profiter en fait de la redistribution de ressources opérée par les détaxations. Les grands bénéficiaires de l'opération seront les entreprises que les hasards de la conjoncture auront placées dans un besoin d'investissement technique important pendant la période d'application. Paradoxalement, ce sont les organisations dotées de moyens financiers importants, capables de concentrer leurs investissements sur cette période et de spéculer en quelque sorte sur la législation, qui profiteront au maximum de la distorsion ainsi créée.

En quoi est-ce que les organisations ainsi définies sont particulièrement dignes de l'aide indirecte, mais certaine, des contribuables ? Dans quelle politique industrielle s'inscrit cette mesure de sélection ?

Il est curieux, en définitive, qu'une équipe gouvernementale connue pour ses réserves à l'égard de la planification et qui semblait avoir épousé certains thèmes de la « croissance modérée » retienne un slogan productiviste et dirigiste ; étonnant que l'enregistrement de l'imperfection des mécanismes de marché ne s'accompagne ni d'une politique claire de concurrence ni d'un regain d'intérêt réel pour la planification. Les préférences traditionnelles de l'administration, son goût du contrôle, sa méfiance vis-à-vis de la notion même de concurrence et sa passion pour la technique se sont une fois de plus manifestés.

Rappelons que les facteurs qui peuvent expliquer l'égarement des investissements privés dans des emplois improductifs sont le pouvoir de monopole et l'inflation, comme le rappelait Jean-Jacques Rosa dans *le Monde* du 13 mai.

Dans le cadre libéral que le gouvernement ne remet pas en question, la responsabilité des pouvoirs publics est de lutter contre ces deux maux et non d'établir des listes de machines inévitablement génératrices de distorsion et d'arbitraire. Lorsque ces luttes sont permanentes, on peut concevoir, si on l'estime opportun, une politique économique de relance sans imposer un critère archaïque et matérialiste de productivité.

FRANÇOIS CONTENSOU.

Lire pages 12 et 13 :

LES PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

Couper les ailes aux recherches sur contrats ?

Dans son numéro daté du 26-27 juin 1975, « le Monde » avait publié des extraits du rapport annuel de la Cour des comptes, relatifs notamment aux critiques que cette institution portait à certaines études commandées par l'administration.

Les remarques de la Cour ont inspiré à un haut fonctionnaire international qui désire garder l'anonymat les réflexions qui suivent.

DANS le domaine des sciences sociales, il y a deux formes d'études et de recherches : celles qui sont financées « sur postes » et celles qui sont effectuées sur « contrats ». Les premières sont faites par des fonctionnaires appointés à cet effet, dans les différents ministères, dans les universités, au C.N.R.S. Les secondes sont exécutées par des bureaux d'études privés ou semi-publics, ainsi que par des groupes para-universitaires, pour le compte de certains ministères. C'est contre ce second type d'études et de recherches, qui s'est beaucoup développé au cours des années récentes, que la Cour des comptes, dans son dernier rapport, monte une attaque en règle. Elle ne se contente pas de dénoncer quelques abus caractérisés, elle conclut à un « laxisme », dont l'ampleur et le caractère général sont frappants, et à l'urgence d'une « remise en ordre ». L'argumentation de la Cour semble reposer sur trois critiques : les études sont mauvaises, elles sont chères, elles sont irrégulières. Ce réquisitoire appelle pourtant quelques remarques.

Si Freud avait travaillé ainsi...

Sur le premier point — la qualité des travaux, — on pourrait s'interroger sur la compétence de la Cour. On doit le faire sur sa façon de procéder. Car, enfin, choisir parmi des milliers de pages quelques phrases mal écrites ou même mal pensées et les jeter en pâture au public est un procédé bien médiocre. On résistera ici à la tentation de l'appliquer à certains textes issus de la Cour des comptes.

N'en déplaise à la Cour, qui attache tant d'importance à la limpidité du langage, les idées neuves se sont pas toujours claires. Si Freud avait travaillé sur contrat... D'autre part, une bonne partie des travaux critiqués sont des travaux de recherche, et il faut avoir bien peu d'expérience de la recherche pour se moquer de celle qui n'aboutit pas. S'il est un domaine où doit exister le « droit à l'erreur », c'est bien celui-là. En fait, on a de bonnes raisons de penser que les études et recherches sur contrats ont été plus fécondes que les études et recherches sur postes, surtout dans les domaines neufs ou pluridisciplinaires comme l'urbanisme ou l'environnement. On voit bien pourquoi : les équipes des bureaux d'études sont ouvertes, et elles sont en concurrence.

Ces études et recherches coûtent-elles trop cher ? Il est difficile de répondre à une telle question. Mais il n'est pas très élégant de le faire en suggérant, comme la Cour, que les directeurs d'études sont payés « 20 000 ou même 40 000 francs » par mois. Il est vrai que le *mois* de travail d'un directeur d'études se vend 20 000 ou même 40 000 francs, mais cette somme comprend aussi le salaire de sa secrétaire et les charges de sécurité sociale ; de plus, un directeur d'études ne facture pas douze mois par an : il prend un mois de vacances, il en consacre bien deux à répondre à des appels d'offres ou à négocier des contrats, et il serait souhaitable qu'il en consacre un autre à se tenir au courant des progrès de sa discipline. Tous les industriels qui font appel à des bureaux d'ingénierie savent cela.

En fait, les salaires pratiqués dans les bureaux d'études, et qui sont bien connus (à la différence des rémunérations des fonctionnaires du ministère des finances), sont légèrement inférieurs, à qualification égale, aux salaires pratiqués dans les autres branches. Il faut surtout souligner le fait que plusieurs — probablement la plupart — des bureaux d'études bénéficiaires du laxisme général dénoncé par la Cour ont pratiquement fait faillite au cours des années récentes.

Reste le troisième reproche : les études et les recherches sur contrats ont donné lieu à beaucoup d'irrégularités. Il est sans doute justifié, mais il faut bien comprendre ici que la violation d'une règle met en cause la règle autant que le violateur. Prenons, par exemple, le cas des universitaires. Les moyens de travail les plus élémentaires : un bureau, un téléphone, une secrétaire, leur sont refusés. Ils ont alors le choix entre deux solutions. Rester tranquillement chez eux, renoncer à toute recherche empirique, et aller faire de temps en temps des cours qui ne reposent sur aucune connaissance directe et inédite de la réalité sociale : c'est la solution légale. Ou bien, créer une association, obtenir quelques contrats, avoir ainsi les moyens de travailler et conduire des études ou des recherches, qui nourriront des enseignements vivants et des publications originales : c'est la voie illégale. Pour l'avoir ainsi choisie — c'est-à-dire, au vrai, *pour* avoir fait leur métier, — les économistes de Lille-I et de Paris-X sont cloués au pilori par la Cour.

Ce cas est flagrant, mais il est malheureusement typique. Dans l'administration française, la meilleure et parfois la seule façon de ne rien faire d'irrégulier consiste à ne rien faire du tout. Les magistrats de la Cour font irrésistiblement penser à ces médecins de Molière qui préfèrent voir leurs patients mourir selon les règles plutôt que guérir hors des règles.

Tout se passe comme si l'on voulait couper les ailes aux études et aux recherches sur contrats. Certains verront là un épisode de la guerre que livrent certains ministères à d'autres ministères, ou certains corps à d'autres corps. Il est vrai que le développement des études et des recherches sur contrats a servi à tourner le monopole et à contester la compétence des finances en matière économique et sociale. Et il est normal que le ministère ainsi attaqué cherche à se défendre. Mais il serait sûrement excessif de ne voir qu'une contre-attaque dans le réquisitoire de la Cour des comptes. Les magistrats de la rue Cambon font leur métier. Et ils le font avec un préjugé défavorable envers ce qui bouge, ce qui pense, ce qui critique, ce qui dérange ; bref, envers la réflexion non contrôlée.

BULLETIN

Mondialisme monétaire

ALORS que l'on s'attendait généralement que M. Valéry Giscard d'Estaing profite de la réunion la semaine dernière du « conseil européen » pour exposer ses vues sur la nécessité d'une remise en ordre monétaire, c'est avec beaucoup de prudence — voire même de timidité — que la question a été évoquée par le président de la République. Cette attitude est sans doute habile. Elle révèle aussi un des traits caractéristiques de la doctrine implicite dont s'inspire désormais la diplomatie française.

La première préoccupation de l'Elysée dans cette affaire est de circonscrire les futurs échanges de vues à un aussi petit nombre que possible de partenaires. Le mieux serait d'en rester au groupe des Cinq, qui rassemble, dans des entretiens de caractère officieux, les ministres des finances — et demain, peut-être, les chefs d'Etat et de gouvernement — des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne et du Japon.

Deux raisons au moins expliquent le choix d'un forum aussi restreint. Les questions à trancher sont fondamentales. Elles ne pourront éventuellement l'être que si les discussions sont menées à l'abri des indiscrétions, et seulement entre ceux qui détiennent la puissance financière de ce monde. (Les pays pétroliers dépendent encore presque entièrement de New-York et de Londres pour leurs placements.) L'autre motif est d'ordre plus psychologique : il s'agit de provoquer un sursaut parmi les plus grands pays capitalistes pour prouver au reste du monde que ceux-ci sont bien décidés à reprendre la maîtrise des affaires monétaires qu'ils ont perdue en laissant se développer l'inflation.

Il ne suffira pas, pour réussir l'opération, que les Cinq multiplient les rencontres et réaffirment à chaque fois, comme ils l'ont fait dans le passé, leur ferme détermination d'agir ensemble. Déjà sévèrement touchés par la récession, les échanges internationaux, dont le développement a sans doute été le facteur le plus important de la prospérité que l'on ait connu jusqu'à une époque récente, sont menacés par les fluctuations de plus en plus désordonnées du cours des changes.

Mais les grands pays sont-ils capables aujourd'hui plus qu'hier de s'imposer le minimum de discipline qu'implique une stabilisation monétaire ? Le retour à un régime de parités fixes suppose aussi un accord sur des questions qui font toujours l'objet de vives controverses. M. Helmut Schmidt faisait remarquer à Bruxelles qu'une telle restauration obligerait les Etats-Unis à régulariser le cours du dollar par des achats ou des ventes d'or parce que le métal précieux constitue leur principale réserve de change. Cela ne reviendrait-il pas à rétablir les accords de Bretton-Woods tels qu'ils avaient été conçus à l'origine, alors que toute la politique américaine a visé jusqu'alors à les répudier, dans leur lettre comme dans leur esprit ?

Tout laisse penser qu'on est encore loin d'un tel dénouement, si tant est qu'il doive jamais se produire. Le souci de M. Giscard d'Estaing est plus modeste. Aucune solution viable ne sera possible tant que les Américains n'auront pas pris conscience du lien existant entre, d'une part, la décomposition du système monétaire international et, d'autre part, la crise que traversent les pays capitalistes — mais non pas, selon lui, le capitalisme lui-même. C'est pourquoi il serait vain et même dangereux de commencer la discussion par un « aparté » européen qui compromettrait le nécessaire dialogue avec Washington, seul capable de garantir le caractère « mondialiste », auquel le président de la République française est plus attaché que jamais, du système monétaire à reconstruire.

Les perspectives d'activité

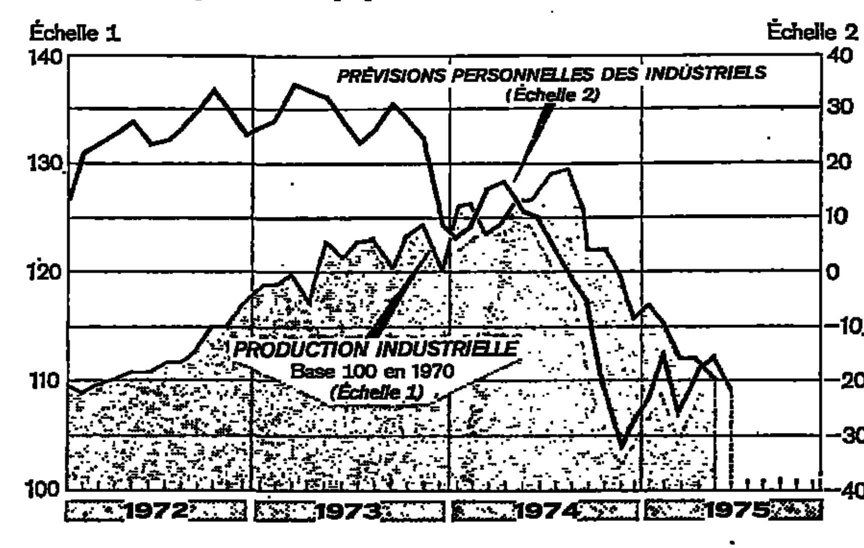
LA crise ! Mythe il y a un an, elle est aujourd'hui réalité. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, la France va enregistrer une stagnation de sa production intérieure brute, voire même une régression. L'industrie fait son apprentissage : il lui faut vivre avec cette « croissance zéro » que beaucoup considéraient, il y a quelques mois encore, comme une pure spéculation intellectuelle.

Les résultats de l'enquête que nous avons menée auprès des responsables des différentes branches d'activité sont formels : partout, les indices de production régressent et confirment la tendance de l'indice national de la production industrielle (voir le graphique ci-dessous). Dans bien des secteurs, la baisse des ventes s'est même aggravée ces dernières semaines. Ceux qui espéraient une reprise technique au printemps ont donc été déçus. Aujourd'hui, on se montre plus prudent dans les pronostics. D'autant que le niveau des prises de commandes reste très bas, même si, dans quelques branches, on a pu noter une certaine stabilisation au mois de juin.

Personne ne croit réellement en une reprise spontanée au mois de septembre. Certes, d'aucuns espèrent que les mesures de relance des investissements et de soutien de l'activité, prises le 25 avril par le gouvernement, produiront quelque effet à la rentrée. Mais, de l'avis de tous, elles étaient tardives et insuffisantes. Il faut donc faire plus et vite. Comment ? C'est là que les avis divergent (voir page 11 l'article de François Contensou). Pour les uns (notamment dans les secteurs des biens d'équipement), il faut poursuivre sur la voie de la relance par les investissements et ne s'engager qu'avec la plus grande prudence dans des mesures en faveur de la consommation. Pour les autres (dans la construction électrique en particulier), la reprise ne pourra se faire que par une relance importante de la consommation.

Les industriels estiment avoir jusqu'à présent « limité les dégâts » en matière d'emploi. Les mises à la retraite anticipées, le non-remplacement des départs volontaires, le chômage partiel, leur ont permis de « tenir le coup ». De nombreuses entreprises

PRODUCTION INDUSTRIELLE : – 15 % par rapport à 1974



DANS le graphique ci-dessus figurent deux courbes. L'une porte sur l'indice mensuel de la production industrielle dans le bâtiment et les travaux publics (base 100 en 1970), l'autre est établie à partir des enquêtes mensuelles de l'INSEE concernant les opinions des industriels sur l'évolution à court terme de leur propre production. Dans le passé, les résultats de ces enquêtes préfiguraient assez bien la situation future de l'économie.

La production industrielle de la France est revenue à son niveau d'il y a trois ans. L'indice s'est situé en mai 1975 à 110 comme en mai 1972. Par rapport au plus haut niveau atteint en juillet 1974 — soit 129 — la chute est proche de 15 % (14,7 %). Face à cette crise, il apparaît que les chefs d'entreprises en ont sous-estimé, cette année, la prolongation, s'attendant, par deux fois, à une reprise, pour les trois ou quatre mois à venir, de leurs propres activités, ce qui n'a pas eu lieu.

CONSTRUCTION MÉCANIQUE : craintes pour l'emploi

« *LA situation reste toujours très déprimée* », indique la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux, dans sa dernière note de conjoncture. La dégradation de la production s'est, dans l'ensemble, poursuivie ces dernières semaines. Depuis maintenant un an, on ne parle plus de courbes de croissance, mais de décroissance. Le secteur de l'équipement est le plus touché. En revanche, les indices de production semblent se stabiliser pour ceux de la précision et de la transformation des métaux, depuis quelques semaines.

Les prises de commandes, qui n'avaient cessé de diminuer depuis neuf mois, ont tendance à se maintenir à leur bas niveau actuel, voire à reprendre légèrement sur le marché intérieur. Sans doute s'agit-il le plus souvent d'un phénomène purement technique, certains clients des industries mécaniques ayant achevé leur déstockage.

En revanche, les commandes à l'exportation vont « *nettement plus mal* ». Une très grande entreprise du secteur n'a pas obtenu un seul contrat important depuis trois mois. En un an, la baisse du dollar et l'inflation française ont « *majoré* » ses prix de 25 à 30 %, par rapport à ses concurrents américains.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu « *trop de drames* » pour l'emploi. « *On joue sur les stocks ; on occupe les gens comme on peut.* » Mais, « *s'il ne se passe pas quelque chose très vite, nous aurons la plus grande peine à maintenir en septembre les effectifs à leur niveau actuel* ».

Les industriels espèrent cependant que les mesures de relance des commandes d'équipement prises au printemps commenceront à produire « *un petit effet* » à la rentrée, mais le « *dispositif devra être amélioré* ». « *On a commencé à agir par les investissements ; il ne faut pas changer cette orientation, mais l'élargir. Certes, on peut prendre quelques mesures ponctuelles sur la consommation, mais il ne faut pas trop en faire, sinon l'inflation repartira de plus belle.* »

CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE : inquiétudes pour l'exportation

SI pendant plusieurs mois, les industries électriques et électroniques ont pu apparaître comme un relatif îlot de prospérité au milieu du marasme général, il n'en est plus de même aujourd'hui. La cote d'alerte est atteinte. On espérait une reprise technique pour mai. Vaine espérance. Ce fut une nouvelle dégradation, et en juin l'activité s'est stabilisée à un niveau exceptionnellement bas pour cette industrie habituée ces dernières années à un taux de croissance élevé. L'indice de la production, « *décroché maintenant de sa tendance à long terme* », n'affiche pour les douze derniers mois (juin 1974 à juin 1975), qu'une hausse de 5 %.

Cette vision d'ensemble recouvre, bien évidemment, des situations disparates. Les entreprises spécialisées dans le gros matériel d'équipement électrique ou l'électronique professionnelle connaissent une activité nettement supérieure à la moyenne, (ce qui fausse un peu les indices et statistiques de l'ensemble du secteur), et ce grâce aux importants contrats obtenus sur les marchés étrangers ces derniers mois. Par contre, le petit appareillage électrique (lié au bâtiment), les composants électroniques, le secteur des matériels grand public ont enregistré des baisses sensibles de leurs ventes.

Les prises de commande recensées par l'ensemble de la profession (mai 1974, mai 1975) ne sont en progression que de 10 %, soit une légère diminution en francs courants. Dans les biens intermédiaires la situation est très préoccupante, les commandes ayant diminué de 8 %.

La reprise ? On ne l'escompte pas avant le début de 1976 ; « *peut-être décembre pour les secteurs liés aux produits de grande consommation* ». Seules les industries téléphoniques devraient tirer leur épingle du jeu grâce aux commandes supplémentaires de l'administration des P.T.T. Cette morosité est renforcée par le fait que l'exportation, qui avait permis de pallier, en partie, les défaillances du marché intérieur, donne à son tour des inquiétudes. Jusqu'à ces dernières semaines, les contrats ont été discutés avec plus d'âpreté et les Américains, grâce à la baisse du dollar redevenaient des concurrents non négligeables. Mais c'est le Japon qui est jugé plus redoutable, le yen ayant suivi le même mouvement que le dollar. Plusieurs contrats ont été récemment perdus en électronique au profit de firmes nippones.

« *Eviter autant que faire se peut les licenciements.* » Ce principe appliqué depuis plusieurs mois par la très grande majorité des entreprises du secteur devrait être maintenu au cours des prochains mois. Au cours du premier semestre les effectifs globaux n'ont diminué que de 1,9 % par le jeu des départs volontaires et des mises à la retraite. Aux licenciements les industries électriques et électroniques préfèrent la mise en chômage partiel qui, depuis la fin de 1974, frappe environ quarante mille personnes chaque mois. C'est un chiffre qui risque fort d'être dépassé à la rentrée.

J.-M. Q.

SIDÉRURGIE : toujours très pessimiste

LES sidérurgistes français s'abandonnent au pessimisme à la veille des départs en vacances. Victimes de la crise la plus grave depuis les années 30, ils s'apprêtent à enregistrer leur plus mauvais exercice de l'après-guerre. La production métropolitaine d'acier, en baisse de 20 % sur celle de 1974, retombe au niveau de la moyenne de 1968-1969, et, dans la meilleure des hypothèses, les résultats des sociétés ne laisseront qu'exceptionnellement une faible marge positive après couverture des charges financières et avant amortissements. Il en résultera pour 1976, et peut-être pour 1977, un sérieux freinage des investissements, qui se limiteront aux opérations de maintenance et à la poursuite des programmes déjà engagés. Ainsi, à Dunkerque, Usinor ajourne la construction d'un nouveau laminoir à tôles fortes.

Dans l'immédiat, c'est-à-dire pour le mois de septembre, les perspectives sont franchement mauvaises, et certains professionnels parlent même de « trou noir ». Les carnets de commandes sont en baisse de 35 à 40 % et, à l'exportation, les prix sont qualifiés de « catastrophiques », en recul de 30 à 40 % sur ceux du printemps 1974, très élevés il est vrai, avec des livraisons inférieures de 20 à 30 %. Bref, les sidérurgistes prévoient, à l'automne, des taux de marche inférieurs de 25 % au moins par rapport à ceux de 1974. Ils auront épuisé tous les expédients susceptibles de parer aux licenciements qu'ils espèrent toutefois éviter et qu'ils n'effectueront qu'en dernier ressort.

Tout au plus, faute de la reprise technique envisagée pour le printemps dernier, escomptent-ils un léger redressement dans le courant d'octobre.

Ainsi, le déstockage pour les produits longs, qui durait depuis novembre 1974, paraît terminé, les marchands de fer ont repris leurs achats, et la consommation apparente, en très forte diminution auparavant, a un peu augmenté pour rejoindre la consommation réelle, en baisse de 15 à 25 % suivant les branches. On a noté une timide amélioration dans le secteur des poutrelles et des ronds à béton destinés au bâtiment, dont la situation reste toutefois fort précaire.

Pour les produits plats (tôles minces), le déstockage n'est pas terminé, et la consommation des clients est toujours en vif recul : — 15 % à — 12 % pour l'automobile et l'électroménager.

Après avoir subi d'importants rabais, sauf pour la tôle mince qui avait moins monté que le reste, les prix de vente semblent être parvenus à un plancher. Notons, enfin, qu'il y a un an, les professionnels de la sidérurgie française se félicitaient d'une haute conjoncture qu'ils jugeaient devoir se maintenir jusqu'à l'été 1975, et que, trois mois après, tous ces beaux pronostics s'écroulaient.

F. R.

AUTOMOBILE : aucun signe de reprise

« PARLER de carnets de commandes dans l'automobile est devenu un euphémisme », *ironisent volontiers les constructeurs. En fait, sauf pour certains modèles (par exemple, la 204 Peugeot, dont la production avait été très largement réduite l'an passé), les délais de commande des firmes automobiles ne dépassent plus guère un mois.*

Le marché ne marque aucun signe de reprise. Au cours des cinq premiers mois de l'année, les ventes en France ont été inférieures de 18,7 % à celles de l'an passé, de 23,5 % à celles de 1973 (année « normale » *de référence).*

Si les firmes françaises sont parvenues au cours des derniers mois à maintenir leurs exportations au même niveau que l'an passé, c'est, précisent-elles, « au prix d'une détérioration de la rentabilité de leurs ventes à l'étranger ». *Face à une concurrence très vive sur la plupart des marchés, elles n'ont pu répercuter dans leurs prix de vente la totalité des effets de la variation des changes. La Chambre syndicale des constructeurs automobiles a calculé un* « franc automobile » *prenant en compte les variations monétaires et les poids respectifs des différents marchés dans les exportations. Elle chiffre sa réévaluation de mai 1974 à mai 1975 à 14 %.*

A volume égal, précise-t-elle, les recettes tirées par les constructeurs de leurs exportations n'ont donc augmenté depuis un an que de 2,95 % (contre une hausse des prix de revient évaluée à 15 %). Cela se traduirait par des pertes importantes pour les firmes françaises (250 millions de francs pour Renault, par exemple).

Compte tenu des difficultés qu'ils rencontrent à l'exportation et de la faiblesse persistante du marché intérieur, dont ils n'attendent pas de reprise notable avant le printemps 1976, les constructeurs n'escomptent aucune amélioration de leur situation d'ici à cette date. Ils ne prévoient cependant pas de nouvelles périodes de chômage partiel, ayant déjà pour la plupart « adapté » *leurs effectifs aux rythmes de productions réduits.*

La situation des constructeurs de véhicules utilitaires (camions, cars et autobus) est encore plus critique. Chez Berliet, en juin, les commandes étaient inférieures de 35 % à celles de juin 1974. A la Saviem la chute des commandes par rapport au niveau moyen de l'an passé atteignait environ 30 % pour les camions de moins de 13 tonnes, et même 60 % pour les gros véhicules. En outre, la hausse du franc, notamment vis-à-vis de la livre, de la lire et du dollar, a considérablement gêné les constructeurs, qui soulignent les « difficultés de négociation des contrats en cours ».

N'escomptant aucune reprise à court terme, sauf pour les autobus et les cars de tourisme, les firmes s'attendent à une rentrée « difficile ». *Berliet vient d'ailleurs d'annoncer trois jours chômés en septembre et n'écarte par l'éventualité de nouvelles périodes chômées au cours des mois suivants.*

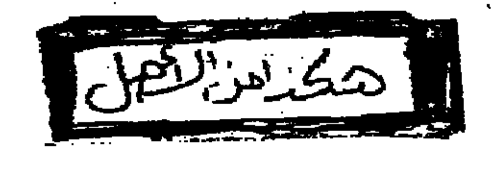
V. M.

DEUX-ROUES : la perte du marché américain

APRES une année 1974 « exceptionnelle » due à l'engouement pour les deux-roues né de la crise énergétique, l'industrie des cycles et motocycles connaît à nouveau des difficultés depuis l'automne 1974. Ses ventes ont chuté d'environ 15 % par rapport à l'an passé, contraignant la plupart des constructeurs à mettre leur personnel au chômage partiel, voire à fermer des usines (chez Vélosolex).

La « crise » atteint aussi bien les bicyclettes que les cyclomoteurs, quoique la situation des deux branches soit différente. Pour les premières, la baisse des ventes s'explique par l'effondrement des exportations, le marché intérieur ayant retrouvé depuis le mois de mai un niveau satisfaisant. La baisse des cours du dollar et du yen par rapport au franc, ainsi que la récession américaine, ont diminué de moitié depuis un an les exportations de vélos vers l'Amérique du Nord, qui absorbaient près de 20 % de la production nationale.

Le niveau des exportations de cyclomoteurs s'est par contre maintenu, le marasme persistant du marché intérieur expliquant ici pour l'essentiel le recul des ventes. Dans l'ensemble, les fabricants ne s'attendent pas à un redressement à l'automne prochain.



·our les principaux secteurs

·oclain par exemple) ont cependant atteint le point de rupture. ·i rien ne vient éclaircir leur horizon dans les semaines qui ·ennent, elles se verront contraintes de procéder à des licencie·ents collectifs.

Les marchés à l'exportation donnent à leur tour de sérieuses ·quiétudes. M. Ceyrac, président du C.N.P.F., a particulièrement ·sisté sur ce point lors de son entretien, le jeudi 17 juillet, avec · premier ministre, M. Jacques Chirac. Les résultats du com·erce extérieur depuis le début de l'année ne doivent pas faire ·lusion. Bien souvent, ils prennent en compte des contrats qui ·raient été signés en 1974.

Les difficultés rencontrées par les entreprises françaises sur les marchés extérieurs proviennent pour l'essentiel du désordre monétaire. Les baisses du dollar et du yen ont gravement entamé la compétitivité des industriels français face à leurs concurrents américains et japonais. Mais le dollar remonte (4,28 F lundi) et peut-être s'agit-il d'une tendance durable. Cependant, ces mouvements monétaires semblent dans quelques cas aller de pair avec une volonté politique des Américains de reconquérir certains marchés abandonnés. Cet état d'esprit est particulièrement sensible pour les ventes d'armes.

La baisse de plusieurs monnaies n'est pas le seul handicap au développement de nos exportations. Il faut y ajouter la contraction des achats des pays de l'Est et des producteurs de pétrole. Sans doute ces derniers avaient-ils vu trop grand. Cependant, il ne s'agit plus seulement de raisonner en termes de récession prolongée ou de reprise.

En posant ainsi la question, on admet implicitement qu'il suffit d'attendre plus ou moins longtemps pour que les choses repartent « comme avant ». Or les difficultés actuelles traduisent sans doute des changements en profondeur dans les habitudes de consommation et de vie, ce qui devrait entraîner, d'une façon ou d'une autre, une réorientation de l'appareil de production. — J.-M. O.

·AVAUX PUBLICS :
·ide espoir ·ns une conjoncture très sombre

secteur des travaux publics est ·enacé d'une très forte récession ·ans les mois qui viennent. Les ·s de commandes, déjà en dimi· sensible depuis le début de ·e, ont enregistré une chute bru·x cours du second trimestre 1975 : ·en volume et 30 % en francs cou·

Selon la profession, cinquante emplois sur trois cent cinquante pourraient être perdus en 1975 ·e mille le sont déjà). Les inves·ents vont être sensiblement ·s.

·résident de la Fédération, M. Clé· affirme que « l'existence des ·rises est mise en question et leur ·ure ébranlée ». *Bien que les porte· de cette Fédération soient tradi·llement pessimistes, il semble que, ·fois-ci, leurs propos correspondent ·e peu à la réalité. Du fait du ·de mise en œuvre des commandes ·ois), c'est à l'hiver prochain que le fléchissement des commandes va se faire cruellement sentir, en dépit du succès remporté à l'étranger.*

Un timide espoir, néanmoins, a été soulevé par l'ouverture de 1,5 milliard de francs de crédits aux collectivités locales pour le financement des travaux de voirie. Mais encore faudrait-il que la mise en œuvre de ces crédits soit rapide et que les communes soient décidées à effectuer les travaux au moment où leurs finances sont en délicate posture. La profession estime que les collectivités devraient bénéficier d'un différé d'amortissements et demande un plan de relance d'environ 4 milliards de francs, le milliard et demi déjà accordé étant jugé insuffisant en comparaison avec les 45 milliards de francs de chiffre d'affaires des travaux publics. Mais elle enregistre avec satisfaction le fait que pour la première fois les pouvoirs publics ont pris conscience de la gravité de la situation.

·ATIMENT :
·and il ne va pas...

· retour à l'expansion ? On n'y compte plus guère, et les professionnels du bâtiment se contentent d'une reprise modérée, qu'ils ·oient pas venir avant le premier ·stre de 1976. En attendant d'hy·étiques mesures de relance — dont · de toute façon ne se fera pas · avant plusieurs mois — les entre·s courbent l'échine. Dans les meil· cas, les carnets de commandes ·nt dégarnis. Dans les pires, les ·s ont fermé leurs portes. Sur l'en·le des entreprises du bâtiment, ·t les quatre premiers mois de ·le nombre des faillites a augmenté · % par rapport à la même période ·74 ; pour les entreprises employant de cinquante personnes ce pour·ge, pour le premier semestre de · atteint 59 %.

· janvier à mai 1975, les mises ·antier de logements (216 000) sont ·aisse de 7 % sur 1974. Mais ce ·re masque de profondes dispari· seules les H.L.M. locatives ont progressé (de 8 %) tandis que les H.L.M. en accession à la propriété baissaient de 20 % et les P.S.I. (prêts spéciaux immobiliers) de 7,5 % malgré les mesures qui ont diminué de 10 % environ le montant des mensualités de remboursement.

Dans le secteur privé non aidé et dans les immeubles bénéficiant des PIC (prêts immobiliers conventionnés), on observe un prudent attentisme : les mises en chantier ne se font qu'à coup sûr.

Au niveau de la commercialisation, deux mouvements se manifestent : les candidats au logement se dirigent plus volontiers vers les appartements en location et vers l'achat d'appartements anciens. Le freinage de la hausse des prix des logements neufs et l'assouplissement des conditions de crédit n'ont pas suffi à vaincre les réticences de la clientèle, dues pour une large part aux craintes d'un accroissement du chômage.

J. D.

·HIMIE :
·spectre du chômage

·INDUSTRIE chimique est mal en point. Le ralentissement de l'activité économique, particulièrement ·re dans l'automobile et le bâtiment · deux principaux clients), lui a ·é un coup très rude. Bien que toutes · données concernant le premier ·stre ne soient pas encore dispo·s, on peut d'ores et déjà chiffrer ·lus de 20 % la baisse du chiffre ·faires du secteur. L'alourdissement · charges et des pertes de changes ·fois importantes ont entraîné une ·inution beaucoup plus spectaculaire · bénéfices. La plupart des unités de ·duction ne tournent plus qu'à la moi· de leur capacité.

·a situation est critique dans la ·ochimie et les plastiques (production · transformation). Moins mauvaise, ·e proportion gardée, dans les tex·s chimiques, elle devient préoccu·te pour les engrais. Seule la phar·cie, moins sensible aux effets de la ·joncture, ne se porte pas trop mal. · tableau peu réjouissant, auquel il ·t ajouter la perte de nombreux mar·s étrangers consécutive au raffer·sement du franc par rapport au ·lar, illustre l'ampleur de cette crise, ·s précédent dans la chimie depuis · seconde guerre mondiale.

·l n'y aurait que demi-mal si des ·urs apparaissaient au bout du tunnel. ·, malgré la résorption assez impor·te des stocks excédentaires, les car·s de commandes restent désespéré·nt vides et aucun signe avant-coureur · reprise ne se manifeste d'une façon ·gible. Tout au plus, le sentiment ·vaut-il dans la profession que le ·ux de la vague est peut-être atteint.

Les industriels, qui, il y a encore trois · quatre mois, affichaient un opti·sme modéré pour l'automne, sont ·aintenant unanimes : selon eux, la ·prise ne sera pas au rendez-vous de · rentrée. Dans la meilleure des hypo·èses, ils ne l'entrevoient qu'au début · 1976. Beaucoup pensent même qu'elle · surviendra pas avant le printemps 1976 et que son rythme sera lent. Dans la majorité des cas, les chefs d'entreprise s'attendent donc à affronter de grosses difficultés à l'automne, dont la moindre n'est certes pas celle de l'emploi.

Jusqu'ici, la plupart des firmes ont tenu le coup en recourant à des mesures provisoires : chômage partiel, mises à la retraite anticipée, étalement des congés, arrêts d'unités pour révision technique, utilisation du personnel à des travaux de réfection, etc. La précarité de ces mesures n'échappe à personne. Si l'horizon ne s'éclaire pas un tant soit peu à l'automne, des licenciements deviendront inévitables.

A. D.

PAPIER-CARTON :
de la pénurie à la surabondance

LES industriels du papier-carton font grise mine. Il y a un an à peine, la pénurie de papier sévissait dans le monde. Aujourd'hui, les usines ne tournent en moyenne qu'à 80 % de leur capacité de production, certaines même à 70 %, voire 60 % seulement. Pour ceux qui s'étaient lancés dans de lourds investissements en 1973-1974 pour répondre à la demande, la déconvenue est grande. Au cours des quatre premiers mois de l'année, la production a baissé de 20 % par rapport à la période correspondante de 1974. Quant au carnet de commandes, il ne cesse de se dégarnir, à l'exception du secteur du carton ondulé qui a enregistré un léger mieux avant l'été.

Depuis la fin de 1974, les effectifs (quarante-huit mille personnes) ont diminué de 2 %. Dans cette profession aussi, chômage partiel et mise à la retraite anticipée sont les palliatifs pour éviter les licenciements collectifs. Chacun espère — sans trop y croire — qu'une reprise technique se produira à l'automne. Mais personne ne se fait d'illusion. Les industries du papier-carton sortiront affaiblies de la crise et ne retrouveront sans doute pas de sitôt les taux de croissance de ces dernières années.

TEXTILES :
vers un automne difficile

LA situation de l'industrie textile s'est à nouveau détériorée, après le bref espoir provoqué au début du printemps par une amorce de reprise technique. Celle-ci, liée à l'arrêt du déstockage que pratiquaient détaillants et fabricants depuis un an, et à une hausse des cours du coton a été « cassée » aussitôt par la dégradation des ventes au détail, qui s'étaient, jusque-là, maintenues. Elles connaissent, depuis quatre mois, une stagnation (en volume), voire même une récession, pour certains articles (sous-vêtements, linge de maison, vêtements de travail, etc.).

La faiblesse du marché, provoquant un nouveau gonflement de leurs stocks a conduit les détaillants à faire preuve d'une extrême prudence dans leurs commandes pour la collection automne-hiver 1975 et à limiter au maximum leurs ordres de réassortiment pour l'été 1975. Le phénomène s'est répercuté, en s'aggravant vers l'amont, à tous les stades de la production textile. Aussi les carnets de commandes du secteur sont-ils, dans l'ensemble, peu garnis : ils sont inférieurs de 20 % en volume à l'an passé dans le coton, de 21,5 % dans la bonneterie par exemple.

Selon l'Union des industries textiles, ils sont en outre *« particulièrement précaires »*. La pression accrue des importations, celles notamment en provenance de l'Asie du Sud-Est qui transitent par certains pays européens (Pays-Bas, Belgique) et celles des Etats-Unis (pour les tissus de coton), a encore aggravé la situation dans certains secteurs (coton, soie, jute).

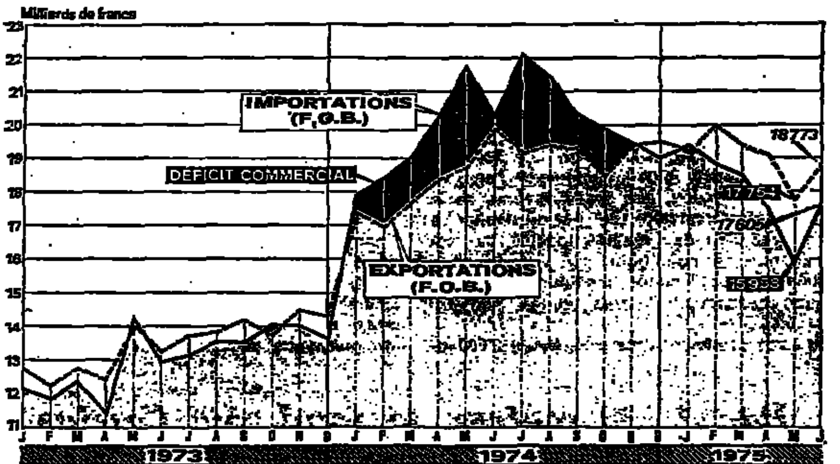
Les perspectives à l'exportation se révèlent peu favorables, plus en raison de la baisse de consommation dans la plupart des pays industrialisés que de la réévaluation — *de facto* — du franc. Les exportations du textile et de la confection ont chuté au total de 8,7 % au cours du premier trimestre alors que celles vers les Etats-Unis augmentaient de 12,3 % en dépit de la baisse du dollar.

La situation est fort différente d'un secteur à l'autre, la confection, la laine cardée et les produits d'hygiène (pansements) restent relativement préservés. Par contre, le secteur cotonnier, la soierie, les vêtements de travail, les sous-vêtements connaissent les plus graves difficultés.

Dans l'ensemble, les industries prévoient une rentrée difficile et n'espèrent pas de reprise avant 1976 à moins qu'une relance énergique de la consommation n'intervienne d'ici là. Dans l'industrie cotonnière, où les horaires ont été déjà réduits aux alentours de 32 heures par semaine (le nombre des heures travaillées a chuté de 20 à 35 % depuis un an), on s'attend à des licenciements à l'automne, il en va de même dans la bonneterie et la soierie.

V. M.

COMMERCE EXTÉRIEUR :
les importations de matières premières ont diminué de 27,4 %



EN six mois, depuis le début de 1975, la balance commerciale de la France a enregistré un excédent — en chiffres bruts — de 5 355 millions de francs, alors qu'elle s'était soldée par un déficit de 10 015 millions de francs pour la même période de 1974. Ce redressement « spectaculaire » est lié, pour l'essentiel, à une baisse continue, depuis juillet 1974, des importations, les exportations se maintenant au même niveau qu'il y a un an.

Ainsi les achats de matières premières ont baissé de 27,4 %, revenant de 7,3 milliards de francs pour le deuxième semestre de l'an dernier à 5,3 milliards de francs au premier semestre de cette année ; ceux d'énergie ont diminué de 21,4 %, s'élevant à 25,3 milliards de francs au lieu de 32,2 milliards de francs. Il faut toutefois noter que d'un semestre à l'autre les ventes de biens d'équipement ont augmenté de 17,3 %, passant de 22 milliards de francs à 25,8 milliards de francs.

ALIMENTATION :
au jour le jour

CAHIN-CAHA, le secteur agro-alimentaire traverse la crise économique. Certes, les produits « sophistiqués » qui ne sont pas directement indispensables sont assez durement touchés. La consommation d'eau minérale, de bière, de champagne, de vins d'appellation, de produits laitiers frais, de poudre de lait a sensiblement régressé. Toutefois, la demande alimentaire intérieure est dans l'ensemble peu affectée par les contractions de la demande globale. Les industriels connaissent surtout des difficultés au niveau de leurs prix de revient, notamment pour les emballages. Pour ce qui est des perspectives de la rentrée, la plupart d'entre eux restent très prudents, car les commandes se passent presque au jour le jour. S'il n'y a pas trop d'aggravation du chômage au cours des prochains mois, ils tablent sur le maintien ou à peu près de leur activité. Mais rien ne les pousse à engager de nouveaux investissements.

La baisse du dollar a de son côté contribué au tassement des ventes à l'étranger, nos produits devenant moins concurrentiels. Cela a des conséquences assez fâcheuses sur la trésorerie des entreprises qui réalisent une large part de leur chiffre d'affaires à l'exportation, notamment dans le secteur des produits laitiers et des céréales, qui sont le plus touchés.

PUBLICITÉ :
une baisse en volume de 8 à 10 %

MOROSITÉ sans pessimisme excessif, tel est l'état d'esprit qui règne dans la publicité. Le chiffre d'affaires reste à peu près constant : en hausse de 1 % sur 1974, selon l'A.A.C.P. (Association des agences et conseils en publicité), mais il correspond, en fait, à une baisse en volume de 8 à 10 %.

On observerait, selon certains professionnels, une diminution des budgets publicitaires pour les produits de haut de gamme et de luxe au profit des produits de première nécessité. Ceux-ci dégageant des marges bénéficiaires plus réduites, le volume publicitaire en subit le contrecoup. Enfin, les publicitaires notent un ralentissement du règlement des factures, les annonceurs ayant tendance à rallonger — subrepticement — leurs délais.

La relance n'est pas encore en vue et n'est guère escomptée avant... 1976, sinon même avant la fin de cette année-là.

Dans l'État libre d'Orange

Aux sources de l'or sud-africain

Harmony. — C'est *l'école du soldat*, telle qu'on la pratique depuis des dizaines d'années dans les casernes françaises : au commandement, les apprentis mineurs esquissent un premier geste, puis restent ainsi figés, tandis que celui qui est préposé à leur formation passe devant chacun d'entre eux, vérifiant attentivement si leur attitude est conforme à ce que l'on attend. Plus loin, devant la maquette d'une cage de descente, un groupe de manœuvres, récemment arrivées des montagnes du Lesotho, s'aligne à la hâte, en réponse à l'appel impératif d'une sonnerie. Deux exercices quotidiens parmi des dizaines d'autres, sur le carreau de la mine d'Harmony, où 1 900 Blancs et 20 000 Noirs extrayent, chaque année, une trentaine de tonnnes d'or, soit 4 % de la production sud-africaine de ce minerai...

Harmony, cité minière de l'Etat libre d'Orange, possède un nom qui devrait porter l'esprit aux rêves. Comme Kwajabulani — un vocable autochtone qui signifie à peu près « *l'endroit heureux* » — l'un des cinq « *hostels* » du lieu où vivent, pendant la durée de leur contrat, les mineurs qui sont venus « *chercher fortune* » ici...

Mais, poésie et monde du travail ne font guère bon ménage. C'est un fait dont on vérifie d'autant plus rapidement l'authenticité, à Harmony, que les dirigeants de la mine ont l'honnêteté de ne dissimuler à peu près rien des réalités locales. Au demeurant, les conditions de vie des travailleurs sont plutôt meilleures ici que dans beaucoup d'autres mines sud-africaines...

De notre envoyé spécial

« Nous produisons mensuellement 2 500 kilogrammes d'or, à 87 % de teneur, de l'argent et de l'uranium. Les dépenses mensuelles sont de l'ordre de 5 500 000 rands (1). Compte tenu d'un cours qui varie de 160 à 170 dollars l'once, le profit est d'environ 4 millions de rands, avant déduction des taxes et impôts divers prélevés par l'Etat. » C'est dans un bureau confortable, à l'intérieur de bâtiments, dont l'ordonnancement des façades rappelle celui de certaines usines helvétiques, que tombent ces premières explications, tandis que l'on manipule plans, recueils de statistiques, graphiques représentant des courbes de production, dossiers et rapports.

Suivent quelques précisions concernant l'uranium : « *Toutes les mines d'or en recèlent, mais toutes n'en produisent point, car les taux de minéralisation sont très variables d'un gîte à l'autre... On prépare ici 420 tonnes d'oxyde d'uranium, ce qui représente 13,6 % de l'ensemble de la production sud-africaine...* »

Apparemment, pour le puissant groupe Barlow, exploitations aurifère et uranifère ne constituent qu'une forme d'activité, parmi quelques dizaines d'autres, au premier rang desquelles figurent la production de machines agricoles et celle de réfrigérateurs. « *Barlow Rand n'est pas spécialement un groupe minier* » précise en souriant un commentateur, qui ajoute cependant, sur le ton de la confidence, que ses chefs de file s'intéressent également à la mise en exploitation de charbonnages et de gisements de chrome.

Par 4 500 mètres de fond, 50° Celsius

Après une courte halte dans la salle des machines, qui commande le mouvement des ascenseurs, cinq minutes de descente permettent d'atteindre 1 800 mètres au-dessous du niveau du sol. Un puissant courant d'air tempère la chaleur qui règne dans les galeries, et qui, dans les profondeurs de certaines mines du Witwatersrand, à 4 500 mètres de fond, atteint 50 °C. Ici, on abaisse, sans grande difficulté, nous dit-on, la température de 35 à 25 °C, mais les galeries d'exploitation sont moins profondes.

Trois hommes en ciré jaune et bottes noires prennent appui contre la paroi d'un étroit boyau où l'on achève une sape. Au marteau pneumatique, ils perforent la roche pour y introduire ensuite de longues cartouches de dynamite. La résistance est de l'ordre de 300 kilos au centimètre carré et les engins sont très lourds à manier. Mais il faut un matériel puissant si l'on veut progresser quotidiennement... de 2 mètres (2). Ici, à une cinquantaine de mètres sous les filons aurifères, la galerie est exclusivement destinée à la circulation des hommes et du matériel.

« *Ulamani* » (« *Ouvrez l'eau* »), hurle le contremaître blanc. Il faut en effet réfrigérer le marteau pneumatique avec lequel le manœuvre noir perce, en six minutes, un trou de 2 mètres de longueur. Un bruit infernal emplit la cavité, ébranle les tympans des travailleurs et des visiteurs. Coupé de courtes pauses, l'obscur et obstiné travail de termites se poursuit avant qu'une seconde équipe ne vienne miner les lieux, suivie d'une troisième qui évacuera les déblais.

Nul n'éprouve le besoin de parler à son voisin et la communication, lorsqu'elle est indispensable, s'effectue par sonnerie, par sifflet ou plus couramment dans un dialecte spécial — le *fanangalo*. Comportant un vocabulaire réduit à quelques centaines de mots, dépourvu de règles grammaticales, cette *lingua franca* mise au point sur le carreau des mines africaines de l'hémisphère australe est aussi parfaitement comprise du porion afrikaaner des mines d'or du Rand que du manœuvre Matabele du Copperbelt rhodésien ou de l'ouvrier Ovambo des mines de diamants du désert de Namib. Chaque travailleur en apprend les rudiments en même temps qu'il fait l'apprentissage de son travail de tâcheron.

A côté de la salle des tests, où un moniteur africain s'efforce de faire reproduire à ses élèves, en un temps donné, un modèle de maquette fort simple, des instituteurs répètent inlassablement les mêmes phrases en *fanangalo*. Prélude relativement agréable, comparé aux neuf heures quinze de travail en sous-sol, généralement réparties en cinq heures de travaux pénibles et quatre heures de tâches moins rudes... A ce régime pourtant le nombre des accidents du travail reste de 50 pour mille personnes. La moitié de ces accidents est due à des chutes de pierres. « *On déplore vingt morts par an en moyenne* », nous indique un technicien, qui précise, à juste titre, qu'il s'agit là d'accidents du travail, *stricto sensu*, alors que, dans de nombreuses mines, les bagarres tribales, qui ont tendance à se multiplier depuis plusieurs années, provoquent également des morts.

La dureté des conditions de travail, l'isolement des travailleurs, qui vivent plusieurs mois séparés de leur famille, les contestations de toute nature — inexistantes, il y a deux ans, mais aujourd'hui en voie de généralisation — sont à l'origine d'affrontements brefs, mais brutaux entre travailleurs appartenant à des ethnies différentes. C'est ainsi que Xhosas du Transkei et Sothos de l'ancien Basutoland, ou Zulu du Natal et Tswana de l'ancien Bechuanaland, en viennent fréquemment aux mains. A Harmony, sept Blancs et cinquante Noirs secondés par huit chiens policiers spécialement dressés à cet effet, concourent au maintien de l'ordre et assurent une sécurité que l'on nous affirme totale.

UN MINEUR MEURT TOUTES LES VINGT HEURES

Johannesburg (A.F.P.) — *Un mineur sud-africain meurt accidentellement toutes les vingt heures. Selon des chiffres fournis par la chambre sud-africaine des mines, six cent trente-deux mineurs ont trouvé la mort dans des accidents depuis 1974. Il convient d'ajouter à ces chiffres, celui, non officiel, de quelque cent vingt mineurs tués depuis janvier 1974, lors d'émeutes survenues au cours de manifestations pour des revendications salariales ou au cours de luttes tribales. Au total, quelque sept cent cinquante mineurs qui sont mort dans les mines sud-africaines depuis le début de l'année dernière.*

La chambre des mines précise qu'il y a quatre cent mille mineurs en Afrique du Sud, et que le taux des accidents est tombé de 4,02 pour 1 000 en 1911 à 1,22 pour 1 000 en 1974.

Les responsables de la direction de la mine estiment, pour leur part, que l'ordre ne courrait pratiquement plus aucun risque d'être troublé que si, au lieu d'employer des travailleurs migrants célibataires, la compagnie ne recrutait que des gens mariés. Ils admettent cependant que cela suppose une charge financière importante, dans la mesure où la plupart des mineurs sont des étrangers, venus des territoires voisins de la République Sud-Africaine : Malawi, Mozambique et surtout Lesotho. « *48 % de nos effectifs sont constitués par des Sothos* », nous a-t-on dit.

Actuellement, des dispositions rigoureuses, mises au point entre les deux gouvernements de Pretoria et de Maseru, indiquent que, pour 60 %, les sommes dues au titre de salaires aux travailleurs sothos doivent être versées directement par les employeurs à la Banque centrale du Lesotho. Ce pécule n'est remis à la disposition de son propriétaire qu'après l'expiration de son contrat. Un système sensiblement analogue avait été établi entre Lisbonne et Pretoria pour les travailleurs originaires du Mozambique. Mais cette situation est ressentie avec une amertume croissante, et il est clair qu'elle ne saurait être maintenue très longtemps encore.

D'autre part, en dépit de leur caractère encore très modeste, les salaires des mineurs sont en hausse, et on peut supposer que, après avoir longtemps boudé le travail dans les mines, les Sud-Africains noirs pourront changer d'attitude et, de ce fait, se trouver en concurrence avec leurs « *frères de race* » étrangers. Généralement moins bavards sur le montant des salaires que sur l'étendue de leurs réalisations sociales, les chefs d'entreprise ne demeurent pourtant pas toujours muets. A Harmony, on nous a volontiers fourni les précisions suivantes : « *A son arrivée, un travailleur noir perçoit 1,60 rand par jour et 2 rands après quinze jours de séjour. Le plus haut salaire journalier actuel est de 4,19 rands pour un Noir. Mensualisés, les travailleurs blancs perçoivent en général 240 rands... Nos salaires sont désormais concurrentiels avec ceux de l'industrie. L'écart entre Blancs et Noirs s'amenuise progressivement. Mais, évidemment, la mine reste impopulaire, parce que le travail au fond est considéré comme un travail malpropre, réservé en fin de compte aux basses classes de la société... C'est du moins ce que pensent les petites élites africaines...* »

Pourtant, de leur côté, les industriels sud-africains espèrent sérieusement susciter, dans le cadre de l'exploitation minière, la création d'une classe moyenne noire. Pour cela, ils souhaitent améliorer les conditions d'habitat, de nourriture et de salaire. Le gouvernement oppose moins de résistance à leurs initiatives que par le passé, mais reste relativement réticent, par crainte notamment d'éventuelles réactions d'hostilité de la part de l'électorat blanc. Par ailleurs, les syndicats mènent un combat retardataire, visant à la défense des privilèges de leur clientèle, exclusivement blanche, elle aussi. Cependant, si les prix de vente de l'or continuent de se maintenir à un niveau relativement élevé, et si, comme le laisse prévoir l'évolution politique en cours dans toute l'Afrique australe, les sources de main-d'œuvre étrangère — Shongas du Mozambique ou Sothos du Lesotho — menacent de se tarir, la pression des nécessités économiques contraindra gouvernement et syndicats au réalisme. A la mine d'Harmony comme partout ailleurs en République Sud-Africaine.

PHILIPPE DECRAENE.

(1) 1 rand = 7 francs.

(2) La mine d'Harmony compte pourtant 800 kilomètres de tunnels divers !

Depuis 1974

Le marché des terres agricoles se rétrécit

L'HECTARE de terre agricole à quelque 12 000 F, environ 500 000 hectares changeant de mains au cours de l'année (1 % à peu près de la superficie agricole). Telles sont, à la fin du premier semestre, les caractéristiques du marché foncier relevées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). « Grosso modo », la situation est analogue à celle de l'année précédente : les propriétaires vendent peu leurs terres, considérées par eux comme un placement contre l'inflation. Un fait nouveau semble pourtant se faire jour : les acheteurs seraient moins empressés que les années précédentes, influencés par la contraction générale de l'économie. Le prix des terres ne devrait donc pas connaître en 1975 une évolution beaucoup plus rapide que le taux de l'inflation. Déjà, en 1974, la valeur réelle des terres avait progressé de 1,6 %, alors que les deux années précédentes le pourcentage de hausse avait été de 3,1 et 6,5 %.

Le bilan pour 1974 du Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'agriculture confirme que, depuis 1972, la terre agricole est considérée par ruraux et citadins comme un placement anti-inflation : depuis cette année-là les transactions relevées tant au niveau des notaires que des SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) montrent que les prix effectivement payés ont augmenté successivement de 9,3 %, 14,2 %, 13 %. Toutefois, la valeur des labours (+ 13,8 %), et des pâtures (+ 11,6 %) a moins bien résisté à l'inflation que les deux années précédentes. En francs constants, l'augmentation n'est plus respectivement que de 2,3 % et 0,3 % soit pour l'ensemble 1,6 % ; en 1972, la valeur réelle s'était relevée de 3,1 % ; en 1973, de 6,5 %. Les premières indications pour 1975 confirment cette évolution.

Les moyennes recouvrent des variations très divergentes selon les régions. En Lorraine et en Provence, les hausses ont été les plus fortes, respectivement + 20 % et + 19 %. On note, en outre, des augmentations considérables dans les départements de la Meuse (+ 32 %), des Vosges (+ 26 %), et des Alpes-Maritimes (+ 49 %). Ce dernier département est victime de spéculation immobilière : les terres agricoles deviennent parfois des lotissements ou des terrains de camping.

Diverses autres régions ont également subi des hausses importantes : + 18 % en Auvergne, + 17 % en Languedoc et dans le Centre, + 16 % en Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées et Corse, + 15 % en Aquitaine (+ 25 % dans les Landes, + 24 % en Dordogne). La région parisienne reste un cas particulier : l'augmentation atteint + 13 % en dépit du niveau déjà fort élevé du prix des terres (23 000 F l'hectare en moyenne, 30 000 dans le Val-d'Oise). La « pression » de l'urbanisation en est directement responsable : les grands ensembles de la région parisienne empiètent de plus en plus sur l'espace agricole. A l'inverse, les hausses sont particulièrement limitées dans la région Rhône-Alpes (+ 7 % seulement) à l'exception de la Savoie, dans le Nord (+ 6 %), l'Alsace, la Haute-Normandie (+ 9 %).

Après une hausse très rapide en 1973 (+ 23 %) la Champagne connaît une relative stagnation (+ 9 %) en rapport avec l'effondrement de l'activité des vignerons.

Le prix des terres agricoles est en effet parfois influencé par la situation économique des productions locales. Un autre exemple : la mévente et la baisse des cours du vin ont conduit, malgré quelques hausses localisées, à une stagnation des prix des vignes d'appellation (Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Charente, Drôme, Haut-Rhin), et même à des baisses sensibles dans la Marne (— 10 à — 25 %), le Haut-Rhin (— 17 %), le Cognaçais (— 8 %), le Beaujolais (— 7 %) et le Vaucluse (0 à — 15 %). En revanche, les vins de consommation courante produits dans le Midi n'ont connu une crise grave qu'après la vendange de 1974. Aussi les vignobles régionaux ont-ils conservé un rythme de hausse voisin de celui des autres terres agricoles.

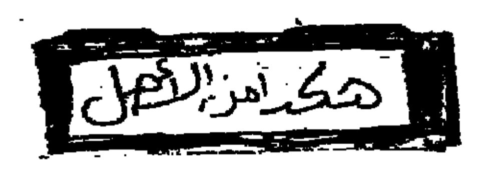
Un point noir

Quelle a été la dynamique des hausses en 1974 ? Les deux années précédentes, le relèvement rapide du revenu paysan (+ 13,4 % et + 10,4 %) en a été l'une des causes : les agriculteurs ont mis à profit l'augmentation de leurs recettes pour donner suite à leurs projets d'agrandissement. Mais déjà au cours de cette période, on a constaté le fait suivant : plus encore que la conjoncture agricole, les aléas monétaires ont été l'élément déterminant des hausses de prix. La terre est apparue comme une valeur refuge aussi sûre que l'or.

Cette évolution a été encore plus marquée en 1974. Au lieu de s'améliorer, le revenu paysan s'est fortement dégradé : — 8,7 %. En outre, le Crédit agricole a réduit de 11,3 % le volume des prêts fonciers consentis aux exploitants après l'avoir déjà diminué de 7,6 % en 1973. La demande agricole étant faible, la hausse a été « alimentée » par un rétrécissement de l'offre de terre, caractéristique de comportements spéculatifs. Guère plus de 550 000 hectares ont changé de mains, alors que les ventes avaient porté sur 620 000 hectares en 1973 et 655 000 hectares en 1972. Cette évolution s'est poursuivie au début de 1975.

A ce chef principal de hausse s'en sont ajoutés d'autres : l'achat de résidences secondaires et la spéculation foncière qui affectent plus spécialement certains départements de haute montagne ou de bord de mer. Il reste que le foncier constitue un investissement d'un poids excessif pour un agriculteur qui désire s'installer ou s'agrandir. Or la réforme du statut du fermage n'apporte que des réponses très partielles aux problèmes du rapport entre le capital foncier et le capital d'exploitation ; les formules associatives, telles que les groupements fonciers agricoles (G.F.A.), démarrent avec une extrême lenteur... Bref, le dossier de la terre reste — comme l'a dit le C.N.J.A. — un « *point noir* » de la politique agricole.

ALAIN GIRAUDO.



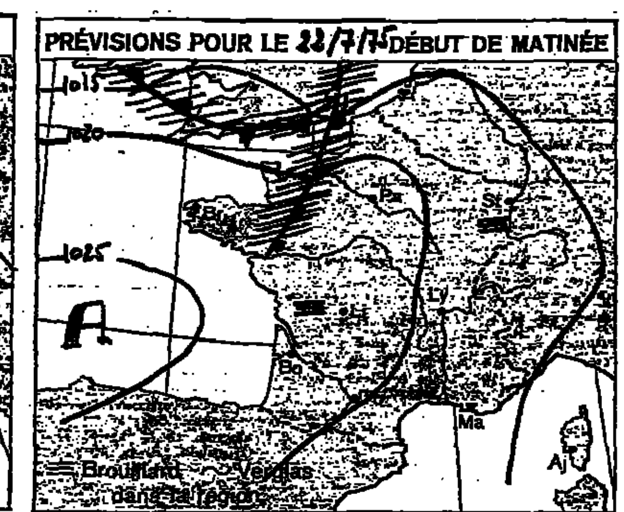
AUJOURD'HUI

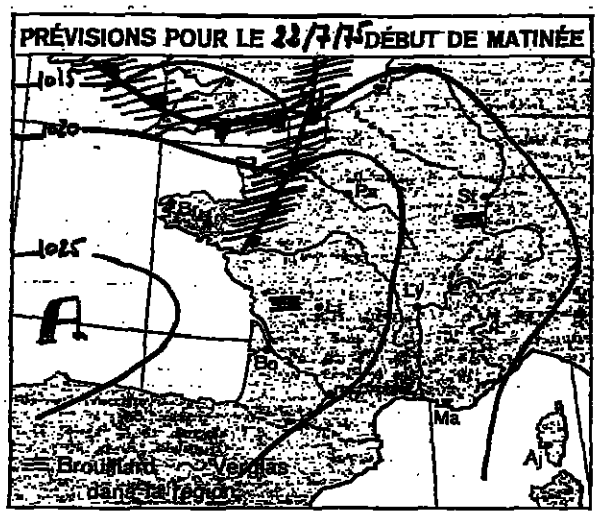
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.JUIL.75 A 0.h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 22/7/75 DÉBUT DE MATINÉE





...lution probable du temps en ...e entre le lundi 21 juillet à ...re et le mardi 22 juillet à ...ures.

...perturbations du courant ...ique continueront à circuler ...anada aux îles Britanniques et ...candinavie. Leur bordure méri... le touchera seulement la moitié de la France.

...di 22 juillet, de la Bretagne la Vendée à la frontière belge ...'Alsace, le temps sera variable, les nuages qui donneront quel... pluies passagères dans le Nord-... et le Nord. Les vents de sec... ouest seront modérés, et les ...ratures maximales s'élèveront ...m. Sur le reste de la France, ...a beau et chaud. Il y aura ...es nuages en montagne, mais ...l sera dégagé dans les régions ...erranéennes. Les vents, modérés ...teur nord dans la basse vallée ...hône, seront faibles ailleurs.

...di 21 juillet, à 7 heures, la ...on atmosphérique réduite au ...a de la mer était, à Paris-...ourget, de 1 015,9 millibars, soit ...millimètres de mercure.

...pératures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 juillet) : Biarritz, 24 et 16 degrés ; Bordeaux, 29 et 14 ; Brest, 19 et 11 ; Caen, 21 et 13 ; Cherbourg, 19 et 12 ; Clermont-Ferrand, 26 et 14 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 25 et 12 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 26 et 14 ; Marseille-Marignane, 31 et 21 ; Nancy, 25 et 16 ; Nantes, 25 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 21 ; Paris-Le Bourget, 26 et 17 ; Pau, 27 et 16 ; Perpignan, 33 et 21 ; Rennes, 25 et 15 ; Strasbourg, 24 et 16 ; Tours, 28 et 17 ; Toulouse, 29 et 17 ; Ajaccio, 26 et 16 ; Boulogne, 17 et 14 ; Deauville, 20 et 13 ; Granville, 22 et 14 ; Saint-Nazaire, 25 et 15 ; Royan-La Coubre, 33 et 19 ; Sète, 32 et 22 ; Cannes, 29 et 16 ; Saint-Raphaël, 29 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 22 et 15 ; Athènes, 36 et 24 ; Bonn, 21 et 16 ; Bruxelles, 21 et 17 ; Le Caire, 37 et 27 ; îles Canaries, 27 et 26 ; Copenhague, 21 et 13 ; Genève, 24 et 12 ; Lisbonne, 32 et 18 ; Londres, 22 et 12 ; Madrid, 35 et 16 ; Moscou, 25 et 14 ; New-York, 28 et 22 ; Palma-de-Majorque, 30 et 16 ; Rome, 28 et 20 ; Stockholm, 28 et 13 ; Alger, 30 et 16 ; Tunis, 32 et 21 ; Casablanca, 26 et 16 ; Barcelone, 28 et 19 ; Dakar, 30 et 26 ; Eilath, 39.

...rnal officiel

...nt publiés au *Journal officiel* ...0 juillet 1975 :

ARRETES

...fixant la liste des emplois ...es activités offerts au titre ...a mobilité ;

... portant désignation des ...mbres du comité central d'en...te sur le coût et le rendement services publics.

...S LISTES

...des candidats autorisés à se ...enter au concours d'entrée ...s le corps des administrateurs affaires maritimes ;

... d'admission à l'école des ...ciers de la gendarmerie natio... en 1975 ;

... des maréchaux des logis ...s de gendarmerie admis à ...le des officiers de la gendar...ie nationale à la suite du ...ours de 1975 ;

● de classement des officiers ...es de l'école d'application des ...ignes de vaisseau ;

... d'admission à l'école mili...e de la flotte en 1975 ;

... d'admissibilité au concours ...r l'admission à la section ...ministration de l'école du ser... de santé des armées de Lyon.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 206

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I						■			
II									
III			■	■					
IV						■			
V	■	■							
VI					■			■	
VII									
VIII	■				■				
IX				■			■		
X		■	■			■			
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Passé indéfini ; Désigne le *vulgum pecus*. — II. Tout juste bonne à faire le lézard ! — III. Fin de participe ; Pas niables. IV. Un charmeur ; Retient certaines choses. — V. Loin d'être fraîche (féminin admis). — VI. Est bien placé pour saisir parfois la balle au bond ; Lettre d'invitation. — VII. Pratiquement terminée ou fâcheusement corrompue. — VIII. Hurlé par un instructeur anglais ; Utilisai. — IX. Petit mot latin ; Sur les ailes de la fantaisie ; Pronom. — X. Préfixe ; Va et vient en Extrême-Orient. — XI. Certains n'arrêtent pas d'y penser (publicitairement parlant !).

VERTICALEMENT

1. Pour lui, l'heure du berger fut aussi la dernière ; Particule ; Pas dubitatif. — 2. Revient périodiquement ; Cri antique. — 3. Marque un progrès en amour ; C'est un véritable gouffre. — 4. Article étranger ; Illusoire ; Résultat d'une contraction. — 5. Leur cœur reste de glace ; Construite selon certaines règles. — 6. Evoque une importante et lointaine migration ; Vocable cher aux fotins. — 7. Gagneraient donc à être plus claires ; Orientation. — 8. Donnas des preuves de jugeote ; De très mauvais goût. — 9. Renonceraient à poursuivre.

Solution du problème n° 1 205

HORIZONTALEMENT

I. Dose. — II. Anévrisme. — III. Même ; te. — IV. Anciens. — V. Elites ; EO. — VI. Anes ; Ain. VII. Pressons ! — VIII. Les ; en ; se. — IX. As ; archer. — X. Avala — XI. Sal ; seins.

VERTICALEMENT

1. Damné ; plats. — 2. One ; Lares. — 3. Semaines ; ai. — 4. Eventés ; av. — 5. Cesseras. — 6. Titis ; oncle. — 7. Osée ; an ; hal. — 8. Im ; Neisse. — Tesson ; Eros.

GUY BROUTY.

Documentation

● LA DROME AU MICROSCOPE. — La documentation française publie dans sa collection « Notes et études documentaires », un numéro sur la Drôme : « *Une vallée fortement industrialisée et urbanisée formant un étroit couloir tout au long de la vallée du Rhône, un vaste arrière-pays de moyenne montagne dont l'aspect agricole et trop souvent dépeuplé tranche avec celui de la vallée.* » Ainsi se présente ce département que l'on traverse en descendant vers le Midi

(Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris ; prix : 12 F.)

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. -COMMUNAUTE (sauf Algérie)			
96 F	168 F	232 F	309 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
14 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE			
125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°



CARNET

Réceptions

— M. de Lojendio e Irure, ambassadeur d'Espagne en France, a donné une réception vendredi, à l'occasion de la fête nationale.

Naissances

— M. Jean-Pierre Drouin et Mme, née Solange Chipaux,
Caroline et Charles
sont heureux d'annoncer la naissance de
Catherine.
Le Mans, 4 juillet 1975.

— Patrick et Marie-Paule Francès,
et leur fille Mélanie,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Simon,
le 19 juillet 1975, à Boulogne-sur-Seine.
1, résidence « La Lisière du Golf »
92380 Garches.

Adoptions

— Michèle Bousquet et Arnold Brum ont la joie d'accueillir
Elsa,
née le 13 décembre 1972.
14 juillet 1975.
38, rue Notre-Dame-de-Nazareth,
75003 Paris.

Mariages

— Le docteur et Mme Jacques de Léobardy,
M. et Mme Breteu Marie,
M. et Mme André Tedesco,
font part du mariage de leurs enfants
Michel
et
Catherine,
le 18 juillet 1975.
Limoges - Paris.

— Marie-Claire Sarrazin,
professeur,
et Jacques Bénet,
administrateur civil,
sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré en l'église d'Ornans (Doubs), le 15 juillet 1975.
5, rue Vavin,
75006 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès du

général de division Jean BOYER

commandeur de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
officier de la Legion of Merit,
pieusement décédé à la résidence des Anciens de Polytechnique, à Joigny (Yonne), le 11 juillet, dans sa soixante-dix-septième année.

L'inhumation a eu lieu au caveau de famille, à Saint-Sernin-du-Plain (Saône-et-Loire), le 15 juillet.
La Ferrière,
71550 Anost.

[Né le 7 avril 1899 au Creusot (Saône-et-Loire), le général de division (cadre de réserve) Jean Boyer est sorti de *Polytechnique* dans l'artillerie. Avec le grade de lieutenant-colonel, il est à Londres, en 1943, à la mission de liaison de l'état-major suprême allié et, en 1944, chef du 4ᵉ bureau (logistique et transports) à l'état-major de l'armée. Avec le grade de colonel, il est, en 1948, secrétaire du comité d'actions scientifiques de la défense nationale. Promu général de brigade en 1950, il est directeur adjoint du service du matériel et, de 1951 à 1956, aux Etats-Unis, il est chef de la mission française de liaison pour le réarmement de la France. Il est admis, en 1957, dans le cadre de réserve avec le grade de général de division.]

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Pierre DUTOUR,
notaire honoraire,
survenu le 17 juillet 1975, à l'âge de soixante et onze ans, à Pont-du-Château.
De la part de
Mme Pierre Dutour,
M. et Mme Jean Dutour et leurs enfants,
M. et Mme Michel Dutour et leurs enfants,
L'abbé Jacques Dutour,
M. et Mme François Dutour et leurs enfants,
Mlle Marie-Claire Dutour,
M. et Mme François Dubost.
La cérémonie religieuse a eu lieu le 19 juillet.

— Dans l'avis de décès de
Didier DESMAREZ,
paru dans notre numéro daté du 19 juillet, il a été omis :
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Georges Fargues
Et la famille
ont la douleur de faire part du décès de
M. Georges FARGUES,
chargé d'études
au secrétariat général
du gouvernement,
commandant honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,
chevalier
des palmes académiques,
survenu le 17 juillet 1975, à l'âge de soixante ans, à Paris.
La levée du corps aura lieu le mardi 22 juillet, à 7 h. 30, 12, rue Méchain, Paris (14ᵉ).
Le service religieux et l'inhumation auront lieu à Mas-Cabardès (Aude).
Cet avis tient lieu de faire-part.
95, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

— M. Sam Levy,
M. et Mme Raymond H. Levy et leurs enfants,
M. et Mme Albert Papu,
M. et Mme Salomon Salmona,
M. et Mme André Levy, leurs enfants et petits-enfants,
ont la grande douleur de faire part du décès de
Mme Sam LEVY,
née Rachel Levy,
survenu le 17 juillet 1975, après une cruelle maladie.
Les obsèques ont été célébrées le 18 juillet 1975, dans la stricte intimité familiale.
79, rue Chauveau,
92200 Neuilly.
40, rue de Garches,
92420 Vaucresson.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 13 juillet 1975, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de
M. Georges LIEVEAUX,
agrégé de l'Université,
ancien combattant de 1914-1918.
5, avenue Ingres,
Paris (16ᵉ).

Remerciements

— Mme Geneviève Grimaldi, née Chanson, et ses enfants,
M. et Mme Pierre Grimaldi,
Mme veuve Chanson,
M. Marc-Antoine Suzzoni,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Charles Grimaldi et leurs enfants,
M. et Mme Panzani François et leurs enfants,
M. Jean-Nicolas Grimaldi,
Mlle Béatrice Grimaldi,
M. et Mme Thibert et leurs enfants,
M. et Mme Henri Barre et leurs enfants,
M. et Mme G. Chanson et leurs enfants,
M. et Mme Paillard et leurs enfants,
Les familles Arrighi, Mattei, Mari, Polidori, Suzzoni,
très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Toussaint GRIMALDI,
et dans l'impossibilité de répondre individuellement, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil par leur présence, leurs envois de fleurs, leurs messages de trouver ici l'expression de leurs remerciements attristés.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de
Jacques PASQUET,
officier de la Légion d'honneur,
son épouse demande à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir une affectueuse pensée.

— Pour le quinzième anniversaire de sa mort, une pensée amicale est demandée à ceux qui ont connu
André COYNE,
et s'en souviennent encore.

— Une messe pour
Louis SAUZIN,
doyen honoraire de la faculté
des lettres de Rennes,
sera célébrée pour le jour anniversaire de son décès, le 24 juillet, à 12 heures, en l'église Saint-Louis de La Roche-sur-Yon, où il fut baptisé.
Mme Sauzin, Espédaillac,
46320 Assier.

Visites et conférences

MARDI 22 JUILLET

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 14 h. 30, façade principale, sur les marches, Mme Oswald : « Palais Garnier, l'Opéra de Paris ». — 15 h., gare de Bellevue, Mme Bouquet des Chaux : « Meudon ». — 15 h., métro Gobelins, Mme Pajot : « Le quartier de la reine Blanche ». — 15 h., métro Tuileries, Mme Vermeersch : « Les sculptures de Maillol au jardin des Tuileries ».

15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h. 15, 2, rue de Marengo : « De la forteresse du Louvre au château des Tuileries » (Mme Barbier). — 15 h., métro Jaurès : « Itinéraire Eugène Dabit et Marcel Carné, vers l'Hôtel du Nord » (Mme Hager). — 15 h., 58, rue de Richelieu : « La Bibliothèque nationale » (Paris et son histoire). — 15 h., 11, quai de Conti : « La Monnaie » (Tourisme culturel).

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS

S. 5. - Tabl. Bib. Mob. Mᵉ Oger.

VENTE A 28000 CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
DIMANCHE 27 JUILLET 1975
10 h : ART POPULAIRE
Jouets et poupées
14 h. : TABLEAUX XVIIIᵉ et XIXᵉ
BIJOUX - OBJETS D'ART
ORATOIRES - TABLES - LITS
et ARMOIRES XVIIᵉ et XIXᵉ s.
Livres reliés pour rayonnages.
Mᵉ J. LELIEVRE, comm.-priseur,
8, r. Famin, Chartres, (37) 21-04-33
Expos. samedi 26 de 10 h. à 18 h.

AUTOMOBILE

Avec les nouvelles Simca 1307-1308 Chrysler-France compte redresser progressivement sa position dans les mois à venir

Chrysler-France annonce la sortie d'une berline Simca entièrement nouvelle et présentée en trois versions. Ces modèles porteront l'appellation 1307 GLS, 1307 S et 1308 GT. Ils s'inscrivent dans la classe des 1300-1500 cm3, catégories chères à la firme de Poissy, qui attend beaucoup de ces voitures. Elles seront commercialisées à la rentrée, après le Salon de Paris.

De ligne générale très profilée, avec une grande surface vitrée (six vitres latérales, un capot plongeant, un coffre arrière court, les 1307-1308 sont des limousines cinq portes, cinq places, « traction avant », à caisse autoportante. Elles mesurent hors tout 4,25 mètres de longueur, 1,68 mètre de largeur. La banquette arrière est rabattable, ce qui fait passer la capacité du coffre de 306 dm3 à 1 250 dm3. Le moteur, placé transversalement, est disponible en deux cylindrées : 1294 cm3 et 1 442 cm3.

La 1307 GLS prend un moteur 1294 dérivé de celui de la 1100 « spécial », la 1307 S a le même moteur, mais avec deux carburateurs, celui-là même qui dote la 1100 TI et la Matra Bagherra actuelle. Quant à la 1308 GT, on lui a attribué une unité entièrement nouvelle de 1 442 cm3 qui a été testée en rallye avec succès.

Les couples sont respectivement de 10,7 à 2 800 tours pour la GLS, de 10,9 à 3 000 tours pour la S et de 12,7 à 3 000 tours pour la GT. Suspensions avant et arrières à roues indépendantes, freinage assisté à deux circuits, habitacle rigide avec arceaux, réservoir de carburant protégé, ceintures à enrouleur, on n'a pas lésiné, semble-t-il, sur la sécurité.

Si certains détails de l'équipement varient selon les modèles (ainsi, par exemple, la 1308 GT aura des lève-glaces avant électriques et des lave-glaces de phares en série), sur les trois nouvelles voitures des innovations rarement vues sur véhicules de grande série ont été retenues : embrayage à commande hydraulique réglé sans garde, climatisation à turbine avec dosage d'air chaud et d'air froid, allumage transistorisé indéréglable.

La 1307 S et la 1308 GT ont en outre des phares à iode sans option.

Après avoir touché le creux de la vague en début et fin d'année 1974, période où la « crise » de l'automobile a été le plus ressentie par les constructeurs, Chrysler-France amorce à l'heure actuelle une remontée tant sur le marché national que sur celui des exportations. La firme de Poissy détenait en 1973 19,11 % du marché français, elle atteint aujourd'hui 10,3 % de ce marché.

L'objectif pour 1975 est de retrouver les chiffres de production de 1974, soit environ quatre cent soixante mille véhicules. D'ores et déjà, sur les cinq premiers mois de l'année en cours, les chiffres des exportations ont été supérieurs à ceux de 1974. Le marché italien a spécialement illustré cette « remontée ».

L'apparition des nouveaux modèles dont Chrysler attend beaucoup, puisque déjà on prévoit une cadence de sortie de 600 voitures/jour pour décembre prochain, devrait, selon ses dirigeants, permettre à la marque de redresser encore et progressivement sa position dans les mois à venir.

CLAUDE LAMOTTE.

★ Les prix des 1307-1308 devraient s'étager entre 21 500 F et 25 000 F, selon les modèles, tarifs « clés en main ».

● LA R 12 CHANGE DE TOILETTE, une calandre un peu différente de la précédente, un pare-chocs avant rehaussé et un pare-chocs arrière élargi, des feux de signalisation plus volumineux, telles sont les modifications extérieures apportées à la R 12. L'aménagement intérieur a également été modifié, notamment en ce qui concerne la sécurité et le confort des sièges, la disposition du tableau de bord et les commandes qui ont été rassemblées de façon à être plus maniables.

RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

GADGETS

Imagine-t-on cela ? S'entendre dire : voilà, on vous donne l'A 2, un samedi soir, prenez-la, faites-en ce que vous voulez avec qui vous voulez. Vous avez carte blanche. Ce doit être vertigineux. Cela n'a pas tourné la tête de Philippe Labro en tout cas. Lui, ce qu'il a choisi de nous présenter entre mille et une possibilités, ce sont les Olympic Towers, gratte-ciel résidentiels new-yorkais, super-luxueux, construits par Onassis ; ce sont des gadgets made in U.S.A., *des trucs absurdes, une boîte de biscuits pour chiens, une moumoute pour poitrine imberbe, une casserole et son couvercle touilleur. Ç'aurait pu être amusant, comme cela, en passant, en fin d'après-midi dans une émission du style* Au fil des jours *sur la chaîne à côté. Mais en prélude à ce magazine sur papier glacé ne comportant qu'une seule rubrique : ce que vous verrez à la rentrée, c'était mauvais signe.*

Ce que nous verrons, eh bien, c'est un feuilleton américain — il a l'air exécrable — acheté par M. Jullian, la Planète des singes. *C'est un film de terreur, américain encore — il a l'air formidable — tiré des* Dents de la mer. *C'est une suite de* French Connection, *dont on nous a montré de très courts extraits. C'est un nouveau livre — il ne l'a pas terminé — de Jacques Lanzman. Alors là, on nous a régalés, on nous a franchement gâtés. Jacques Lanzman a bien voulu nous en lire lui-même un très long passage. Accepter de s'interrompre ainsi en pleine création, de recevoir une équipe de télévision, de se montrer à sa table de travail, devant sa machine à écrire et ses feuillets épars, pendant ce qui nous a paru une éternité, quelle preuve de modestie, de générosité ! On était gêné franchement, on avait peur de déranger, on avait envie de s'esquiver, de partir sur la pointe des pieds, une envie d'autant plus pressante qu'on ne comprenait pas un mot de ce qui tombait de la moustache du grand homme.*

Autre moustache plutôt décevante, celle de Cavana, l'animateur de Charlie-Hebdo. *Dieu sait pourtant si on se réjouissait de le découvrir enfin à l'écran. Dans une émission moins aseptisée, plus corrosive, il aurait peut-être pu donner la mesure de sa franchise, de sa verve rigolarde et agressive. Mais là rien : un bon, un beau toutou. On avait envie de lui donner un de ces biscuits sous cellophane. Et d'en offrir un autre à Daniel Vangarde, jeune auteur-compositeur interdit, paraît-il, sur les postes périphériques. Son « bombardier » paraissait pourtant bien inoffensif lui aussi. Question d'éclairage sans doute, d'emballage.*

CLAUDE SARRAUTE.

Une lettre d'Ivan Levaï

Ivan Levaï, responsable de la session matinale d'Europe n° 1, nous écrit :

Un journaliste victime d'autres journalistes, voilà qui ne manquera pas de combler d'aise les hommes politiques dont nous déformons, quelquefois, la pensée !

En consacrant un article aux matinées d'Europe n° 1 dans le numéro du *Monde* daté 20-21 juillet, Mathilde la Bardonnie m'a présenté comme un chaud supporter de M. Denis Baudouin.

Cela ne manquera pas de surprendre le président de la Sofirad qui, lui, n'a rien oublié de la bataille que nous avons menée en 1974 à la suite de ses propos sur « le relâchement dans le ton et le persiflage » des journalistes de la station.

Afin que vos lecteurs ne se méprennent pas sur le sens de mes propos, il me faut dire ici que je ne justifie pas plus en 1975 qu'en 1974 l'accusation de persiflage portée contre les journalistes d'Europe n° 1.

(...) Il est bien entendu que la plupart des journalistes d'Europe n° 1 sont physiquement présents le matin, à l'heure où les auditeurs se réveillent.

Je regrette que ma consœur n'ait pas trouvé dans vos colonnes la place suffisante pour préciser ces trois points. Et pour noter qu'à la rentrée de septembre, outre ma présence à l'antenne comme « metteur en page », les auditeurs retrouveraient les journaux et les éditoriaux qui ont fait le succès de la station, avec une accentuation du « direct » et une programmation musicale améliorée (...).

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LUNDI 21 JUILLET

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Film : « Toi, le venin », de R. Hossein (1958), avec R. Hossein, M. Vlady, O. Versois.

Un homme aux prises avec deux sœurs, blondes et étranges, dont l'une est paralysée.

22 h. 10 (R.), Les conteurs : Muse et Tristan ; 22 h. 55, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Opéra : « la Clémence de Titus », de Mozart (livret d'après Métastase par Mazzola). Mise en scène A. Bourseiller. Chœurs de l'Opéra du Rhin dirigés par G. Wagner et Orch. lyrique de l'O.R.T.F. dirigé par Alberto Erède. Réal. R. Benamou.

Opéra écrit en deux actes par Mozart, quelques mois avant sa mort, et représenté en 1974 à l'occasion du Festival d'Aix-en-Provence.

22 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 25, Prestige du cinéma : « Doucement les basses », de J. Deray (1970), avec A. Delon, P. Meurisse, N. Delon.

Venu à Dieu parce qu'il se croyait veuf, le prêtre d'un village breton voit reparaître sa femme, une redoutable ravageuse.

21 h. 50, FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Problèmes d'hier et d'aujourd'hui : L'éveil nucléaire ; « la Révolution des machines », de R. Rolland (réalisation O. d'Horrer) ; 21 h., Concert. Perspectives du vingtième siècle : Stravinski, Webern, Durko, Denisov, Tamba ; 22 h. 30, Entretiens avec Paul Claudel, par J. Amrouche (R.) ; 23 h., Histoire de brigands.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.), En musique avec... : Chabrier, Fauré, Massenet, Debussy, Satie ; 20 h. 30 (S.), Concert de gala au château d'Oettingen-Wallerstein : « Concerto pour cor et orchestre en fa » (Rosetti), « Septuor pour flûte, 2 d'anches et trio à cordes » (Nisle) ; « Concerto en sol pour violoncelle et orchestre » (Reicha) ; « Quatuor en ré majeur pour flûte et cordes, opus 84 » (Amon) ; 22 h. 30 (S.), Correspondances : Richard Strauss ; 23 h. (S.), Reprises symphoniques ; 24 h. (S.), Molto cantabile ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

MARDI 22 JUILLET

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Les animaux du monde ; 21 h., Jeu : Le blanc et le noir ; 21 h. 45, Les grands mystères de la musique : la Sonate de Vinteuil, par Bernard Gavoty ; 23 h. 40, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot, (R.) « l'Extase et l'Agonie », film de C. Reed (1965), avec Ch. Heston, R. Harrison, D. Cilento.

L'Italie au début du XVIe siècle. Confrontation du pape Jules II et du peintre Michel Ange, chargé de décorer le plafond de la chapelle Sixtine.

Débat : « Michel-Ange ».

Avec la participation de notre collaborateur André Chastel, de l'Institut; Kathleen Weil-Garris, professeur d'histoire de l'art à l'université de New-York, Jean-René Gaborit, conservateur au département des sculptures du Louvre, Berto Lardeda, sculpteur ; Léo Tobiasse, peintre, Alberto Tementi, directeur d'études à l'École pratique des hautes études

23 h. 15, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 25, Westerns, films policiers, aventures : « la Septième Aube », de L. Gilbert (1964), avec W. Hodlen, S. York, Capucine, T. Tamba.

En Malaisie, où la population lutte pour son indépendance, un Américain cherche à sauver une belle Eurasienne condamnée à mort par les Anglais.

22 h. 30, FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : « Le christianisme, une nouvelle mythologie ? », avec M. Le Certeau et J.-M. Domenach ; 21 h. 20, Les grands concerts de la Sorbonne. Ensemble Enosis, direction M. Deutsch : Œuvres de Hanns Eisler ; 22 h. 30, Mémoires improvisés de Paul Claudel ; 23 h., Histoires de brigands.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.), En musique avec... ; 20 h. 30, Les madrigalistes de Prague au Festival estival : « Huitième Livre » (Monteverdi) ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

D'une chaîne à l'autre

M. JEAN MARIN, ADMINISTRATEUR DE LA SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE TÉLÉ-MONTE-CARLO

● M. Jean Marin, ancien président-directeur général de l'agence France-Presse, administrateur de l'agence Publicis, a été nommé au conseil d'administration de la Société spéciale d'entreprises en remplacement de M. Jacques Wormser, décédé. La Société spéciale d'entreprises, société de droit monégasque, exploite la station de télévision Télé-Monte-Carlo.

UN SONDAGE FAVORABLE A A2

● *Quatre quotidiens régionaux la Dépêche du Midi, le Midi libre, les Dernières Nouvelles d'Alsace et Paris-Normandie,* ont publié la semaine dernière un sondage réalisé entre le 3 et le 5 juillet par la SOFRES, sur la nouvelle télévision, favorable, dans l'ensemble au système de concurrence des chaînes (54 % contre 32 %) et à Antenne 2, en particulier, jugée plus gaie (33 % contre 22 % à TF 1 et 5 % à FR 3), plus imaginative (24 % contre 15 % à TF 1 et 10 % à FR 3), plus variée (34 % contre 24% à TF 1 et 5% à FR 3); TF 1 étant jugée plus courageuse (16 % contre 12 % à A2 et 7 % à FR 3). Cinquante-deux pour cent des téléspectateurs interrogés trouvent les journaux télévisés équilibrés, 28 % les trouvent trop favorables à la majorité. 2 % leur reprochent d'accorder une trop large part à l'opposition. Les films sont le genre le plus apprécié (54 %), les feuilletons, le plus décrié (20 %) ; les débats ont 22 % de fidèles, mais 37 % des réponses indiquent qu'il y en a trop. Enfin, ce sondage qui n'exprime que des jugements, mais ne tient pas compte des choix réels de programmes des téléspectateurs révèle que 43 % des personnes interrogées sont plus satisfaites des programmes qu'il y a un an ; 22 % sont moins satisfaits ; 26 % considèrent qu'il n'y a pas de changement (le sondage ne rappelle pas qu'il y a un an, au moment du vote de la loi, l'O.R.T.F. faisait l'objet d'une campagne hostile, et que les programmes « minimum » étaient nombreux en raison des grèves)...

Aux Etats-Unis, où les sondages sont une véritable institution, la Nielsen Co, organisme spécialisé, révèle que 97 % des foyers possèdent la télévision et la regardent en moyenne six heures onze minutes par jour. On n'en est pas encore là.

« OPÉRATION LANGUEDOC - ROUSSILLON » SUR FRANCE-INTER.

● *Quelques émissions de France-Inter (Le jeu des 1 000 francs, Eve et Liliane, Inter-danse)* sont réalisées dans le Languedoc-Roussillon, à l'occasion d'une « opération » lancée par la station dans cette région jusqu'au 17 août. Les enregistrements ont lieu à la Grande-Motte jusqu'au 23 juillet ; le 24, les animateurs seront à Carnon-Plage, et du 25 au 27, à Port-Camargue.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 22 JUILLET

— *M. Michel Debré,* ancien premier ministre, est l'invité de R.T.L. au journal de 13 heures.

SPECTACLES

théâtres

Lundi 21 juillet

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. : Ariane et Barbe-Bleue.

Les autres salles

Biothéâtre, 21 h. : l'Ombre isocèle, théâtre musical.

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or.

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.

Cour des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse; 22 h. : Elle, elle et elle

Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.

Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.

Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.

Michodière, 16 h. 30, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Hommage à Pierre Fresnay (voir cinéma festivals).

Mouffetard, 20 h. 30 : les Grandes Invasions barbares du Ve siècle ; 22 h. : les Causeries de Sherlock Holmes et du Dr Watson.

Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.

Tertre, 20 h. 30 : Corruption au palais de justice.

Troglodyte, 22 h. : Retrouvailles de l'imaginaire.

Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
L'Ange Bleu, 23 h. : Spectacle de Jean Marie Rivière.

Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue

Kiss me, 22 h. : Bons baisers de Paris

Lido, 22 h. 30 et 0 h. 45 : Grand jeu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : l'Année de la frime

Le music-hall

Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Revue.
Olympia, 20 h. 45 : la Magie.

La danse

Cour Carrée, 20 h. 45 : la Belle au bois dormant, par le ballet de l'Opéra.

Jardin des Tuileries, 21 h. 30 : Danses de Bal

Festival estival

Musée des Monuments français, 18 h. 30 : Cl. Bernard, violon, et M. Delfosse, clavecin (Leclair, Bach).

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h. 30 : Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, dir. M. Andreae (Schubert, Brahms).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Ludwig, requiem pour un roi vierge, de H.J. Syberberg; 18 h. 30 : Diary of nobody ; Watch the birdie; A House in Bayswater, de K. Russell; 20 h. 30 : Cosimo de Medici, de R. Rossellini; 22 h. 30 : Léon Battista Alberti, de R. Rossellini.

Les films nouveaux

LA SANCTION, film américain de et avec Clint Eastwood. — (V.o.) U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) (V.f.) Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral (734-20-70) ; Murat, 16e (288-99-75)

LA GRANDE CASSE, film américain de H. B. Halicki — (V.f.) Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) : Nation, 12e (343-04-67)

Les exclusivités

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).

ALICE N'EST PLUS ICI (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).

ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marais, 4e (278-47-86).

ALOISE (Fr.) : Olympic, 14e (783-67-42)

ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A., v.o.) St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

BELLADONA (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

LA CAGE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (770-20-89).

C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : France-Elysées, 8e (225-19-73) ; Maxeville, 9e (770-72-87) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Les Nations, 12e (343-04-67) ; Quintette, 5e (033-35-40).

LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. et 22 h 15

LES DEUX MISSIONNAIRES (It., v.f.) . Rex, 2e (236-83-93)

EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).

EXHIBITION (Fr.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Scala, 10e (770-40-00) ; Napoléon : 17e (380-41-46) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Liberté-Studio (343-01-59) ; Clichy-Pathé, 18e (522-35-41).

LA FAILLE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72)

FAR-WEST STORY (It., v.o.) : George-V, 8e (225-41-46) ; (v.f.) : Moulin-Rouge, 18e (606-63-26), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) Marignan, 8e (359-92-82) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; (v.f.) : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Templiers, 3e (272-94-56), Plaza, 8e (073-74-55).

L'IBIS ROUGE (Fr.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).

INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LE JARDIN QUI BASCULE (Fr.) : Murat, 16e (288-99-75).

LENNY (A., v.o.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; (v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86).

KAFR KASSEM (Lib., v.o.) : 14 Juillet, 11e (700-51-13), à 14 h., 18 h., 22 h

LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Templiers, 3e (272-94-56) ; Murat, 16e (288-99-75)

LES ORDRES (Fr.) : 14 Juillet, 11e (700-51-13), à 16 h. et 20 h.

PAS DE PROBLEME (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18), Bretagne, 6e (222-57-97), Rex, 2e (236-83-93).

PRESAGE (Mex., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

PROFESSION REPORTER (It., v.o.): Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Concorde, 8e (359-92-84), Mayfair, 16e (525-27-06), Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36), Saint-Michel, 5e (326-79-17) V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

SEUL LE VENT CONNAIT LA REPONSE (Fr.) : Liberté-Club, 12e (343-01-59).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio-Galande, 5e (033-72-71), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).

LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

TITI SUPER STAR (A.) : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).

TOMMY (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Boul'Mich', 5e (033-48-29).

TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.f.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (An., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59). V.f. : Lumière-Gaumont, 9e (770-84-64), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16)

VA TRAVAILLER VAGABOND (It., (v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)

VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42)

VIOLENCE ET PASSION (It., vers. ang.) : UGC-Marbeuf, 8e (225-47-19).

LE VOYAGE FANTASTIQUE DE SINBAD (A., v.o.) : Balzac, 8e (359-52-70). V.f. : Hollywood-Boulevards, 9e (770-10-41) Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse 83, 6e (544-14-27).

Les rééditions

L'AVENTURE C'EST L'AVENTURE (Fr.) : Biarritz, 8e (359-42-33), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

NEVADA SMITH (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12). V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22), Mistral, 14e (734-20-70), Clichy-Palace, 17e (387-77-29).

SPARTACUS (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). V.f. : Français, 9e (770-33-88), Caravelle, 18e (387-50-70), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LE VOLEUR (Fr.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e, (758-24-24), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75).

Les grandes reprises

AU CŒUR DE LA NUIT (A., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25)

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14); Quintette, 5e (033-35-40). ; v.f. P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42)

CHERIE JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).

DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).

JULIETTE DES ESPRITS (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).

LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) (**) : Action-Christine, 6e (325-85-78)

SENSO (It., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13.

SHERLOCK JUNIOR (A.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Dragon, 6e (548-54-74) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action-Lafayette, 9e (878-80-50) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13)

Les festivals

MARAIS II 4e (278-47-86) : Eldridge Cleaver Black Panther.

MARAIS III, 4e (278-47-86) : Les Deux Orphelines.

INGMAR BERGMAN (S., v.o.) : Racine, 6e (633-45-71) : La Honte.

LA FETE A WOODY ALLEN (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : Woody et les robots.

ALFRED HITCHCOCK (A., v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33) : la Mort aux trousses.

JACK LEMMON (A., v.o.) : Action-La Fayette 9e (878-80-50) : Jours de vin et jours de roses.

PROGRAMME JEAN VIGO : Le Seine, 5e (325-92-46), 12 h., 14 h. 10, 16 h. 20, 18 h. 30 : l'Atalante ; 13 h. 20, 15 h. 30, 17 h. 40 : Zéro de conduite

CONTES EROTIQUES DE PASOLINI (v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) : (v.f.) le Décameron (sam.); les Mille et une nuits (dim.).

VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE : Studio Parnasse, 6e (326-58-00) : Scènes de chasses en Bavière.

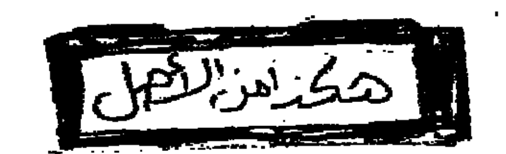
FRED ASTAIRE-GINGER ROGERS (v.o.) . Mac-Mahon, 17e (359-24-81). En suivant la flotte.

HOMMAGE A PIERRE FRESNAY : Théâtre de la Michodière, 2e (742-95-22), 16 h. 30 et 20 h. 30 : les Trois Valses ; 18 h. 30 : Adrienne Lecouvreur

LE PANTHEON 75 (v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) : Trotta.

LES GRANDS AUTEURS : André-Bazin, 13e (337-74-39) : Tristana.

REVOLTE ET CONTESTATION : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) : Fat City.



ARTS ET SPECTACLES

...rtivals

...Italien et Lucrèce ...s la Cité des papes

...l'exception de très jeunes qui peut encore « décou- Avignon ? Un Italien de ...nte ans, Fabio Pacchioni. ... Monfort lui a demandé de ...ttre en scène dans « Lucrèce ...a », au cloître des Carmes. ...st la première fois que Pacchioni travaille pour ...stival ; c'est aussi la pre... fois qu'il se trouve ...onté à des comédiens pro...nnels français. Pourtant, ...st pas un débutant. Dès ... en Italie, il fonde une ...compagnie, la Pigna, qu'il ...tient trois ans : « Nous ...s ensemble dans une ...le maison, dit-il. Pour des ...s économiques et aussi ... chercher ensemble des ...s d'expression « populai... c'est-à-dire qui portent ... signification sans ambi... Un théâtre laboratoire, en ...te. »

...te recherche, Pacchioni la ...uit en Amérique latine. ...vé par l'Unesco pour une ...on pédagogique en Equa... il y reste six ans, forme ...e équipes de comédiens, ...lesquels il monte à Quito ...pectacles. Mais, surtout, il ...mène dans les forêts, dans ...llages indiens. Ces Indiens ...illés de leurs biens, de leur ...re, ne possédant plus que ... résignation à la misère. Il ...agit pas de venir les dis... : un moment ni de les ...quer », mais de trouver un ... de rencontre, de faire ...e un dialogue et de le ...ler.

L'Equateur, la République ...inicaine, l'Afrique noire et, ...rd'hui, la France. Pour... ? « Ce sont, dit Pacchioni, ... circonstances. Je pourrais ...i bien aller travailler à ...res ou à Rome. » Mais il ... installé à Paris, plus pré...ment à Sainte-Geneviève-...Bois, au Centre culturel. ...dant plus d'un an, il forme ...jeunes amateurs, avec qui il ...te deux spectacles, dont ... Soleil foulé par les che... ». D'abord à Sainte-Gene...e, puis à la Resserre de la ... internationale. Journalistes ...spectateurs — et parmi eux ...a Monfort — sont venus, ...vu, ont aimé.

Ainsi, Fabio Pacchioni ...mence sa carrière « pari...ne » à Avignon, avec Victor ...o, dont il apprécie l'univers, ... goût des clairs obscurs, des ...ions, des orages ». Il ne veut ... pourtant, jouer de l'ou...ce baroque. Son travail le ... délicat a été de dépouiller ...mélodrame de ses fioritures ...ans rien changer au texte — ...le modifier la vision hugo...ne, trop soumise à la ...rale » du dix-neuvième siè... : « Lucrèce n'était pas ce ...nstre chargé de vices à tra... lequel Hugo prend des ...anches. Je revendique ...age d'une femme intelli...te, victime d'un monde ...ommes. Il n'y a là aucun ...ortunisme, seulement la ...té de l'histoire. Les Borgia, ...faut le savoir, étaient des ...res, presque des analpha...es. Comme toute la noblesse ...cette époque, ils se battaient ...ir la possession de la terre, ...s scrupules sur les moyens ...ployés : meurtres, trahisons. ...font partie de ceux qui ont ...ardé pour des siècles l'unité ...tionale, qui ont tenu le ...ple écarté de l'histoire. D'ail...rs, de l'histoire, ils étaient ...conscients. Ils ont réglé leurs ...mptes personnels, et c'est ...t.

» Je n'invente rien. Simple...nt, je fais du serviteur ...betta un disciple de ...chiavel, un représentant de ... classe qui prendra le pouvoir ...sque les nobles auront fini ... se dévorer... Lucrèce est un ...strument passif entre les ...ains du pape. L'époque ne lui ...corde aucun moyen de ...fense. L'inceste ? Je le vois ...r un plan abstrait, le plan du ...mbole. Dans ce monde rustre, ...uel, cette femme éprouve le ...soin désespéré d'un amour ...solu, irréalisable. L'amour ...une mère pour son fils, du ...ls pour sa mère. Il faut bien ...e le fils tue, tranche le cor...n ombilical. La mort de ...ucrèce n'intervient pas comme ... châtiment de ses « crimes », ...ais comme la fatalité d'un ...mécanisme — social et onirique — qui se met en mouvement.

» Je joue avec des évoca...ons ; j'espère qu'elles seront ...laires, car je reste discret. Il ...ut faire confiance au public. »

C. G.

★ Cloître des Carmes, du 4 au août.

THÉATRE ET MUSIQUE A AVIGNON

« WOYZECK » aux Carmes

Des pierres effritées, délavées par les siècles, des ogives qui s'ouvrent sur le néant, du sable couleur de la pierre, un feu rougeoyant, des ombres en lambeaux couleur du sable. Quand commence *Woyzeck* — le spectacle de Daniel Benouin — une apocalypse a déjà démantelé la terre.

Entre deux rires criards, les ombres marmonnent des phrases prononcées jadis, regardent le ciel et disent là est l'éternité ; regardent le feu et disent là est l'instant. Dans cet instant, le temps du spectacle, le soldat Woyzeck marche le long d'un chemin poussiéreux, traverse la scène traînant les pieds, faisant voler le sable, répétant pour lui-même : « *Marie, je te verrai à la fête, j'ai gardé des économies.* » Son esprit démantelé fait renaître une foule théâtrale en oripeaux de bateleurs si usés qu'ils gardent seulement quelques taches de couleur, ou en armure dont le métal terni garde seulement quelques plaques brillantes. Foule anonyme, accusatrice, à laquelle se mêlent ceux qu'il a aimés et ses maîtres, ses bourreaux et le fou, homme au crâne rasé, son double. Par flashes, Woyzeck reconstruit des instants graves autour du feu avec Andres, son ami : l'instant où Marie, sa femme, dansait avec le tambour-major, danse démultipliée par des couples caricaturaux, qui se balancent doucement ensemble d'avant en arrière comme des pantins suspendus à des fils.

Woyzeck ne sait plus qui est qui : il reconstitue l'instant où il est humilié, vaincu par le tambour-major, celui où il poignarde Marie, où son esprit — ou la terre — se démantèle. A cet instant, il se sent fort mais déjà il est mort pour les autres et les autres sont morts, pantins coupés de leurs fils. Un médecin légiste, très présent, très concret, constate : *c'est un beau crime.* Woyzeck se perd sous le sable qui tombe en avalanche du mur effrité. Tout en haut du clocher, comme un point d'ironie exacerbé, ponctuant ce tableau de charnier, apparaît le fou qui hurle : je suis un athée domestique.

De la pièce de Büchner, Daniel Benouin conserve la trame, l'histoire d'un homme angoissé par les forces souterraines qu'il ressent autour de lui, en lui. Un homme pauvre que tout le monde exploite. Seulement, l'histoire est vue entièrement dans la tête malade et romantique de Woyzeck. Daniel Benouin en traduit les déviations, les éclatements, par l'éclatement du texte, par les transferts de répliques des personnages, les redites, les scènes simultanées qui se redoublent ou se contredisent. Sans la moindre confusion, c'est la dure marche de la folie. Le spectacle commence et se termine dans le paroxysme, avec des moments de creux, ceux où Woyzeck se désagrège ; des moments de cris, ceux où Woyzeck se débat pour tenter de se dégager. C'est une suite de tableaux splendides, poignants. On ne finirait pas de les énumérer.

Ayant eu de l'argent (*Woyzeck* est la première production de Daniel Benouin à la Comédie de Saint-Etienne), donc du temps (la troupe a pu répéter un mois au cloître des Carmes), Daniel Benouin n'a rien laissé au hasard. Emporté par l'exaltation, il a voulu tout mettre, il surajoute parfois et manque de faire basculer le spectacle dans la préciosité, l'esthétisme. De plus, son parti pris extrême (et rigoureusement tenu) relègue au second plan les rapports hiérarchiques réels qui enferment Woyzeck et la forcent à la folie, au meurtre. Ils ne sont jamais vus de l'extérieur et, si on ne connaît pas la pièce initiale de Büchner (dont Daniel Benouin a fait la traduction et l'adaptation), on risque de mal les saisir.

Mais l'espace et le mystère du cloître des Carmes sont fabuleusement utilisés. Les éléments de décor et les costumes de Dominique Borg s'accordent magnifiquement à l'architecture. Jean-Claude Durand — Woyzeck — marche sur la tranche aiguë entre le réel et le délire avec précision, avec force, avec grâce. Il est le personnage voulu par Daniel Benouin d'une façon hallucinante. Il y a aussi Alain Duclos (le fou), Jacques Roux (Andres), Dany Kogan (Marie)... *Woyzeck* est une belle entrée en matière pour Daniel Benouin à Saint-Etienne.

COLETTE GODARD.

★ Jusqu'au 23 juillet au cloître des Carmes.

De Vincennes à Saint-Étienne

Daniel Benouin, nommé directeur, avec Guy Lauzin, à la Comédie de Saint-Etienne, a vingt-trois ans. Il est alsacien, a fait H.E.C., une licence de psychologie, un doctorat en sciences économiques et du théâtre à partir de seize ans, en arrivant à Paris. Il a fait partie de l'Aquarium lorsque la troupe était universitaire. Il l'a quittée parce qu'il voulait faire des mises en scène. Il a monté *la Mort de Danton*, de Buchner ; *la Mort du docteur Faust*, de Gheiderode.

« *Entre dix-sept en vingt-trois ans*, dit-il, *j'ai intellectualisé à mort. Maintenant, c'est différent. A vingt-quatre ans, j'ai dû choisir. On m'a proposé une situation fantastique comme jeune cadre. Mon père est mort. Il était pour moi quelqu'un d'extraordinaire. C'était un industriel socialisant. Il ne concevait pas que je fasse du théâtre. Mais, quelques jours avant sa mort, il m'a dit que j'avais raison d'essayer. A partir de là, j'ai choisi, et il ne m'est pas possible de ne pas le faire correctement !* »

Il y a quelques années, le ministère des affaires culturelles a demandé à Daniel Benouin de devenir administrateur. Il l'a fait six mois à Malakoff et est parti. Il a réuni des comédiens, a fondé le Théâtre de l'Estrade, a monté *les Mythophages* à la maison de Lorient et est parti. Il s'est présenté au Théâtre Daniel-Sorano de Vincennes et est resté. Il y a monté six spectacles dont *les Corbeaux*, *Deutsches Requiem*, etc. Il y est encore comme metteur en scène du Théâtre de l'Estrade. Cela va lui permettre de développer les points de chute de ses spectacles : « *Le danger de la décentralisation*, dit-il, *c'est la sclérose. Il faut multiplier les activités, créer de petits bouillons où fermentent toutes sortes d'alchimies. Il faut présenter les spectacles dans la plus grande région possible et il faut se faire reconnaître.* » Il partage à égalité avec Guy Lauzun le montant de la subvention. Cette année, sa seule production à Saint-Etienne est donc *Woyzeck* ; Guy Lauzun monte *Comme il vous plaira*. La Comédie de Saint-Etienne coproduit également le spectacle que Michel Lonsdale et Michel Puig présentent actuellement à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

C. G.

Les madrigalistes de Prague à la cathédrale Saint-Pierre

Aubergiste et organiste dans le sud de la Bohême, Adam Michna Z. Otradovic (1600-1676) fut en même temps un compositeur de talent. Ses chansons sur des mélodies populaires révélées dimanche soir, dans la cathédrale Saint-Pierre d'Avignon, par les Madrigalistes de Prague en témoignent. Son nom ne nous est pourtant pas plus familier que ceux de Samuel Capricornus ou de Frantisek Ignace Tuma, deux grands maîtres de l'école tchèque des XVIIe et XVIIIe siècles, qui figuraient au même programme avec un motet et un Stabat Mater. S'il ne s'agissait peut-être pas de pages essentielles, elles prouvent en tout cas la vitalité musicale d'une ville comme Prague, vitalité sans laquelle les succès qu'y remporta Mozart alors que Vienne boudait sa musique ne s'expliqueraient pas.

Est-ce la mobilité des frontières ou la diversité des influences reçues qui rendent assez vaine toute tentative pour dégager en quelques mots la spécificité de cet art à la fois original et composite ? En dehors de certaines tournures inattendues d'enchaînements harmoniques étranges, ce qui frappe, d'une œuvre à l'autre, dans ce vaste panorama allant du XVe au XVIIIe siècle, c'est la présence d'archaïsmes qui mettent en défaut nos critères de jugement trop étroitement liés au concept de modernité historique.

Le Rorate anonyme du XVIe siècle par lequel débutait ce concert est particulièrement représentatif : des mélodies grégoriennes à l'unisson y alternent avec des séquences polyphoniques modernes à la fin desquelles on est surpris de trouver parfois une cadence d'une autre époque. Parmi les « curiosités », relevons également la présence du cymbalum dans la Pastorale des trois rois, *de Simon Brixi (1693-1735).*

S'il est possible d'émettre quelques réserves quant à la justesse de certains passages ou la qualité intrinsèque des voix de certains solistes, la fidélité des Madrigalistes de Prague à l'esprit et au style des œuvres qu'ils interprètent n'est plus à souligner. Quant au choix d'un tel programme — qui ne constitue pas la partie la plus importante du répertoire de cet ensemble, — il est tout à l'honneur des responsables. Le même souci d'originalité se retrouve d'ailleurs dans les trois autres soirées de ce cycle de musique sacrée, elles aussi retransmises ultérieurement par France-Culture : negro spirituals, musique sacrée de l'Inde et de l'Angleterre médiévale s'y succèdent avec opportunité. Les lieux où le gothique et le baroque font bon ménage s'y prêtent tout à fait : quant à l'acoustique, elle est excellente.

GÉRARD CONDÉ.

« La Walkyrie » à Orange

(Suite de la première page.)

Grâce aux Romains et à une intelligente politique de vedettariat, le Sud-Est bénéficie ainsi, avec une très large assise populaire, de spectacles qui ne seraient concevables qu'à Paris ou à l'étranger ; et l'on peut se demander, devant le succès, s'il ne conviendrait pas à l'avenir de doubler ou tripler les représentations.

Le phénomène est important, malgré son caractère ponctuel, au moment où les conseils régionaux de Provence-Côte d'Azur et de Languedoc-Roussillon jettent les bases, avec le secrétariat d'Etat, d'une « fondation méditerranéenne de la culture », dont la création a été décidée ce même samedi à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. Nous y reviendrons.

***

Par sa monumentalité même, le théâtre antique d'Orange se montre aussi souple qu'un théâtre élizabéthain. Nul besoin de décors compliqués : le mur renvoie la grandeur des œuvres et le dispositif scénique de Paul Hager s'y accordait parfaitement : trois podiums rocheux géométriques et en escalier, sur lesquels les vastes dialogues, le combat, la chevauchée, se déployaient avec l'ampleur cosmique qu'ils ont dans la musique, bien que le metteur en scène ait peut-être abusé de ces mouvements d'un rocher à l'autre, alliant une certaine agitation à une incontestable beauté des rapports entre les personnages, à la fois stylisés et exceptionnels.

Moins hiératique que celles de Wieland Wagner, la réalisation de Paul Hager (administrateur des théâtres de Dortmund) retrouve un caractère plus légendaire et frémissant, que souligne le retour de Jean-Claude Sotto à des costumes traditionnels : Hunding, chevelu et barbu, perdu dans des amoncellements de peaux de biques, Wotan avec son casque aux ailes de Victoire de Samothrace, comme Brunehilde dans ses merveilleux voiles de déesse aux pans de feu, soulevés par le mistral.

***

Walkyrie une nouvelle fois, Birgit Nilsson restera inoubliable par la noblesse des gestes, le rayonnement intense du visage et l'accent lyrique, bien que sa voix ait paru moins ferme et infaillible que dans « Tristan » il y a deux ans. A ses côtés, Léonie Rysanek était comme toujours la plus bouleversante des Sieglinde avec ce contraste d'une voix rayonnante de tendresse féminine broyée par la douleur et le désespoir et cet accord si profond du geste et de l'expression, cependant que Nadine Denize, en si haute compagnie, confirmait entièrement les espoirs mis en elle : voix précise et parfaite de Fricka, opiniâtre et charmante déesse du devoir conjugal. Les appels sauvages des excellentes Walkyries se répercutaient en écho sur le mur avec de beaux effets stéréophoniques variant sans cesse dans le tourbillon des groupes.

Très belles voix également chez les hommes avec Richard Cassilly, Siegmund très rude, qui manquait un peu de rayonnement, Théo Adam, Wotan, dont les demi-teintes se perdaient un peu dans le vent, et John Macurdy, un Hunding plus humain et émouvant que de coutume.

La direction de Rudolf Kempe a semblé moins convaincante et lyrique que l'an passé dans « Salomé » mais elle souffrait au premier chef de ce vent, infernal tourneur de pages, qui dispersait et rétrécissait les sonorités de l'Orchestre national.

JACQUES LONCHAMPT.

Jazz

Un bon départ sur la Côte d'Azur

Montreux n'en était pas à sa dernière soirée qu'à Nice, jeudi, et à Antibes, samedi, les deux festivals de la Côte donnaient leurs premiers concerts. L'armada niçoise de George Wein déploie ses forces aux arènes et tout au fond des jardins et devant le musée Matisse, où s'agitent les danseurs. La troupe antiboise, elle, occupe en matinée la scène d'un théâtre couvert et retrouve à la brune les tréteaux de la pinède devant l'hôtel Provençal.

A Nice, les groupes se font et se défont selon une distribution qui varie quotidiennement et que l'on apprend sur le tableau d'affichage, à l'entrée. Dimanche, quelques rencontres sollicitaient une attention particulière : celle de Bobby Hackett et Chet Baker, et celle de Ruby Braff, Joe Newman, Harry Edison et Clak Terry, pour une nuit de la trompette.

Dimanche encore, à 24 kilomètres de là, jouaient au même moment, au square Gould et avant Count Basie, un époustouflant Johnny Griffin et un Milt Jackson privé de son vibraphone et donc pianiste inattendu.

Antibes fut d'ailleurs, l'an passé, la cité du piano. Elle pourrait bien l'être encore. Ray Bryant a convaincu, aux côtés de Griffin, tout autant que, la veille, le fidèle accompagnateur d'Ella, Tommy Flanagan, qui prend, au fil du temps, de plus en plus l'apparence d'Onésime, le père du Bicot de Branner, Tommy Flanagan, homme tranquille, artiste estimé des artistes, musicien des plus purs qui soient. Sur la Côte, on ne sait plus où donner de l'oreille. Ce n'est pas le conflit des jazz qui éclate de façon manifeste, c'est la rivalité batailleuse des villes. — L. M.

■ Le dernier spectacle du Centre dramatique occitan, « Martin Bidoure o lo cop d'estat de 1851), de Gaston Beltrame, sera donné tous les soirs, à Avignon, au club Léo-Lagrange, du 26 juillet au 9 août.

■ Pierre Henry, qui fête cette année un quart de siècle de pratique électro-acoustique, donnera, les 6 et 7 décembre, une série de concerts dans la salle du Conservatoire national d'art dramatique. Il inaugurera également la nouvelle grande salle de Chaillot avec la création de « Futuristie 1 », un hommage au peintre et musicien futuriste Luigi Russolo.

■ L'acteur soviétique Boris Babotchkine est mort à Moscou, à l'âge de soixante et onze ans. Il avait, en 1934, tenu le rôle principal dans le film « Tchapaiev » de Serge et Georges Vassiliev. Puis il s'était consacré à la mise en scène, ne jouant plus que de manière épisodique.

En bref

Culture

Le parti socialiste à Avignon

Le parti socialiste organise quatre rencontres à Avignon, pendant la durée du Festival. Le débat du 23 juillet réunira MM. Henri Duffaut, Nelly Commergnat, Louis Perrein, Roland Predieri et Guy Penne sur le thème des « municipalités socialistes ». MM. Georges Fillioud et Charles Josselin parleront, le 24, des « municipalités face à l'Etat dans l'action culturelle ». Bernard Pingaud, Armand Gatti, Guy Foissy et Antoine Duhamel évoqueront, le 25, le rôle des « créateurs dans l'action culturelle ». « Les socialistes et la décentralisation culturelle » feront enfin l'objet du débat du 26, que présidera M. Dominique Taddei. Ces réunions se tiendront à 17 heures, au palais du Roure (les 23 et 26) et à l'hôtel de ville (les 24 et 25).

Création d'un centre de documentation sur l'Algérie entre 1830 et 1962

Un centre national de culture et de recherches historiques sur « L'Algérie — Terre française de 1830 à 1962 », s'ouvrira l'automne prochain à Aix-en-Provence. Il a été créé à l'initiative de MM. Ciccolini, sénateur et maire d'Aix-en-Provence (socialiste), Edouard Baldo, ancien conseiller général d'Alger, ancien adjoint au maire d'Alger, co-président du mémorial national des rapatriés, Robert Martinet, secrétaire général du mouvement national Municipalités et Souvenirs, de Mme Henriette Charles Vallin, ancienne vice-présidente de l'Assemblée algérienne, ancienne conseillère du gouvernement en Algérie et de Mlle Pasquier Bonde.

Ce centre fonctionnera en bibliothèque et réunira des documents se rapportant « *aux aspects historiques, économiques, sociologiques, scientifiques, juridiques, romanesques et folkloriques de la vie de l'Algérie jusqu'en 1962* » ; il sera « *l'occasion pour tous nos compatriotes (...) de mieux connaître la civilisation de l'Algérie à travers les différentes étapes de son développement, et de mieux sentir les problèmes auxquels ont été confrontés les enfants de cette terre française qui était leur patrie provinciale, fille aînée de la mère patrie.* »

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune Agence d'Agglomération
recherche
pour 160.000 habitants
à 2 h. 50 de PARIS en train
dans ville dynamique

1 URBANISTE

Chargé d'Etudes (Economiste, Architecte ou Ingénieur)

1 INGENIEUR TRANSPORT

de haut niveau (grandes écoles, E.S.T.P., etc.)
Salaires en rapport avec qualification : 40 à 60.000 +.
Envoyer curriculum vitae à l'AGURAM
2, place d'Armes. — 57000 METZ.

Vous savez concevoir, dessiner, mettre en valeur une maquette, un présentoir, un stand, un emballage...
Pourquoi ne seriez-vous pas le

TECHNICIEN JEUNE

Dynamique, expérimenté que nous recherchons pour étudier :
— le conditionnement carton de nos articles ;
— le graphisme de nos imprimés publicitaires ;
— la conception de nos stands d'exposition.
Nous sommes une importante usine métallurgique de l'Ouest à la recherche de matière grise.
Ecrivez à Agence HAVAS, B.P. 709, 53002 LAVAL, n° 1.101, qui transmettra.

Importante fabrique d'articles ménagers région Ouest recherche pour compléter son équipe commerciale

UN ATTACHÉ COMMERCIAL

Collaborateur direct du chef des ventes métropole 25 ans minimum, expérience indispensable de la vente sous ses différents aspects. Préparation, promotion, animation, contrôle.
Ecrivez à Agence HAVAS, B.P. 709, 53002 LAVAL, n° 1.103, qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE DIMENSION EUROPÉENNE
recherche pour sa
Direction Régionale de LYON

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

qui se verra confier des études d'investissement, d'implantation et de financement liées à la réalisation d'opérations immobilières diverses.
Le candidat devra être titulaire d'une licence de SCIENCES ECONOMIQUES ou d'une licence de DROIT complétée en ce cas par une formation de type I.A.E.
Le poste pourrait convenir à un candidat débutant autant qu'à un candidat possédant une première expérience du monde immobilier.
Env. C.V. détaillé, photo et prétentions, no 16.647, CONTESSE Publicité, 20, avenue de lOpéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société produits de grande consommation
recherche LE

CHEF DE LA COMPTABILITÉ
d'une de ses Unités de production située en BOURGOGNE

Le candidat aura une formation de niveau D.E.C.S ou E.S.C. complétée par une première expérience de quelques années en comptabilité générale et gestion qu'il pourra mettre à profit pour assurer le fonctionnement des services administratifs et comptables.
Adresser C.V. et rémunération souhaitée, no 16.808, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

DIRECTEUR TECHNIQUE et ADMINISTRATIF — BRETAGNE-SUD

Cette entreprise de mareyage va désormais transformer le produit brut en une gamme d'élaborés.
Elle doit, pour ce faire, confier à un Adjoint la double tâche de concevoir rationnellement sa production, et d'avoir la haute main sur la gestion administrative.
Un ingénieur dé 35 ans minimum, ayant eu la responsabilité de l'exploitation d'une unité autonome, si possible en périssables, serait particulièrement apprécié.
Prière d'adresser CV, avec réf., prét. et photo s/No 569 au
CEIP Conseil d'entreprises 56270 PLOEMEUR
en indiquant éventuel., période et adresse de vacances.

ENTREPRISE DE BATIMENT TOULOUSE
recherche

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE

Homme, min. 30 ans, titulaire D.E.C.S. ou B.T.S. Certificat Supérieur de Gestion - D.E.C. souhaité. Expérience du bâtiment appréciée min. 5 ans. Capable s'adapter informatique. Position cadre. Rémunération selon compétence.
Adresser curriculum vitae et prétentions à : J'ANNONCE, n° 1.019, B.P. 1547, TOULOUSE Cedex.

USINE DE CHAUDRONNERIE ET MÉCANIQUE
en pleine expansion
(200 personnes - Région Nancy)
fabriquant des équipements lourds pour industries chimique, pétrochimique et sidérurgique (colonnes, réacteurs, échangeurs, ensembles mécano-soudés)
recherche

Un INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
(30 ans minimum)

qui assurera entre autres les fonctions principales suivantes :
— suivi des offres technico-commerciales ;
— prospection d'une nouvelle clientèle.
On demande :
— niveau ingénieur A. et M. ou équivalent ;
— bonne connaissance de la chaudronnerie et de la mécano-soudure ;
— liaisons constantes avec clientèle d'industrie ou d'engineering ;
— nombreux déplacements en France et étranger ;
— connaissance parfaite de l'anglais ;
— rémunération : 80 à 100.000 francs annuel.

Ecrire sous n° 7.008 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS-9e, qui transm.

Poste collaborateur libéral sous contrat exclusivité et engagement non installation offert à E.C. diplômé expérimenté, dans ville centre ouest 1/1/76 rémunéré 600 F p. jour. Ecr. HAVAS St-Malo, 6.390.

EQUIPEM. SOCIO-CULTUREL
recrute
pour conduire opération d'autorestauration d'un vieux quartier populaire.
Le CANDIDAT assurera l'assistance architecturale, l'élaboration des dossiers administratifs et techniques auprès des habitants.
Ecr. Maison pour Tous, 2, pl. Xavier-Jouvin. 38000 Grenoble.

EXPERT COMPTABLE
petite ville province désire concours 1-1-76
E.C. diplômé, minim. 27 ans. Rémunération : statuts libérales 500 F jour travail effectif (valorisée annuellement coût vie) + participation augmentation clientèle si présence 10 ans. Ecr. Havas, St-Malo, 6.392.

Cabinet comptabilité Centre Ouest
recrute
JURISTE - FISCALISTE
E.N.I. ou expérimenté, pour consultations internes et clientèles 1-1-76.
Francs : 30.000 l'an 1re année, 39.000 2e année, 48.000 3e année, 55.000 4e année si travail et compétence.
Ecr. Havas, Saint-Malo, 6.391.

SOCIETE D'EXPERTISE
recherche pour ROUEN
REVISEUR
expérimenté avec références pour Commissariats aux comptes.
Envoyer C.V., sous n° 72.409, à
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui trans.

---

emplois internationaux

GROUPE INTERNATIONAL ALIMENTAIRE
recherche pour
l'AFRIQUE NOIRE.

CHEF de PRODUIT

POSTE d'AVENIR à CREER

diplômé H.E.C. — E.S.S.E.C. — E.S.C. —
minimum 35 ans
ayant expérience de produits de grande consommation.
Cette fonction comporte
- recherche et lancement de produits
- études de marchés
- responsabilité totale de la publicité
- *contrôle de rentabilité.*

Ecrire avec C.V. et photo à
Groupe B.G.I.
33, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL (CHIMIE - PHARMACIE)
recherche pour sa
DIVISION INTERNATIONALE PHARMACEUTIQUE

UN RESPONSABLE de son bureau de promotion A TÉHÉRAN

Dans le cadre de la création de ce bureau et pour une durée approximative de deux ans, le titulaire du poste aura pour mission essentielle de recruter, former, organiser et animer une équipe de délégués médicaux.
Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'enseignement supérieur commercial, parfaitement bilingue français-anglais, et pouvant faire état d'une expérience de quelques années dans le domaine de la promotion pharmaceutique.
Env. C.V., lettre manuscrite et photo, n° 16.917. CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

SOCIETE DE TOUT PREMIER PLAN
DANS LE DOMAINE PETROLIER
recherche pour ses établissements en
TUNISIE

un chef de personnel

EXPERIMENTE

Dégagé des obligations militaires.
Chargé de mettre en place les systèmes de gestion administrative habituelle et d'élaborer la politique prévisionnelle pour la meilleure utilisation des ressources humaines dans un cadre de travail le mieux élaboré.
Salaire attractif.
Ecrire avec C.V. et prétentions à No16493 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE
recherche pour mission longue durée
près ALGER

INGÉNIEURS FORMATEURS EN MÉCANIQUE

type de formation A.M., E.N.S.I., I.N.S.A., C.N.A.M., expérience confirmée en niveau industriel, spécialités recherchées :
- fabrications mécaniques : études, méthodes et fabrications ;
- fabrications métalliques : méthodes, fabrications et contrôle ;
- électrotechnique : équipements, mesures, essais.

TECHNICIENS SUPÉRIEURS (B.T.S.)

en chaudronnerie et tuyauterie industrielle : préparation, fabrication, soudage avec expérience industrielle de 5 ans minimum.
Pour concevoir et réaliser des formations au niveau B.T.S.
— Logement assuré.
— Avantages sociaux français.
Env. lettre man. av. C.V. et photo à : MECAFORM. 13, avenue Hoche. — 75382 PARIS Cédex 08.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
CAMEROUN

Filiale d'un groupe implanté en France et en Afrique, la Société a une activité d'exploitation forestière et de sciage.
Elle recherche pour son siège, situé dans grande ville - Afrique - un jeune cadre (formation E.S.C. ou niveau équivalent) ayant au moins 5 ans d'expérience pour assurer avec une grande autonomie la direction de ses services comptable, financier et administratif. Logement meublé. Congés 2 mois par an.

France Cadres
26, Rue Marbeuf - 75008 Paris - vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 542M.

Rech. pr son centre de calcul à ABIDJAN, équipé d'un ordin. IBM 370-115 sous DOS VS
— Un analyste programmeur (niveau gdes écoles ou IUT)
— Libre de suite, deux ans d'expérience au moins.
— Langag. FORTRAN, COBOL ANS indispensable.
Ec. M. EHOUMAN, B.N.E.T.D. B.P 1556 ABIDJAN.

BUREAU D'ETUDES
recherche pour
AFRIQUE ANGLOPHONE
SOCIO-ECONOMISTE RURAL
EXPERIMENTE
Départ urgent.
Tél. 533-58-10, poste 320.

ANALYSTE PROGRAMM.
2/3 ans expér. sur 10070 sous SIRIS VII. Expérience Métasymbol et temps réel.
Déplacement à l'étranger minim. 3 mois. Anglais indisp. Envoyer C.V. et prétentions à n° 2.610 COFAP, 40, r. de Chabrol, 75010 PARIS, qui transm.

Pour lancer important projet de rénovation de l'enseignement primaire au RWANDA en septembre 1975 avec appui radio, le Ministère de la coopérat. rech.
SPECIALISTE
capable de diriger une équipe de recherche et de production. Adresser candidature d'urgence 20, rue Monsieur, 75007 PARIS, Dép. des Actions Pédagogiques.

Pour sa filiale tunisienne Société d'ingénierie recherche
INGENIEUR BETON ARME
libre rapidement, pour séjour de longue durée et ayant plusieurs années d'expérience en Bureau d'études ou en entreprise pour études bâtiments et contrôle réalisation.
Les candidats intéressés peuvent écrire (CV + photo + salaire) ss référence 485/500, Publipress, 31, boulevard de Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

BUREAU D'ETUDES
recherche pour SEJOURS et MISSIONS A L'ETRANGER
INGENIEURS AGRO-ECONOMISTES
EXPERIMENTES
Anglais ou espagnol indispens. Ecrire avec C.V. à n° 16.977, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Collège St-Viateur Bouaké (Côte d'Ivoire) cherche prof. physique.

MINISTERE EDUCATION NATIONALE DU GABON
recherche pour rentrée scolaire 75-76
PROFESSEURS
d'Enseignement Général et Technique
toutes disciplines.
S'adr. AMBASSADE GABON, 26 bis, av. Raphaël, Paris-16e.

---

offres d'emploi offres d'emploi

Schlumberger

PUBLIC ACCOUNTANTS

SCHLUMBERGER Limited is a multinational company with 1974 sales of over $ 1,100 million and an excellent growth and profit history. We are involved worldwide in the manufacturing of electronic instrumentation and in providing technical services to the oil field industry.

INTERNAL CONSULTING

As a result of recent promotions we have openings in our Paris staff which provides management consulting services to SCHLUMBERGER Subsidiaries. This staff is a small group of highly motivated individuals having educational and business backgrounds in engineering, data processing, manufacturing, and accounting.
For our Paris office we are seeking young, agressive individuals with strong management potential.
Minimum qualifications for the successfull candidate include 2 to 4 years experience with a large public accounting firm and fluency in French and English. CPA, CA, or Expert Comptable certificate is a definite advantage. An advanced university degree is also desirable. If you are interested in a challenging position in industry with proven opportunity for advancement into financial management, send a detailed resume and salary history to :
G. C. JOHNSON, SCHLUMBERGER LIMITED, 11, rue La Boétie - 75008 Paris.

---

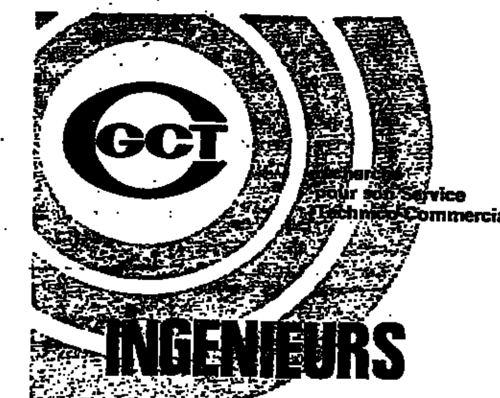
attachés commerciaux

Nous avons les trois atouts de la réussite, il ne nous manque qu'un as - VOUS - pour étaler notre jeu
Vous êtes jeune et ambitieux, diplômé d'une École de Commerce, ou expérimenté.
Votre activité s'exercera dans un marché potentiel élevé, nous disposons d'une gamme d'appareils fiables, vous aurez un salaire à vos mesures.
Vous bénéficierez d'un stage de départ rémunéré.
De nombreux postes sont à pourvoir à Paris et sa banlieue, Nancy, Mulhouse, Strasbourg, Nantes et toute la région ouest.
A vous de jouer......
Merci d'envoyer votre candidature avec CV sous réf. V.76 en précisant la région désirée à Catherine RICAUME.
RANK XEROX Service Recrutement 4, rue Nicolas Robert 93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

ENTREPRISE DE BATIMENT T.P.
C.A. 300 millions - Paris

Secrétaire Général

Homme de formation supérieure, il aura une expérience de plusieurs années au poste de Secrétaire Général d'une grande Entreprise du Bâtiment ou *de l'Industrie. Dans ce dernier cas, il devra assimiler* très vite les problèmes spécifiques à notre profession.
Dépendant directement du Directeur Général avec lequel il aura des relations fréquentes, il sera chargé des Services Administratifs : comptabilité, secrétariat achats, contentieux. Il aura la responsabilité de la gestion financière : trésorerie, prix de revient, investissements. Il représentera le Directeur Général auprès des partenaires sociaux. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme rigoureux, méthodique, ponctuel et possédant un sens aigu de l'efficacité.
Les candidatures seront traitées confidentiellement au plus haut niveau.
Ecrire avec curriculum vitae et photo ss réf. OLIM (à mentionner sur l'enveloppe) à :
EMPLOIS et CARRIERES 26, rue du Fbg-Poissonnière 75010 PARIS



INGENIEURS

DEBUTANTS ou CONFIRMES
de formation électronique souhaitée pour rédaction de propositions techniques et commerciales.
Connaissance de l'anglais obligatoire et de *l'espagnol souhaitée.*
Ecrire avec C.V. sous référence No 17 ou téléphoner 533.74.40 Poste 27-20, à Cie GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES — Service du Personnel — 251, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15.

STRUCTURAL ENGINEER
concrete and steel, will do own drafting. minimum experience 10 years. Paris area

ELECTRICAL ENGINEER
building and industrial experience, will do own drafting, familiar with French, German and British standards and regulations.

Reply n° 3.839, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427-Paris-9e, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
FRES D'EMPLOI	34,00	39,70
res d'emploi "Placards encadrés" umum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
MANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
PITAUX OU OPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

BINET D'INGÉNIERIE, NOUS ALISONS LES ÉTUDES ET LA AITRISE D'ŒUVRE D'INSTALLATIONS DUSTRIELLES ET D'USINES MPLÈTES.

TRE DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT erche comme adjoint pour Paris

n ingénieur

ur le seconder dans notre action auprès nos clients, notamment lui confier le veloppement de la clientèle en France dans les pays francophones.

t ingénieur est un initiateur et un créateur ffaires : il intensifie notre action de prosction, maintient les contacts, élabore les opositions, en assure le suivi et négocie les ntrats.

M, ICAM, ECAM, il est âgé d'au moins ans et a acquis son expérience en ingérie : *mécanique, génie civil,* ou dans dustrie : *travaux neufs, entreprise de timent.*

poste exige des déplacements fréquents et courte durée. **Parler anglais est indispenble, l'écrire un atout supplémentaire.** rire à Y. CORCELLE ss réf. 2918

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
recherche
pour son Centre de Recherches situé à PARIS

INGÉNIEUR

ayant solide expérience dans le domaine analytique — METHODES PHYSICO-CHIMIQUES (Chromatographie - C.P.G. - C.P.L. - C.C.M. ; spectrophotométrie, etc.) ;

pratique de plusieurs années en LABORATOIRE INDUSTRIEL fortement appréciée.

ressr lettre manuscrite avec C.V. détaillé et ..., ss référ. 914, à CRÉATIONS DAUPHINE, ... av. de Friedland, Paris (8e), qui transmettra.

IMPTE SOCIÉTÉ PÉTROLE
recherche :

INSPECTEUR COMMERCIAL

Spécialiste G.P.L.

Ayant déjà bonne expérience technique et commerciale gaz liquéfiés pour poste

TECHNICO-COMMERCIAL

avec première résidence PARIS

Disponibilité immédiate

. C.V. détaillé et photo à n° 16.842 Contesse bl., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui transm.

Important Groupe Alimentaire ançais, C.A. 1,4 milliard de francs
recherche l'

ADJOINT AU CHEF DE LA COMPTABILITÉ

e formation I.U.T. et ayant 1 à 2 ans de atique dans la comptabilité générale, il aura superviser et à contrôler une équipe de dix rsonnes.

dresser C.V. et rémunération souhaitée, no 16.810, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANTE COMPAGNIE ASSURANCES
recherche

ÉTUDIANTS (TES)

Niveau BAC minimum désirant exercer une activité professionnelle pendant 3 mois

Ecrire sous référence 2.076 à :

OP organisation et publicité — 2, rue Marengo - 75001 Paris qui transmettra

---

BANQUE PRIVEE FRANÇAISE PARIS IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour

DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
en expansion

CADRE

désireux de s'intégrer à une équipe jeune
1) Spécialisé dans la réglementation des changes et investissements.
2) Possédant par ailleurs de réelles connaissances sur toute la gamme des opérations pratiquées avec l'étranger.
3) Anglais apprécié.

Envoyer lettre man. et C.V. ss n° 72.121, à REGIE-PRESSE. 85 bis, rue Réaumur. — 75002 PARIS.

Filiale Française
important groupe pétrolier
recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DIPLOMÉS H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO. ou équivalent

Libérés du Service National
Minim. 2 ans d'expérience problèmes de contacts commerciaux et gestion
pour postes

Attachés commerciaux

suivant besoins du Service, en résidence Paris ou province

— Fonction comportant nombreux déplacements.
— Formation complémentaire assurée.
— Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.

Adr. curric. vitae et photo, n° 16.834, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

IMPORTANT LABO. PHARMACEUTIQUE
recherche

PHARMACIEN PRODUCTION

ayant quelques années d'expérience
DISCRETION ASSUREE

Adresser curric. vitae détaillé, n° 77.000, EUPAC, 34, rue Balard. — 75015 PARIS, qui transmettra.

INTERNATIONAL CONSULTING ENGINEERS

With recent overseas appointments in French speaking countries, require civil engineers to work both at their head office near London and on site.

Applications are invited from fully qualified engineers with experience in industrial projects and a working knowledge of English.

Interviews will be arranged in London or Paris. Reply, giving details of age, education, qualifications and previous experience to: B.W. Johnson CENG MICE, OSCAR FABER & PARTNERS, Upper Marlborough Road, St. Albans, Hertfordshire AL1 3UT, ENGLAND.

Sté de Diffusion et de Construction de matériel hydraulique, Banlieue Nord Paris ch. Cadre Technico-Commercial sect. national engineering avec réalisation schémas; hydraulique exigée. Ecrire sous n° 33.511 B BLEU, 17, rue Lebel 94-Vincennes, q. tr.

Groupe multinational de semi-conducteurs de puissance recherche pour sa société française : TECHNICO-COMMERCIAL SEDENTAIRE B.T.S. électronique, électrotechnique ou équivalent. Niveau sous-ingénieurs (35 ans minimum). Le travail consiste :
— à assister les ingénieurs de vente ;
— à fournir des renseignements techniques à la clientèle ;
— à gérer le service commerc.
Le candidat, de forte personnalité, devra faire la preuve de plusieurs années d'expérience ds un poste similaire. Connaiss. de l'anglais nécessaire. Lieu de travail : banlieue Sud Paris. Téléphoner : 666-15-10.

Centre de recherche actuellem. à PARIS recherche SECRET., connaissances aglais, libre le 15/8 ou le 1er/9, acceptant déménagem. dans le Midi en juin 76. Envoyer C.V. avec références, téléphoner évent. 233-44-21, sous le n° 831.755, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Société internationale études de marchés recherche pour son dép. « Recherche et Développement » INGENIEUR Grandes Ecoles (Centrale, Mines, Sup, Aéro...) Début, ou quelq. années expér. pour prendre en charge des études marketing et assister le Directeur du départ. dans son activité internation. Formation assurée. De bonnes connaiss. en informatique seront appréciées. Ecr. avec C.V., photo et prét., n° 072.736, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

French subsidiary large american company seeks YOUNG ENERGETIC **ASSISTANT TO MANAGING DIRECTOR** with extensive experience in sales/marketing. Office in Paris. Travel mainly within Europ. Please send complete resume and salary requirements to n° 6.145, P. LICHAU S.A. - 10, rue de Louvois - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Société de Transports et de commerce internationaux cherche **STENODACTYLO** expérimentée, bilingue anglais. Avantages sociaux. Bon salaire. Ecrire au Secrétaire général SETI INTERNATIONAL 79, r. du Fg-Poissonnière (9e)

TOURISME ET TRAVAIL recherche pour le mois d'août **UNE PUERICULTRICE ou UNE AIDE PUERICULT.** Service Animation. URGENT. Téléph. au 280-64-04.

Pour Société CLICHY **SECRET. STENODACTYLO CONFIRMEE** Avant. soc., Restaur. entrepr. Ecr. n° 33.555 B. BLEU, 17, rue Lebel (94) Vincennes, qui tr.

Impte Société 10e Pte de Clichy recherche **JEUNE COMPTABLE** Titulaire BTS, DECS, ou équivalent. TELEPH. : 790-62-01, P. 326.

Filiale Société Française Etudes et Réalisations de très importants ensembles industriels domaine nucléaire, recherche pour son siège Banlieue SUD PARIS **1 AGENT TECHNIQUE** pour calculs scientifiques, niveau D.U.E.S., C.N.A.M. ou similaire (valeur en mathématiques, physique, informatique). Ecr. av. C.V. et prét., n° 6.151, P. Lichau S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

LABORAT. INDUSTRIELS BANLIEUE SUD DE PARIS (500 personnes) recherchent **CHEF DE GROUPE RESPONSABLE** SERVICE PAIE (Réf. 1.351) connaissant traitement paie/ordinateur. Expérience indispens. Adr. lettre présentat. manuscr. + C.V. + prétent., préciser expérience acquise, référence n° 17.025, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Banque privée Paris recherche **ATTACHES COMMERC.** avec brevet de banque 7 à 8 ans d'expérience bancaire. SERGANE : 387-62-97.

Recherche **JOURNALISTE** Pour assurer poste de : **REDACTEUR EN CHEF** D'UNE REVUE MENSUELLE SPECIALISEE (45 années d'existence) Ecrire avec C.V et prétentions à ARCHAT 34, bd Haussmann, 9e (Réf. D. 774), qui transmettra. Réponse assurée par l'éditeur.

Sté rech. pour emploi tempor. 3 à 6 mois **MECANOG. COMPTABLE** Expérim. sur/mach. sensimatic Burroughs F 1810 Lieu de travail Rungis jusqu'au 28 juil. et Wissous à compter du 29. T. pr R.-V. : 687-26-47, p. 375.

FOXBORO FRANCE
leader mondial en instrumentation régulation et informatique industrielle,
recherche
INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour prendre la responsabilité d'un secteur comprenant des utilisateurs et des sociétés d'engineering dans la région parisienne.

On demande une formation supérieure et quelques années d'expérience dans la vente ou l'utilisation de systèmes d'instrumentation dans les grandes industries de base (pétrole, chimie, papeterie, ciments, métallurgie, etc.). Expérience en chaudières et/ou en informatique industrielle appréciée mais non indispensable. Anglais technique exigé.

Écrire avec CV détaillé au Directeur Général

FOXBORO — FOXBORO FRANCE S.A. 92, bd Victor-Hugo 92 CLICHY.

Organisme national de protection sociale recherche **REDACTEUR JURIDIQUE** niveau licence en droit, expér. des régimes sociaux souhaitée. Env. C.V., prét., photo à no 23.996 P.A., SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Société MIPLACOL, 52, av. de la Concorde, 93270 SEVRAN recherche d'urgence **TECHNICO CCIAUX** pr visite clientèle industrielle, nécessité de parler l'allemand. Envoyer C.V.

LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE SAINT-OUEN-L'AUMONE près de PONTOISE (95) recherche pour son Service INFORMATIQUE **PROGRAMMEUR** DEBUTANT ou 1à 2 ans d'expérience. Formation IUT ou équivalent. Adr. C.V. manuscrit et prétent. à Direction du Personnel de la S.A.F., B.P. 24 95310 SAINT-OUEN-L'AUM 95310 ST-OUEN-L'AUMONE.

Grand organisme français de prestations de services offre un poste de hautes responsabilités pour **INGENIEUR GRANDES ECOLES** âge minimum 35 ans.

Pour la promotion et le développement à l'étranger des activités dans les domaines de la Géologie de l'ingénieur et de la Géotechnique appliquée au Génie Civil et aux travaux miniers.

Pour l'encadrement, le contrôle technique et la gestion des opérations.

Une solide expérience technic. et commerciale est demandée. Anglais indispensable. Espagnol souhaité.

Envoy. candidature à no 7.068 Emplois et Entreprises 18, rue Volney, 75002 PARIS.

propositions diverses

WANTED
SLIGHTLY USED EXECUTIVES

Industry's biggest current need is for seasoned, mature executives in their 30s, 40s and 50 s. Chusid clients have proven that these are the most productive and rewarding work years of their lives. To learn how « slighty used » executives have renewed their careers, you're invited to meet with one of our professional Career Advisers without cost or obligation.

For your personal (confidential) appointment, phone or write our nearest office.
We (help) change lives !

FREDERICK
CHUSID
& COMPANY

Multinational Consultants In Executive Assessment Development and Career Advancement Affiliates in major cities worldwide. Phone : 553-61-64.
PARIS : 15, avenue Victor-Hugo.
LONDON : 35-37 Fitzroy Street.
Phone : 01-637-22 98/9.

représent. offre

Si vous êtes DYNAMIQUE, AMBITIEUX, bonne PRESENTATION, possédant voiture, vous vous présenterez au GROUPE IMMOBILIER GIRPA MARCHAND DE BIENS RENOVATEUR, qui recherche VENDEURS répondant à ces critères pour COMMERCIALISATION de ses programmes de TRES GRAND STANDING

Grosse publicité assurée RTL-Europe 1 et journaux. Tr. importants salaires prouvés. GIRPA, 92, bd du Montparnasse, Paris-14e, de 10 à 17 heures.

IMPTE STE PRET-A-PORTER féminin recrute pour sa ligne jeune REPRESENTANTS exclusifs, dynamiques, possédant voiture. Secteurs à pourvoir :
— NORD et EST,
— PARIS et Rég. PARISIENNE,
— CENTRE et SUD-OUEST.
Adr. C.V. manuscr. av. photo, MINET Publicité, n° 40.554, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

capitaux ou proposit. com.

SOLUTIONS aux DIFFICULTES FINANC. Consult. gratuite CABINET M. B. 357-64-56.

occasions

SANS COMPLEXE besoin d'argent av. fermature. Fabricant brade 40 sièges et salons, modèles d'exposition moderne, classique, Louis XV à prix d'atelier, URGENT 14, cité de l'Ameublement PARIS-11e. DID. 55-78.

autos-vente

Part. vend voiture « 2 chevaux AZAM EXPORT 65 ». (Etat impecc.) Px 2.500 F à débattre. T. 660-84-04, P. 468 (hres bur.).

BENTLEY S 3T, état neuf 2 tons, air conditionné et mod. anciens. T. 624-33-33

STING-RAY Cab. 7L. Bte mécan. T 624-33-33.

PEUGEOT-NEUBAUER vend 504 FAMILIALE 1975 d'exposition, km 1. 200. PRIX intéressant. M. Jacques SERRAS, 243-02-43.

---

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.
(période du 1er juillet au 31 août 1975) au
233.44.31
pour tous renseignements : **233.44.21**
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

demandes d'emploi

DE FORMATION SUPÉRIEURE MATHÉMATIQUES (Math. Sup., Math. Spé.)

27 ans, 2 ans d'expérience dans Société Pétrolière et assumant responsabilités :

ORGANISATION GESTION
et participation lancements de Systèmes mécanisés

recherche

Situation permettant de s'intégrer à forte équipe de direction.

Paris ou Région Parisienne.

Ecrire n° 6.007, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS-9e.

J.H., spécialiste distribution confirmé (Liquides et Vins)
— Centrale - GS Négoce (GOS) C.H.R.
— Cherche poste responsabilités basé à Paris ou région Dijon ou, éventuellement, Afrique et/ou T.D.O.M.

Ecrire n° 3.833, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e, qui transmettra.

HOMME D'AFFAIRES FRANÇAIS PARTANT DEBUT AOUT POUR EXTRÊME-ORIENT AVEC SOCIETE A HONG-KONG ET BUREAU A MANILLE RECHERCHE REPRESENTATION VENTES OU ACHATS

Ecrire n° 3.848, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e), ou tél. (32) 39-17-34.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes

- Ingénieurs toutes spécialisations ;
- Cadres Administratifs et Commerciaux ;
- Journalistes (Presse écrite et parlée).

CADRE SUPERIEUR - dipl. Gde Ecole - 30 ans d'expér. industr. au sein de gds groupes - Connaiss. et pratique Direction P.M.E. - Anglais, Espagnol.

RECHERCHE : direction générale M.P.I. ou missions temporaires en France ou Etranger.

INGENIEUR - 37 ans - Formation Ecole Supérieure d'Electricité (Radio) - Licence ès Sciences - Analiste Gestion - Expér. 7 ans ès Sciences - Ana- 2 ans conseil en organisation - 4 ans conception et analyse de systèmes de gestion.

RECHERCHE : poste responsabilité informatique de gestion ou adjoint à direction ou à contrôle gestion.

CADRE SUPERIEUR - Expér. de directeur de PMI pendant 20 ans et de chef de pers. d'une importante société - Conn. approfondie de la comptabilité et gestion.

RECHERCHE : poste de directeur administratif, financier ou secrétaire général de Sté - France - Etranger.

CADRE COMMERCIAL FEMININ - 25 ans expér. gestion administrative et commerc., formation et animation de vendeurs ; responsable foires, expositions - Notions anglais.
RECHERCHE de préférence poste gestion commerc

ANPE — AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES
12, rue Blanche - 75436 PARIS Cedex 09 - Tél. 280.61.46 (pte 71)

ESCAE Bordeaux, célibat, dég. O.M. ch. empl. cad. commerc. Bordeaux ou Paris angl.-espag. comm. cour. Ecr. BOUR, rue du Pradot, 64200 BIARRITZ.

J.F., 27 ans, Lic. Math. Expér. enseign., ch. poste Prof. enseig. privé rég. Paris. - BOHNHOFF, 8, r. Vx-Colombier, 75006 Paris.

Homme 31 a., célib., cherche emploi France ou Etranger. Conn. Compt., Droit ccial, soc. Ecrire HAVAS n° 60.876 63000 CLERMONT-FERRAND.

Professeurs de claquettes retour U.S.A. enseigner. tap-dance (style F. Astaire) ds famille pend. vacanc. Ecr. 3.015 Havas Bayonne.

J. F., ATT. COMM., sér. réf., exc. prés., hab. nég. niv. dir., poss. voit., parl. angl., esp., ch. sit. Ecr. 3.849, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DOCTEUR EN MATH. 32 ans, rech. poste de mathématicien d'un groupe d'assurances. Libre 1er-10-1975. Ecr. n° T 72.818, Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE 42 ans, expér. outre-mer 15 ans, rech. expatriation service achat matériel T.P. ou pétro. anglais technique. Tél. 403-32-32.

Secrétaire 25 ans, 6 ans exp. Médec. commerc. admin., ch. longs remplac. Libre 15 sept. Mme JOLIVET, B 1, 18, bd de la République, 92420 Vaucresson

J. F., 23 ans, lic. droit privé opt. fiscale, ch. poste de serv. juridiq. (Banque, gdes entrepr.). Ecr. n° 3.836, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 26 a., école de comm. + formation animat., expér. 3 a., marketing, cherche poste animateur ou assistant formation. Ecr. J.-L. FESSARD, 68, av. de la République, 92120 MONTROUGE

J.F. recherche poste : ASSISTANTE ou **CHEF DE PUB. JUNIOR** E.S.P. 3 ans expér. assistante chef de publicité chez annonceur. Francine VALLE - 946-96-38.

DIRECTEUR COMMERCIAL 43 ans Résidant à PARIS Connaissance approfondie vente produits grand public et biens d'équipement.

Longue pratique des techniques modernes de Vente, Marketing et Gestion dans Sociétés Multinationales performantes. Anglais et Espagnol courants.

Références premier ordre.

Recherche Direction Commerciale ou équivalent.

Etudierait toutes propositions.

Faire offre à n° 0604 PUBLI-PRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

SECRETAIRE CONFIRMEE 15 ans expérience commerciale, recherche, pour 1er sept., emploi stable sur Asnières, Clichy ou Saint-Lazare, nécess. initiatives et décis. Salaire 38.000/40.000 F. Ecr. n° 6.008, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 23 a., Chinois de Hongkong, + de 3 a. d'expérience : UNIVAC 1106 COBOL/FORTRAN ICL 1903 COBOL cherche emploi programmeur à Paris, début octobre. Ecr. n° 3.819, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J. F. 28 a., JOURNALISTE, 3 a. exp., dipl. univers. étudierait ttes propos. T. matin : 722-33-94.

CADRE SUP. 42 ans 14 ans direction, connaissance part. des marchés africains. Exp. industrie transformation achats textiles, gdes surfaces. Recherche poste outre-mer Ecr. Havas Chartres n° 75.431.

Voir notre immobilier en page 20

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

RÉUNION « AU SOMMET » A ABIDJAN

Air Afrique veut renforcer son indépendance et sa cohésion

Les chefs d'Etat des onze pays francophones membres d'Air Afrique se réunissent ce lundi 21 juillet à Abidjan (Côte-d'Ivoire) pour tenter d'éliminer certaines contraintes qui gênent le développement de cette compagnie multinationale. Il s'agit d'abord de redéfinir les relations d'Air Afrique avec U.T.A., son partenaire français, dans le sens d'une plus large indépendance financière. Il s'agit ensuite de réétudier le fonctionnement de la compagnie africaine, dont la cohésion laisse parfois à désirer.

De notre envoyé spécial

Air Afrique ne serait-elle qu'une *« sous-marque d'U.T.A. »* ? On le croit généralement. Qu'elle le veuille ou non, la compagnie française fait de l'ombre à la compagnie africaine, qui revendique, aujourd'hui, une place au soleil. Démarche on ne peut plus naturelle après quinze ans de mise à l'épreuve.

Les responsables de la compagnie multinationale ne regrettent rien : la prudence est souvent meilleure conseillère que l'impatience. Il n'est pas question de larguer prématurément les amarres. La Société pour le développement du transport aérien en Afrique (Sodetraf, dont Air France détient le quart du capital et U.T.A. les trois-quarts, possède encore 28 % des actions d'Air Afrique ; les onze Etats se répartissant les 72 % restants. U.T.A. apporte toujours son assistance technique : banalisation des équipages, pool de recettes, système commun d'entretien industriel et de représentation commerciale, harmonisation des programmes.

Une coopération si étroite entre ces deux transporteurs que beaucoup de passagers finissent par considérer Air Afrique comme un *« satellite d'U.T.A. »*. Certains observateurs africains en viennent à penser que, pour dissiper cette confusion, il faut peut-être brusquer les choses. *« Si l'africanisation avait été rapide et aveugle, la société n'aurait pas fonctionné. En l'an 2000, il y aura encore des étrangers dans notre entreprise, il n'y a pas d'illusions à se faire »*, n'a cessé de répéter M. Cheikh Fal lorsqu'il était à la tête d'Air Afrique.

M. Aoussou Koffi confirme les propos de son prédécesseur : *« L'assistance technique d'U.T.A. nous est encore indispensable, que ce soit pour le pilotage, la maintenance ou la révision de nos avions. »* La compagnie multinationale ne compte encore que trois commandants de bord, cinq copilotes et dix mécaniciens navigants africains.

Faut-il maintenir le *statu quo* aussi longtemps qu'Air Afrique ne sera pas en mesure de voler de ses propres ailes ? L'occasion se présente de « retoucher » cette collaboration. Conclu pour une durée de quinze ans, le protocole qui fixait la participation de la Sodetraf au capital de la compagnie multinationale vient, en effet, à expiration au début de l'an prochain. M. Koffi souhaite donc que U.T.A. relâche au moins son emprise financière sur Air Afrique, puisqu'il n'est pas raisonnable, pour le moment, de se passer de son concours technique.

« Une présence française trop forte ne facilite pas l'entrée de nouveaux Etats, dans la mesure où Air Afrique leur apparaît comme une succursale d'U.T.A. », ajoute M. Koffi. Un certain effacement de la compagnie française est donc nécessaire. Des pays anglophones comme le Ghana ou des pays francophones comme la Guinée et le Mali pourraient alors demander leur admission au « club ».

Les dirigeants d'Air Afrique refusent de dramatiser l'affaire. Ils continuent d'affirmer que *« la coopération avec U.T.A. est finalement une bonne opération qu'aucun des deux partenaires n'a intérêt à voir disparaître »*. Mais la compagnie française acceptera-t-elle de collaborer aussi étroitement sur le terrain technique si sa présence diminue trop brutalement sur le terrain financier ? Pour l'heure, ses responsables feignent d'ignorer la demande qui leur est soumise. Ils préfèrent spéculer sur lest iraillements qui se font jour, de temps à autre, au pation de la Sodetraf au sein de cette société multinationale.

Une voix, un pays

De nombreux ministres des transports voudraient clarifier les choses une bonne foi pour toutes, c'est-à-dire supprimer la participation de la SODETRAF au capital de la compagnie multinationale. Un point de vue de techniciens. Les chefs d'Etat, quant à eux, ne peuvent apporter qu'une réponse politique à la question que leur pose Air Afrique, à la lumière et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec la France. U.T.A. a donc une chance de sauver une partie de sa mise.

Comment répartir les actions que lâchera la Sodetraf ? Selon le principe égalitaire qui a prévalu au moment de la création d'Air Afrique ? *« Ce principe gêne la croissance de notre compagnie »*, note M. Koffi. Pour l'heure, chacun des onze Etats membres possède 6,54 % des actions. Le développement d'une entreprise de transport aérien impose des mises de fonds considérables. Or tout le monde ne peut pas suivre, notamment lorsque l'achat de matériel volant nécessite une augmentation de capital. Malgré ces difficultés, les pays pauvres en hommes et en moyens continuent de défendre cette formule d'association.

Tient-elle encore devant la réalité économique ? La Côte-d'Ivoire assure 26 % de l'activité aérienne de la société, le Sénégal 21 %, le Dahomey et le Togo moins de 3 %. Même déséquilibre dans le personnel d'encadrement de la compagnie : il est à 27 % sénégalais, à 21 % ivoirien. Comment éviter cette prépondérance puisque, le Gabon excepté, la Côte-d'Ivoire et le Sénégal ont des moyens financiers et des ressources en hommes supérieurs à ceux de leurs partenaires. Ils souhaitent un aménagement de la règle onusienne *« une voix, un pays »*. Mais leurs partenaires s'en accommoderaient mal, qui critiquent déjà vivement leur *« mainmise sur Air Afrique »*.

Certains Etats sont moins bien placés que d'autres pour polémiquer. Leurs responsables oublient de régler les titres de transport qu'ils délivrent gracieusement et parfois généreusement. Le montant total des créances à recouvrer atteint 80 millions de francs, soit presque l'équivalent... du capital d'Air Afrique. En 1971, la France avait accordé des prêts spéciaux d'un montant de 14 millions de francs à la République populaire du Congo, à la République Centrafricaine et au Tchad, pour régler leurs dettes. Depuis lors, le Congo paye comptant. Mais les deux autres pays continuent de ne pas honorer les factures qu'Air Afrique leur adresse.

Malgré tout, avec le volume d'argent que brasse une compagnie aérienne et grâce aux découverts bancaires, Air Afrique arrive à faire face à ses échéances. *« Depuis sa création, notre société n'a jamais été en déficit ; elle a même dégagé, l'an dernier, malgré une conjoncture difficile, un bénéfice de 2,6 millions de francs »*, indique M. Koffi.

On comprend dès lors qu'Air Afrique veuille se démarquer d'U.T.A., prendre du champ pour prouver aux sceptiques que sa bonne tenue n'est pas seulemen tle résultat d'une collaboration intelligente à deux mais le fruit d'une coopération judicieuse à onze.

JACQUES DE BARRIN.

ONZE ÉTATS

Née du traité de Yaoundé le 28 mars 1961, Air Afrique rassemble onze Etats : République centrafricaine, République populaire du Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo. Le Cameroun s'est retiré en novembre 1971, pour créer sa propre compagnie.

La compagnie multinationale, qui emploie quatre mille quatre-vingt-huit agents, a transporté l'an dernier trois cent soixante-neuf mille cent quatorze passagers, et réalisé un chiffre d'affaires de 650 millions de francs. Présente dans une vingtaine d'Etats africains, elle dessert, en outre, les Canaries, le Maroc, la France, l'Italie, la Suisse et les Etats-Unis. Sa flotte comprend six DC-8, dont deux DC-8 cargos, trois Caravelle et deux DC-10-30.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Nouvelle vague d'attentats dans l'île

Les Corses continuent de réclamer un statut régional particulier

De notre correspondant

Ajaccio. — Au lendemain de la nouvelle vague d'attentats par explosifs — huit en l'espace de quarante-huit heures, la semaine dernière — le « Front national corse de libération », qui revendique avec « Giustizia Paolina », ces actes de terrorisme, lance un appel « au peuple de France et à tous les peuples libres pour aider le peuple corse dans sa lutte ». De son côté, le « parti corse pour le socialisme » invite les insulaires à « se préparer à l'indépendance ». Régionalisation authentique, autonomie ou indépendance ? La question des institutions de l'île est posée avec une acuité grandissante.

Lors du récent débat sure *la charte du développement économique de la Corse »*, le Comité économique et social, unanime, s'était prononcé pour l'élection au suffrage universel direct et à la proportionnelle de l'assemblée régionale. Le conseil régional s'était borné à parler d'élection au suffrage universel direct (*le Monde* des 6 et 12 juillet 1975). Ce préalable politique a été évoqué lors de l'ultime session du conseil général. L'assemblée départementale va, en effet, être scindée en deux dès le 15 septembre prochain. Premier pas institutionnel vers la mise en place de deux départements — la Haute-Corse et la Corse-du-Sud — qui sera effective à partir du 1er janvier 1976.

Par 19 voix (partis de gauche) contre 18 (majorité présidentielle), le conseil général a adopté deux vœux demandant l'élection du conseil régional à la proportionnelle et l'institution d'un exécutif régional. Au cours du débat, la majorité présidentielle a combattu cette proposition, et M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député et maire U.D.R. de Porto-Vecchio, est allé jusqu'à proposer à ses quatre collègues parlementaires — tous radicaux de gauche — une démission collective afin d'élire, dès octobre prochain, les quatre députés et les deux sénateurs dans le cadre des nouvelles circonscriptions.

Confirmant cette proposition, les élus U.D.R. et républicains indépendants de la Corse-du-Sud viennent, dans un communiqué, d'opposer un autre préalable : *« la nécessité d'établir une stricte parité politique entre les deux nouveaux départements. »* Pour M. Nicolas Alfonsi, député radical de gauche d'Ajjaccio-Calvi : *« Le vrai préalable, c'est celui que le Comité économique et social, les partis de gauche et même les républicains indépendants ont posé, à savoir : doter la Corse d'une assemblée régionale élue au suffrage universel direct et à la proportionnelle, composée de trente ou quarante membres, sans se soucier du nord ou du sud. »*

A la proportionnelle

Pour sa part, la fédération régionale des républicains indépendants « *souhaite que ale conseil régional soit composé de plus de treize membres élus au scrutin régional proportionnel* ». Or les quatre élus républicains indépendants ont pris, au conseil général, une position opposée à celle de leur fédération régionale, mais conforme à celle de M. de Rocca-Serra, leader de la majorité présidentielle dans l'île.

Il ne fait pas de doute que l'institution d'un pouvoir régional cohérent et adapté serait bien accueillie par l'immense majorité de l'opinion publique insulaire, qui ne voit pas d'un œil favorable se développer des tendances indépendantistes et ne semble pas encore acquise aux thèses autonomistes. Mais le gouvernement, fait-on observer, entend promouvoir lorsqu'il le jugera opportun, une réforme régionale applicable dans la France entière, convaincu qu'un précédent en Corse le conduirait inévitablement à prendre en considération les aspirations spécifiques d'autres régions naturelles.

PAUL SILVANI.

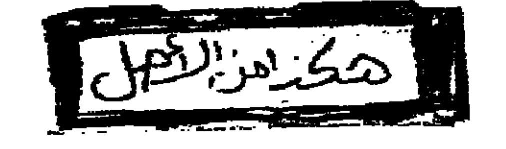
Faits et projets

Environnement

● LE PREMIER FESTIVAL ECOLOGIQUE. — Organisé par le Mouvement écologique des Alpes-Maritimes et l'Association pour la protection de la nature et de l'environnement, le premier festival écologique a pris fin le dimanche 20 juillet dans la soirée au col de Vence. Débats sur l'environnement, expositions, musique, folklore, théâtre conteurs ont attiré pendant quarante-huit heures un vaste public parmi lequel de nombreux jeunes gens. — *(Corresp.)*

Région parisienne

● UNE EXPOSITION SUR LE CREATEUR DU METRO DE PARIS. — La R.A.T.P. a inauguré, le 17 juillet, dans la station « Montparnasse-Bienvenüe », sur la ligne n° 6 « Charles-de-Gaulle-Etoile-Nation », une exposition à la mémoire du créateur du métro de la capitale, l'ingénieur Fulgence Bienvenüe. Il y a soixante-quinze ans que la première ligne du métropolitain a été mise en service à l'occasion de l'inauguration de l'Exposition internationale de 1900.



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A PROPOS DE...

.ES RÉSULTATS DE LA R.A.T.P. EN 1974

›nne année pour les autobus

Le rapport annuel pour 1974 de la R.A.T.P. traduit la .ıe santé de la régie. Le nombre de voyageurs sur les .aux ferrés et routiers est passé de 1 733 millions en 1973 à I millions en 1974 (+ 2,3 %). Les effectifs des agents ont inué de 2 %. Quant au compte des pertes et profits, il fait ıraître un excédent de 40,3 millions de francs. Le rapport :lut que « les résultats déjà acquis et les perspectives d'ave- autorisent à parler d'un véritable renouveau des transports ommun en région parisienne », *notamment des autobus.*

:s derniers ont transporté dernier 526 millions de pas- ırs (+ 5,1 %). L'augmenta- de la fréquentation a été forte dans Paris (+ 7,7 %) n banlieue (+ 3,7 %). Les ıs-pilotes inaugurées, en , battent tous les records : une hausse de 12,3 %. ;ment s'explique ce regain de ur pour les autobus ? Non tant par les créations de ;s : sept seulement ont été gurées. En fait, la R.A.T.P. eille les fruits de ses efforts · rendre ce mode de trans- plus *rapide, plus conforta-* plus « attractif », et de la rité que leur ont donnée les ıoirs publics, notamment par ·éation des couloirs réservés. ıtesse commerciale aux heu- de pointe a été améliorée. atteint 14,1 km-heure en ıeue au lieu de 13,8 km-heure 1973 et 9,9 km-heure à Paris ıeu de 9,8 km-heure. Le ma- ıl a été modernisé. Il n'existe : aujourd'hui que des véhicu- à un seul agent. L'âge moyen autobus est d'environ cinq Grâce à une recette ·enne de 0,87 franc par voya- r, la R.A.T.P. a pu réduire ıéficit routier à 158 millions francs (— 3 %).

e son côté, le métro a trans- ;é 1 248 millions de person- (+ 1,3 %) sur un réseau 252 kilomètres. Deux nou- es stations ont été ouvertes Créteil-Université et Créteil- fecture. Le matériel reste ;ez vétuste puisque 50,9 % du rc a été mis en service avant 50. La ligne numéro 6 (Charles- -Gaulle-Etoile - Nation) a été ıipée en matériel sur pneus. s lignes numéros 9 (Pont-de- ·vres - Montreuil) et 13 (Carre- r Pleyel-Champs-Elysées-Cle- ·nceau) ont commencé à rece- r des rames modernes. La ;e en place des tourniquets :omatiques a été achevée et escalier mécanique est entré service tous les douze jours.

La recette moyenne par voyageur s'est élevée à 0,65 F sur le réseau urbain, à 0,83 F sur la ligne de Boissy-Saint-Léger, à 0,90 F sur la ligne de Sceaux et à 1,15 F sur la ligne de Saint-Germain-en-Laye. Le bénéfice d'exploitation du réseau ferré a atteint 186 millions de francs (+ 17 %).

L'accroissement des recettes du trafic total (+ 3 %), celui des indemnités compensatrices de pertes de recettes (+ 8 %) et l'application du *taux réduit* de la T.V.A. ont permis à la Régie de dégager un bénéfice de 40,3 millions de francs. Toutefois, le financement de ses investissements l'a obligé à contracter un plus *grand* nombre d'emprunts que par le passé (+ 33 %). Elle s'inquiète de cette situation dans le rapport annuel et écrit : « *Une révision des clés de financement des opérations d'extension paraît souhaitable.* »

En effet, les travaux en cours sont importans. Il s'agit de la jonction des deux branches du métro régional entre Auber et Nation, prévue pour 1977, et de la jonction des lignes n° 13 (Carrefour Pleyel - Champs-Elysées-Clemenceau) et n° 14 (Invalides-Porte de Vanves), programmée pour 1977. La Régie finance aussi les *prolongements* de la ligne de Sceaux à Châtelet (1976), du métro express régional vers la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (1977). Elle poursuit des extensions de lignes de métro à petit gabarit, notamment *la ligne* n° 13, vers Saint-Denis (1976) et Clichy (1978), et la ligne n° 14, vers Châtillon (1976).

Bonne année donc pour les transports en commun qu'il faut continuer d'encourager. A quand, par exemple, le réseau complet et continu de voies réservées, que, jusqu'à présent, les conseillers de Paris n'ont pas eu le courage d'imposer ?

ALAIN FAUJAS.

ENVIRONNEMENT

;s pêcheurs normands multiplient ıs manifestations contre la pollution

.es marins-pêcheurs de la côte normande ont, le 19 et le 20 juillet, é l'accès des ports de Deauville et Trouville, empêchant le ıdement des régates et du championnat du monde des bateaux ·oisière qui devaient s'y dérouler. Les marins-pêcheurs enten- t ainsi protester contre la pollution des eaux de la baie de la · et de la Manche.

'on à la mer poubelle ! », af- ıient les banderoles flottant mâts des bateaux de pêche ·irent obstacle, durant le er week-end, au déroulement ı Quarter Ton Cup en blo- t l'écluse maritime du port Deauville. Bien qu'aucun ıtaire des pollutions en baie eine n'ait été établi, on sait :es rejets d'eaux d'égout non rées représentent, chaque e, pour la région parisienne d'un million de mètres cubes. a masse totale des rejets d'un million de tonnes. A déversements de « *l'égout à ouvert* » que représente la e s'ajoutent ceux des indus- . pétrolières et les rejets en de produits chimiques telles ı000 tonnes de phosphogypse ıuées chaque année au large Calvados ou les 3 000 tonnes ıioxyde de titane (les « boues ;es ») déversées plus au nord l'usine de Calais.

ı jetant l'ancre, dès 6 heures matin samedi, devant le port pêcheurs de Deauville ont dé- :ché des réactions d'hostilité la part des plaisanciers : *'inconséquence des pêcheurs t au bon renom du yachting ıçais* », a déclaré M. Millet, ıident du Deauville Yachting b.

e public a, en revanche, ıuyé de sa présence la protes- on des pêcheurs et s'est ras- ıblé en grand nombre, diman- · après-midi, sur les jetées de ıuville et de Trouville. Le ıuté socialiste du Calvados, Louis Mexandeau, a rappelé 'il avait réclamé la création ıne commission d'enquête par- ıentaire.

M. Michel d'Ornano, ministre l'industrie et de la recherche, ıire de Deauville, nous a déclaré 'il a, dès le début de l'année, ıvoqué la création d'une mis- n interministérielle chargée xaminer la pollution de la ınche et de la baie de la Seine. rapport qu'elle a établi sera ıminé par une commission spéciale qui se réunira au sein de l'agence de bassin le 30 juillet. Cette commission sera composée de représentants de l'administration et de marins-pêcheurs. Déjà, ajoute le ministre, un certain nombre d'actions ont été entreprises : surveillance des rejets de phosphogypse, et bientôt ouverture de stations d'épuration sur la côte normande, en particulier à Deauville. « *Nous ne découvrons pas aujourd'hui la pollution de la Manche*, déclare M. d'Ornano, *mais sa résorption est un travail de longue durée.* »

Reste à savoir si les marins-pêcheurs, qui ont de plus en plus de mal à faire de bonnes pêches et à en retirer un bon prix, auront la patience d'attendre les conclusions des études qu'on leur promet.

● FETE ANTINUCLEAIRE DANS L'AUDE. — La « fête antinucléaire » a pris fin, le dimanche 20 juillet dans la soirée, à Port-la-Nouvelle (Aude) par un spectacle où se sont produits plusieurs chanteurs et artistes occitans.

Organisées par diverses associations de gauche et groupes antimilitaristes, ainsi que par la C.F.D.T., ces trois journées ont réuni plusieurs milliers de personnes qui se sont installées en camping sauvage aux « carrières de Lapalme » sur l'emplacement du site destiné à l'implantation de la centrale de Port-la-Nouvelle.

● CONTRE L'INDUSTRIALISATION DU VERDON. — Le samedi 19 juillet entre Le Verdon et Soulac-sur-Mer (Gironde) quatre cents personnes environ réunies à l'appel du comité de défense Nord-Médoc ont manifesté contre les projets d'industrialisation du Verdon (ensemble pétrochimique) et contre les projets de centrale *nucléaire sur* l'estuaire de la Gironde. — *(Corresp.)*

ÉNERGIE

Les conséquences de la crise mondiale et des variations du dollar

De « nouveaux pauvres » du pétrole ?

Les négociations entamées à l'automne dernier entre l'Iran et la compagnie américaine Pan American Airways semblent dans l'impasse. Il s'agissait pour l'Iran d'accorder à Pan Am un prêt de 245 millions de dollars contre une participation de 13 % au capital de cette société. L'Iran envisageait, en outre, de consentir un prêt supplémentaire de 45 millions de dollars à Intercontinental Hotels contre une prise de participation majoritaire de 55 % au capital de cette filiale hôtelière de Pan Am.

Les difficultés économiques que commence à connaître l'Iran, notamment à cause de la baisse de ses revenus pétroliers, ne seraient pas étrangères à la remise en cause de cet accord financier. Le pays se voit en effet contraint de réviser ses plans d'investissements. Il pourrait aussi modifier son attitude face à la hausse éventuelle du prix du pétrole, dont l'OPEP doit débattre en septembre. Le chah d'Iran a déclaré, dimanche, que son pays n'insisterait pas pour que cette hausse compense la dépréciation de 35 % des revenus pétroliers. Au cours d'une conférence de presse donnée, lundi 22 juillet, en commun avec le président mexicain Etcheverria, qui séjourne à Téhéran, le chah a ajouté que « de nouveaux facteurs » seraient pris en compte avant de décider le pourcentage d'augmentation, « le plus important étant les consultations entre membres de l'OPEP ».

Eté 1974... Fort du quintuplement *des prix du pétrole*, les pays producteurs du « brut » se lancent dans de vastes programmes d'investissements. *Ils multiplient* les prises de participation dans de grandes entreprises européennes, voire même américaines. Ils achètent des armes, prêtent un peu partout dans le monde. C'est la valse des milliards de dollars. Il n'est plus question que des « *nouveaux riches du pétrole* ».

Eté 1975... Les pays producteurs de pétrole révisent en baisse leurs plans de développement. L'Iran annonce qu'il ne prendra plus de nouveaux engagements à l'étranger et envisage de renoncer à son option d'achat sur la Pan Am. Sur le marché international des capitaux, de nouveaux emprunteurs apparaissent. Après l'Indonésie, qui a obtenu un *prêt de 575 millions de dollars*, c'est l'Irak qui cherche 500 millions de dollars, le petit sultanat d'Oman, 50 millions de dollars ; le Gabon est aussi demandeur... Quant à l'Algérie, elle négocie un emprunt de 700 millions de dollars.

L'Algérie, l'Equateur, l'Indonésie et la Libye enregistreront vraisemblablement cette année un déficsit de leur balance de comptes courants. Le retournement de la situation est tel qu'on en vient maintenant à parler, pour certains pays producteurs, de « *nouveaux pauvres du pétrole* ».

Les causes de ce bouleversement sont multiples. En un an, la baisse du dollar a amputé les revenus des pays producteurs de quelque 20 %. La consommation de pétrole dans le monde a régressé du fait de la récession économique mais aussi grâce aux programmes d'économie d'énergie des pays consommateurs. Ainsi les importations de pétrole brut de la C.E.E. ont-elles diminué au cours du premier trimestre de 15 % à 21 % par rapport à la période correspondante de 1974. En France, pour les cinq premiers mois de l'année, les importations de « brut » ont régressé de 23,5 % (les achats à l'Algérie ayant, eux, été réduits de 63 %). De plus, les compagnies pétrolières ont tiré ces derniers mois sur les stocks qu'elles avaient accumulés en 1974, réduisant d'autant leurs achats.

Cette baisse des recettes est allée de pair avec une augmentation des dépenses. Les prix des produits que les pays de l'OPEP importent ont été sensiblement *majorés*. Résultat normal de l'inflation mondiale dira-t-on ? Pas seulement. Certaines compagnies multinationales ont pu se laisser aller à donner un « petit coup de pouce » à leurs marges bénéficiaires sur ces marchés. On nous citait récemment le cas d'une grande banque internationale, *qui prélève une commission* de 2,25 % sur des opérations de financement du commerce extérieur de l'Arabie Saoudite, pourtant garanties pa rla banque nationale saoudienne. Or, la *marge* habituelle pour de telles opérations est comprise entre 1 et 1,5 %. A cela s'ajoute la ponction des inévitables intermédiaires locaux, qui pélèvent des pourcentages non négligeables réinvestis le plus souvent... en Suisse. C'est autant de moins pour le développement du pays.

Pour avoir cru que leurs revenus pétroliers connaîtraient une progression régulière, pour s'être lancés dans des programmes d'investissements sans doute tro pambitieux pour avoir méconnu les effets récessionnistes de la hausse du pétrole, pour avoir peut-être triomphé avec trop d'ostentation ; pour avoir sous-estimé les capacités de réaction et de manœuvre des pays industrialisés, les producteurs de pétrole se trouvent aujourd'hui dans une position délicate.

L'unanimité de l'OPEP n'est plus qu'une façade lézardée, les difficultés favorisant les divisions. Chacun cherche à vendre son pétrole. Des producteurs au « pétrole cher », comme l'Irak, le Nigeria, l'Equateur, pratiquent des rabais (de 20 à 40 cents le baril) et accordent aux acheteurs des délais de paiement de plus en plus longs, dépassant parfois les quatre-vingt-dix jours. L'Indonésie aurait diminué ses prix de 10 %. Le cri d'alarme de l'Algérie (*le Monde* du 6-7 juillet) ne semble pas avoir été suivi d'effets.

Dans deux mois, les treize pays de l'OPEP doivent se retrouver à Vienne pour débattre d'une nouvelle augmentation des prix du pétrole. *Divisés aujourd'hui*, ils pourraient retrouver une certaine unanimité *si* la dégradation de leurs revenus pétroliers se poursuivait, gênant ainsi cette fois *tous* les Etats producteurs. Or, depuis quelques jours, le dollar remonte, les compagnies pétrolières accélèrent le rythme des enlèvements de « brut » et reconstituent leurs stocks. Enfin, le dialogue producteurs-consommateurs va reprendre, une réunion préparatoire des Dix, prélude à la conférence des Vingt-sept pourrait même se tenir en septembre. *Ce sont là trois arguments de poids* qui viennent fort à propos pour ceux qui, au sein de l'OPEP, s'opposent à une nouvelle hausse des prix du pétrole.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

CONSOMMATION

Conçue par des chercheurs de l'INRA

Une nouvelle méthode pour juger la valeur boulangère des variétés de blés

Un laboratoire de l'Institut national de recherche agronomique (INRA) a mis au point une méthode d'analyse qui permet, à partir d'un seul grain de blé, d'identifier à quelle variété de cette céréale il appartient. En faisant l'analyse sur quelques grains d'un lot commercial de blé, on peut savoir si ce lot est homogène, et dans le cas contraire préciser sa composition.

Cette invention vient à son heure : un grave débat oppose actuellement minotiers et céréaliers à propos de la valeur boulangère des blés (*le Monde* du 19 juin). Depuis quelques années, certaines variétés à haut rendement se répandent en France. Donnant quelque 20 quintaux à l'hectare de plus que les semences traditionnelles, ces variétés fournissent un grain particulièrement riche en protéines. Elles conviennent parfaitement à l'engraissement du bétail. En revanche, la farine qu'on en tire est difficilement « panifiable ». D'où la crainte des minotiers de voir ces cultures prendre trop d'extension. Crainte d'autant plus justifiée qu'une fois la moisson faite on ne peut plus distinguer ces blés à haut rendement des variétés « panifiables ».

C'est cette distinction que permet la technique étudiée par le laboratoire de la qualité des blés de l'INRA. Elle utilise une méthode bien connue, l'électrophorèse, c'est-à-dire la séparation, sous l'influence d'un champ électrique, des différents constituants d'une solution colloïdale. On broie le grain, et on dissout dans l'alcool les constituants solubles. On prépare ainsi une sorte de gelée dont on dépose une goutte sur un papier buvard. Sous l'effet d'un champ électrique, les différentes protéines qui sont passées dans cette gelée vont se déplacer dans le buvard, et leurs vitesses étant différentes, elles se sépareront. On obtiendra ainsi une série de bandes dont l'emplacement est caractéristique de chaque protéine, et dont l'importance dépend de la concentration de cette protéine dans le grain dont on est parti.

Chaque variété donne un système de bandes différent. Les chercheurs de l'INRA ont étudié les séries de bandes de plus de deux cents variétés de grains, ce qui permet de trouver, par élimination, de quelle variété il s'agit.

La méthode est encore du domaine du laboratoire. Le principe en est cependant assez simple pour que son emploi puisse bientôt se généraliser.

AGRICULTURE

La distillation préventive de vins

Le gâchis

Enfin ! dira-t-on à l'examen du plan viticole à Bruxelles. Enfin, car il aura fallu que la situation du marché des vins ordinaires touche à l'absurde et entraîne des gaspillages sans précédent pour que les Neuf envisagent d'agir. Entre septembre 1974 et août 1975, on aura distillé en France et en Italie quelque 17 millions d'hectolitres de vin pour tenter de faire remonter les prix du « gros rouge » sur un marché écrasé par les excédents. Depuis septembre 1973, le total des surplus détruits aura atteint 26 millions d'hectolitres.

Comme le Fonds agricole européen (FEOGA) rachète à bon prix les vins distillés, ces opérations auront coûté, déduction faite des reventes de l'alcool, la bagatelle d'environ 1,4 milliard de francs. Or malgré l'importance des fonds engagés, les cours du vin sur les marchés de production seront restés presque toujours inférieurs aux prix officiels, en principe garantis. Situation qui, bien sûr, n'a pas été sans effet sur la qualité du produit : plus les prix de vente diminuent, plus les viticulteurs augmentent les quantités récoltées pour tenter de rattraper le manque à gagner, et plus les vins deviennent mauvais.

Depuis deux ans, c'est donc l'échec sur toute la ligne : l'Etat gaspille beaucoup d'argent, les viticulteurs continuent à tirer le diable par la queue et les consommateurs se détournent chaque jour davantage de vins de table, de plus en plus ordinaires.

Le plan de la Commission de Bruxelles, qui, malheureusement, n'a que peu de chances d'être adopté tel quel, comporte deux volets. Le premier donnerait aux fonctionnaires européens les moyens d'une politique plus efficace et cependant moins coûteuse de soutien du marché. En simplifiant, disons que devraient être retirés de la vente, aussitôt après les vendanges, tous les petits vins médiocres.

Trois avantages à cela : on allégerait d'autant le marché ; on améliorerait la qualité moyenne puisque toutes ces « piquettes » devaient être obligatoirement « soignées » avant d'être mises en vente ; enfin, on distillerait celles-ci à moitié prix. Ce qui coûterait moins cher aux finances européennes et ce qui supprimerait une absurdité souvent dénoncée ici-même : jusqu'à maintenant il y avait si peu d'écart entre le prix de distillation et le prix du marché que le viticulteur fabriquant de grandes quantités de mauvais vins avec l'idée de derrière la tête de les envoyer « à la chaudière » *du distillateur gagnait plus d'argent que le vigneron vendangeant des bons vins, donc forcément en moins grandes quantités.*

Demain au contraire le prix de distillation constituerait une pénalisation. Le viticulteur qui aurait trop produit perdrait de l'argent (au lieu d'en gagner) sur les surplus envoyés à la destruction. *Toutefois cette mesure pourra-t-elle être appliquée ? Il faudrait beaucoup de courage politique pour s'y tenir. Déjà en 1974 et 1975 les vignerons jugeaient insuffisants les anciens prix de distillation. L'application des nouveaux prix n'irait sûrement pas sans provoquer des manifestations, ce qui explique les fortes réticences du gouvernement italien.*

Le deuxième volet du plan vise à réduire la production européenne de vins de table, tenue avec raison pour excédentaire. Jamais encore les récoltes communautaires n'avaient été aussi abondantes qu'en 1973 et 1974. Or voici qu'on s'attend de nouveau à de fortes vendanges en 1975. La Commission réclame l'interdiction de toute nouvelle plantation pendant deux ans et un contrôle des replantations après arrachage des vieilles vignes. Est-ce suffisant ? Il faudra prendre garde que les viticulteurs, privés de la possibilité d'étendre la superficie de leurs exploitations, ne cherchent en compensation à concentrer celles-ci sur les terres les plus fertiles. Les vignes continueraient à descendre des coteaux vers la plaine, alors que c'est au résultat inverse qu'il importe d'aboutir, si l'on veut obtenir enfin des vins de table de qualité.

Plutôt que d'interdire les plantations nouvelles, mieux vaudrait subventionner l'arrachage des vignes plantées dans les plaines à choux de l'Hérault et encourager la reconquête des côtes abandonnées, parce qu'elles étaient malaisées à cultiver et ne « donnaient » pas assez. On aboutirait ainsi plus sûrement au résultat recherché : produire moins mais meilleur. Seulement, ne rêvons pas : l'opposition italienne au plan de la Commission donne à penser que le gâchis vinicole n'est pas près de se terminer.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

SELON LA BANQUE DE FRANCE

Les décisions de licenciement ne pourront pas être indéfiniment reportées les perspectives économiques restant fort incertaines

Indétermination, incertitude... Ces deux mots reviennent tout au long de l'enquête mensuelle de conjoncture réalisée au début de juillet par la Banque de France.

Le volume de la production étant resté « *globalement stable en juin (...), l'activité paraît assurée au niveau actuel jusqu'à la période des congés (...), dont la durée sera d'ailleurs vraisemblablement allongée d'une semaine de chômage conjoncturel dans d'assez nombreuses entreprises* ».

Pour l'automne, c'est le grand point d'interrogation, en dehors de certaines branches produisant des biens d'équipement (gros matériel et commandes du secteur public), d'autant que la demande étrangère a continué de fléchir, « *à la fois en raison de la faiblesse de la demande interne dans nombre de pays et de la cherté relative croissante des produits français* ». Les délais rapides de livraisons ainsi que la modicité de leur trésorerie incitent les industriels à fractionner leurs commandes, ce qui accroît l'incertitude générale.

Le niveau des stocks, qui s'est stabilisé à un niveau jugé plus élevé qu'en juin 1974 dans le commerce de détail, mais qui s'est allégé dans certaines branches de biens intermédiaires, n'a pas déclenché jusqu'ici de reprise de la demande.

Dans le bâtiment, l'activité reste faible ; elle est en diminution dans le génie civil. « *Les petites et moyennes entreprises voient leur champ d'action se restreindre, d'une part sous la poussée de firmes plus importantes qui soumissionnent des travaux dont elles se désintéressaient auparavant, d'autre part en raison de la faiblesse des ordres en provenance des collectivités locales, qui sont leurs donneurs d'ouvrages traditionnels* », tandis que les grandes entreprises « *commencent également à ressentir les effets de la récession* ».

Fléchissement des livraisons de produits pétroliers, stagnation de la consommation d'électricité, léger progrès de la demande intérieure dans les industries métallurgiques de base, situation sans changement dans les constructions mécaniques, commandes d'ampleur très limitée dans les constructions électriques et électroniques, mais légère amélioration dans les industries chimiques et meilleure conjoncture dans les industries alimentaire, ainsi que dans l'habillement et le cuir.

« *Le niveau de l'activité pour la rentrée,* indique la Banque de France, *apparaît de plus en plus lié à l'évolution de la consommation des ménages après les congés.* »

Or le volume des ventes du commerce de détail continue à décroître : — 1,5 % en mai et juin par rapport à mars et avril. « *La progression du chiffre d'affaires de 9,5 % observée par rapport à mai-juin 1974, pour un nombre de jours ouvrables identique, traduit également un recul de l'activité réelle de l'ordre de 2,5 %.* »

Sauf quelques cas isolés de légère progression ou de stabilité (textile, chaussures, librairie-papeterie, horlogerie-bijouterie, automobiles d'occasion), « *le repli des transactions a été général, et plus sensible pour les produits industriels que pour les produits alimentaires* ».

« *La moindre progression, voire, dans certains cas, la diminution du pouvoir d'achat des ménages, et la crainte d'une dégradation plus prononcée de l'emploi au cours des mois à venir sont vraisemblablement à l'origine du nouveau recul de la demande de biens de consommation* », écrit la Banque de France.

Or l'emploi s'est encore dégradé en juin, « *les réductions de la durée du travail sont devenues de plus en plus courantes et le chômage partiel s'est étendu* », bien que les licenciements aient été maintenus « *dans des limites assez étroites* »...

« *Sauf éléments nouveaux, il semble* [pourtant] *que les décisions de licenciement ne pourront être indéfiniment reportées. Les conditions financières d'exploitation apparaissent, en effet, de moins en moins supportables aux chefs d'entreprise.* »

M. Chirac : il ne peut y avoir de relance économique s'il existe un risque pour les prix

Limoges. — M. Jacques Chirac, qui inaugurait hier, dimanche, à Bort-les-Orgues (Corrèze), la vingt-sixième Foire des négociants-voyageurs du Massif Central, s'est déclaré opposé à la relance à tout prix, si elle devait mettre en cause les équilibres financiers. Il a déclaré notamment : « *Il serait illusoire de croire qu'un coup de baguette magique suffirait à résoudre les problèmes. Il ne peut y avoir de progrès économique et social avec une tension inflationniste ou un déséquilibre des finances extérieures.* »

Après avoir décrit les résultats de l'action gouvernementale dans ces deux domaines le premier ministre a ajouté : « *Il faut poursuivre cette politique. C'est une nécessité. Il ne peut y avoir de relance systématique s'il existe un risque de relancer les prix. Nous établissons actuellement un diagnostic et nous verrons les mesures que nous pourrons prendre. C'est pourquoi nous rencontrons les organisations syndicales.* »

M. Chirac a insisté en disant : « *Il ne peut y avoir de relance, même permettant le plein emploi, qui mettrait en cause les prix et l'équilibre financier extérieur. Il est facile de suggérer et de critiquer, mais quand on a la responsabilité des choses il faut y regarder à deux fois.* »

Le premier ministre répondait ainsi à M. Roger Besse, président de l'Union des syndicats des négociants-voyageurs, qui avait auparavant suggéré « *des mesures avant la rentrée pour favoriser la reprise de la consommation sans toutefois donner dans le laxisme financier* », et à M. Ventejol, président du Conseil économique et social, qui, après avoir rappelé que le rôle du Conseil « *était de conseiller le gouvernement et de dire la vérité avec objectivité* », avait déclaré que sa préoccupation essentielle était « *la relance afin d'assurer le plein emploi* ».

Avant de regagner Paris dimanche 20 juillet, M. Chirac a rencontré à Neuvic-d'Ussel un groupe de contestataires. Alors qu'il se rendait à l'hôtel de ville, où avait lieu une réception, un certain nombre d'estivants ont crié : « *Assez de discours, des actes* », et brandi des pancartes se référant au programme commun de la gauche.

Le premier ministre a dialogué pendant quelques minutes avec les manifestants tandis que du groupe de ses partisans corréziens montaient des cris « *à Moscou !* » à l'adresse des perturbateurs.

● D'IMPORTANTES MESURES CONTRE LE CHOMAGE DES COMMERÇANTS ET DES ARTISANS seront prises par le conseil des ministres du 30 juillet. C'est ce qu'a annoncé M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, samedi 19 juillet à Challans (Vendée). M. Ansquer a précisé que des mesures visant à faciliter l'insertion des jeunes commerçants et artisans seront également décidées et qu'une aide complémentaire sera accordée aux chambres consulaires.

● LICENCIEMENTS DANS UNE USINE TEXTILE DE HAUTE-LOIRE. — La direction des établissements Defour-Brun de Retournac (Haute-Loire) a adressé une lettre de licenciement à ses cent dix-sept salariés, la fermeture de cette usine étant prévue pour le mois d'octobre.

● AUGMENTATION DU CHOMAGE EN BELGIQUE. — On comptait à la mi-juillet 168 919 chômeurs en Belgique (soit 8 178 de plus en un mois), ce qui représente un taux de chômage de 6,4 %. — *(A.P.)*

● LE CREDIT NATIONAL VIENT D'INSTITUER UN PRIX (de 10 000 francs) destiné à récompenser la meilleure thèse de doctorat d'État ou de doctorat de troisième cycle traitant du financement des entreprises. Les candidatures devront être déposées avant le 1er octobre 1976 et portent sur des thèses soutenues entre le 1er juin 1975 et le 30 septembre 1976. Le jury, présidé par le professeur André Babeau, est composé des professeurs Pierre Conso (Paris), Pierre Maillet (Lille), Yves Morvan (Rennes), Guy Triolaire (Paris), ainsi que de MM. Paul Dubois (INSEE), J.-C. Genton (Cie Française des pétroles) et de notre collaborateur Paul Fabra.

M. MICHEL MOUSEL (P.S.U.) :

La référence au programme commun est dépassée.

Dans une déclaration remise à l'agence France-Presse, M. Michel Mousel, membre du secrétariat national du P.S.U., revient sur les mesures de soutien aux luttes sociales que son parti avait annoncées pour la rentrée (le *Monde* du 18 juin), car, selon lui, « *la question la plus urgente posée à l'automne sera celle d'une nouvelle vague offensive et unitaire des travailleurs contre la politique d'austérité et ses conséquences* ».

M. Mousel, qui souhaite que ces mesures puissent faire l'objet d'un accord entre les centrales syndicales et les partis de gauche, estime qu'elles pourraient porter « *sur l'organisation en commun de la solidarité financière (par exemple en créant une caisse intersyndicale unique de solidarité soutenue par les partis politiques) ; sur l'attitude à avoir face au développement des « grèves avec production » (Everwear, Teppaz, Caron-Ozanne, etc.) et notamment la mise en œuvre commune de circuits de soutien et de vente qui seront des occasions de mobilisation et de prise de conscience ainsi que sur les formes de solidarité active à l'égard des entreprises qui poursuivent des conflits, tels que le boycottage des publications du groupe Amaury* ».

Le P.S.U. rappelle en outre sa proposition d'une « *conférence des mini-Lip* », réunissant à l'automne des représentants des différentes entreprises qui connaissent actuellement des conflits de « structures », et il suggère la constitution de « *comités unitaires de chômeurs* » et de « *comités de masse pour le contrôle populaire sur les prix* ».

Estimant que « *la crise actuelle crée des conditions favorables à une rupture révolutionnaire avec le capitalisme et à l'édification du socialisme* », M. Mousel réaffirme que le P.S.U. souhaite « *participer aux débats qui pourraient s'ouvrir à l'intérieur de la gauche, non seulement au sommet mais surtout à la base* ». Il conclut : « *La référence au programme commun est dépassée. Il faut poser les problèmes différemment, et c'est sur ce plan qu'une organisation comme la nôtre a son rôle à jouer.* »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES (GAN)

Le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale des sociétés du Groupe des assurances nationales s'est réuni le 30 juin 1975, sous la présidence de M. Henri Lavaill, président de la section des finances du Conseil d'État.

M. Guy Verdeil, président du Groupe des assurances nationales, a rendu compte, au nom du conseil d'administration, des résultats des opérations du groupe.

En dépit d'une situation économique peu favorable, le GAN, toutes branches réunies, a enregistré en France, au cours de l'exercice 1974, une progression du montant de ses primes comparable à celle de 1973 (+ 12,3 % contre + 12,6 %). A l'étranger, les primes sont en légère diminution en raison de l'arrêt de ses opérations directes au Maroc, à la suite de la création d'une filiale de droit local Al Watanlya, à laquelle le portefeuille a été transféré le 1er janvier 1974.

Les primes nettes d'annulation pour l'ensemble des activités des trois sociétés du Groupe en France et à l'étranger se sont élevées à 3 576 617 969 francs, soit :

— 2 145 930 564 F aux Assurances nationales IARD (dont en affaires directes en France 50,8 % pour la branche Automobile et 25,6 % pour l'incendie et les autres dommages aux biens) ;

— 1 210 857 812 F aux Assurances nationales Vie (dont en affaires directes en France 47,6 % pour la Branche Groupe, 30,5 % pour la Grande Branche et 16,2 % pour la Branche populaire et familiale) ;

— 219 829 592 F aux Assurances nationales Capitalisation.

Aux Assurances nationales Vie, où le compte d'exploitation générale dégage un bénéfice de 39,9 millions de francs et où le solde du compte général de pertes et profits est créditeur de 69 millions de francs, un effort particulier a été fait pour accroître la participation des assurés aux bénéfices : elle s'élève à 15,77 % des primes en 1974 contre 12 % en 1973. Améliorée une fois de plus pour les contrats à souscription individuelle, elle atteint le taux record de 25,2 % des primes en Grande Branche, de telle sorte que les placements effectués pour le compte des assurés ont pu être, au cours de l'exercice, bonifiés d'un taux de 8,6 %, largement supérieur au taux minimum de tarif (3,5 %). Pour l'assuré qui, par ailleurs, bénéficie d'un régime fiscal favorable, le rendement de l'opération que constitue la souscription d'un contrat d'assurance vie se situe donc à un niveau très compétitif.

Les Assurances nationales Capitalisation ont pu réaliser un nouvel accroissement de leur participation aux bénéfices, qui atteint — y compris la participation complémentaire — 19,81 % des primes contre 17,32 % en 1973. Elle représente en 1974 91,9 % du bénéfice d'exploitation avant attribution de cette participation.

Les assurances nationales IARD, société incendie, accidents et risques divers du groupe, enregistrent, pour leurs affaires directes en France, un solde positif de leur compte d'exploitation (8,5 millions de franc). La branche automobile, elle-même, laisse à nouveau, en 1974, un solde bénéficiaire.

Aucune provision pour moins-value boursière n'a été constituée au 31 décembre 1974 en raison des dispositions réglementaires autorisant l'évaluation des valeurs à revenu fixe à leur prix de revient — exception faite des obligations indexées et participantes — et la réévaluation forfaitaire extracomptable du patrimoine immobilier dont la plus-value latente était importante.

La reprise des marchés financiers a d'ailleurs effacé au 30 juin 1975 les moins values sur les valeurs mobilières.

Le dividende global distribué par les trois sociétés du GAN s'élève, pour l'exercice 1974, à 19 550 000 F (contre 15 750 000 F l'année précédente) qui représentent, en comprenant l'avoir fiscal, une rémunération de 6,83 % de la valeur de cession retenue par l'État à l'occasion des deux cessions d'actions à titre onéreux auxquelles il a été procédé en application de la loi relative à la mise en œuvre de l'actionnariat dans les entreprises nationales d'assurance.

Pendant l'année 1974 a été poursuivi l'important programme d'implantation et de restructuration des services des sociétés du GAN, qui est maintenant en voie d'achèvement.

M. Guy Verdeil a également présenté au collège la situation consolidée du Groupe des assurances nationales, après intégration de ses filiales à 50 % et plus. Celle-ci fait ressortir un actif total au 31 décembre 1974 de 11 353 643 738 F (en progression de 14,3 % sur l'année précédente) et des provisions techniques de 9 375 598 969 F (+ 13,9 %).

Le chiffre d'affaires global du GAN après consolidation — c'est-à-dire le montant des primes émises augmenté de celui des produits des placements, déduction faite des opérations internes — est de 4 442 138 932 F, en progression de 13,9 % par rapport à celui de l'année précédente.

GAZ DE FRANCE

EXTRAIT DU RAPPORT ANNUEL 1974

Les ventes du Gaz de France et de ses filiales (S.N.G.S.O. et GeFeM) ont atteint, en 1974, 144,3 milliards de thermies, soit 4 % de plus que celles de 1973. Dans le bilan énergétique national, la part du gaz naturel a représenté 171 milliards de thermies, soit un peu moins de 10 % de l'ensemble de l'énergie primaire : 69 milliards de thermies sont venues d'Aquitaine, 82 milliards des Pays-Bas et 20 milliards d'Algérie. Ces quantités ont permis des ventes sur l'ensemble du pays se répartissant pour 41 % au secteur résidentiel et tertiaire, pour 45 % au secteur industriel et pour 14 % aux centrales électriques.

Le compte d'exploitation du Gaz de France enregistre, en 1974, un déficit de 221,6 millions de francs porté à 282,7 millions de francs après pertes et profits.

Cette évolution brutale de l'année 1974 est d'autant plus regrettable qu'elle succède à une période de cinq années de redressement continu. En effet, entre 1969 et 1973, le déficit d'exploitation s'était réduit de 198 à 12 millions et le résultat général après pertes et profits avait été ramené de 223 à 107 millions.

Les conditions de financement des investissements, lesquels ont atteint 1584 millions de francs en 1974, se sont également améliorées : les ressources propres du Gaz de France couvraient, en 1963, 17 % des besoins de financement relatifs aux investissements, aux remboursements d'emprunts et aux fonds de roulement ; en 1973, cette proportion s'est élevée à 45,6 % et, en 1974, elle demeure environ de 39,4 %.

Moyennant la poursuite de l'expansion des ventes et une politique tarifaire raisonnable, les mauvaises conditions d'exploitation rencontrées en 1974 ne devraient plus se reproduire. C'est, semble-t-il, ce qui devrait se passer en 1975 compte tenu de la hausse de tarifs réalisée au début de l'année.

SIGNATURE D'UN ACCORD DE COOPÉRATION POUR LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES ENTRE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE ET RHEINISCH-WESFALISCHES ELEKTRIZITAETSWERK AG (R.W.E.)

Français et Allemands ont décidé de collaborer pour développer les véhicules électriques.

Electricité de France et R.W.E., le plus important producteur et distributeur d'électricité de la République fédérale d'Allemagne, ont conclu un accord de coopération en vue d'assurer le développement des véhicules électriques dans les zones urbaines.

Ce développement leur paraît indispensable pour améliorer les conditions de vie dans les villes et pour alléger les besoins en carburants dérivés du pétrole.

E.D.F. et R.W.E. coordonneront leurs actions dans ce sens et s'emploieront à accroître l'efficacité des efforts déployés en ce domaine par l'industrie et les organismes de recherche, avec l'aide des pouvoirs publics.

La participation d'autres partenaires pourra être envisagée.

Les actions qui seront ainsi menées s'inscrivent dans le cadre des recommandations de la Commission des Communautés européennes en ce qui concerne les politiques de l'énergie et de défense de l'environnement sur lesquelles l'Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique (UNIPEDE) a donné un avis très favorable et à laquelle elle apporte sa contribution par le moyen de ses organes spécialisés.

GROUPE LAFARGE
SOCIÉTÉ NORD-AFRICAINE DES CIMENTS LAFARGE
SOCIÉTÉ DES CIMENTS ARTIFICIELS D'ORANIE

Dans le cadre des accords intervenus entre le gouvernement algérien et le Groupement des entreprises nationalisées en Algérie avec promesse d'indemnisation (GENAPI), les sociétés viennent de recevoir le premier versement à valoir sur le règlement de l'indemnité forfaitaire leur revenant.

Ce premier versement, correspondant approximativement aux deux tiers du montant total auquel ces sociétés peuvent prétendre, s'élève à 5,3 millions de francs pour la Société nord-africaine des Ciments Lafarge et à 4,3 millions de francs pour la Société des ciments artificiels d'Oranie.

Le règlement de la dernière partie de l'indemnité devrait intervenir dans un an.

Les conseils d'administration des deux sociétés se réuniront dans le courant du troisième trimestre de cette année pour déterminer les propositions à présenter aux actionnaires sur l'affectation des sommes reçues et sur l'avenir de ces sociétés.

SEB S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe SEB s'est accru, pour le premier semestre 1975, de 21 % par rapport au premier semestre 1974 et de 61 % par rapport au premier semestre 1973.

Ce taux de croissance de 21 % s'applique aussi bien au chiffre d'affaires réalisé sur le marché français qu'au chiffre d'affaires réalisé à l'exportation.

Il est à noter que la progression des ventes s'est accélérée au cours des trois derniers mois puisque le taux de croissance du chiffre d'affaires du deuxième trimestre 1975 par rapport au deuxième trimestre 1974 s'est élevé à 27 %.

Pour faire face à l'expansion de ses activités, le groupe SEB a été amené, au cours du premier semestre 1975, à ouvrir une usine d'une superficie de 3 600 m2 à Le Vallinot, en Haute-Marne. Dans le même temps, le dépôt central de Bures-Orsay (10 500 m2) a été rendu opérationnel.

Comme prévu, la dernière étape du processus de restructuration juridique du groupe SEB s'est achevée le 30 juin 1975 par l'absorption de deux filiales de production, les sociétés EURATEC S.A. et SFEM S.A., par la Société d'exploitation SEB.

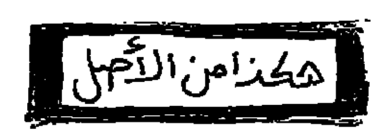
LES PILES WONDER

Avec un chiffre d'affaires hors taxes de 187,3 millions de francs, en augmentation de 9,8 %, le bilan semestriel de Wonder, au 31 mars 1975, dégage un bénéfice net de 5,2 millions de francs contre 4,9 au 31 mars 1974.

Les amortissements atteignent 6,9 millions de francs, sans augmentation par rapport à 1974.

Compte tenu d'une provision pour hausse des prix inférieure à celle de 1974, le « cash flow » au 31 mars 1975 est de 12,3 millions de francs contre 13,1 l'an dernier.

Au 30 juin 1975, soit pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 277,9 millions de francs, en augmentation de 11,80 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.



AVIS FINANCIERS

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

Vif intérêt sur les eurodollars

— L'attrait pour les euro-…ns libellées en dollars, reflet …eur retrouvée par la devise …ne, s'est poursuivi au cours …aine écoulée, tout particu-…t aux dépens du secteur des …s en euro-DM. La désaffec-… investisseurs internationaux …l des émissions étrangères …'est en effet accélérée, à un …l qu'il est maintenant fort … que la sous-commission en …u marché des capitaux alle-…écidera mercredi, lors de sa … à Munich, de suspendre …ement le lancement d'em-… internationaux nouveaux …en euro-DM.

…elle décision, si elle est …e, ne manquera pas d'être … avec plaisir, voire avec un …gement, par la communauté …e internationale, qui ne …epuis plusieurs semaines de …er son inquiétude devant …he persistante des émissions …-DM. Au cours des seuls …iers mois de l'année, le … des emprunts publics inter-…x en euro-DM s'est élevé à … milliards (soit l'équivalent … milliards de dollars), tandis … placements privés pour …étranger ont atteint DM 1,95 (825 millions de dollars).

…uvelle hausse du « prime …ux Etats-Unis ne devrait pas … sensiblement le marché …igataire. D'une part, le relè-… à 7 1/2 % du « prime rate » …nticipé, compte tenu de …ticité du mécanisme de la … de la City Bank.

…e part, le marché continue, … ensemble, à ne pas croire …r immédiat à une période …on sur les taux. En effet, … peut laisser soupçonner … Fed » envisage de modifier sa … dans le sens d'un durcis-… Bien au contraire. Ce n'est … moment où le mouvement …ckage bat encore son plein …lantique que les autorités …s-Unis peuvent envisager de …r une politique monétaire …ve dans le contexte d'un … record.

…usse du taux privilégié de … aux Etats-Unis ne s'est, du …s répercutée sur les taux du … monétaire international. Le … l'euro-dollar à six mois n'a …é qu'une variation infinité-… d'un vendredi sur l'autre, …ue le taux sur l'euro-dollar … mois s'est, lui, très légère-…étendu à 7 1/16 - 6 15/16 … 7 5/16 - 7 3/16 huit jours …ant).

LONDRES

Les valeurs industrielles s'effritent lundi matin à l'ouverture dans un marché peu actif et perplexe devant l'évolution de l'économie. Recul des pétroles et des mines d'or. Les fonds d'Etat conservent l'intégralité de leur avance précédente.

OR (ouverture) dollars : 163 60 contre 164 ..

VALEURS	CLOTURE 18/7	COURS 21/7
War Loan 3 ½ %	26 ...	26 ...
Beecham	283	282 1/2
British Petroleum	523	519 1/2
Shell	308	305
Vickers	129 ..	129
Imperial Chemical	252 ..	251
Courtaulds	110 ..	109
De Beers	315 ..	313 1/2
*Western Holdings	33 3/4	33 5/8
Rio Tinto Zinc Corp	179 ...	178 ...
*West Driefontein	43 ...	42 3/8

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	17 juill.	18 juill.
Valeurs françaises	123,8	124,3
Valeurs étrangères	129,9	129,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	72	72,4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18/7	21/7
1 dollar (en yens)	296 29	296 30

NOUVELLES DES SOCIETES

GROUPEMENT GIMIXTE. — Emission d'un emprunt de 200 millions de francs à 10,50 % et quinze ans.

SOVAC. — Emission d'un emprunt de 120 millions de francs à 11,10 % et quinze ans.

FRANÇAISE DES TELEPHONES ERICSSON. — Emission d'un emprunt de 100 millions de francs à 11,10 % et dix ans.

COMPAGNIE FINANCIERE DELMAS-VIELJEUX. — Le bénéfice net de l'exercice clos le 30 juin s'établit à 10,82 millions de francs contre 10,75 millions. Le dividende global est fixé à 15 F contre 10,05 F, dont 1,95 F reporté de l'exercice précédent.

MAISONS PHENIX. — Le chiffre d'affaires t.t.c. du premier semestre s'élève à 303,2 millions de francs contre 182 millions en 1974 (consolidé : 485 millions de francs contre 285 millions). Le montant des commandes au 1er juillet 1975 ressort à 1 280 millions de francs contre 929,5 millions à la même date de l'an dernier.

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 7 %

MATIÈRES PREMIÈRES

Cours des principaux marchés du 18 juillet 1975

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 558,50 (557) ; à trois mois, 577 (575) ; étain, comptant, 3 120 (3 084) ; à trois mois, 3 137 (3 079) ; plomb, 163 (163) ; zinc, 320.50 (322,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 55,30 (56,80) ; aluminium (lingots), inch. (39) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (58,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (142-152). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 971 (925 3/8).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, oct., 48,26 (48,85) ; déc., 48,60 (49,17) ; laine suint, oct., 146 (142) ; déc., 148 (140). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), 170 (162) ; jute (en sterling par tonne), Pakistan, White grade C, sept., 195 (200). — Roubaix (en francs par kilo) : laine, juil., 17,35 (17,20). — Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute, inch. (475).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S., comptant, 38-40,50 (36-38). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 144,25-144,75 (138,50-139).

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao, sept., 56,30 (52,95) ; déc., 54,70 (49,83) ; sucre disp., 16 (19,50) ; sept., 15,80 (18). — Londres (en livres par tonne) : sucre, août, 173 (196) ; oct., 168,50 (185) ; café, sept., 669 (466) ; nov., 669 (463,50) ; cacao, sept., 588,50 (547) ; déc., 572 (557 1/2). — Paris (en francs par quintal) : cacao, sept., 605 (567) ; déc., 561 (531) ; café, sept., 509 (455) ; nov., 508 (455) ; sucre (en francs par tonne), oct., 1 800 (1 925) ; nov., 1 730 (1 950).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, sept., 352 (370) ; déc., 383 (373 3/4) ; maïs, sept., 263 (274 1/2) ; déc., 256 (264 1/2).

BOURSE DE PARIS — 18 JUILLET — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
…	38 50	2 382
…	57 ..	2 301
…20-1900	... ..	2 301
…ert. 45-54	73 50	2 393
…% 1963	101 20	0 687
…3/4% 63	89 80	3 787
Eq. 5165	100 70	4 174
Eq.6% 66	98 90	4 784
Eq.6% 67	93 60	0 787
…% 1973	106 .	3 529
…1/2 1950	...	1 066
…% 1960	100 70	2 896

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
…arts 1958	381 .	C368 50
…arts 1959	365 ..	388 .
…ce 3 %	131 ..	128 50
…I.G.A.R.D.	447 ..	C440 ..
…(Vie)	194 10	201 ..
…	333 50	330 ..
…ie	275 60	*285 ..
…France	.. ..	338 ..
…I.A.R.D.	110 ..	C112 ..
…a (Vie)	242 ..	C243 ..
…(I.A.R.D.)	273 ..	283 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (La)	380 ..	C370
Préservatrice S.A.	343 ..	346 ..
Prévoyance	1100 ..	1085 C.
Protectrice A.I.R.	235 ..	233 ..
Alsacien. Banque	361	362
(Li) Bque Dupont	220	228
Banque Hervet	250 80	250 60
Banque Indochine	194 ..	193 .
Sté B. et Particip.	378 50	374 ..
Banque Worms	162 90	165 ..
C.F.E.C.	. ..	545 ..
C.G.I.B.	70 ..	70 ..
Codetel	111 ..	111 60
Coficz	59 ..	60
C.A.M.E.	59 ..	58 ..
Créd. gén. indust.	134 ..	134 .
(M) Crédit Mod.	65 .	o 62 50
Financière Sofal	152 ..	143
Finextel	115 ..	117 ..
Fr. Cr. et B. (Cie)	79 30	.. ..
France-Bail	175 50	176 ..
Hydro-Energie	d 38 ..	39 10
Immobanque	C143	140 .
Immofice	114 50	114 ..
Interbail	131 ..	131 .
Locafinancière	115 ..	118 80
Lyon-Alemand	106 ..	104 ..
Soc. Mars. Crédit	268	268

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Séquanaise Banq.	216 .	217 ..
SLIMINCO	139 90	140 ..
Sté Cent. Banque	70	70
SOFICOMI	130 60	C130 60
Sovabail	143 ..	142 ..
UCIP-Bail	110 ..	112
Unibail	..	123 90
Un. Ind. Crédit	148 ..	145 ..
Cie F. Stein Ro.	126 ..	127 ..
Fonc. Chât.-d'Eau	588	580 .
(M) S.O.F.I.P.	118 ..	118 ..
Fonc. Lyonnaise	612 .	612
Immob. Marseille	888 ..	908 ..
Louvre	C200	204 50
Midi	465	465 ..
Rente foncière	830	C835 ..
SINVIM	172 70	172 70
Voitures à Paris	235	235
Cogifi	99 30	C 99 60
Foncina	102 20	102 20
Gr. Fin. Constr.	101 30	101
Immindo	C 99 10	97 10
Imminvest	C 78 ..	76 .
Cie Lyon Imm.	84 ..	84 20
Sagimo	100 50	100 10
UFIMEG	83 .	81 ..
U.G.I.M.O.	98 60	C 96 ..
Union Habit.	C122 .	121 .

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Un. Imm. France	111 20	C111 20
Acier Investiss.	101 50	101 50
Gestion Sélect.	195	194
Invest. et Gest.	... ..	146 ..
Parisienne Plac.	... ..	145
Placem. Inter.	85 ..	86 .
Sefragi	187 50	187 60
Abeille (Cie Ind.)	210 .	210 ..
Applic. Hydraul.	850	848 ..
Artois	85 50	89 20
Centen. Blanzy	280	289 ..
C. Roussel-Nobel	230	C230
(Ny) Centrest	...	112 .
(my) Champex	102	102 50
Charg. Réun. (p.)	2830	2820 ..
Orléans	C 77 .	77 ..
(Li) Dév. R. Nord	122 50	123 ..
Electro-Financ.	275	275 ..
Fin. Bretagne	o40 20	o 40 20
Fin. Haussmann	.. ..	42 50
Gaz et Eaux	310 ..	315 ..
La Mure	72 .	70
Lebon et Cie	141	140 ..
(Ny) Lordex	C ..	89 ..
Cie Marocaine	25 10	24 75
O.V.A.I.M.	48 ..	C 49 .
OPB-Paribas	91 .	92 70

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Dnorza	.. ..	25 95
Providence S.A.	185 ..	185 ..
Révillon	435 ..	C446 ..
(Ny) Sade	119 ..	119 .
Santa-Fe	61 ..	51 80
Saffo	68	68 90
Sofinex	398 ..	382 ..
Cambodge	38 90	C 39
Clause	395	383 ..
Indo-Hévéas	81 50	81 60
Agr. Ind. Madag.	28 .	28 15
Mimot	28 50	28 50
Padang	.. ..	68 ..
Salins du Midi	178 ..	168 ..
Aliment. Essent.	40 ..	39 70
Allobroge	2195 50	187 50
Banania	235 .	239 50
Fromage Bel	105	101 ..
Berthier-Savoco		o648
Cédis	600	600
(M) Chambourcy	. ..	164 ..
Compt. Moderne	209 10	209 ..
Docks France	265 ..	266
Economats Centr.	361	361
Epargne	d252 .	d256 .
Fr. Paul-Renard	178 ..	d184 .
Générale-Aliment.	62 ..	63
Genvrain	204 .	206 ..
Goulet-Turpin	C...	135 ..
Lesieur (Cie fin.)	214	222 50
Gr. Moul. Corbeil	149 .	C149 ..
Gr. Moul. Paris	260	C260
Nicolas	320 ..	317 .
Piper-Heidsieck	328	331
Potin	331 10	341 ..
Rochefortaise	178 ..	175 ..
Roquefort	244	248
Saupiquet	C180 .	180
Sup. Marché Doc.	139 50	135
Taittinger	275	280 ..
★ Unipol	*132	130 20
Bénédictine	1750 ..	1760
Bras. Indochine	418	415
Cusenier	400	405 ..
Dist. Indochine	...	d334
Dist. Réunies	292	281 ..
Pernod	528	522 .
Ricqlès-Zan	68 60	63
Saint-Raphaël	158 ..	C158 ..
Sost. P. Sogepal	215 ..	208 50
Union Brasseries	38 10	38 ..
Beghin-Say	132 50	123 60
Slamma	... ..	280 ..
Sucrerie (Cie Fr.)	258 ..	265 .
Sucr. Bouchon	132 50	130 10
Sucr. Soissonnais	283	284 .
Berliet	d250	247 ..
Chausson (Us.)	50	50 ..
Motobécane	121 50	122 ..
Saviem	66 ..	67 20
S.E.V. Marchal	d 42 80	d 44 50
Bois Dér. Océan	90 90	90 90
Borie	238 ..	242
Camp. Bernard	82 ..	83 10
C.E.C.	110 10	110 10
Cerabati	118 ..	d122 50
Chim. de la route	165	C167
Ciments Vicat	177 10	175
Drag. Trav. Pub.	85 ..	82 50
F.E.R.E.M.	65 .	66 .
Française d'entr.	7 50	7 60
G. Trav. de l'E.	90	93 ..
Herlicq	242 ..	241 50
Iéna Industries	.. ..	40 40
Lambert Frères	67 80	67 80
Leroy (Ets G.)	165	165 ..
Origny-Desvroise	125 ..	125 ..
Porcher	221	221
Rougier	164 90	160 .
Constr. Routes	28	29
Routière Colas	250 .	243 70
Sablières Seine	180	189 10
Savoisienne	195 .	195
Schwartz-Hautm.	69 40	69 40
Spie-Batignolles	d 54 50	d 54 50
T.P. Fouger. SHCT	105 10	106 ..
Trindel	150 ..	158
Voyer S.A.	78 70	75 50
Dunlop	22 10	22 10
Safic-Alcan	150	150 .
Bit. Asph. Centr.	89 .	89 50
Comiphos	83 90	85 ..
Gaumont	421 90	421
Pathé-Cinéma	90 30	90 30
Pathé-Marconi	.. ..	93 ..
Tour Eiffel	54 ..	53 ..
Air-Industrie	C 83 50	83 50
Applic. Mécan.	132 ..	130 ..
Arbel	151 ..	153 ..
Ateliers G.S.P.	45 50	46 ..
Av. Dass.-Breguet	175 ..	177 ..
Bernard-Moteurs	54 10	54 50
B.S.L.	309 ..	307 80
Cie des Compt.	161 50	161 80
C.M.P.	283 50	281
Copa All. Europe	171 ..	169 .
De Dietrich	389 50	389 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Duc-Lamothe	295 ..	295 ..
E.L.M. Leblanc	C... ..	241
Ernault-Somua	238 ..	240
Facom	459	456 .
Forges Strasbourg	58 90	C 58 ..
(Li) F.B.M. ch. fer	113	113
Frankel	429	428 ..
Huard-U.C.F.	162 50	158
Jaeger	56 50	53 50
Luchaire	125 ..	123 ..
Manurhin	104	103 ..
Métal Déployé	228 30	222 ..
Nadella	72 ..	70 20
Nodet-Gougis	95 10	95 .
Peugeot (ac. ent)	164	C164 ..
Ressorts-Nord	42 10	43 ..
Roffo	50 ..	50 10
S.A.F.A.A. Ap. Aut	78 80	80
Satam	24 50	24 ..
Sicli	104 50	108 50
Soudure Autog.	215 50	214 ..
S.P.E.I.C.H.I.M.	.. ..	C138 ..
Stokvis	88 60	C 86 ..
Titan-Coder	. ..	.. ..
Trailor	508 ..	520 ..
Virax	83 10	84 20
Chant. Atlantique	225 50	225 50
At. Ch. Loire	43 50	43 50
France-Dunkerque	57 80	57 .
Ent. Gares Frig.	139 50	149 50
Indus. Maritime	240 ..	240 .
Mag. gén. Paris	126 ..	C121
Cercle de Monaco	..	42
Eaux Vichy	325	325 .
Grand Hôtel	2088 .	2140
Sofitel	29 50	30 .
Vichy (Fermière)	. ..	58
Vittel	175 ..	180 ..
Aussedat-Rey	77 90	80
Darblay S.A.	36	37 ..
Didot-Bottin	120 ..	118 ..
Imp. G. Lang	o 13 ..	o 12 70
Navarre	... .	114 40
Néogravure	.	. ..
Papeter. France	46 50	d 48 ..
(B.) Pap. Gascogne	210	C212 50
La Risle	.. ..	121 40
Rochette Cenpa	102	102 ..
A. Thiery-Sigrand	139 ..	C143 ..
Bon Marché	34 20	35
Mars. Madagasc.	42 10	42 10
Maurel et Prom.	118 ..	*123
Optorg	152 ..	153 ..
Palais Nouveauté	308 ..	308
Prisunic	48 15	49
Uniprix	75 ..	75 ..
Claude	68 50	68 50
Crouzet	113 30	C113 30
Europ Accumul.	281 ..	280
Fulmen	0... ..	670 .
C.I.P.E.L.	82	88 ..
Lampes (part.)	550 ..	525
Merlin-Gerin	132 10	131 30
Mors	40 45	C 40 45
Océanic	d 90 20	C 94
Paris-Rhône	o 91	90 .
Pile Wonder	498 .	498 ..
Radiologie	250	248 ..
SAFT. Acc. fixes	904 .	885
Schneider Radio	104 ..	106 .
SEB-S.A.	603 .	612 ..
S.I.N.T.R.A.	350	348 ..
Carnaud	57 ..	57 ..
Cefilac	44	43 50
Davum	288	290
Escaut-Meuse	183	183 .
Fonderie précis.	25 10	24 ..
Gueugnon (F. de)	93 80	97 30
Profilés Tubes Es	d 38	37 ..
Senelle-Maub.	o 79 ..	C 79 ..
Tissmétal	59 ..	59 40
Vincey-Bourget	.. .	.. ..
Huaron	116 50	120 ..
Kinta	d237 ..	240 .
Mokta	120	123 50
Amrep G.	361 ..	C381 .
Antargaz	176 ..	d176 .
Hydroc. St-Denis	160 .	C161 50
Lille-Bonnières-C.	176 ..	174 ..
Omn. F. Pétr.	215 ..	214 ..
Oblig. Conv.	319	272 50
Shell Française	..	.. .
Carbone-Lor.	85 50	C 86 50
Cochery	60 ..	62 40
Delalande S.A.	414 ..	414 .
Finalens	35 10	36
FIPP	38 50	39 10
(Ly) Gerland	221 ..	215 .
Gévelot	348 ..	d348 ..
Grande-Paroisse	90 .	C 90 ..
Hollez G. et dér.	138 70	139 ..
Labaz	342 ..	343 .
Lorilleux-Lefranc	205 ..	o206 ..
Novacel	109 80	C108 30
Parcor	432 ..	428 ..
Quartz et Silice	77 80	76 ..
Reti	219 90	228 ..
Ripolin-Georget	63 40	54 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Rousselot S.A.	460	460 ..
Soufre Réunies	172	172 ..
Synthelabo	C482 .	474 ..
Thann et Mulh.	70 ..	67 20
Ufiner • S.M.D.	... ..	116 90
Agache-Willot	40 10	40 10
Fourmies-S.F.R.F.	28 ..	26 90
Lainière-Roubaix	.. ..	50 ..
Roudière	C370 .	365 ..
Saint Frères	22 ..	22 .
Tiswear	.. ..	13 80
M. Chambon	125 ..	C125 ..
Delmas-Vieljeux	188 ..	182 .
Messag. Marit.	..	31 40
Nat. Navigation	79 90	C 79 50
Navale Worms	107 .	105 80
Saga	50 ..	C 48 50
Transat (Cie Gle)	115 .	110 ..
C.G.T.A.P.	39 10	39 10
S.C.A.C.	C 88 50	84 50
Stemi	C272 10	272 ..
Tr. C.I.T.R.A.M.	d 82 10	d 82 10
Transport Indust.	113 90	113 90
(Li) Baignol-Farj.	.. ..	C 65 50
Bis S.A.	C257	262 ..
Blanzy-Ouest	...	174
La Brosse	76 .	79 ..
Cigarettes Indo.	C107 50	d112 ..
Degremont	170 ..	178 ..
Dong-Trieu	151 ..	C151 ..
Duquesne-Purina	206	212 ..
Ferrailles C.F.F.	346 ..	338 ..
Havas	104 ..	104 ..
G. Magnant	46 30	55 ..
Locatel	... ..	283 ..
Novafer	241 ..	243 ..
Publicis	188	C186 ..
Sellier-Leblanc	170	168 ..
(Ly) Tan. Fr. Réun	5 40	5 80
Waterman S.A.	258 ..	260 .
Brass. du Maroc	248 ..	C245 ..
Brass. Ouest-Afr.	89 40	92 .
Elf-Gabon	314 20	314 ..
Min. et Métall.	...	562
C.E.C.A. 5 1/2 %	... ..	.
Emprunt Young	... .	188 ..
Nat. Nederlanden	134 ..	134 90
Phoenix Assuranc.	C 18 20	18 20
Algemeine Bank	560	560 ..
Bco Pop. Español	250 ..	250 .
B. N. Mexique	.. ..	26 50
B. régl. Intern.	5010 ..	5100 ..
Bowring C.T.	5 25	5 15
Commerzbank	...	360 ..
Bowater	* 12 70	12 30
Bruxelles Lambert	...	226 .
Gén. Belgique	...	310
Rolinco	219 ..	220 .
Robeco	309	304 20
Cavenham	11	11 ..
Lyons (J.)	.. 50	12 ..
Goodyear	84 70	83 ..
Pirelli	4 80	. ..
I. N. C.	65 ..	65 ..
Kubota	5 ..	4 90
S. K. F.	162	184 ..
Pakhoed Holding	261 50	281 70
Femmes d'Aujour.	40 60	.. ..
Marks Spencer	C 9 90	9 60
A. E. G.	119 ..	... ..
Bell Canada	185 80	C188 50
E. M. I.	16 10	15 ..
Hitachi	2 35	2 35
Honeywell Inc.	149 50	150 ..
Matsushita	5 35	. ..
Otis Elevator	132	137 ..
Sperry Rand	193 ..	199 80
Xerox Corp.	296 ..	294 20
Arbed	430 ..	... .
Cockerill-Ougrée	119 ..	... ..
Finsider	C . ..	2 ..
Hoogovens	90 ..	98 ..
Mannesmann	485	... ..
Steel Cy of Can.	113 70	120 ..
Thyss. c. 1 000	184	..
Blyvoor	60 20	58 ..
De Beers (port.)	19 85	18 35
De Beers p. cp.	18 25	18 90
General Mining	190	180 .
Hartebeest	155 ..	... .
Johannesburg	148 .	149 90
Middle Witwat.	28 30	27 90
President Steyn	102 ..	100 .
Stilfontein	22 30	22 30
Vaal Reefs	170	171 ..
West Rand	20 55	20 70
Alcan Alum.	107	107 80
Cominco	133 50	137 ..
Finoutremer	130	... .
Minerals Resourc	15 80	15 50
Noranda	158 20	159 50
Vieille Montagne	455	475 20
Am. Petrofina	135	
British Petroleum	47 40	47 30
Gulf Oil Canada	130 60	130 ..
Petrofina Canada	84 ..	.. ..
Shell Tr. (port.)	27 80	27 70
Akzo	67 20	.. ..
Dart Industries	102 ..	106 ..
Foseco	15 60	15 45

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Gevaert	127 ..	128 ..
Glaxo	33	32 10
Grace and Co.	124 50	124 ..
Pfizer Inc.	127 30	128 .
Procter Gamble	392	410 ..
Courtaulds	10 80	10 80
Est Asiatique	105 ..	107 10
Canadian Pacif.	64 .	64 ..
Wagons-Lits	90 ..	.. ..
Barlow-Rand	18 20	18 30
British Am. Tob.	30	.. ..
Suéd. Allumettes	87 30	.. ..

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alser	355 ..	350 ..
Cellulose Pin	129 50	130 .
Coparex	281 ..	281 ..
Dafsa	56	56 ..
Ecco	315	320 ..
Eurafrep	1450	1495
Francarep	93	93 50
Intertechnique	158 50	160 ..
Métall. Minière	61 ..	C .. ..
Promoptia	305	... ..
Sab. Mar. Cor.	150	... ..
S.P.R.	282	... ..
Tranchant Electr.	27	. .
Ufinex	120 80	118 30
Oce v. Grinten	290 ..	295 ..

OBLIG. ECHANG.

Valeur d'échange au 21/7
U.C.B. :
Val. de 2 actions, soit .. *650 20

SICAV

Plac. Institut.	11610 02	11217 41
1re catégorie	10188 97	9959 23

21/7	Emission frais inclus	Rachat net
Actanea	110 19	105 19
Actions sélec.	144 83	138 26
Aedificandi	148 27	141 55
Agrimo	150 24	143 43
A.L.T.O.	141 87	135 44
America-Valor	249 46	238 15
Assurances Plac.	112 90	107 78
Bourse-Investiss.	120 71	115 24
B.T.P. Valeurs	126 43	122 16
C.I.P.	246 90	235 79
Convertibles	106 39	101 57
Convertimmo	116 96	111 66
Drouot Invest.	144 89	138 32
Elysées-Valeurs	162 63	156 26
Epargne-Croiss.	514 25	490 93
Epargne-Inter.	233 04	222 47
Epargne-Mobil.	156 27	149 18
Epargne-Oblig.	130 73	124 80
Epargne Revenu	251 70	240 29
Epargne Valeur	164 99	157 51
Foncier Investiss.	273 44	261 04
Fortune 1	128 60	106 80
France-Croissance	125 80	120 14
France-Epargne	111 73	106 67
France-Garantie	203 36	199 38
France-Invest.	120 50	115 04
Laffite Rend.	116 78	111 47
Laffitte-Tokyo	128 84	123 ..
Nouv. France-Obl.	251 64	240 23
France Placement	140 30	133 86
Gestion Rendem.	178 47	170 38
Gest. Sél. France	140 70	134 32
I.M.S.I.	132 60	126 53
Indo-Valeurs	161 12	153 81
Intercroissance	147 90	141 19
Intersélection	132 28	126 28
Livret portef.	181 96	173 71
Paribas Gestion	119 22	113 81
Pierre Investiss.	163 86	156 43
Rothschild-Exp.	239 86	228 98
Sélect-Croissance	507 41	484 40
Sélection Mondial	106 73	101 89
Sélection-Rend.	127 26	121 49
S.F.I. - FR et ETR.	148 83	142 09
Silvafrance	161 53	154 21
Silvam	112 60	107 40
Silvarente	137 68	131 44
Silvinter	117 10	111 79
Sogepargne	269 78	257 56
Sogevar	293 25	279 95
Soleil-Investiss.	127 26	121 49
U.A.P. Investiss.	116 86	111 56
Unifoncier	273 45	261 05
Unijapon	143 56	137 04
Unisic	118 30	112 36
Worms Investiss.	214 40	204 68

21/7	Emission frais inclus	Rachat net
Credinter	130 31	124 40
Croissance-Imm.	131 06	125 12
Epargne-Unie	274 12	261 69
Euro-Croissance	127 85	122 06
Financière privée	304 16	290 37
Fructidor	131 16	125 21
Gestion Mobilière	181 15	172 94
Mondiale Invest.	171 91	164 11
Obligem	128 18	122 37
Optima	*132 58	126 57
Planinter	259 46	247 69
Sicavimmo	163 14	155 74
S. I. Est.	337 21	321 92
Soginco	113 97	108 80
Soginter	369 43	352 68
Univalor	151 39	144 52
Valorem	148 10	141 45

*Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
4,50 % 1973	535 .	532 ..	531 80	532 ..
C.N.E. 3 %	1216	1217 ..	1215 ..	1217 ..
Afrique Occ.	379 50	381 ..	381 50	380 ..
Air Liquide	344	343	344 ..	343 ..
Als. Part. Ind.	78 90	70 70	70 80	70 ..
Als. Superm.	270 ..	272	272 .	272 ..
Alsthom	73 ..	72 50	73 10	72 50
Antar P. Atl.	38 20	38 20	38 30	29 90
Applicat. gaz	286 80	282 ..	283	282 .
Aquitaine	476 50	477	478 90	477
— (certif.)	86 50	86 50	86 80	83 10
Arjom.-Prioux	135 50	134 ..	134	132 10
Aux. Entrepr.	286	292	299	285
Auxil. Navig.	172 10	172 50	172 50	171 ..
Babc.-Fives	87 50	89 20	89 50	90 40
Bail-Equip.	168 ..	168	168 .	165 ..
Bail-Invest.	162 50	165	164 90	162 30
B.C.T.	144 50	142 90	142 90	143 90
Bazar H.-V.	100	102	102 90	103 ..
Béghin-Say	130	126	126 ..	123 60
Bic	520	514	519	519 ..
Bouygues	684	689 ..	695	692 .
B.S.N.-G.D.	443	458	450 ..	449 ..
Carrefour	1845	1855	1863 .	1880 ..
Casino	1609	1625	1625 .	1610 ..
C.D.C.	193 ..	191	191 ..	190 ..
Cetelem	218 .	213 .	216	213
Char. Réun.	175 .	178 20	178 20	178 20
Chât.-Comm.	67	66	68	66 50
Chiers	211	214	211 ..	210 ..
Chim. Rout.	118	115 ..	118 ..	111
Cim. Franç.	89 ..	89 30	88 .	89 30
— (obl.)	117 90	116 50	118 50	116 10
C.I.T. Alcatel	1660	1668	1665 ..	1668 .
Citroën	38 10	38 40	38 40	38 .
Club Méditer.	368 ..	364 90	365 ..	362 ..
C.M. Industr.	318 ..	319 ..	319 ..	320
Cofimeg	100 60	100 50	102	100 50
Cofimer	79 .	79	79 ..	79 ..
Cie Bancaire	473 .	474 70	474 70	470 ..
C.G.E.	305	300	303 .	304 ..
C. Entrepr.	157	160 ..	158 50	159 80
Cot.-Foucher	92	92 ..	92 ..	93 ..
Cr.-Com. Fr.	143 60	140 50	140 50	140 50
— (obli.)	177	176	176	175 10
Créd. Fonc.	335 50	336 80	336 80	332 80
C. F. Imm.	129 ..	129 90	129 90	129 90
Créd. Indust.	113 ..	113 ..	113	111 80
Créd. Nat.	336 50	337 50	337 50	338 70
C. Nord U.P.	83 90	83 90	83 90	83 90
Creusot-Loire	160 50	160 80	161 40	160
C.S.F.	214 50	217 50	219 ..	217 50
D.B.A.	118 20	117 60	117 60	117
Denain-N.-E.	137 50	137 90	138 50	138 60
Dollfus-Mieg	66 10	65 50	65 50	64 20
Dumez	720 ..	744 ..	751 ..	740 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
660	Cie Gle Eaux	688 ..	C685 ..	691	686 .
185	Electro-Méc.	96 ..	92 20	93	91 ..
285	Eng. Matra	311 20	312	311 80	312 ..
178	E. J. Lefebvre	189 80	182	185	188 10
60	Esso S.A.F.	59 60	59 ..	58 90	58 10
168	Eurafrance	181 .	183	183	180
290	Europe No 1	284 10	284 10	285 50	288 ..
295	Ferodo	326 80	330 ..	334 .	328
185	Fin. ParisP.B.	177 50	178	178 80	175 10
62	Fin. Un. Eur.	67 .	69 40	69 40	68 20
61	Fraissinet	58 90	58 90	59 90	58 40
145	Fr. Pétroles	136 60	137 10	137 30	137 10
35	— (Certific.)	33 70	33 70	33 60	33 05
92	Galeries Laf.	98 30	90 50	90 80	89 .
121	Gle d'entr.	126 90	129 50	127 ..	127 ..
155	Gle Fonderie	156 90	154 ..	153 80	155 .
161	Générale Occ.	169 ..	157	163 ..	165 ..
180	G. Tra. Mars.	186	186	186	186 ..
375	Guyenne-Gas.	375 ..	370 ..	370 ..	373 ..
118	Hachette	126 50	129 50	129 90	128 ..
190	Hutch. Mapa	188 ..	187	187 ..	186 ..
73	Imetal	76 30	76 10	77 ..	76 .
875	Inst. Mérieux	974 ..	982	989 .	982 ..
510	J. Borel Int.	545 ..	549	550	544 ..
95	Jeumont Ind.	93 40	93 20	93 20	95 ..
68	Kali Ste Th.	72 50	73 80	74 ..	73 80
48	Kléber-Col.	52	52 ..	52 10	51
225	Lab. Bellon	218	215 10	215 10	219 20
168	Lafarge	177 60	176 80	176 60	173 50
255	— (oblig.)	250 80	250 80	250 80	248 30
350	La Hénin	358 90	365 ..	355	359 90
1530	Legrand	1630	1627	1640	1597 ..
190	Locabail	199 90	199 ..	198	197 60
140	Locafrance	148 ..	150	151	150 50
215	Locindus	225 .	225 10	225 20	225 10
845	L'Oréal	885	847	847	847 ..
3950	— obl. conv.	3160	3190 .	3190	3190 .
455	Lyonn. Eaux	441	450 ..	452 ..	444 90
30	Mach. Bull	34 40	34 45	34 45	34 45
1280	Mais. Phénix	1370 ..	1370 ..	1370 .	1370
116	Mar. Firminy	112 ..	112 ..	112	111 10
63	Mar. Ch. Réu.	59 .	59 50	59 50	58 40
2440	Mat. Téléph.	2605	2620	2634 .	2630 .
46	M.E.C.I.	45 70	45 50	45 50	45 05
128	Mét. Norm.	115 ..	113 ..	113 20	114 10
990	Michelin B.	1071 ..	1085	1100	1098
520	— oblig.	569 ..	567	571 ..	563 ..
475	Moët-Hen.	536	541	548 ..	541 .
850	Mot. Leroy-S.	860 ..	872	868	868 .
290	Moulinex	323	328	331 60	330 .
495	Mumm	420	438	428	438 .
250	Nat. Invest.	253	253	253 ..	250
148	Navig. Mixte	135 50	133	133 ..	130 70
105	Nobel-Bozel	102 10	102 10	102 10	100
25	Nord	24 43	24 40	24 30	24 20
119	Nouvel. Gal.	113 50	113 50	113 80	113 50

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
152	Olida-Caby	164	164 ..	164 ..	167 .
74	Opfi-Paribas	78	78	78	79 30
115	Paris-France	108 50	109 10	109 10	107 10
123	Patern. S.A.	129	129	128 50	129 .
68	Pechelbronn	L 62	80 50	60 50	60 ..
125	P.U.K.	110 30	113 50	113 20	112 .
55	Penarroya	54	54 90	54 90	54 70
220	Penhoët	222 50	222	222	222 .
510	Pernod-Ric.	564	560	561 ..	566 ..
108	Perrier	118 10	109 10	109	110 ..
52	Pétroles B.P.	53 70	53 90	54 40	53 10
225	Peugeot	249	249 ..	247 20	249 ..
280	— (obl.)	283 50	283 50	283 50	280 10
73	Pierre Auby	73 10	73 40	73 80	72 65
77	P.L.M.	188 60	182 ..	182 ..	182
325	Poclain	332 ..	325 ..	327	323 .
133	Poliet et Ch.	124 10	120 10	120 10	118 80
68	Pompey	74 90	75	73 50	75 ..
115	P.M. Labinal	183 ..	185 50	185 10	187 50
69	Prénatal	88 20	86 50	86 50	85 30
102	Presses Cité	117 10	118 ..	117 80	116
170	Prétabail Si.	160 10	165	164 50	164 90
141	Pricel	133 20	132 70	131 50	130 20
220	Primagaz	218 10	210	218 20	207 .
82	Printemps	76 ..	77 20	77 .	75 70
310	Radar S.A.	332	340	339 20	336 80
440	— (obl.)	434 ..	434 ..	434 ..	432 10
460	Radiotech.	551	560	566 ..	560 ..
120	Raffin. (Fse)	109	109 90	108 10	110 ..
127	Raff. St-L.	129 50	132 80	130 20	130 20
530	Redoute	490 ..	493	493 ..	490 10
120	Rhône-Poul.	117 50	117 50	117 20	116 50
270	Rouss.-Uclaf	248 20	246	248 50	246 10
470	Rue Impérial	459 ..	455	455	450 60
34	Sacilor	87 80	87 80	87 80	89 30
545	Sagem	540 ..	537 ..	537 ..	539 .
127	Saint-Gobain	118 60	120 ..	120 ..	120
600	S.A.T.	638 ..	636 ..	635 ..	625 ..
140	Saulnes	127 ..	127 50	127 50	130 ..
111	Saunier-Duv.	106	106 ..	106	108 ..
188	Schneider	199 ..	199	198 90	199
65	SCOA	69 90	69 90	69 90	68 60
101	Sefimeg	100 60	100 50	100 60	100
187	Selchimé	107	107 50	108 10	109 50
385	S.I.A.S.	372 ..	370	371 .	377
380	Sign. E. El.	310	310 .	310 .	304 .
265	S.I.L.I.C.	272 50	272 50	272 50	277
108	Simco	100 20	100 30	100 30	100 30
77	S.I.M.N.O.R.	80 50	79 90	79 90	81 50
1580	Sk. Rossignol	1701	1746 .	1749 .	1746
76	Sogerap	78 ..	78 10	78 20	75 10
535	Sommer-All.	518 ..	520 ..	525 ..	512
220	Suez	225	224 ..	224 ..	227 50

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
235	Tales-Luz.	263 80	C265 ..	269 50	270 ..
410	T.R.T.	447 60	435 ..	442 .	436 ..
900	Tél. Electr.	890	898 .	898 ..	888 ..
705	Tél. Ericss.	723 ..	740	737 ..	730 ..
72	Terres Roug.	76 30	77 90	78 50	78 .
185	Thomson-Br.	196	195	196 ..	195 ..
155	U.I.S.	157 80	158	158 .	156 .
330	U.C.B.	331 .	335	338 ..	335 ..
255	Un. Fr. Bques	265 50	266	267 50	267 .
51	U.T.A.	58	58 .	58	58 10
78	Usinor	78 80	78 80	78 80	78 .
124	— (obl.)	123 .	122 80	122 80	122 80
172	Vallourec	158 20	158 .	158 80	157 10
520	V.Clicquot-P.	545 ..	554 .	554 .	554 .
580	Viniprix	636	618 .	610 .	607 ..
205	Amer. Tel.	214 40	216 50	214 50	215 ..
26	Ang. Am. C.	26 45	26 30	26 45	25 80
225	Angold	239 20	235	239 20	236 ..
230	Astur. Mines	238 50	229 50	239 50	228
255	B. Ottoman	243	248	243 ..	243 20
225	BASF (Akt)	246 50	238	246 50	235
200	Bayer	202 ..	199 50	202	202 50
111	Buffelsfont.	115 ..	114 90	115 ..	115
16	Charter	16 60	16 15	16 15	15 85
148	Chase Manh.	162 20	165 50	162 20	165 ..
385	C.F. Fr.-Can.	403 .	403	403 ..	403 ..
16	De Beers (S.)	18 95	18 50	18 95	18 35
485	Deuts. Bank	559 .	561	559	557 ..
200	Dome Mines	206 ..	204 10	206 ..	202 10
485	DuPont Nem.	520 .	526	520	528 ..
420	East. Kodak	437 .	430 50	437 ..	433
58	East Rand	58 60	59 ..	58 60	59 10
235	Ericsson	241 80	239 80	241 80	236 ..
355	Exxon Corp.	381	383 .	381	383
153	Ford Motor	177 20	175 80	177 20	175 50
165	Free State	172 ..	170 50	172 ..	169

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
194	Gen. Electric	214 70	216 70	214 70	216 70
183	Gen. Motors	222 60	225 50	222 60	222 .
22	Goldfields	22 15	21 80	22 15	22 .
43	★ Harm. Co.	50 35	49 20	50 35	48 20
215	Hoechst Akti.	227 60	225 50	227 50	226
26	Imp. Chem.	23 50	23 75	23 50	23 55
116	Imperial Oil	116 80	118 50	116 80	116 30
845	I.B.M.	886 .	885	866 ..	865 ..
108	Internickel	115 ..	117 80	115 ..	116 ..
98	I.T.T.	103 80	104 80	103 80	104 80
187	Mob. Oil Co.	204 40	208 30	204 40	204 50
5080	Nestlé	5410	5390	5410 ..	5310 ..
380	Norsk Hydro	309 10	310 50	309 ..	314 80
6	Olivetti	6 05	6 05	6 05	6 05
550	Petrofina	567	582 ..	567 .	582 ..
40	Philips	41 50	42 .	41 50	41 65
130	Prés. Brand.	139 50	136 40	139 50	136 70
215	Quilmès	226 50	231 ..	225 50	228 ..
153	★ Randfont.	160 10	157 10	160 10	160 ..
57	Rand. Selec.	56 60	56 50	56 60	56 40
149	Royal Dutch	156 50	155 50	156 50	156 ..
17	RioTinto Zinc	16 60	16 35	16 60	16 40
160	St-Helena	169 10	168 10	169 10	169 40
335	Schlumberger	364 50	364 ..	364 50	364
28	Shell Tr (S.)	27 80	28 ..	27 60	28 10
440	Siemens A.G.	468 ..	461	468 ..	467 90
48	Sony	50 20	50 10	50 20	49 90
19	Tanganyika	17 80	16 35	17 80	16 15
173	Unilever	176 ..	173	176 ..	176 10
27	Union Corp.	30 25	29 70	30 25	29 35
155	U. Min. 1/10	148 50	148 .	148 50	148 ..
260	West Drief.	288 .	285 10	288 .	286 ..
111	West Deep	118 50	118 ..	118 50	118 ..
191	West Hold.	203 80	202 ..	203 80	202 ..
3 50	Zambia Cop.	3 10	3 15	3 10	3 20

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/7	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 209	4 203	4 25
Canada ($ can. 1)	4 083	4 136	4 13
Allemagne (100 DM)	170 875	170 800	168 75
Belgique (100 fr.)	11 381	11 480	10 92
Danemark (100 krd.)	73 920	74 370	74 25
Espagne (100 pes.)	7 356	7 420	7 45
Grande-Bretagne (£ 1)	9 188	9 278	9 28
Italie (100 lires)	0 648	0 653	0 63
Norvège (100 kro.)	80 870	81 520	86 50
Pays-Bas (100 fl.)	184 600	185 825	186 25
Portugal (100 esc.)	16 560	16 630	15 25
Suède (100 krs.)	101 920	102 320	101 50
Suisse (100 fr.)	161 625	161 850	161 25

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/7
Or fin (kilo en barre)	22790	22810 ..
Or fin (kilo en lingot)	22780 .	22355 ..
Pièce française (20 fr.)	246 10	247 ..
Pièce française (10 fr.)	173	173 50
Pièce suisse (20 fr.)	228 70	229 .
Union latine (20 fr.)	211 80	214 ..
Souverain	217 50	218 30
Pièce de 20 dollars	1036	1043 20
Pièce de 10 dollars	530 20	531 ..
Pièce de 5 dollars	357 50	... ..
Pièce de 50 pesos	919 50	921 ..
Pièce de 10 florins	291 ..	291 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

SÉCURITÉ ROUTIÈRE ACCRUE DE JANVIER A MAI

Au cours du mois de mai 1975, dans l'ensemble de la région parisienne, le nombre des victimes de la route a diminué, par rapport au mois de mai 1974 ; accidents : — 9 % ; blessés : — 6 % ; tués : — 2 %.

Le comité régional de la sécurité routière, qui donne ces chiffres, ajoute le commentaire suivant : « En considérant les cinq premiers mois de 1975, on observe une importante diminution du nombre de tués (— quarante-deux tués, soit — 19 %, par rapport à 1974) dans Paris et la petite couronne, alors que vingt-deux tués en plus (soit + 8 %, par rapport à 1974) sont recensés dans la grande couronne au cours de cette période. Cette tendance peut être mise en relation avec l'augmentation des infractions à la vitesse constatées par la Gendarmerie nationale dans les petites agglomérations et la rase campagne (+ 8 %). »

ANCIEN HOMME FORT DU GOUVERNEMENT

M. Lopez Rega a quitté l'Argentine

M. José Lopez Rega, ancien ministre argentin du bien-être social et ancien conseiller privé de la présidente de la République, qui a quitté Buenos-Aires samedi, était attendu ce lundi 21 juillet à Madrid. L'ex-homme fort du gouvernement argentin, accusé d'avoir organisé les commandos de lutte anticommuniste responsables de nombreux crimes, et menacé de poursuites, est accompagné, selon l'agence France Presse, de son gendre, M. Raul Lastiri, qui a dû démissionner samedi de son poste de président de la Chambre des députés.

A Buenos-Aires, Mme Isabel Peron est restée cloîtrée dimanche dans sa résidence pour la quatrième journée consécutive. Elle devait recevoir ce lundi les dirigeants de la C.G.T., qui comptent lui remettre un document sur la situation économique.

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — « *Sais-tu pourquoi Lopez Rega a dû partir ? Il avait été menacé par l'A.A.A.* » Cette plaisanterie liant le nom de l'ancien « homme fort » de l'Argentine à l'organisation terroriste d'extrême droite, qu'il était soupçonné d'avoir au moins tolérée, a fait le tour de la capitale le samedi 19 juillet. L'avion présidentiel venait à peine de décoller de Buenos-Aires, avec l'ancien ministre du bien-être social.

M. Lopez Rega a quitté la scène avec les honneurs, en qualité de « *représentant personnel de la présidente de la nation auprès des organismes internationaux du Vieux Monde* ». Cette sortie a été commentée ici avec beaucoup de sévérité, notamment dans les milieux populaires, où l'on estime que l'ancien conseiller de Mme Peron avait des comptes à rendre au pays.

Les hommes politiques, eux, pensent plutôt que ce départ est miraculeux. Il répond en effet au cas le plus favorable qu'ils avaient imaginé : la présidente, symbole de la continuité des institutions, demeure, tandis que son secrétaire privé, chef du clan qui a monopolisé le pouvoir depuis la mort du général Peron, s'en va.

Quelles menaces réciproques, quelles négociations subtiles ont amené les militaires à laisser partir M. Lopez Rega ? Quelques faits indiquent que, de part et d'autre, on a lutté pied à pied. Non seulement M. Lopez Rega était finalement demeuré dans la résidence présidentielle, mais il est à peu près certain qu'il avait participé ces jours derniers à un conseil de cabinet. En outre, prenant prétexte de la mauvaise santé de la présidente, il filtrait plus que jamais les visiteurs de Mme Peron.

Le point culminant de l'affrontement entre l'ancien ministre et ceux qui étaient décidés à l'éloigner à tout prix du chef de l'Etat a été atteint, rapporte le quotidien *La Opinion* du 20 juillet, au moment où le colonel commandant la garde présidentielle a entrepris de faire désarmer la milice privée que M. Lopez Rega avait introduite, pour sa protection, dans l'enceinte de la résidence de Los Olivos.

Scandaleux, inévitable ou inespéré, le départ de M. Lopez Rega marque la fin d'une époque brève mais intense. Car il est admis ici que la prétendue mission de l'ancien ministre n'a d'autre objet que de permettre à la présidence de rester en place.

Le gouvernement pourrait être très rapidement épuré. Les ministres appartenant au clan Lopez Rega sont les plus visés : il s'agit de MM. Carlos Villone (bien-être social), Rodrigo (ministre du travail démissionnaire), et Conditi (travail). Deux autres membres du cabinet qui, sans appartenir au « *groupe des amis* », ont agi dans la ligne de M. Lopez Rega, MM. Ivanissevich (éducation) et Vignes (affaires étrangères), sont également sur la corde raide.

L'histoire devra un jour expliquer comment le clan a réussi en quelques mois à gagner des positions-clés, tant dans l'Etat que dans le mouvement justicialiste. Il y a d'abord le lien très ambigu — du ressort de la psychologie plus que de la politique — qui a uni et qui, sans doute, unit encore Mme Peron à son ancien secrétaire. Il faut tenir compte ensuite de l'aveuglement ou de la lâcheté des secteurs du péronisme orthodoxe ou des milieux conservateurs. Pour eux, M. Lopez Rega n'était pas un homme fréquentable, sans doute. Mais lui n'hésitait pas à se salir les mains pour lutter contre le péronisme de gauche, contre les syndicalistes partisans de la lutte des classes et contre toutes les formes de subversion. M. Lopez Rega pouvait aussi compter sur le soutien de certains membres de la police fédérale. La justice devra un jour vérifier si tous les fonctionnaires de ce corps ont manifesté leur appui à l'ancien ministre en demeurant dans les limites de la légalité.

Enfin, M. Lopez Rega a incontestablement bénéficié de l'encouragement de certains milieux des Etats-Unis pour qui un homme décidé à s'opposer, par quelque moyen que ce soit, à l'avance des forces progressistes dans un pays mérite considération et appui.

Le départ de M. Lopez Rega ne résout pas comme par enchantement les très graves problèmes auxquels se trouve confronté le pays.

Les leaders syndicaux recommandent la reprise, entre les différentes « forces vives » du pays, du dialogue que Juan Peron avait entamé avec l'opposition et que M. Lopez Rega avait pratiquement interrompu.

Nul ne s'y trompe. La C.G.T., qui attendait son heure depuis des années et avec plus d'impatience encore depuis la mort de Juan Peron, frappe à la porte du pouvoir. Mme Peron peut-elle aussi rapidement renverser ses alliances et faire siennes les propositions de la C.G.T. ? Elle aura sans doute des difficultés à oublier que la confédération péroniste vient de la défier pendant plus de trois semaines, obtenant le départ de son plus proche conseiller. Mais si la présidente est fermement décidée à se maintenir coûte que coûte à la Casa-Rosada, elle n'a plus guère le choix. Si elle veut demeurer le chef des Argentins, elle va sans doute cette fois devoir se décider à les suivre.

JEAN-PIERRE CLERC.

LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS EST VICTIME D'UNE ESCROQUERIE PORTANT SUR 23 MILLIONS DE FRANCS.

Une information judiciaire vient d'être ouverte à Paris dans une affaire d'escroquerie d'un montant de 23 millions de francs, au détriment de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Au siège de la banque, qui s'est portée partie civile, on confirme avoir été victime d'une escroquerie, mais on se refuse à tout commentaire, « pour ne pas gêner l'enquête ». On rappelle cependant que les bénéfices du premier semestre 1975 se sont élevés à 47,5 millions de francs, et sont donc largement supérieurs à la perte ainsi occasionnée.

Le fondé de pouvoir d'une agence parisienne de la banque aurait été abusé par les dirigeants d'une société fictive, qui, depuis deux ans, avaient établi avec lui des relations de confiance, et ont pu ainsi encaisser des chèques tirés sur leur compte non approvisionné.

Chef de l'opposition populiste autrichienne

M. KARL SCHLEINZER MEURT DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

(De notre correspondant.)

Vienne. — M. Karl Schleinzer, chef de l'opposition populiste (chrétienne démocrate) est décédé, samedi 19 juillet, dans un accident de la circulation. Il était âgé de cinquante et un ans.

[Né à Saint-Oswald, une petite commune de Carinthie, dans la famille d'un paysan, M. Karl Schleinzer entreprit, après la guerre, des études, alors que son épouse se partageait entre la culture de la ferme héritée du père et les premiers cocktails officiels, à Klagenfurt puis à Vienne.

A trente-sept ans, il devint ministre et eut, de 1961 à 1964, la charge de la défense nationale avant de prendre le portefeuille de l'agriculture, qu'il garda jusqu'en 1970. Cette année-là, le parti socialiste remporta une majorité encore relative. Les populistes, conscients du phénomène d'usure, remanièrent leur direction et Karl Schleinzer accéda au secrétariat général. En 1971, des élections anticipées donnèrent la majorité absolue au parti socialiste. M. Schleinzer devint alors chef du parti. Laborieusement, il entreprit une œuvre de réorganisation. Des succès électoraux en province lui donnèrent raison. Le 5 octobre prochain doivent avoir lieu des élections législatives. Le choix de son successeur, à trois mois du scrutin, sera délicat.]

Le numéro du « Monde » daté 20-21 juillet 1975 a été tiré à 488 779 exemplaires.

UN GISEMENT DE VAPEUR EST MIS EN ÉVIDENCE A L'OUEST DE DJIBOUTI

Des indices de vapeur à 200° C ont été récemment mis en évidence dans un forage, à 1 150 mètres de profondeur, du Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.), dans le Territoire français des Afars et des Issas (T.F.A.I.). Le puits est situé à 80 kilomètres à l'ouest de Djibouti, non loin du lac Assal.

Si ce gisement était un jour exploitable, l'énergie produite à partir de la vapeur humide (1) extraite du sol pourrait servir à faire tourner une centrale thermique, qu'une ligne électrique relierait à Djibouti.

Les géologues savaient depuis assez longtemps que le sous-sol du T.F.A.I. contenait très probablement des aquifères surchauffées.

L'eau de l'aquifère atteinte par le forage est, au fond du puits, à la pression de 90 bars. A cette pression, la température de 200° C est insuffisante pour que l'ébullition puisse se produire spontanément, et le puits n'est pas éruptif naturellement. Il a fallu injecter de l'air comprimé à 40 bars pour émulsionner l'eau présente à mi-puits, et, ainsi, permettre à l'eau surchauffée du fond de monter en surface.

Y. R.

(1) La vapeur humide comprend une proportion variable de gouttelettes d'eau liquide qu'il faut éliminer avant d'utiliser cette vapeur pour faire tourner des turbines. Les gisements de vapeur humide sont beaucoup plus nombreux que ceux de vapeur sèche, dont toute l'eau est en phase gazeuse, et qui sont directement utilisables. On ne connaît qu'une demi-douzaine de gisements de vapeur sèche dans le monde, alors qu'on a repéré plus de cent gisements de vapeur humide.

Présidé par M. Jacques Chirac

Un conseil interministériel examine le dossier de l'industrie électronucléaire

Le premier ministre devait présider, ce lundi 21 juillet, un conseil interministériel consacré à la politique nucléaire française. Aucune décision définitive ne devait être prise, la réunion étant destinée à préparer le dossier en vue d'un ultime conseil, qui se tiendra vraisemblablement vers la fin du mois à l'Elysée.

Quel rythme de construction de centrales nucléaires adopter après 1977 ? Comment réorganiser l'industrie nucléaire française ? Comment développer la coopération franco-allemande dans ce domaine ? Telles sont les principales questions qui se posent aujourd'hui au gouvernement français. S'il n'est pas question de revenir sur le nombre de centrales nucléaires qui seront édifiées en 1976-1977, ni d'arrêter formellement un chiffre pour les mises en chantier de centrales pour les années suivantes, le conseil devrait cependant tracer les grandes lignes du programme nucléaire après 1977. Le rythme de construction serait réduit pour abler sur un moyenne de cinq centrales seulement par an.

Ce — relatif — ralentissement de l'effort nucléaire, par rapport à ce qui avait été prévu sous le gouvernement de M. Messmer, aura, évidemment, des répercussions sur l'industrie française. Les ministres vont examiner le projet qui vise à faire rentrer le Commissariat à l'énergie atomique dans Framatome, aux côtés de Creusot-Loire (*le Monde* du 16 juillet). Mais il leur fait également étudier les moyens à mettre en œuvre pour éviter que le groupe C.G.E. — et, en particulier Alsthom, qui fabrique les turbo-alternateurs — ne soit pas éliminé d'un marché très important pour l'exportation.

Troisième volet du dossier : la coopération franco-allemande dans le domaine nucléaire. Elle pourrait se développer dans trois directions : la création d'un véritable marché concurrentiel entre la France et l'Allemagne fédérale ; des études et un financement commun sur les réacteurs d'avenir les (surrégénérateurs) le remplacement par des sociétés françaises d'un des deux actionnaires de K.W.U. (le constructeur allemand de centrales nucléaires) : A.E.G. souhaiterait, en effet, céder tout ou partie de sa participation dans K.W.U. On sait que les négociations entre Siemens (l'autre actionnaire de K.W.U.) et la C.G.E. sont fort avancées.

Mais une nouvelle hypothèse fait l'objet d'études approfondies : Saint-Gobain-Pont-à-Mousson pourrait racheter à A.E.G. la moitié de sa participation dans K.W.U., soit 25 % du capital de cette dernière. La direction industrielle de K.W.U. resterait, bien sûr, dans des mains allemandes. Une telle opération, outre le fait qu'elle apporterait à A.E.G. de l'argent frais, permettrait à Saint-Gobain-Pont-à-Mousson de faire son entrée dans le club des constructeurs de centrales nucléaires, alors qu'il n'est actuellement que fournisseur de composants (tuyaux, vannes, pompes). — J.-M. Q.

LE CONSEIL RÉGIONAL DE L'ILE DE MAYOTTE NOMME UN NOUVEAU PRÉFET

En attendant l'organisation d'une consultation sur le destin de l'île, le conseil de circonscription de Mayotte, dans l'archipel des Comores, a nommé un nouveau préfet, M. Bamana, pour remplacer le représentant de Moroni. Le préfet comorien reste toutefois, pour le moment, dans sa préfecture de Grande-Terre, sur l'île même. Les autorités françaises ne sont pas intervenues dans cette désignation. Le délégué général, M. Henri Beaux, qui se trouve à Moroni, avait envoyé à Mayotte son directeur de cabinet, M. Veyrant, en tant que représentant de la France (*le Monde* du 17 juillet).

Dans une interview publiée ce lundi par *le Figaro*, le prince Saïd Ibrahim, l'un des dirigeants du parti comorien d'opposition Umma, déplore que l'accession à l'indépendance de l'archipel se soit déroulée « *dans les pires conditions* ».

« *Il en résulte trois conséquences*, affirme le prince, *la sécession probable de Mayotte, la division politique interne, l'amitié et la coopération avec la France compromises.* » Le prince estime que, dans cette affaire, la responsabilité du président Ahmed Abdallah est très lourde. Il réclame, « *dans un souci de réconciliation générale* », la démission immédiate du président et la dissolution de la Chambre des députés comorienne.

M. GUY PINOT EST CHARGÉ DES PROBLÈMES DE LA PROSTITUTION

M. Valéry Giscard d'Estaing a décidé de confier tous les problèmes concernant la prostitution à M. Guy Pinot, premier président de la cour d'appel d'Orléans. M. Pinot, qui sera nommé officiellement mercredi par le conseil des ministres, devait être reçu lundi après-midi 21 juillet par M. Giscard d'Estaing.

NOUVELLES BRÈVES

● *Dans le Tarn- et Garonne*, les conseillers municipaux de sept communes ont donné leur démission pour protester contre la fermeture d'un district de l'E.D.F. Les sept maires des communes concernées (Belvèze, Durfort, Lauzerte, Saint-Amans, Sainte-Juliette, Sauveterre et Tréjouls) ont adressé une lettre à M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, lettre à laquelle ils ont joint le texte des délibérations de leur conseil municipal. — Corresp.

● *Des coups de feu ont été tirés*, samedi 19 juillet, sur un autocar allemand qui transportait des émigrés portugais venant dans leur pays pour y passer des vacances. L'incident s'est passé à Barracao, près de Mortagua, dans le centre du pays, près d'une barricade de contrôle. Le chauffeur, ne sachant pas à qui il avait affaire, avait refusé de s'arrêter. Il a été blessé. — (A.F.P.)

Toujours en hausse

LE DOLLAR FROLE LES 4,30 F

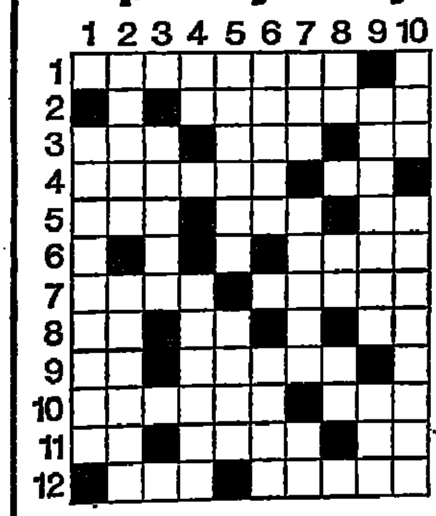
La poussée sur le dollar s'est poursuivie avec vigueur, lundi matin, sur les marchés des changes : à Paris, le cours de la monnaie américaine a frôlé 4,30 F (contre 4,25 F vendredi) pour revenir aux environs de 4,29 F ; à Francfort, il a dépassé 2,50 DM et à Zurich 2,65 FS. A ces niveaux, des ventes bénéficiaires sont apparues, notamment de la part des financiers arabes : le dollar vient de monter de 8 % en trois semaines, de 4 % en huit jours, et il serait logique qu'un reflux se produise.

Mais la logique ne gouverne pas toujours les grands mouvements à caractère psychologique comme celui qui se développe actuellement sur les marchés des changes, dans un climat de nervosité que l'on n'avait pas observé depuis plusieurs années.

LE CNIPE SE SPÉCIALISE DANS L'INFORMATION SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Centre national d'information pour la productivité des entreprises (CNIPE), créé en 1968, dont l'activité portait jusqu'à présent à la fois sur l'information économique générale et sur l'information concernant la formation professionnelle, va se spécialiser dans ce dernier domaine. Il constate ainsi la difficulté qu'il y a à mettre d'accord les partenaires sociaux sur une information économique commune, et se prépare à répondre aux besoins croissants de l'information sur la formation professionnelle. Ces besoins ont déjà été mis en évidence puisque, dès l'année dernière, le secrétariat d'Etat à la formation permanente a participé financièrement au budget du CNIPE, ce qui explique que M. Paul Granet en devienne le tuteur.

Ces transformations interviennent dans un moment de transition pour le CNIPE, puisque le mandat que son président, M. José Bidegain, exerçait depuis 1970 était venu à expiration depuis trois mois, et que le conseil d'administration tripartite (syndicats, entreprises, administration) doit être renouvelé prochainement. La structure juridique du CNIPE ne sera pas changée, mais ses services seront réorganisés. Sur ses quatre-vingt-cinq employés, une vingtaine seront licenciés avec indemnités car ils s'occupaient de l'information économique. D'autres seront éventuellement engagés pour les nouvelles activités, une fois le plan d'action futur défini par le nouveau conseil d'administration. Le départ du directeur général du CNIPE, M. Edouard Theysset, fonctionnaire, n'est pas envisagé par la nouvelle autorité de tutelle de cet organisme.



A B C D E F G